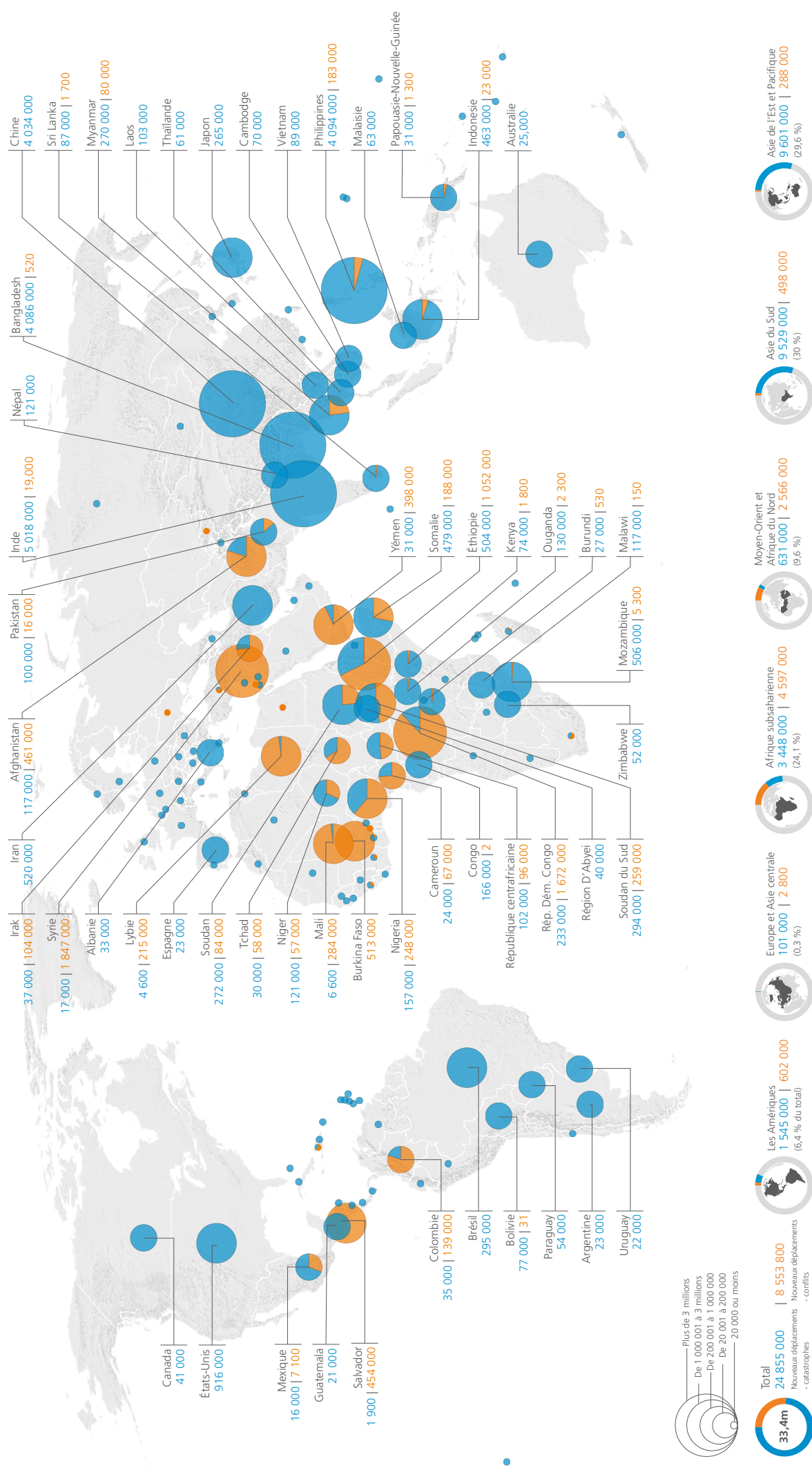


GRID  
2020

# RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉPLACEMENT INTERNE



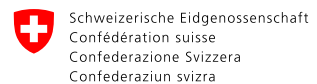
# NOUVEAUX DÉPLACEMENTS LIÉS AUX CONFLITS ET AUX CATASTROPHES EN 2019



Les noms et chiffres des pays et territoires ne sont indiqués que lorsque la valeur totale des nouveaux déplacements dépasse 20 000. En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres. Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

## REMERCIEMENTS

Le Rapport mondial de l'IDMC sur le déplacement interne a été réalisé grâce au généreux soutien des partenaires suivants : L'Agence américaine pour le développement international, l'Union Européenne, l'Agence suédoise de développement et de coopération internationale, le Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne, le ministère des Affaires étrangères de Norvège, le Ministère Australien des Affaires étrangères et du commerce, le Bureau américain de la population, des réfugiés et des migrations, la Commission européenne, l'Organisation internationale pour les migrations, le département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse et le ministère des Affaires étrangères du Liechtenstein.



**Photo de couverture :** La mosquée d'al-Nuri est toujours en ruines tout comme une grande partie de la vieille ville de Mossoul. En Irak, de nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) rentrent chez elles et on constate une diminution générale des nouveaux déplacements depuis maintenant deux ans. Malgré les difficultés, des solutions durables sont à portée de main. Crédit photo : Tom Peyre-Costa/NRC, 2019



RAPPORT MONDIAL SUR LE  
**DÉPLACEMENT**  
**INTERNE**

AVRIL 2020

# TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos . . . . .	viii
Résumé . . . . .	1
Partie 1: Le déplacement interne en 2019 . . . . .	7
Nouveaux déplacements. . . . .	8
Personnes en situation de déplacement . . . . .	11
Conflits et violences . . . . .	11
Catastrophes. . . . .	12
Aperçus régionaux . . . . .	13
Afrique subsaharienne . . . . .	15
En détail - Le Sahel : Une crise de dimension régionale qui s'aggrave . . . . .	23
En détail - Mozambique : Les conséquences à long terme des cyclones Idai et Kenneth . . . . .	25
En détail - Bassin du Nil blanc : Impacts chroniques, déplacements cycliques . . . . .	27
Moyen-orient et Afrique du Nord . . . . .	29
En détail - Syrie : Pas de lieu sûr où retourner . . . . .	35
En détail - Irak : Des solutions au déplacement à portée de main . . . . .	37
Asie de l'Est et Pacifique . . . . .	39
En détail - Myanmar : Le plus grand déplacement depuis des années. . . . .	45
Asie du Sud. . . . .	47
Les Amériques . . . . .	52
En détail - Venezuela : Premières étapes pour combler les lacunes en matière de données . . . . .	59
En détail - Les Bahamas : Dorian et les dimensions politiques du risque de catastrophe . . . . .	61
Europe et Asie centrale . . . . .	63

	Partie 2 : Mettre fin aux déplacements internes . . . . .	67
	Des leçons positives pour l’avenir . . . . .	68
	L’engagement politique comme base de l’action . . . . .	70
	En détail - Déplacement interne selon les ODD et le Cadre de Sendai . . . . .	71
	Capacités et ressources nécessaires à tous les niveaux . . . . .	75
	Des données plus solides peuvent aboutir à de meilleures politiques et pratiques . . . . .	80
	En détail - Les Philippines : Une tableau plus complet des déplacements liés aux catastrophes . . . . .	83
	Conclusion : Les 10 années à venir. . . . .	87
	Glossaire . . . . .	89
	Notes . . . . .	91
	Tableau 1 : Résumé des chiffres clés . . . . .	102
	Tableau 2 : Les plus grandes catastrophes à l’origine des déplacements par région. . . . .	105
	Tableau 3 : Les plus grandes catastrophes à l’origine des déplacements par région. . . . .	107
	Documents de référence. . . . .	122
	Remerciements . . . . .	125

Des personnes déplacées à cause du cyclone Idai débarquent d'un bateau au lever du jour au port de Beira, Mozambique. Photo © UNHCR/Alissa Everett, March 2019





# AVANT-PROPOS

Un nombre toujours croissant de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) vivent dans cette situation pendant de nombreuses années, voire des décennies. Alors que les années passent, le retour au domicile n'apparaît plus comme la solution adaptée à leur déplacement. La formule exacte pour déterminer le moment où le déplacement prend fin n'existe pas. Cependant il est très important de s'assurer que les déplacés internes puissent jouir des mêmes droits comme citoyens que les autres ressortissants. Un grand pas en faveur de solutions durables est franchi lorsque l'on valorise ce que ces personnes peuvent potentiellement apporter à la société et que l'on cesse de les voir comme un « fardeau ».

L'appropriation nationale et l'engagement politique font partie intégrante des solutions. Une plus grande attention accordée à la souveraineté nationale peut affaiblir la collaboration au niveau international mais l'appropriation nationale peut également représenter une chance. Si les solutions au déplacement sont perçues comme un engagement au niveau national, l'appropriation qui a fait défaut jusqu'alors est une opportunité à saisir. C'est ce qu'ont fait plusieurs pays en tenant compte des préoccupations des déplacés internes et des réfugiés qui retournent dans le pays dans leurs plans de développement nationaux.

Les déplacements internes ne font pas encore la une des médias internationaux. Toutefois les reportages des familles fuyant les bombardements en Syrie, les inondations en Inde et la violence au Nigeria ont sensibilisé les dirigeants nationaux et internationaux et le monde en général à leur situation catastrophique. La question a ainsi gagné en visibilité et c'est potentiellement notre volonté collective d'y remédier qui a été stimulée.

Et il y a d'autres raisons d'être optimiste. Cette année marque le coup d'envoi de la « décennie d'action » lancée par le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Le monde n'a plus que dix ans pour démontrer son sérieux en matière d'égalité à l'échelle mondiale et de développement durable. Un Groupe de haut niveau des Nations Unies sur les déplacements internes a d'ailleurs commencé ses travaux en début d'année sur la problématique. Cinquante-sept pays ont adhéré à l'initiative, constituant ainsi une occasion unique de poser un regard neuf sur les obstacles politiques et opérationnels aux solutions durables mais aussi de poser les bases de véritables avancées en matière de prévention et de réduction des risques. Espérons que les travaux du Groupe déboucheront sur des recommandations concrètes et progressistes pour résoudre les déplacements internes liés à d'autres phénomènes internationaux tels que l'urbanisation et le changement climatique.

Le Rapport Mondial sur le Déplacement Interne de cette année (GRID pour ses initiales en anglais), la publication

phare de la communauté internationale en la matière, est une base de données indispensable pour le déploiement d'efforts nationaux et internationaux afin de résoudre la question du déplacement interne. Il met en évidence l'ampleur des déplacements de population dans le monde et les efforts dédiés pour y faire face. Il donne également un aperçu des principales tendances au niveau régional, de leurs impacts ainsi que les risques qui en découlent. Par ailleurs, il détaille le caractère spécifique de chaque type de déplacement et passe en revue des mesures et outils de coopération qui pourraient être mobilisés afin que la situation fâcheuse dans laquelle se retrouvent des millions de personnes déplacées puisse toucher à son terme.

L'année 2020 marque la fin de la stratégie actuelle de l'IDMC et le début d'une nouvelle ère. Les efforts déployés afin de réduire et résoudre le déplacement interne au cours de la prochaine décennie seront étroitement liés aux décisions d'aujourd'hui. Allons-nous reconnaître ou ignorer les déclencheurs, les facteurs et les impacts des déplacements ? Investirons-nous davantage dans notre capacité collective à agir ? Et, peut-être la chose la plus importante, trouverons-nous l'engagement politique nécessaire pour mettre en place un changement durable ?

À titre de conseillers de l'IDMC, nous nous réjouissons de l'accent mis cette année dans le Rapport du GRID sur les solutions. Nous devons identifier et investir dans des initiatives ancrées dans les principes du développement inclusif et de l'égalité des chances mais aussi promouvoir des solutions pragmatiques et progressives. C'est le moment de se mettre sérieusement au travail.



**Peter de Clercq**  
Pour le Groupe Consultatif de l'IDMC

# RÉSUMÉ

## Nouveaux déplacements en 2019

# 33,4 millions

le chiffre le plus élevé depuis 2012

**8,5 millions liés aux conflits et à la violence**

en raison de l'augmentation de la violence au Burkina Faso, au Yémen et en Libye

**24,9 millions liés aux catastrophes**

Dont 23,9 en raison des catastrophes météorologiques

Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes par région



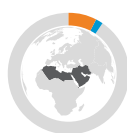
Les Amériques  
1 545 000 | 602 000  
(6,4 % du total mondial)



Europe et Asie centrale  
101 000 | 2800  
(0,3 %)



Afrique subsaharienne  
3 448 000 | 4 597 000  
(24,1 %)



Moyen-Orient et Afrique du Nord  
631 000 | 2 566 000  
(9,6 %)

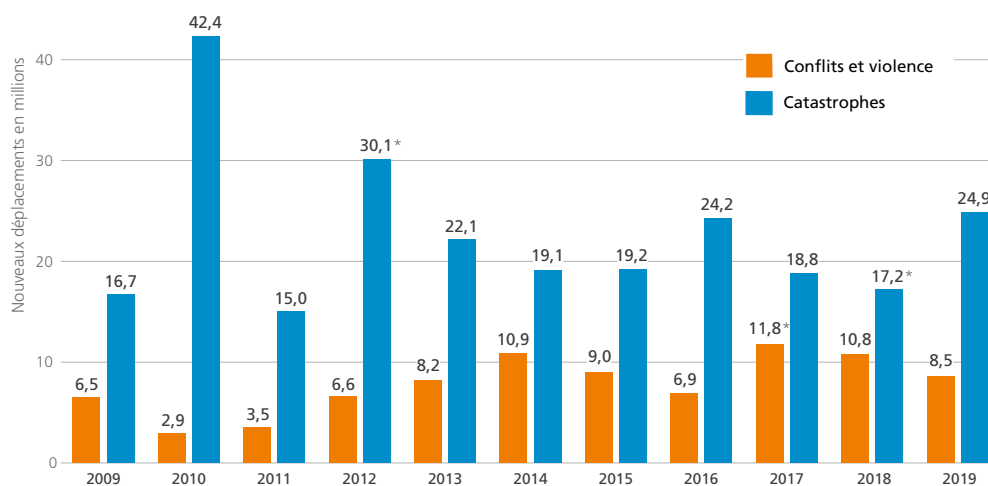


Asie du Sud  
9 529 000 | 498 000  
(30 %)



Asie de l'Est et Pacifique  
9 601 000 | 288 000  
(29,6 %)

Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes dans le monde (2009-2019)



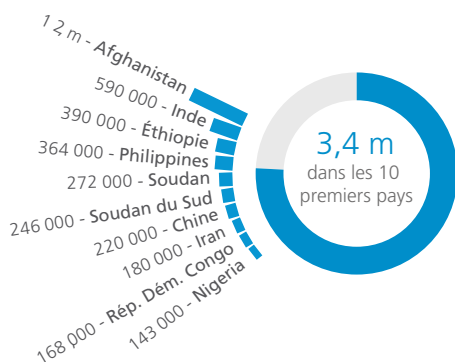
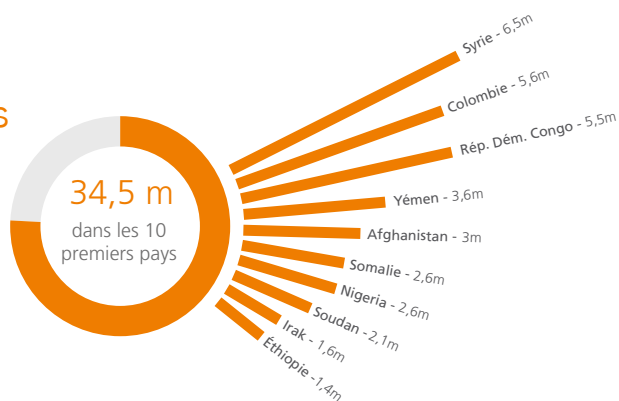
\* Chiffres actualisés. Pour plus d'informations, voir l'annexe méthodologique disponible en ligne.

# Nombre total de déplacés internes

## 50,8 millions

45,7 millions en raison des conflits et de la violence

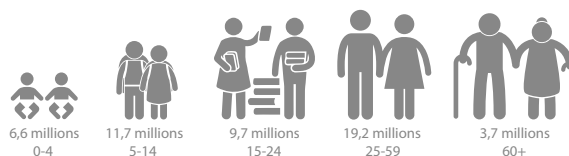
Un niveau record



5,1 millions en raison des catastrophes

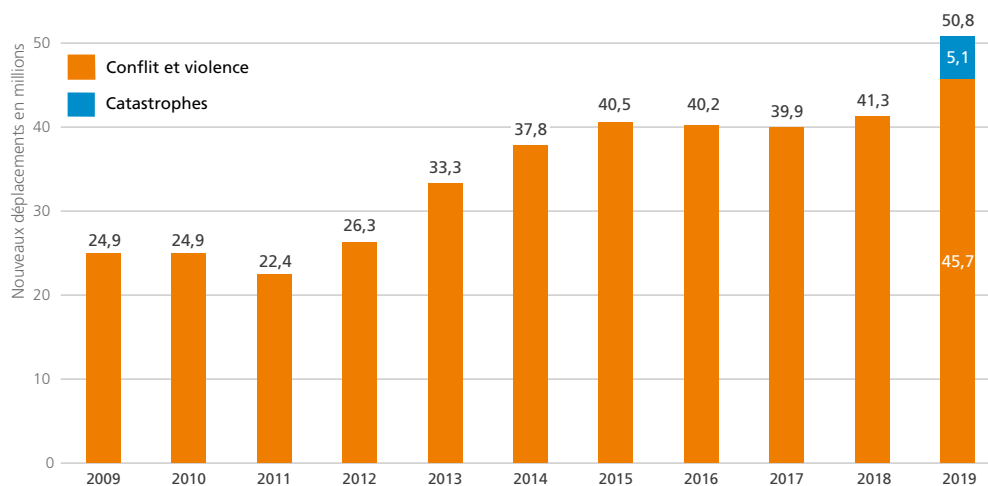
La toute première estimation

18,3 millions de déplacés internes sont des enfants de moins de 15 ans et 3,7 millions ont plus de 60 ans



Nombre total de déplacés internes dans le monde fin 2019 par tranche d'âge

Nombre total de déplacés internes dans le monde à la fin de l'année (2009-2019)



Les chiffres ayant été arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres indiqués.

## Déplacements internes liés aux conflits et à la violence

De nouveaux déplacements liés à des conflits ont été enregistrés dans 50 pays en 2019. La plupart des déplacements se sont produits dans des pays à faibles et moyens revenus dont la **Syrie**, la **République Démocratique du Congo (RDC)** et l'**Éthiopie**, comptabilisant chacun plus d'un million de nouveaux déplacements.

L'Afrique subsaharienne est la région qui a enregistré le chiffre le plus élevé. Bon nombre des nouveaux déplacements sont liés à une escalade de la violence et à une détérioration générale de la sécurité au Sahel, notamment au **Burkina Faso**, au **Mali** et au **Niger**. Les conflits en cours ont également forcé des centaines de milliers de personnes à quitter leur domicile en **Somalie** et au **Soudan du Sud**.

Les conflits de longue durée en **Syrie**, au **Yémen** et en **Libye** ont entraîné une augmentation des déplacements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord qu'il s'agisse de nouveaux déplacements ou de personnes vivant en situation de déplacement à la fin de l'année.

8,5 millions  
de nouveaux  
déplacements



45,7 millions de  
déplacés  
internes

Le nombre total de personnes déplacées n'a jamais été aussi élevé. Toutes les régions sont touchées par les déplacements liés aux conflits mais ceux-ci sont principalement concentrés dans quelques pays. Sur un total de 45,7 millions de personnes déplacées au niveau mondial à la fin de l'année, soit 34,5 millions, se trouvaient dans 10 pays seulement.

Des filles et des garçons sur le chemin de leur école en ruines à Trinkot, en Afghanistan. Depuis, des efforts ont été déployés pour reconstruire l'école, prête à accueillir davantage d'enfants en septembre 2019.

Crédit photo : NRC/Enayatullah Azad, Février 2016

## Déplacements internes liés aux catastrophes

Près de 2 000 catastrophes ont provoqué 24,9 millions de nouveaux déplacements dans 140 pays et territoires en 2019. Depuis 2012, c'est le chiffre le plus élevé qui a été enregistré et c'est trois fois plus que les déplacements causés par les conflits et la violence.

Les déplacements liés aux catastrophes ont été enregistrés aussi bien dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu élevé. Les cyclones Idai et Kenneth ont forcé des centaines de milliers de personnes à quitter leur domicile au **Mozambique**, au **Malawi**, à **Madagascar**, au **Zimbabwe** et dans les archipels des **Comores** et de **Mayotte**. L'ouragan Dorian a eu des répercussions sans précédent sur les Bahamas et la tempête a également provoqué des déplacements de population dans les îles voisines ainsi qu'aux **États-Unis** et au **Canada**.

24,9 millions  
de nouveaux  
déplacements

Au-delà des chiffres en tant que tels, force est de constater que les catastrophes ont touché de nombreuses communautés déjà vulnérables, déplaçant des personnes dont la capacité à faire face aux difficultés est limitée. Les inondations généralisées au **Soudan du Sud** ont déplacé des personnes qui avaient déjà fui le conflit pour la deuxième fois. Par rapport à la taille de sa population, les conséquences du cyclone Kenneth aux **Comores** ont été dévastatrices.

Une grande partie des nouveaux déplacements signalés en 2019 ont eu lieu sous la forme d'évacuations préventives. Les cyclones Fani et Bulbul ont provoqué l'évacuation de plus de cinq millions de personnes rien qu'en **Inde** et au **Bangladesh**. Il ne fait aucun doute que les évacuations sauvent des vies mais nombreuses sont les personnes évacuées qui ont vu leur déplacement se prolonger parce que leurs logements ont été endommagés ou détruits.

À la fin de l'année, environ 5,1 millions de personnes dans 95 pays et territoires vivaient en situation de déplacement à la suite de catastrophes. Ce chiffre comprend les personnes qui ont fui des catastrophes en 2019 mais aussi au cours des années précédentes. Des 1,2 million de personnes déplacées par la sécheresse et les inondations en **Afghanistan** au cours des dernières années aux 33 000 personnes toujours déplacées dix ans après le tremblement de terre en **Haïti**, ces chiffres ne représentent que la partie émergée de l'iceberg.



5,1 millions de  
déplacés  
internes



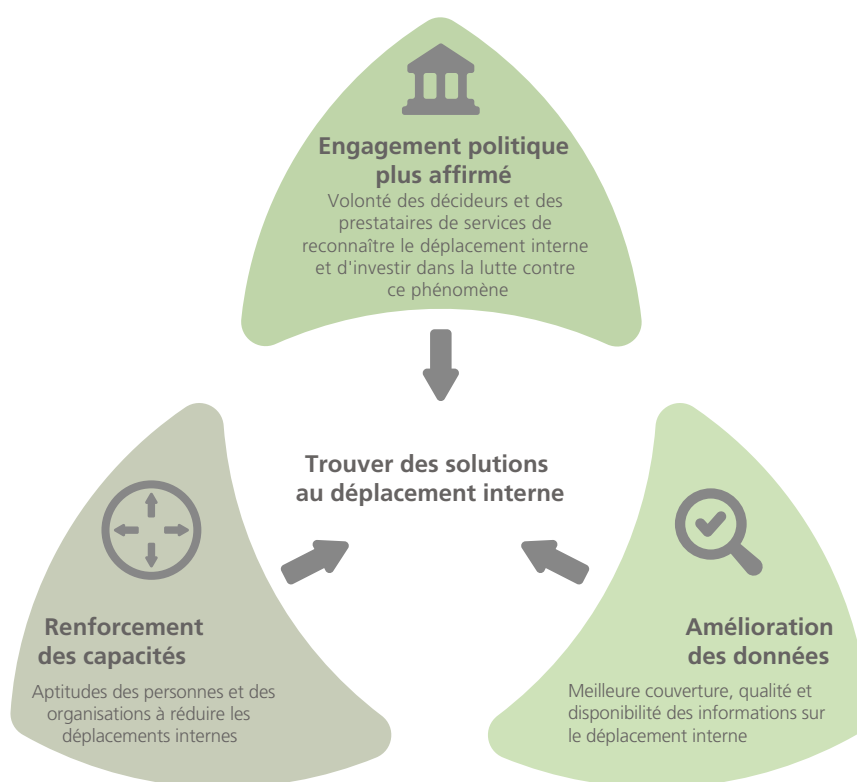
## Trouver des solutions au déplacement interne

Des efforts concrets ont été déployés pour prévenir et répondre aux déplacements internes en 2019 et des avancées prometteuses dans un certain nombre de pays ont mis en évidence les ingrédients clés du succès.

De nouvelles initiatives nationales ont été la preuve d'un engagement politique bien plus affirmé. Des pays tels que le Niger et la Somalie ont amélioré leur cadre stratégique concernant le déplacement interne. D'autres, dont l'Afghanistan, l'Irak et les Philippines, ont intégré le déplacement dans leurs plans de développement, dans leurs rapports sur les objectifs de développement durable ou lors de la mise à jour des stratégies de gestion des

risques conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Le renforcement des capacités dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement s'est traduit par une meilleure coordination et une augmentation des investissements. L'amélioration de la quantité et de la qualité des données disponibles a permis d'obtenir de meilleurs rapports et analyses, qui, pour leur part, apportent des réponses plus efficaces et des mesures d'atténuation des risques.



Anas, 10 ans, passe ses journées à aider sa famille dans l'élevage de moutons. " Je suis l'homme de la maison et j'aide ma famille ". Fin 2019, la Syrie comptait 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Photo© UNHCR/Antwan Chnkjji, Août 2019

## Quels enseignements en avons-nous tirés ?

---

- 1. La reconnaissance du phénomène du déplacement interne est un premier pas essentiel pour y remédier.** Les changements dans la façon dont le phénomène a été perçu ont contribué à des avancées significatives dans la politique nationale et les pratiques en Somalie.
- 2. Les politiques et les programmes peuvent intégrer la question du déplacement interne ou s'y consacrer pleinement mais ils doivent toujours correspondre aux priorités nationales.** Le gouvernement afghan aborde le déplacement interne comme une question humanitaire et de développement et estime qu'il est la conséquence à la fois des conflits et des catastrophes. Cette approche peut ainsi permettre de renforcer la coordination et les réponses institutionnelles.
- 3. Les initiatives régionales et mondiales agissent comme des catalyseurs pour l'engagement national et l'action locale.** Les dialogues parrainés par l'Union Africaine et les commissions régionales ont conféré une vraie dynamique au soutien politique à travers le continent. Des initiatives au niveau mondial telles que le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur le déplacement interne peuvent également stimuler l'action nationale.
- 4. Pour être efficaces, les initiatives locales nécessitent un financement plus stable et plus durable.** Le financement pluriannuel en Haïti a permis de mettre en place un cadre de planification plus long et plus transparent et ce sont les organisations locales qui, en Somalie, ont bénéficié de l'aide du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix en faveur de solutions durables.
- 5. Les outils existants peuvent être utilisés pour fournir aux planificateurs et aux gouvernants des preuves qui vont bien au-delà des chiffres.** Grâce au suivi officiel des déplacements de population liés aux catastrophes aux Philippines, aux données de repérage des téléphones portables et aux réseaux sociaux, la planification des abris, la reconstruction et la réhabilitation urbaine à long terme ont pu être améliorées.
- 6. Une collaboration plus étroite facilite la disponibilité et l'accessibilité des données.** Des initiatives régionales en Afrique, en Europe et en Amérique latine renforcent la collaboration et la coordination et permettent d'obtenir des données plus cohérentes et plus fiables. Ainsi les fournisseurs, les utilisateurs et les donateurs peuvent se les approprier plus facilement.
- 7. La prise en compte des déplacements ainsi que les rapports sur les progrès effectués constituent un outil essentiel pour stimuler et pérenniser l'engagement politique.** Les stratégies nationales en matière de données et les budgets consacrés au Mali et aux Philippines ont permis d'établir des rapports systématiques et réguliers qui, de leur côté, catalysent le soutien interne et externe en faveur de solutions durables.

7

PARTIE 1

# LE DÉPLACEMENT INTERNE EN 2019

---



Une famille syrienne se promène dans les décombres  
de son quartier à Homs.  
Photo © HCRA/Vivian Tou'meh, Mars 2019



# NOUVEAUX DÉPLACEMENTS

Les conflits et les catastrophes ont provoqué 33,4 millions de nouveaux déplacements internes dans 145 pays et territoires en 2019. La plupart des déplacements liés aux catastrophes ont été provoqués par des tempêtes tropicales et des pluies de mousson en Asie du Sud et en Asie de l'Est et Pacifique. Le Bangladesh, la Chine, l'Inde et les Philippines ont enregistré chacun plus de quatre millions de personnes déplacées dont beaucoup ont fait l'objet d'évacuations préventives menées par les gouvernements. Cependant, de nombreuses personnes évacuées ont vu leur déplacement se prolonger parce que leurs logements ont été endommagés ou détruits.

Les conflits se sont poursuivis sans relâche dans des pays tels que l'Afghanistan, la République démocratique du Congo (RDC) et la Syrie, qui comptent également parmi les pays où le nombre de personnes vivant en situation de déplacement prolongé est le plus élevé. La violence a fortement augmenté au Burkina Faso, au Mali et au Niger, provoquant de nouveaux déplacements importants. Dans des pays comme le Nigeria, le Soudan du Sud et le Yémen, les catastrophes ont forcé de nombreuses personnes déjà déplacées par le conflit à fuir une deuxième fois.

FIGURE 1: Cinquante pays et territoires comptant le plus grand nombre de nouveaux déplacements en 2019

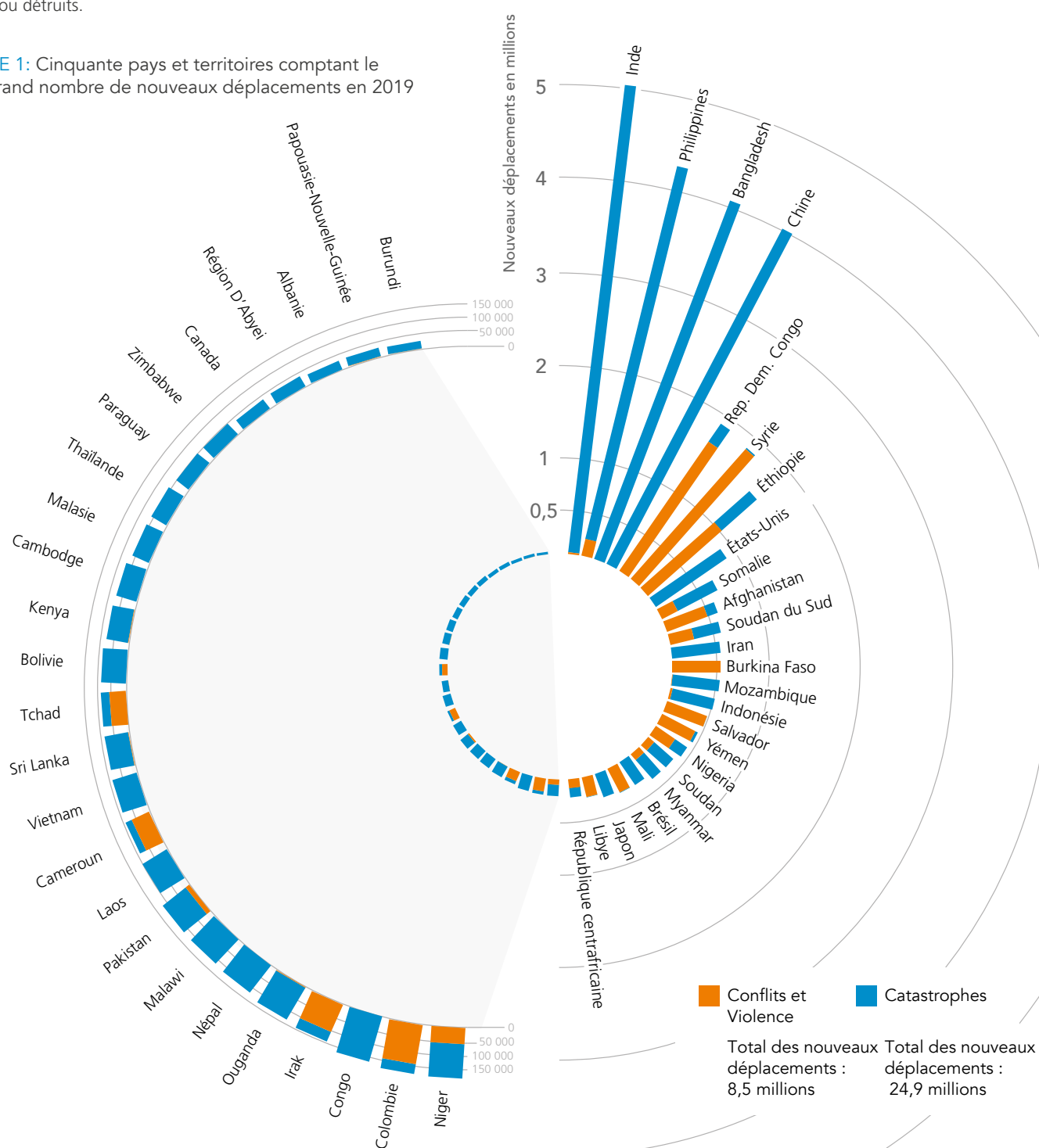
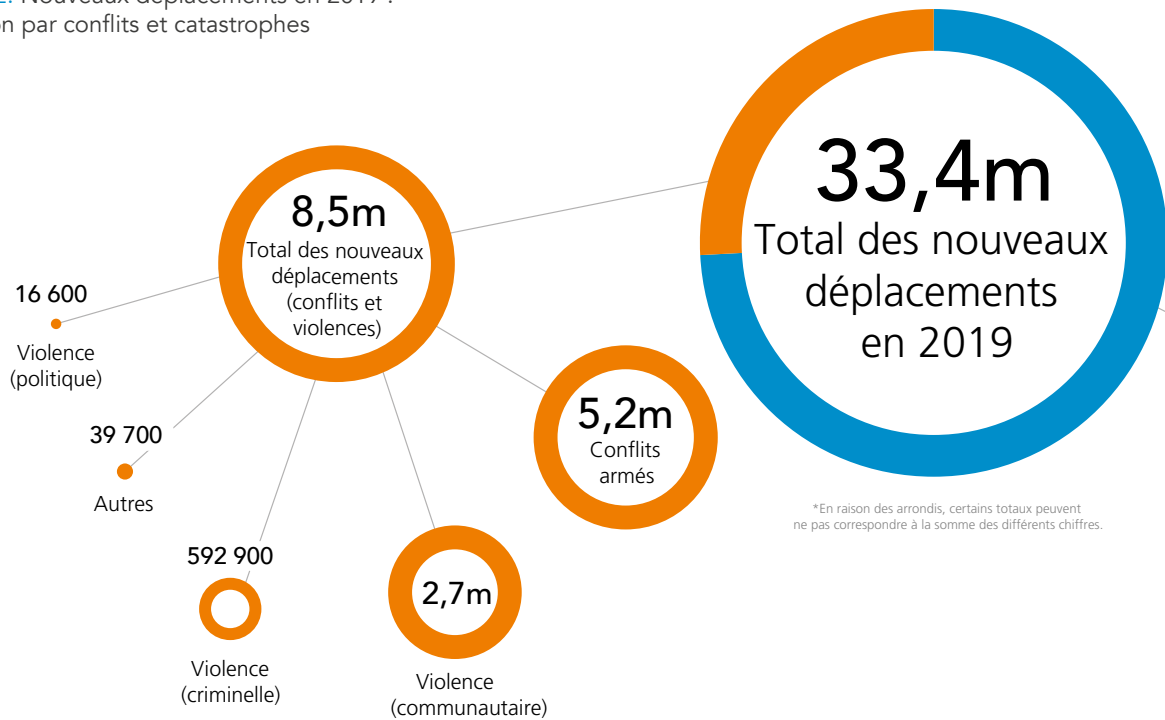


FIGURE 2: Nouveaux déplacements en 2019 : répartition par conflits et catastrophes

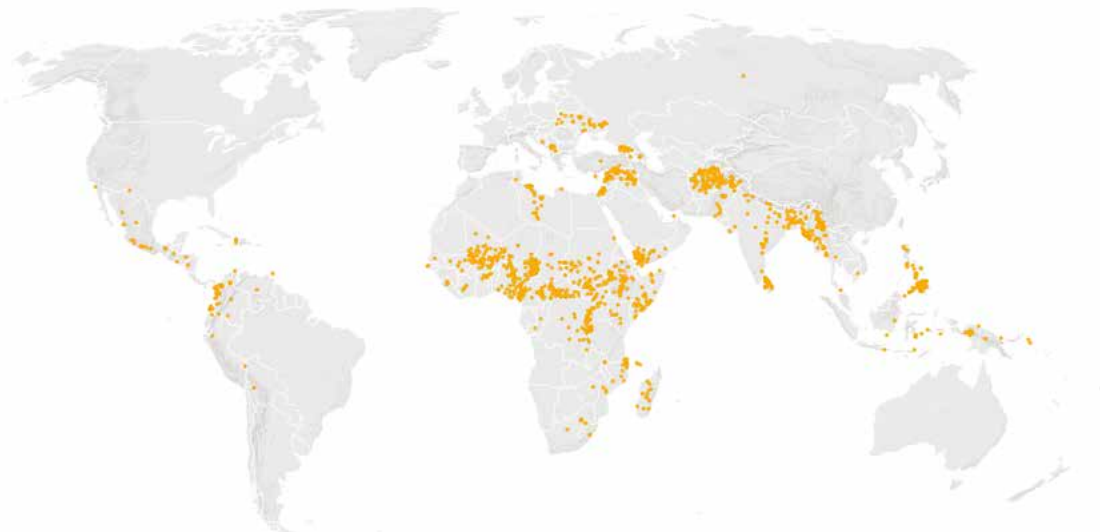


Les catastrophes ont provoqué près des trois-quarts des nouveaux déplacements enregistrés dans le monde en 2019, soit 24,9 millions de personnes. Plus de 95 % d'entre elles sont la conséquence d'aléas d'origine climatique tels que les tempêtes et les inondations. L'écrasante majorité des déplacements de population sont liés à des conflits armés mais la violence communautaire représentait une proportion importante du total des 8,5 millions de personnes au niveau mondial (voir Figure 2).

Les données géolocalisées sur les déplacements internes montrent que, bien que le phénomène soit mondial, même au sein des pays et des régions, il tend à se concentrer dans certaines zones.

Les déplacements liés aux conflits se produisent dans des poches spécifiques notamment dans les provinces orientales de la RDC, le sud de la Somalie ou les départements de la côte pacifique de la Colombie (voir Figure 3). Les déplacements liés aux catastrophes ont souvent lieu dans des zones très urbanisées comme les côtes orientales de la Chine et des États-Unis (voir Figure 4). Nombre de ces régions ont connu divers déplacements au cours de l'année. Au-delà de ce phénomène mondial, il est important de faire la lumière sur ces spécificités locales.

FIGURE 3: Déplacements liés aux conflits par zone géographique



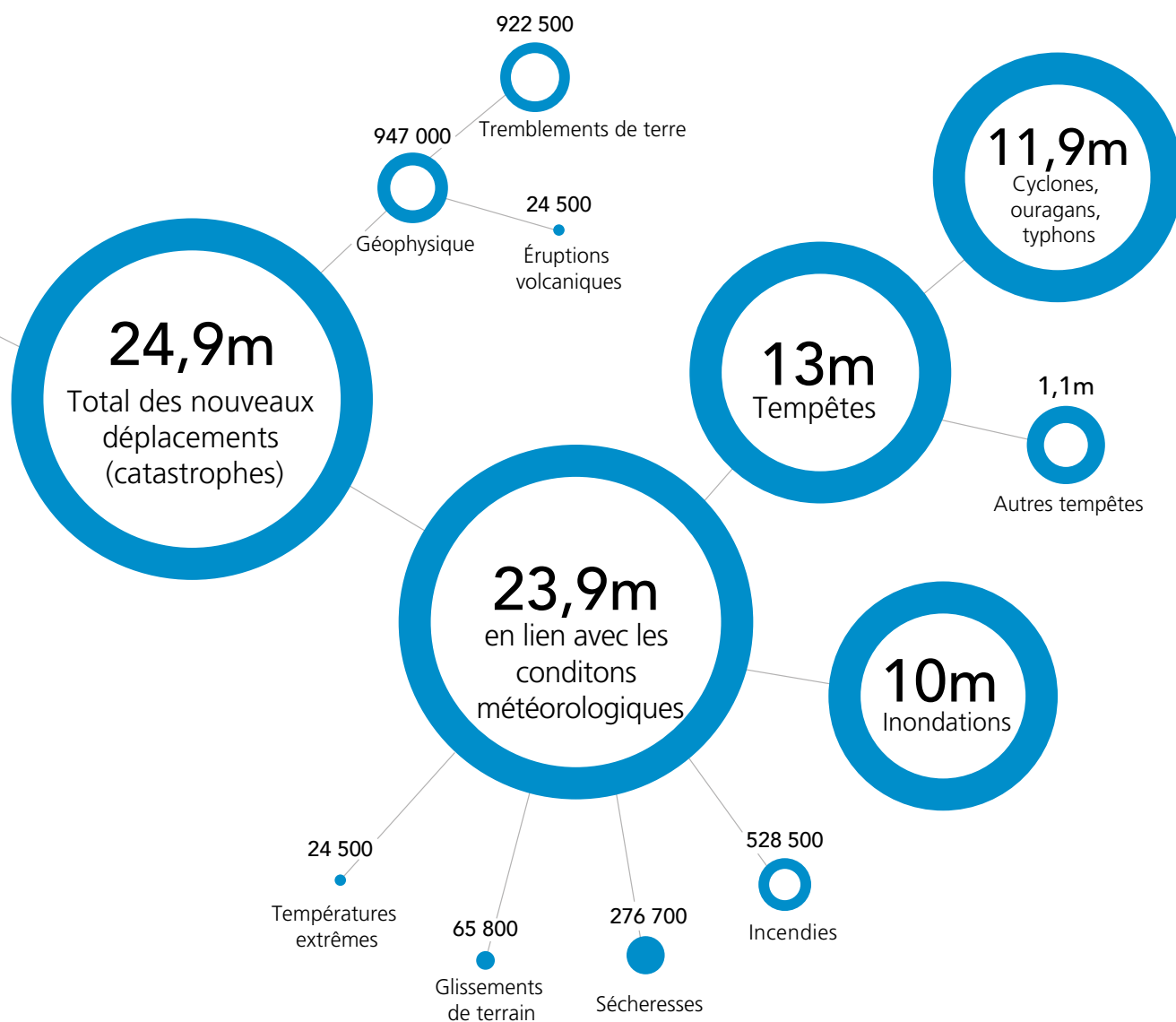


FIGURE 4: Déplacements liés aux catastrophes par zone géographique



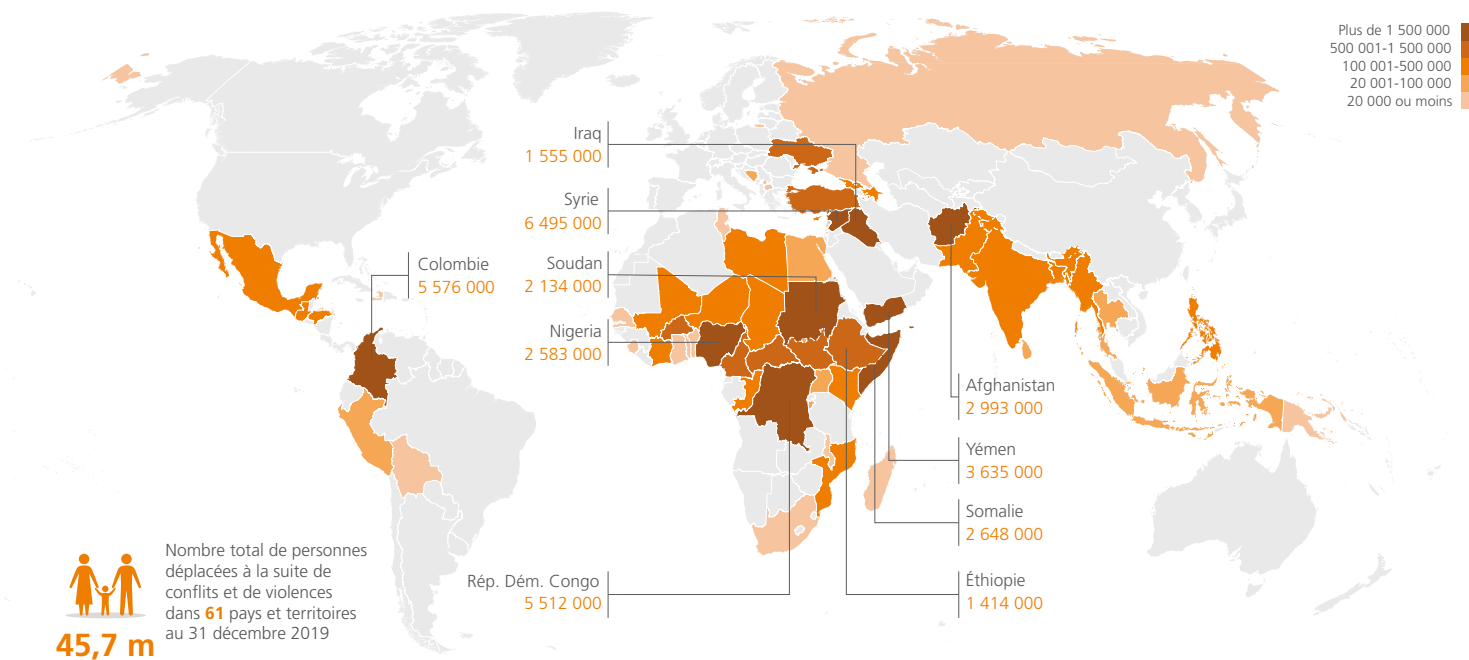
# PERSONNES EN SITUATION DE DÉPLACEMENT

## Conflits et violences

Au 31 décembre 2019, un nombre record de 45,7 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de conflits et de violences dans 61 pays et territoires (voir Figure 5). Ce chiffre est le plus élevé jamais enregistré. Il rappelle également que les personnes en situation de déplacement interne représentent une majorité écrasante des personnes ayant fui les conflits et la violence dans le monde. L'année dernière, leur nombre a dépassé celui des réfugiés de 19,8 millions.<sup>1</sup>

Cinq pays - l'Afghanistan, la Colombie, la RDC, la Syrie et le Yémen - représentent plus de la moitié du total mondial. Les personnes ont peut-être été déplacées suite aux événements récents mais les chiffres incluent également celles qui vivent depuis des décennies en situation de déplacement interne dans des pays tels que la Palestine, le Pérou, les Philippines et le Soudan (voir le tableau 3 et l'annexe méthodologique en ligne). Plusieurs millions de déplacés internes se heurtent encore à des obstacles importants malgré leurs efforts pour mettre fin durablement à leur déplacement. D'où l'urgente nécessité de mobiliser l'effort collectif pour relever un défi toujours plus grand.

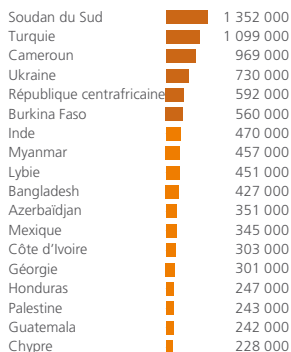
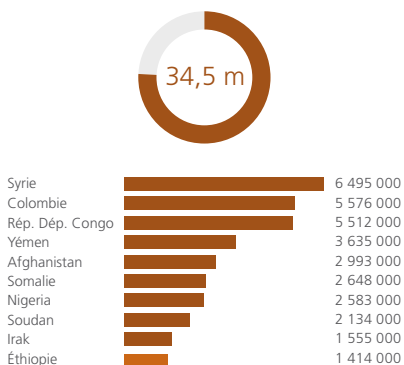
FIGURE 5: Nombre total de personnes déplacées par les conflits et la violence au 31 décembre 2019



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Les 10 pays et territoires comptant le plus grand nombre de déplacés internes au 31 décembre 2019

Autres pays



Pays et territoires comptant moins de 20 000 personnes déplacées par ordre de grandeur :

Kosovo, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sénégal, Libani, Sierra Leone, Bénin, Madagascar, Haïti, Togo, Russie, Afrique du Sud, Ghana, Malawi, République de Macédoine, Bolivie et Tunisie

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

## Catastrophes

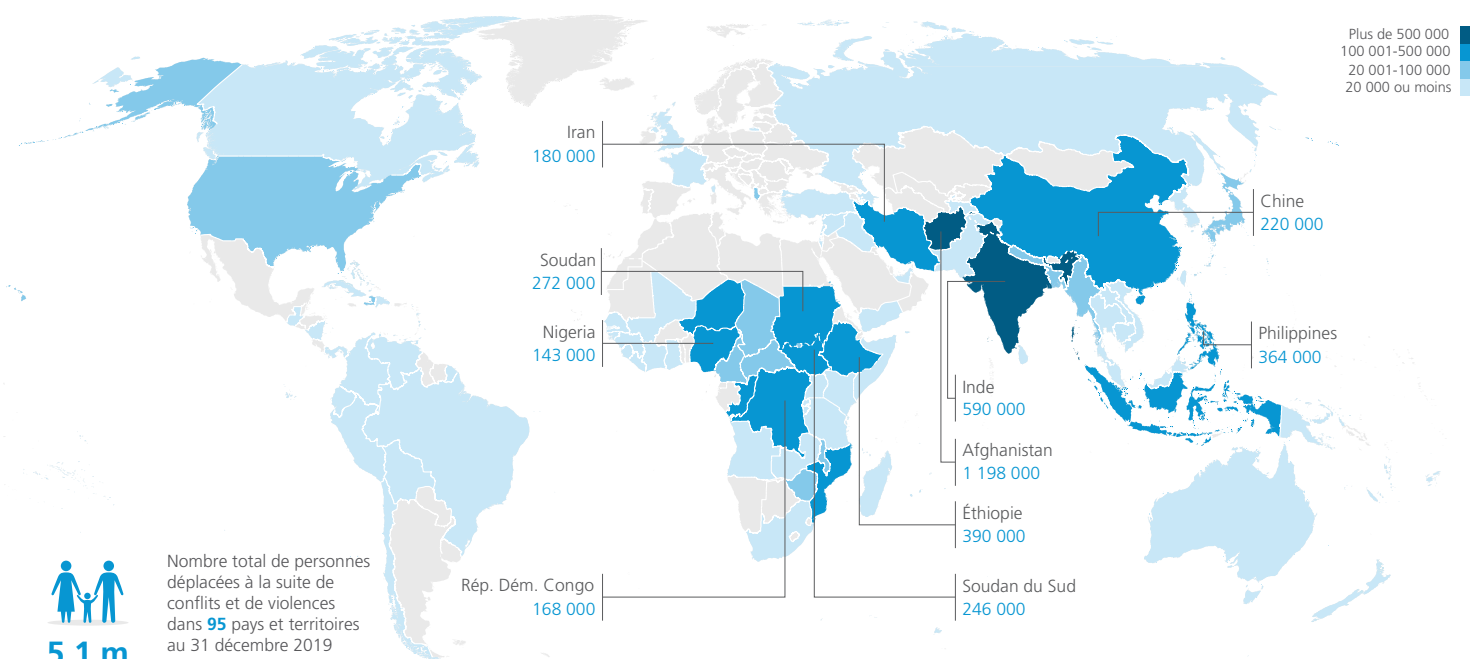
Au 31 décembre 2019, au moins 5,1 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de leur pays à la suite de catastrophes dans 95 pays et territoires (voir Figure 6). C'est la première fois qu'un tel chiffre au niveau mondial est compilé. Environ 90 % du total est constitué de personnes déplacées au cours de l'année. Les personnes restantes ont été déplacées au cours des années précédentes et sont incluses dans l'estimation lorsque des preuves de leur déplacement ininterrompu ont pu être disponibles. Le chiffre global est une sous-estimation car peu de données sont recueillies sur la durée des déplacements de personnes à la suite de catastrophes (voir l'annexe méthodologique en ligne).

C'est en Afghanistan que le nombre de personnes encore déplacées à la suite de catastrophes était le plus élevé à la fin de 2019

avec 1,2 million de personnes déplacées qui ont fui la sécheresse et les inondations de ces dernières années (voir Figure 6). Des centaines de milliers d'autres personnes étaient encore déplacées à la suite de catastrophes qui ont frappé au cours de l'année dans des pays tels que l'Inde, l'Éthiopie et le Soudan du Sud. Environ 33 000 personnes étaient encore en situation de déplacement en Haïti dix ans après le tremblement de terre dévastateur de 2010.<sup>2</sup>

La rareté des données chronologiques ne permet pas de saisir complètement l'ampleur et la nature des déplacements prolongés provoqués par les catastrophes et les effets du changement climatique. Supposer que les personnes déplacées retournent chez elles peu après les catastrophes peut mener à l'hypothèse erronée qu'il n'y a plus de vulnérabilités liées à leur déplacement. La réalité est souvent plus complexe et ces premières estimations, bien que prudentes, constituent un premier pas pour combler cette importante lacune en matière de connaissances.

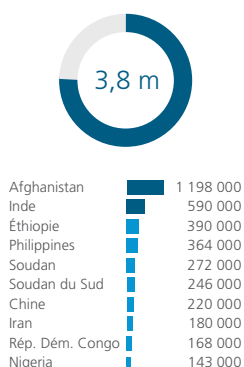
FIGURE 6: Nombre total de personnes déplacées par catastrophe au 31 décembre 2019



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Les 10 pays et territoires comptant le plus grand nombre de déplacés internes au 31 décembre 2019

Autres pays



Mozambique	132 000
Niger	121 000
Congo	107 000
Indonésie	104 000
République centrafricaine	95 000
Bangladesh	88 000
Japon	88 000
Malawi	54 000
Zimbabwe	52 000
Haïti	51 000
Myanmar	41 000
États-Unis	37 000
Albanie	32 000
Népal	29 000
Cameroun	28 000
Tchad	27 000
Région D'Abeyi	26 000

Pays et territoires comptant moins de 20 000 personnes déplacées par ordre de grandeur :

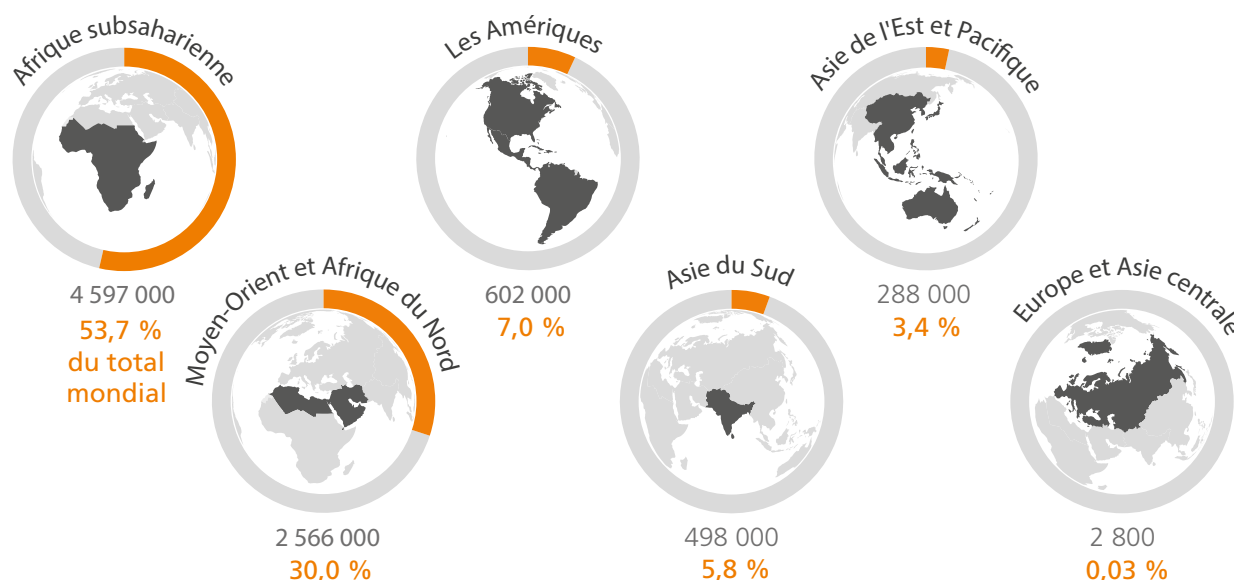
Comores, Pakistan, Malaisie, Australie, Ghana, Burundi, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vietnam, Canada, Mali, Pérou, Rwanda, Laos, Sri Lanka, Gambie, Russie, Syrie, Sierra Leone, Cuba, Tadjikistan, France, Bolivie, Corée du Sud, Chili, Colombie, Royaume-Uni, Brésil, Kenya, Madagascar, Guatemala, Cambodge, Tanzanie, Angola, Ouganda, Corée du Nord, Bahamas, Fidji, Liberia, Somalie, Taïwan, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Thaïlande, Yémen, Irak, Venezuela, Équateur, Israël, Liban, Azerbaïdjan, Barbade, Île Maurice, Sénégal, Turquie, Vanuatu, Afrique du Sud, Zambie, Panama, Émirats arabes unis, Nicaragua, République dominicaine, Guinée, Îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Zélande, Sainte-Lucie, Porto Rico, Polynésie Française et Trinidad et Tobago

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

# APERÇUS RÉGIONAUX

## Conflits et violences

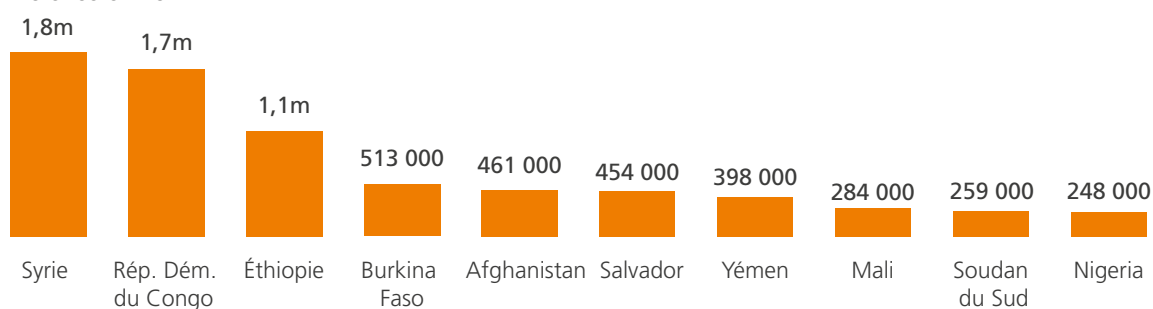
FIGURE 7: Conflits et violences : nouveaux déplacements par région en 2019



En 2019, la plupart des nouveaux déplacements provoqués par les conflits et la violence ont été enregistrés en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Comme les années précédentes, la majorité a eu lieu en Syrie, en RDC et en Éthiopie. Un nombre sans précédent a été enregistré au Burkina Faso ainsi que des augmentations significatives au Mali et en Libye. Une meilleure collecte de données associée à la persistance des conflits et de la violence ont également entraîné une augmentation des chiffres pour des pays tels que le Salvador et le Yémen.

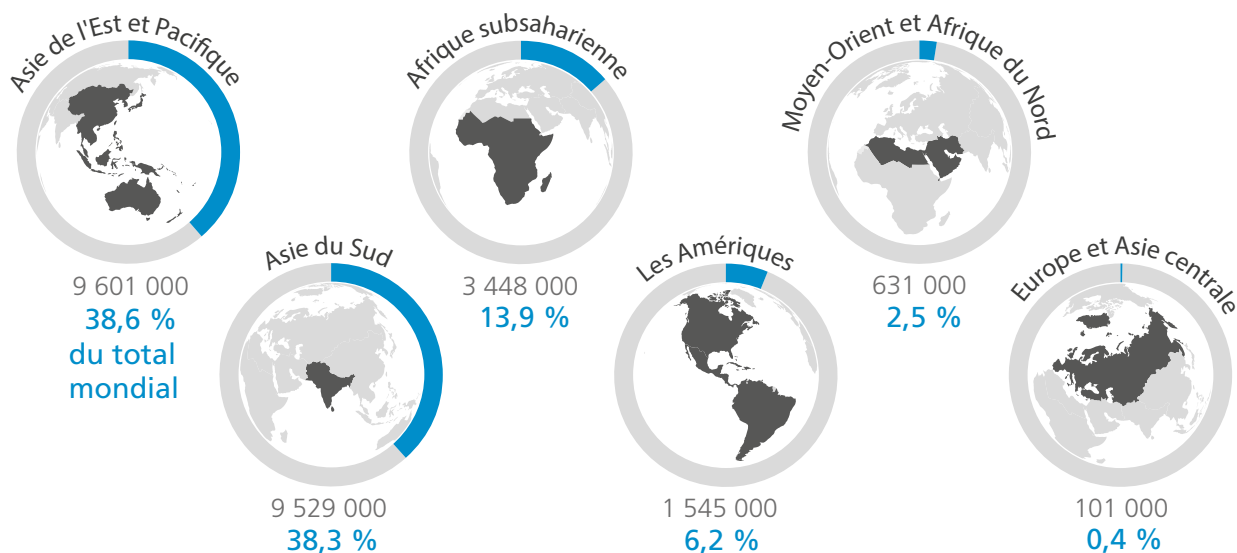
Le nombre de nouveaux déplacements a diminué dans certains pays grâce à la réussite des accords de cessez-le-feu et des initiatives de consolidation de la paix, comme en République centrafricaine (RCA), en Irak et au Soudan du Sud. Cependant, nombre de ces situations demeurent fragiles et des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire le risque de conflits et de nouveaux déplacements. L'aide humanitaire reste essentielle pour les personnes déplacées mais il faudra des activités de développement à plus long terme pour résoudre les problèmes sous-jacents qui prolongent le déplacement de millions de personnes.

FIGURE 8: Les dix pays comptant le plus de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence en 2019



## Catastrophes

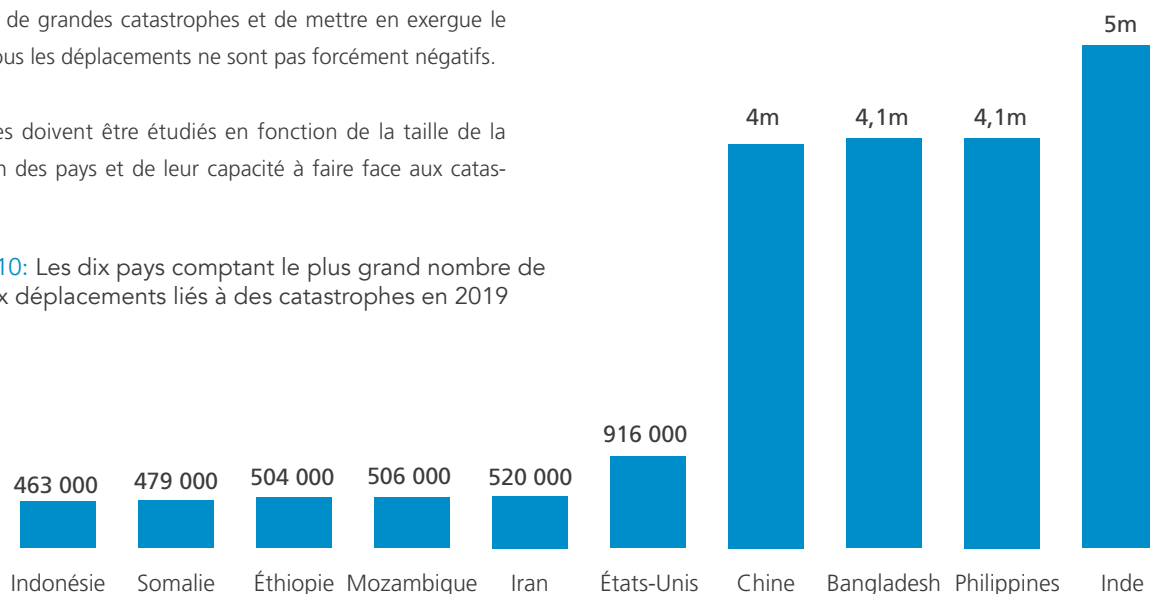
FIGURE 9: Catastrophes : nouveaux déplacements par région en 2019



La plupart des nouveaux déplacements entraînés par les catastrophes de 2019 ont été enregistrés en Asie de l'Est et Pacifique et en Asie du Sud comme les années précédentes. Les pluies de mousson, les inondations et les tempêtes tropicales ont touché des zones très exposées qui abritent des millions de personnes. La plupart des nouveaux déplacements ont pris la forme d'évacuations préventives menées par le gouvernement. Celles-ci ont permis de réduire le nombre de personnes tuées pour un nombre important de grandes catastrophes et de mettre en exergue le fait que tous les déplacements ne sont pas forcément négatifs.

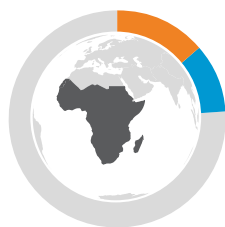
Les chiffres doivent être étudiés en fonction de la taille de la population des pays et de leur capacité à faire face aux catastrophes.

FIGURE 10: Les dix pays comptant le plus grand nombre de nouveaux déplacements liés à des catastrophes en 2019



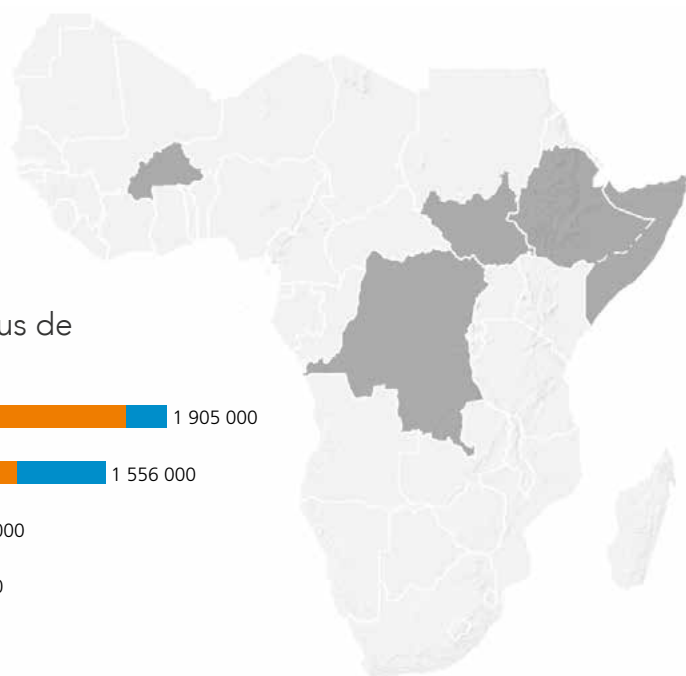
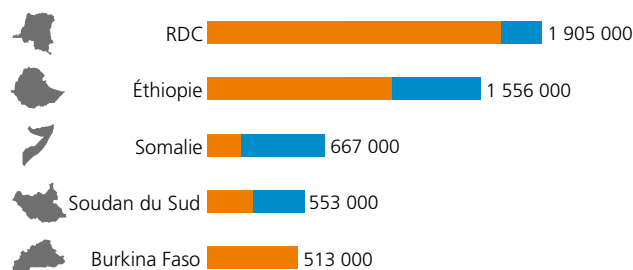
Les communautés pauvres et marginalisées, y compris les personnes déjà déplacées par un conflit qui sont ensuite forcées de fuir les catastrophes, nous préoccupent particulièrement. À un moment où les pays progressent dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, ils devraient prendre en compte le déplacement comme faisant partie de leurs cadres de réduction des risques, de réponse et de relèvement.

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Conflits 4 597 000  
Catastrophes 3 448 000  
24,1 % du total mondial

### Les 5 pays comptant le plus de nouveaux déplacements



En 2019, l'Afrique subsaharienne a été une fois de plus la région la plus touchée par les déplacements liés aux conflits. Les conflits armés, la violence communautaire et les attaques djihadistes se sont poursuivis dans plusieurs pays dont certains luttent pour faire face à des crises prolongées. La pauvreté généralisée, la stagnation économique de longue date, le manque de développement, la lutte pour des ressources qui se raréfient et les conséquences du changement climatique sont autant de facteurs qui augmentent le risque de déplacement.

Ces mêmes facteurs aggravent également ses effets, en augmentant et en prolongeant la vulnérabilité des personnes déplacées. Fin 2019, environ 19,2 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de conflits et de violences, soit le chiffre le plus élevé au monde et le plus élevé jamais enregistré pour la région.

Les données historiques montrent que le déplacement interne lié aux conflits et à la violence a augmenté en Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie (voir Figure 11). En 2019, 4,6 millions de nouveaux déplacements ont été enregistrés, soit près de 54 % du total mondial. Les groupes djihadistes opérant dans la région du Sahel ont intensifié leurs attaques et provoqué des déplacements massifs dans des pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger (voir En détail : Le SahelLe Sahel en détail, p.23).

L'insurrection de Boko Haram, qui en est maintenant à sa dixième année, et les opérations contre le groupe ont continué à déclencher de nouveaux déplacements importants et à prolonger leur durée dans le bassin du lac Tchad, une région qui doit également faire face à la dégradation de l'environnement et à la désertification. De nombreux pays d'Afrique centrale ont continué à subir

les effets des conflits communautaires tandis que les déclencheurs de conflits et le changement climatique en Afrique de l'Est ont forcé les gens à fuir leur domicile en Éthiopie, en Somalie et au Soudan du Sud.

Les chiffres des déplacements liés aux catastrophes en Afrique subsaharienne sont inférieurs à ceux des conflits et de la violence mais ils demeurent préoccupants. Les 3,4 millions de nouveaux déplacements enregistrés en 2019 représentent l'un des chiffres les plus élevés jamais enregistrés pour la région (voir Figure 11). Des pluies exceptionnellement fortes ont provoqué des inondations généralisées dans plusieurs pays où l'accumulation de vulnérabilités et de risques n'ont fait qu'aggraver la situation et alimenter les déplacements.

Les pays de l'Est et de la Corne de l'Afrique ont connu l'une des saisons des pluies les plus humides depuis 40 ans.<sup>3</sup> Les inondations le long du bassin du Nil blanc ont forcé de nombreuses personnes déjà déplacées par le conflit à fuir à nouveau (voir En détail : Le bassin du Nil blancBassin du Nil blanc en détail, p.27). Le Mozambique a été le pays le plus touché par les cyclones Idai et Kenneth qui ont provoqué des centaines de milliers de déplacements et détruit des logements, des infrastructures et des récoltes. Les Comores, Madagascar, le Malawi et le Zimbabwe ont également été durement touchés (voir En détail : Le Mozambique en détail, p.25).

À la fin de l'année, on estimait à près de deux millions le nombre de personnes en situation de déplacement interne à la suite des catastrophes survenues en Afrique subsaharienne.



## Afrique Centrale



Le pays le plus touché de la région en 2019 est la **République démocratique du Congo (RDC)**, où les tensions ethniques, les griefs locaux et la pauvreté chronique sont les principaux facteurs de déplacement interne. Près de 1,7 million de nouveaux déplacements liés au conflit ont été signalés au cours de l'année contre plus de 1,8 million en 2018 et 2,2 millions en 2017.

Les affrontements entre l'armée et les groupes armés dans la province orientale du Nord-Kivu ont provoqué 520 000 nouveaux déplacements, principalement dans les territoires de Lubero et Rutshuru, et un regain de la violence intercommunautaire entre les communautés Hema et Lendu a provoqué 453 000 déplacements dans la province de l'Ituri au nord-est. Il faut également noter une escalade du conflit entre les groupes armés et la violence intercommunautaire sévissant au Sud-Kivu, où 401 000 déplacements ont été enregistrés, principalement dans les territoires de Mwenga et de Fizi. La plupart des personnes déplacées étaient des femmes et des enfants.

La situation politique en RDC reste tendue bien que l'année 2019 ait marqué la première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire du pays.<sup>4</sup> Le nouveau gouvernement est confronté à une série d'obstacles et pas des moindres comme les opérations d'une centaine de groupes armés dans l'est du pays et les conflits en cours dans d'autres régions.<sup>5</sup> À la fin de l'année, environ 5,5 millions de personnes étaient en situation de déplacement interne en raison du conflit et de la violence. De plus, on estime

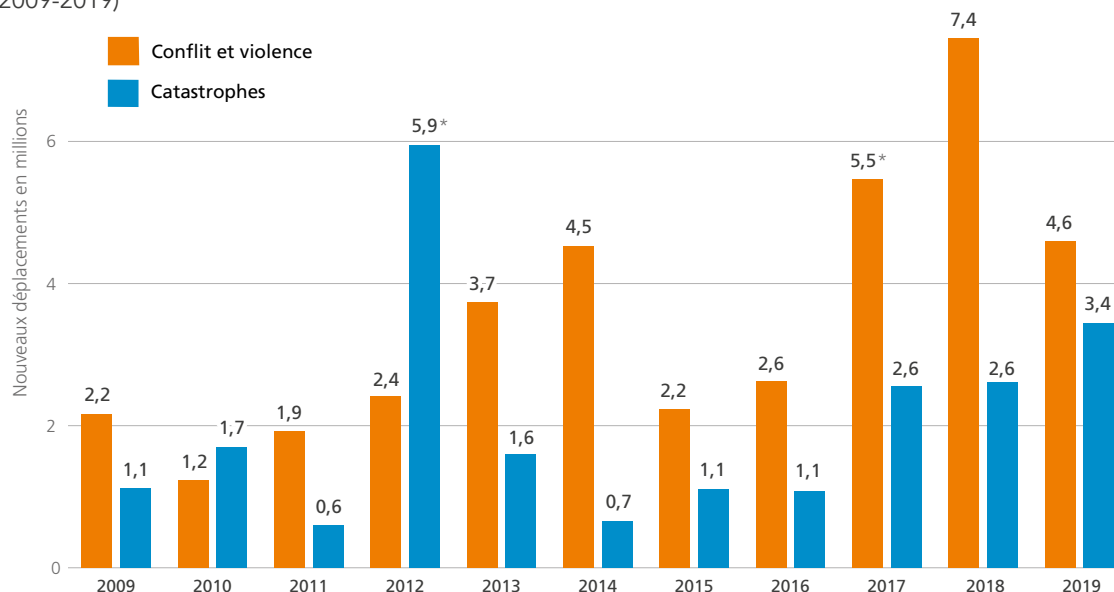
qu'environ 15,9 millions de personnes devraient avoir besoin d'une aide humanitaire en 2020.<sup>6</sup> Le pays a également dû faire face à une deuxième vague de l'épidémie du virus Ebola mais aussi à une épidémie de rougeole et de choléra, qui ont tué des milliers de personnes.

De fortes précipitations et des inondations ont touché 12 des 26 provinces de la RDC entre octobre et décembre.<sup>7</sup> L'ensemble du pays a enregistré 233 000 nouveaux déplacements de populations à la suite de catastrophes ce qui représente le chiffre le plus élevé jamais atteint. Les inondations ont provoqué 137 000 déplacements dans les provinces du Nord-Ubangui et du Sud-Ubangui qui sont limitrophes de la République centrafricaine (RCA), et la province de Tshopo a également été gravement touchée. On estime qu'à la fin de l'année, environ 168 000 personnes en RDC étaient en situation de déplacement à la suite de catastrophes.

Le gouvernement de la **RCA** a signé un accord de paix avec 14 groupes armés début février après plus de deux ans de négociations facilitées par l'Union africaine.<sup>8</sup> La mise en œuvre progresse malgré plusieurs revers et désaccords qui ont pu être résolus grâce à l'aide de la communauté internationale. De plus, le nombre de nouveaux déplacements liés au conflit est passé de 510 000 en 2018 à 96 000 en 2019. La situation sécuritaire demeure cependant fragile et les besoins des personnes déplacées restent largement insatisfaits.

Les violences les plus graves de l'année se sont produites à Birao, dans la préfecture de la Vakaga, où 24 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés en septembre suite aux affrontements entre le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), tous deux signataires de l'accord de paix.<sup>9</sup>

**FIGURE 11:** Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Afrique subsaharienne (2009-2019)



\* Chiffres actualisés. Pour plus d'informations, voir l'annexe méthodologique disponible en ligne.

La RCA a également subi en 2019 les pires inondations qu'elle ait connues depuis 20 ans et la capitale Bangui a été parmi les lieux les plus touchés. Environ 102 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés dans tout le pays et les inondations ont causé d'importants dommages aux infrastructures et aux moyens de subsistance. Plus de 10 000 logements ont été détruits et les puits et les latrines ont débordé.<sup>10</sup> Environ 6 700 hectares de terres agricoles dans la préfecture de l'Ouham ont été inondés, aggravant au passage l'insécurité alimentaire. Plus d'un tiers des 4,7 millions d'habitants de la RCA étaient dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë et avaient besoin de l'aide d'urgence à la fin de l'année.<sup>11</sup>

La **République du Congo** a également connu ses pires inondations depuis des décennies qui ont endommagé ou détruit les infrastructures, les cultures et les moyens de subsistance. Les fleuves Oubangui et Congo ont débordé entre octobre et décembre, inondant des centaines de villages et provoquant jusqu'à 163 000 nouveaux déplacements dans les départements de la Cuvette, de la Likouala, des Plateaux et de la Sangha.<sup>12</sup>

Les initiatives de désarmement, de démobilisation et de réintégration se sont poursuivies dans l'est du pays après la signature

d'un accord de paix entre la milice Ninja et le gouvernement en décembre 2017.<sup>13</sup> La région a retrouvé sa stabilité depuis mais il y avait encore environ 134 000 personnes en situation de déplacement à cause du conflit à la fin de l'année dont environ 79 000 dans le département du Pool.

La situation sécuritaire dans les zones anglophones du **Cameroun** s'est détériorée au cours des deux dernières années. Les affrontements entre les séparatistes anglophones et les forces de sécurité se sont multipliés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et ils ont débordé sur les régions de l'Ouest et du Littoral en 2019.<sup>14</sup> Le manque d'accès a empêché une évaluation précise du nombre de nouveaux déplacements d'où l'estimation prudente de 26 000 personnes déplacées. Boko Haram a également poursuivi ses opérations dans la région de l'extrême-Nord, entraînant environ 40 000 nouveaux déplacements au cours de l'année.

Malgré l'ampleur des déplacements et les besoins importants des populations, la crise camerounaise est l'une des plus oubliées de la planète. Près d'un million de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année, y compris dans les régions relativement pacifiques de l'Adamaoua et du Centre qui

*Une famille déplacée devant ses tentes dans la région de Gossi à Tombouctou, au Mali. Crédit photo : NRC/Togo Moise, Février 2018*



sont devenues le refuge croissant des personnes déplacées fuyant les conflits d'autres régions du pays.

Le manque d'accès a également empêché une évaluation précise des déplacements au terrain liés aux catastrophes au Cameroun mais, comme d'autres pays de la région, le pays a connu des inondations et des glissements de terrain importants en 2019. Environ 24 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés mais ce chiffre est probablement sous-évalué. Les inondations ont touché les camps de déplacés dans la région de l'extrême-Nord, forçant certaines personnes déjà déplacées à un déplacement secondaire.

Aucun chiffre sur les déplacements internes liés à l'insurrection de Boko Haram n'était disponible au Tchad voisin avant 2019, date à laquelle des mécanismes de surveillance améliorés ont été mis en place dans la province du Lac. Ceux-ci ont révélé approximativement 52 000 nouveaux déplacements au cours de l'année.<sup>15</sup> Les affrontements entre pasteurs et agriculteurs dans d'autres provinces, notamment le Moyen-Chari, le Ouaddai et Sila, ont également forcé les gens à quitter leur domicile, portant à 58 000 le nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits dans l'ensemble du pays.

Environ 30 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont également été enregistrés. Les inondations dans la province de Salamat en ont été l'exemple le plus frappant en août. Le fleuve Logone et le lac Maga ont débordé, ce qui a eu des répercussions non seulement sur les régions du sud-ouest du Tchad mais aussi sur le nord-est du Cameroun.

## Afrique de l'Ouest

En 2019, des conflits et des violences de longue date ont persisté dans tout le **Nigeria**. Environ 248 000 nouveaux déplacements liés à des conflits et à la violence ont été enregistrés au cours de l'année. Par ailleurs, on estime que près de 2,6 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne au 31 décembre. Le gouvernement a créé le ministère fédéral des affaires humanitaires, de la gestion des catastrophes et du développement social en août, une étape importante destinée à améliorer la coordination et la mobilisation des ressources pour prévenir et répondre aux crises humanitaires et aux déplacements.<sup>16</sup>

Boko Haram a mené toute une série d'attaques au cours de l'année dans les États de l'Adamawa, de Borno et de Yobe au



nord-est du pays déclenchant plus de 105 000 nouveaux déplacements.<sup>17</sup> En octobre, plus de 473 000 personnes déplacées vivaient dans des camps sans abri adéquat dans les trois États et 34 000 autres vivaient en plein air.<sup>18</sup> Des pluies torrentielles ont également inondé plusieurs camps de déplacés, forçant de nombreuses personnes déplacées à un déplacement secondaire. L'insécurité a été un obstacle pour l'accès de l'aide humanitaire et les interventions ont été mises à rude épreuve avec l'arrivée massive de nouvelles personnes déplacées, surchargeant ainsi de nombreux camps.<sup>19</sup>

Le conflit ethnique de longue date entre les pasteurs peuls et les agriculteurs haussas dans les États du nord-ouest de Katsina, Sokoto et Zamfara a déclenché de nouveaux déplacements en 2019 car il a pris une nouvelle dimension à travers le banditisme rural et la violence criminelle. À la fin de l'année, environ 178 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne dans les trois États.<sup>20</sup> Les affrontements entre les pasteurs et les agriculteurs dans les États du centre se sont également intensifiés ces dernières années, provoquant 53 000 nouveaux déplacements en 2019. Toutefois, ce chiffre est probablement sous-évalué. Les tendances à la hausse et changeantes en matière de violence dans ces deux régions nécessitent un meilleur suivi pour déterminer l'ampleur réelle des déplacements.<sup>21</sup>

Étant le pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria est très exposé aux catastrophes, notamment aux inondations. Il est traversé par plusieurs grands fleuves qui sortent souvent de leur lit pendant la saison des pluies. Les États d'Adamawa et de Borno, déjà touchés par des conflits, ont été les plus touchés par les inondations de 2019 au cours d'une saison des pluies exceptionnellement longue. Les inondations dans le bassin du fleuve Niger ont également détruit près de 2 700 logements dans l'État de Niger en août et septembre. Les catastrophes ont provoqué environ 157 000 nouveaux déplacements dans l'ensemble du pays, et on estime qu'à la fin de l'année, environ 143 000 personnes étaient en situation de déplacement interne.

La situation sécuritaire au **Burkina Faso** pays relativement paisible ces dernières années, s'est fortement détériorée en 2019, provoquant un nombre sans précédent de 513 000 nouveaux déplacements (voir En détail : Le SahelLe Sahel en détail, p.23). Les militants djihadistes, y compris les membres d'Al-Qaïda du Mali voisin, ont rapidement profité du vide sécuritaire laissé par la chute de l'ancien président Blaise Compaoré en 2014 et un groupe local connu sous le nom d'Ansarul Islam a fait son apparition à la fin de l'année 2016. D'abord actifs dans le nord de la région de Soum, les militants ont gagné du terrain en exploitant les griefs locaux dans l'est et le sud-ouest du pays.<sup>22</sup> Ils ont lancé des attaques quasi

quotidiennes contre les forces de sécurité en 2019 et, au moment où l'État s'attache à protéger les civils, un nombre croissant de milices d'autodéfense ont fait leur apparition, aggravant encore plus la situation.<sup>23</sup>

La violence dans le centre du Mali s'est intensifiée depuis le début de l'année 2018 et cette tendance s'est poursuivie l'année dernière. Elle trouve son origine dans une crise de longue date dans le nord où les séparatistes et les militants djihadistes touaregs se sont emparés de vastes étendues de territoire en 2012 à la suite d'une tentative de coup d'État à Bamako.<sup>24</sup> Une intervention militaire menée par la France a repoussé les militants l'année suivante mais ils se sont depuis regroupés et ont étendu leur périmètre d'action du nord désertique aux régions fertiles du centre du pays (voir En détail : Le SahelLe Sahel en détail, p.23).

Le gouvernement a signé un accord de paix avec un grand nombre de milices en 2015 mais, malgré certains progrès en matière de développement social et économique, l'instabilité politique a entravé sa mise en œuvre. Depuis, quatre premiers ministres se sont succédés et toute une série de remaniements ministériels ont compliqué son action.<sup>25</sup>

Le Mali est également vulnérable aux effets du changement climatique. La tendance croissante des précipitations, la dégradation des terres et l'érosion ont entravé les moyens de subsistance de beaucoup de gens. Environ 60 % de la population vit dans les zones rurales et dépend de l'agriculture pluviale. On estime qu'environ 400 000 personnes sont touchées par la sécheresse chaque année et 500 000 par les inondations.<sup>26</sup> En 2019, 6 600 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont eu lieu mais le manque de données incite à la plus grande prudence concernant ce chiffre.

Dans le **Niger** voisin, la région orientale de Diffa reste très instable. Boko Haram et d'autres groupes armés non étatiques ont mené une série d'attaques au cours de l'année dont une qui a provoqué plus de 18 000 nouveaux déplacements fin mars et début avril.<sup>27</sup> La situation dans les États occidentaux de Tahoua et de Tillabéri est également très préoccupante (voir En détail : Le SahelLe Sahel en détail, p.23).<sup>28</sup>

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans ces trois États à la mi-mars. L'ONU ainsi que diverses ONG ont suspendu leurs opérations humanitaires dans certaines régions pendant plusieurs semaines au début du mois de mai.<sup>29</sup> Depuis, certaines ont pu reprendre leur travail mais toujours dans un climat de violence et d'insécurité.

De vastes inondations ont provoqué 121 000 nouveaux déplacements en 2019, principalement à Niamey, la capitale, et dans la région de Diffa. La sécheresse est également le principal élément

déclencheur de déplacements. Toutefois, il est difficile d'obtenir des données fiables. Il est également compliqué de faire la distinction entre la sécheresse et les conflits en tant qu'éléments déclencheurs et il faut noter que dans de nombreuses régions, ils sont liés. En tout cas, les épisodes de sécheresse sont de plus en plus fréquents et intenses et ils ont un impact sur les moyens de subsistance des pasteurs au point que la situation en devient intenable, ce qui oblige nombre d'entre eux à se déplacer. Certains agriculteurs n'ont d'autre choix que de se déplacer de façon saisonnière vers les zones urbaines en quête d'un autre revenu.<sup>30</sup>

## L'Est et la Corne de l'Afrique



Le nombre de nouveaux déplacements en **Éthiopie**, a considérablement diminué, passant de 2,9 millions en 2018 à plus d'un million l'année dernière. Cependant, de nombreux déplacés internes vivent dans des régions instables, avec peu ou pas d'accès aux services de première nécessité ou à l'aide humanitaire, et un nombre important d'entre eux ont été déplacés plus d'une fois. À la fin de l'année, on comptait environ 1,4 million de personnes en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence, soit un nombre nettement inférieur à celui de 2018.

Ces baisses font suite au travail du comité directeur national qui, sous l'égide du ministère de la paix, a approuvé en mars un plan en trois phases visant à renvoyer toutes les personnes déplacées internes dans leur lieu d'origine au cours des mois suivants.<sup>31</sup> Sa mise en œuvre a commencé presque immédiatement et on estime que 1,2 million de personnes déplacées sont retournées à la fin de l'année. La plupart des sites de déplacement à Gedeo, Guji Ouest et Wollegas Est et Ouest ont été démantelés.

Cependant, tout le monde n'est pas retourné de manière volontaire et de nombreuses personnes qui sont retournées ont rencontré des obstacles importants pour retrouver une vie normale. Nombre d'entre elles ont découvert que leurs logements étaient endommagés ou détruits ou ont été confrontées à d'autres problèmes en essayant de récupérer leurs biens et leurs terres. Peu ont accès à l'aide ou aux services de première nécessité et les agriculteurs et les propriétaires de petites entreprises dont les moyens de subsistance ont été fortement bouleversés n'ont reçu que peu de soutien. L'insécurité dans certaines zones de retour a entraîné un nombre important de déplacements secondaires.<sup>32</sup> Certains déplacés internes se sont cachés et ont cherché à se reloger pour éviter d'avoir à retourner dans leur région d'origine.<sup>33</sup>

Les catastrophes ont provoqué 504 000 nouveaux déplacements en 2019. Environ 190 000 ont été enregistrés pendant la



*La Corne de l'Afrique a connu des précipitations supérieures à la moyenne qui ont provoqué des inondations généralisées. Cet homme et sa femme ont perdu leur logement et leur boutique à Lodwar, dans le comté de Turkana, au Kenya.  
© UNICEF/UNI250645/Chinyenze, Décembre 2019*

première saison des pluies, entre avril et juin, et 177 000 pendant la seconde, en octobre et novembre, lorsque les pluies étaient exceptionnellement fortes. L'est et le sud-est du pays ont été touchés par la sécheresse, notamment les zones pastorales et agro-pastorales des basses terres de la région Somali, de la région Oromia, de la région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNP) et certaines zones de la région Afar.<sup>34</sup> La situation est particulièrement préoccupante en Somalie où la plupart des 131 000 déplacements liés à la sécheresse enregistrés en Éthiopie l'année dernière ont eu lieu. Des épisodes de sécheresse plus fréquents et plus intenses avaient auparavant touché près de 56 000 ménages dans la région entre 2015 et 2017.<sup>35</sup>

Les déplacements internes représentent sans aucun doute un défi majeur pour le pays mais il y a eu d'importants changements politiques dont l'objectif était de remédier à cette question au cours de l'année. Avec le soutien des Nations Unies et de la communauté internationale, le gouvernement a lancé une initiative de solutions durables en décembre.<sup>36</sup> Elle propose un cadre pour la réalisation de solutions durables au déplacement, que ce soit au niveau politique, législatif et opérationnel.

L'initiative reconnaît que le déplacement interne est un objectif de développement qui doit être traité via une planification et une action coordonnées entre les différents secteurs.<sup>37</sup> Étant donné que son lancement est récent, nous verrons en 2020 dans quelle mesure sa mise en pratique facilite des retours sûrs, volontaires et dignes. Le gouvernement a également organisé une série de consultations nationales qui ont abouti à la ratification de la

Convention de Kampala par l'Éthiopie en février 2020.<sup>38</sup>

Le conflit et la violence en **Somalie** ont déclenché 188 000 nouveaux déplacements en 2019, principalement dans le sud-est où la milice Al-Shabaab, associée à Al-Qaïda, a son fief. Plus de la moitié de ces déplacements ont été enregistrés dans la région du Bas-Chébéli à la suite d'affrontements entre le groupe et l'armée somalienne soutenue par les forces de l'Union Africaine. L'insécurité persistante dans les zones rurales a entravé la fourniture de l'aide humanitaire, poussant de nombreuses personnes à fuir vers des camps surpeuplés dans les zones urbaines, principalement à Mogadiscio, en quête de refuge et d'assistance.<sup>39</sup> Des dizaines de milliers de personnes déplacées sont retournées chez elles au cours de l'année mais beaucoup d'entre elles n'ont travaillé que temporairement sur leurs terres pendant les saisons des semis et des récoltes.<sup>40</sup>

Les catastrophes ont provoqué 479 000 nouveaux déplacements. À l'instar d'autres pays d'Afrique de l'Est, la Somalie a été touchée par de vastes inondations au cours du second semestre 2019 pendant une saison des pluies exceptionnellement humide impactée par El Niño. Environ un quart des déplacements ont eu lieu dans la ville de Belet Weyn, dans l'État de Hiraan.<sup>41</sup> D'autres régions ont été touchées par la sécheresse qui a provoqué environ 60 000 nouveaux déplacements.

Les déplacements internes sont à l'origine de l'urbanisation rapide de la Somalie au moment où les personnes qui luttent pour survivre et gagner leur vie dans les zones rurales partent en quête



Les communautés touchées par le cyclone Idai reçoivent les premières gouttes d'un nouveau point d'eau installé par la Croix-Rouge espagnole. Nombreux sont ceux qui ont couru le risque de tomber malade au Mozambique à cause du cyclone.  
Crédit photo : FICR/Corrie Butler, Mai 2019

de travail dans les zones urbaines.<sup>42</sup> Cependant, nombre d'entre elles s'installent dans des quartiers informels où elles courent le risque élevé d'être expulsées. Plus de 264 000 personnes, pour la plupart des déplacés internes, ont été expulsées au cours de l'année, faisant des expulsions forcées l'un des principaux déclencheurs de déplacements secondaires dans le pays.

Face à ce nouveau phénomène de déplacement prolongé dans tout le pays, le gouvernement a lancé une initiative de solutions durables (DSI en anglais) avec le soutien des Nations Unies en 2016.<sup>43</sup> En 2019, il a créé un secrétariat interministériel pour les solutions durables, ratifié la Convention de Kampala et approuvé une politique nationale sur les personnes déplacées et les personnes retournées au pays.<sup>44</sup> La DSI de la Somalie a été un catalyseur important de ces avancées, conduisant le gouvernement à s'approprier pleinement la réponse du pays aux déplacements internes et montrant ainsi l'exemple à suivre pour les autres.

Des inondations sans précédent en Afrique de l'Est, notamment en **Éthiopie**, au **Kenya** et en **Somalie**, ont non seulement provoqué des déplacements massifs mais ont également créé les conditions d'une invasion de criquets qui a causé des dégâts dans toute la région. L'impact sur les moyens de subsistance des populations et sur la sécurité alimentaire n'en a été que plus conséquent.<sup>45</sup> Bien

loin des gros titres, les inondations ont également déplacé des centaines de milliers de personnes vulnérables le long du bassin du Nil blanc, forçant dans de nombreux cas les personnes déplacées qui avaient déjà fui le conflit à un déplacement secondaire (voir En détail : Le bassin du Nil blanc Bassin du Nil blanc en détail, p.27).

Le pays le plus touché le long du bassin a été le **Soudan du Sud**, où les inondations ont été décrites comme les pires de l'histoire du pays.<sup>46</sup> Elles sont à l'origine de 98 % des 294 000 nouveaux déplacements de population liés à des catastrophes enregistrées en 2019 et 246 000 personnes étaient encore en situation de déplacement à la fin de l'année.

La signature d'un accord de paix revitalisé entre le gouvernement et les groupes armés en septembre 2018 a permis de réduire les conflits et la violence.<sup>47</sup> Le nombre de nouveaux déplacements s'y rattachant a également diminué, passant de 321 000 en 2018 à 259 000 en 2019, mais il y avait encore 1,4 million de personnes en situation de déplacement interne à la fin de l'année. La mise en œuvre de l'accord a pris du temps et il y a eu une augmentation de la violence et des déplacements au cours du second semestre 2019. Toutefois, la formation d'un gouvernement d'unité en février 2020 a ravivé les espoirs d'une paix durable.<sup>48</sup>

La situation politique tendue au **Soudan** a aggravé au cours de l'année les différends ethniques et intercommunautaires liés au combat pour des ressources qui se raréfient. Les affrontements au Darfour-oriental et central et dans l'État du Nil blanc ont provoqué près de 10 000 nouveaux déplacements en mai et juin. Les violences entre la communauté masalit et la communauté arabe au Darfour-occidental au cours des deux dernières semaines de décembre ont également provoqué plus de 46 000 déplacements. 84 000 nouveaux déplacements liés au conflit dans l'ensemble du pays ont été enregistrés et plus de 2,1 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

Le nombre de déplacements liés à des catastrophes en 2019 a été l'un des plus élevés jamais enregistrés au Soudan et la grande majorité a été déclenchée par les inondations dans l'État du Nil blanc.<sup>49</sup> Les inondations ont également provoqué une épidémie de choléra dans les États du Nil Bleu, de Gezira, de Khartoum et de Sennar (voir En détail : Le bassin du Nil blanc/Bassin du Nil blanc en détail, p.27).<sup>50</sup>

Les catastrophes ont provoqué 130 000 nouveaux déplacements en **Ouganda** en 2019, principalement dans les régions de Bukedi, Sironko et Teso, et 74 000 au **Kenya**. Ce dernier chiffre comprend les 10 000 déplacements enregistrés dans le comté de West Pokot qui a été frappé par des glissements de terrain en novembre. Les deux pays ont également enregistré respectivement 2 300 et 1 800 déplacements déclenchés par des violences intercommunautaires localisées.

Les petits pays enclavés tels que le **Burundi** et le **Rwanda** ont connu d'importants déplacements de population liés à des catastrophes. Les tempêtes, les fortes pluies et les glissements de terrain ont déclenché 25 000 nouveaux déplacements au Burundi dont le pic a été atteint en novembre et décembre. Environ 6 000 personnes ont été évacuées de manière préventive des zones à haut risque du Rwanda en décembre pour échapper à l'arrivée des fortes pluies.<sup>51</sup>



## Afrique Australe

Le **Mozambique** a été frappé par deux tempêtes d'une puissance inhabituelle en 2019, qui ont provoqué des centaines de milliers de nouveaux déplacements et environ 132 000 personnes étaient encore déplacées à la fin de l'année. Les conséquences des cyclones Idai et Kenneth se sont fait également sentir aux Comores, au Malawi et au Zimbabwe (voir En détail : Le Mozambique en détail, p.25).<sup>52</sup>

Kenneth a déclenché environ 24 000 nouveaux déplacements dans la province de Cabo Delgado au Mozambique. Son impact a été d'autant plus fort en raison de l'escalade du conflit entre les forces gouvernementales et les milices djihadistes. Il y a eu plus de 160 attaques en 2019 contre 60 en 2018 et six en 2017.<sup>53</sup> Environ 5 300 nouveaux déplacements ont été enregistrés mais ce chiffre est très probablement sous-estimé étant donné les difficultés à recueillir des données sur les cas de violence à l'échelle locale. De nombreuses personnes ont fui vers les provinces voisines ou sont parties en Tanzanie. D'autres ont cherché refuge sur des îles au large de la côte de Cabo Delgado.<sup>54</sup> La violence et les déplacements ont augmenté au moment des élections d'octobre et certaines personnes déplacées n'ont pas pu voter dans les bureaux de vote où elles étaient inscrites.<sup>55</sup>

Kenneth a également frappé **les Comores** détruisant environ 4 600 maisons et touchant des personnes déjà pauvres et vulnérables, principalement sur l'île de la Grande Comore. Environ 19 000 déplacements liés à des catastrophes ont été enregistrés au cours de l'année. La situation aux Comores n'a pas été très médiatisée. Toutefois, les dommages et les pertes ont été estimés à 185 millions de dollars et les coûts de relèvement et de reconstruction pourraient atteindre 277 millions de dollars.<sup>56</sup>

Idai a frappé **le Malawi** avant de se transformer en cyclone tropical. Cependant, il a tout de même entraîné environ 110 000 nouveaux déplacements dans la région du sud. Après avoir semé le chaos au Mozambique, il a également déclenché 51 000 déplacements **au Zimbabwe**, principalement dans les districts ruraux de Chimanimani et de Chipinge dans la province du Manicaland. Les pertes importantes de récoltes n'ont fait qu'empirer la situation déjà fragile en matière de sécurité alimentaire dans la région après une longue période de sécheresse.<sup>57</sup> Il n'a pas été possible d'obtenir des chiffres sur les déplacements liés à la sécheresse, ni pour le Zimbabwe ni pour la région dans son ensemble, où des périodes de forte sécheresse se sont produits au cours des cinq dernières années. Toutefois, les données montrent que ses retombées ont été considérables et qu'elles n'ont fait qu'accroître

la vulnérabilité des populations.

EN DÉTAIL

# LE SAHEL

## Une crise de dimension régionale qui s'aggrave

La région du Sahel en Afrique subsaharienne a connu une forte augmentation de la violence et des déplacements massifs en 2019. Un nombre important de groupes djihadistes sont devenus de plus en plus actifs dans les zones frontalières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, communément appelées la région du Liptako Gourma, menant des attaques, alimentant la violence communautaire et ethnique et suscitant des inquiétudes quant à un problème de sécurité majeur et croissant aux répercussions régionales. L'insurrection de Boko Haram et les offensives militaires contre le groupe ont également continué à contraindre les gens à fuir leurs domiciles dans le bassin du lac Tchad.<sup>58</sup> Environ 854 000 nouveaux déplacements internes ont été enregistrés dans les trois pays en 2019.

Les groupes djihadistes, de dimension locale mais orientés vers l'international, ont alimenté la colère pendant des années, préparant le terrain à l'apparition et l'expansion d'insurrections armées. Certains de ces conflits concernent l'accès à la terre et à l'eau mais de nombreuses attaques s'inscrivent dans le cadre d'efforts visant à éradiquer les individus liés à des groupes extrémistes ou à se venger de violences antérieures. Les militants ont également profité de la porosité des frontières et de l'absence des forces gouvernementales. Ils ont recruté de force des personnes, assiégé des villages, incendié des maisons, détruit les moyens de subsistance de communautés entières et perpétré de graves violations des droits de l'homme.<sup>59</sup>

La situation sécuritaire au Mali se détériore depuis 2013.<sup>60</sup> Les militants islamistes se sont regroupés dans le désert du nord et se sont dirigés vers le centre fertile du pays. Ils ont gagné du terrain en recrutant au sein de la communauté peul, des éleveurs nomades laissés pour compte par le gouvernement et les programmes de développement favorisant l'agriculture. Les griefs de longue date entre les agriculteurs dogons et les éleveurs peuls liés aux terres et aux ressources ont également augmenté considérablement.<sup>61</sup> Plus de 290 000 nouveaux déplacements internes ont été enregistrés en 2019, la plupart déclenchés par l'escalade de la violence communautaire à Mopti et Gao. Les deux régions accueillent actuellement le plus grand nombre de personnes déplacées, qui

étaient au nombre de 208 000 dans le pays tout entier à la fin de l'année.

L'insécurité s'est également étendue aux régions de l'est et du sud du Niger et du Burkina Faso voisins où différents groupes armés utilisent des méthodes similaires pour recruter et se développer. La situation au Niger est particulièrement préoccupante car le pays se trouve à un carrefour dangereux de violence, entouré de part et d'autre par des pays confrontés à des crises sécuritaires. La région orientale de Diffa subit les assauts de l'insurrection de Boko Haram depuis une décennie et le gouvernement a également été contraint d'intensifier ses opérations militaires et de protection dans les régions occidentales de Tillabéri et de Tahoua en réaction à l'escalade de la violence et aux déplacements, notamment au cours des deux dernières années.

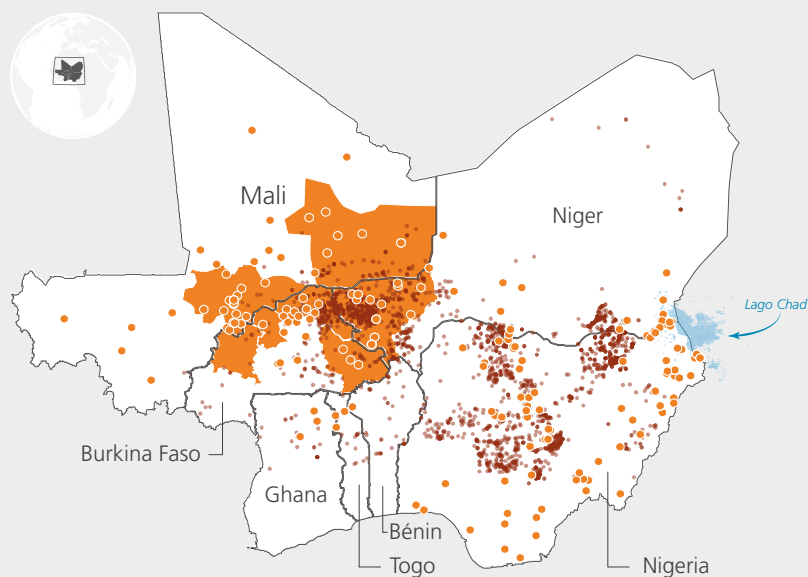
Des signes inquiétants montrent que la dynamique de ces deux foyers de conflit distincts est de plus en plus liée et que le Niger pourrait servir de passerelle potentielle entre eux.<sup>62</sup> L'année dernière, 57 000 nouveaux déplacements internes, liés au conflit et à la violence, ont été enregistrés dans le pays, dont 26 000 à Tillabéri et à Tahoua.

C'est cependant le Burkina Faso qui connaît la situation sécuritaire la plus alarmante.<sup>63</sup> La violence s'est étendue du nord à l'est du pays en 2019, provoquant 513 000 nouveaux déplacements, soit dix fois plus qu'en 2018. À la fin de l'année, environ 560 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne. Les communautés ont généreusement accueilli les personnes déplacées mais les infrastructures du pays sont insuffisantes. Le gouvernement a d'ailleurs eu du mal à répondre aux besoins largement insatisfaits des personnes déplacées et la communauté internationale a accordé peu d'attention à la crise.<sup>64</sup>

L'accès aux services de santé et à l'éducation s'est dégradé et les personnes déplacées ont un besoin urgent d'être protégées. Les femmes déplacées sont plus de deux fois plus nombreuses que les hommes et beaucoup ont été victimes d'abus et de violences sexuelles. La protection des femmes dans les zones difficiles d'accès, où la violence n'est pas maîtrisée, est particulièrement préoccupante.<sup>65</sup>

La présence et l'influence des groupes armés s'accroissent dans les trois pays et la nature changeante de leurs activités ainsi que la dynamique complexe de la situation font qu'il est difficile pour les gouvernements nationaux de contenir les insurgés. Les efforts militaires déployés à cette fin ont également provoqué des déplacements importants. De nouvelles initiatives visant à répondre plus efficacement à la crise ont vu le jour avec notamment la création en 2017 de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel





**1,1 million** de nouveaux déplacements au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Mali, au Niger, au Nigeria et au Togo en raison des conflits et de la violence en 2019.

#### Nouveaux déplacements par pays en 2019

Burkina Faso	513 000
Mali	284 000
Nigeria	248 000
Niger	57 000
Ghana	2 300
Togo	2 000
Bénin	190

- Conflits ou violences
- \* Lieu des déplacements
- Région de Liptako Gourma

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

\*Source : Événements ACLED associés à des frappes aériennes/drones, des affrontements armés, des attaques, des pillages/destructions de biens, invasion de territoire par des acteurs non étatiques et des attaques d'obus/artilleries/missiles en 2019 Données sur les déplacements : ACLED, CMP, CONASUR, RDC, ECHO, DTM de l'OIM, IRC, autorités locales, médias locaux, MSF, NADMO, OCHA, Protection CLUSTER, SEMA, REACH, RRM, UNHCR, 2019

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

(G5 Sahel) pour lutter contre la violence djihadiste et l'insécurité dans la région avec le soutien des Nations Unies et de l'Union Africaine.<sup>66</sup> Cependant, de nombreux défis demeurent et, dans le même temps, un sentiment de peur croissant s'installe au sein des communautés locales, y compris parmi les personnes déplacées, celles-ci réalisant que vivre dans une zone de conflit devient la nouvelle norme.<sup>67</sup>

On craint également de plus en plus que la violence et l'insécurité ne s'étendent davantage vers le sud, dans des pays comme le Bénin, le Ghana et le Togo. Les attaques des milices peules ont déclenché de nouveaux déplacements dans la région de l'Atakora, au nord du Bénin, en 2019. Plus à l'ouest, un différend territorial entre les communautés Gangan et Tchokossi dans le nord du Togo a provoqué près de 2 000 nouveaux déplacements fin juin. En outre, des violences et des affrontements intercommunautaires ont forcé les gens à quitter leur domiciles dans le nord du Ghana entre janvier et mai.

Si la violence continue à s'étendre dans des pays auparavant calmes, il faut s'attendre à de nouveaux déplacements. Il faut redoubler d'efforts pour s'attaquer aux principaux déclencheurs

et facteurs de conflit dans tout le Sahel si l'on veut éviter que la situation actuelle ne dégénère en une nouvelle crise régionale.

EN DÉTAIL

# MOZAMBIQUE

## Les conséquences à long terme des cyclones Idai et Kenneth

Après une sécheresse prolongée qui a réduit de moitié la production agricole et a provoqué une insécurité alimentaire généralisée, deux puissantes tempêtes tropicales ont fait des ravages dans toute l'Afrique australe en 2019. Les cyclones Idai et Kenneth ont été d'une ampleur sans précédent dans la région et ont provoqué respectivement 640 000 et 45 000 déplacements. Des pays comme les Comores, Madagascar, le Malawi et le Zimbabwe ont été durement touchés mais c'est le Mozambique qui a subi les plus grandes pertes et où la plupart des déplacements ont été enregistrés.<sup>68</sup>

Né d'une dépression tropicale, Idai a frappé le premier. Il a provoqué de graves inondations et a forcé des dizaines de milliers de personnes à fuir le nord du Mozambique et le Malawi au début du mois de mars. Il s'est ensuite déplacé vers la mer où il a atteint le statut de cyclone tropical intense équivalent à un ouragan de catégorie 2.<sup>69</sup> Idai a ensuite longé la côte ouest de Madagascar avant de revenir vers le Mozambique, où il a touché terre le 15 mars près de la ville côtière de Beira, qui compte 500 000 habitants. Environ 90 % de la ville a été endommagée et une grande partie a été détruite. La plupart des personnes déplacées étaient originaires de communautés pauvres et vulnérables vivant dans des quartiers informels insuffisamment préparés pour résister aux ravages de la tempête.<sup>70</sup>

En se déplaçant vers l'intérieur des terres, Idai a traversé les provinces centrales de Manica, Sofala, Tete et Zambézie, puis le Zimbabwe voisin, endommageant les cultures et déplaçant des communautés rurales entières.<sup>71</sup> La tempête a provoqué environ 478 000 déplacements au Mozambique et des millions de personnes ont dû avoir recours à l'aide humanitaire. À la fin de l'année, plus de 93 500 personnes déplacées étaient réparties sur les 71 sites de réinstallation dans les quatre provinces centrales.<sup>72</sup>

Le cyclone Kenneth, l'équivalent d'un ouragan de catégorie 4, a frappé un peu plus d'un mois après Idai, entre le 23 et le 29 avril. Il s'est formé dans l'océan Indien et a frappé les Comores et Mayotte avant de toucher terre dans la province de Cabo Delgado, dans

le nord du Mozambique. Kenneth a déclenché beaucoup moins de déplacements qu'Idai mais il a été le cyclone le plus puissant à frapper l'Afrique depuis le début des statistiques avec des rafales allant jusqu'à 220 km/h.<sup>73</sup> Un conflit en cours à Cabo Delgado, où plusieurs milices islamiques attaquent et déplacent des personnes depuis 2017, est venu s'ajouter aux difficultés engendrées par la catastrophe. Le conflit a ralenti l'acheminement de l'aide aux personnes touchées et représente un obstacle important aux efforts de relèvement et de reconstruction.<sup>74</sup>

Un certain nombre de facteurs se sont conjugués et classent Idai et Kenneth parmi les catastrophes les plus dévastatrices que la région ait connues. Les services météorologiques internationaux ont anticipé l'intensité et la trajectoire des deux tempêtes et les autorités nationales ont déclaré l'état d'urgence. Toutefois les systèmes locaux d'alerte précoce se sont révélés inefficaces. Peu de personnes ont été évacuées des zones à haut risque avant que l'une ou l'autre ne touche terre.<sup>75</sup> Même après le passage d'Idai, il y avait peu de données pour confirmer la pertinence du déplacement préventif à l'approche de Kenneth. La plupart des gens se sont déplacés pendant ou après la tempête une fois que leurs logements ont été endommagés ou détruits.<sup>76</sup>

Les deux tempêtes ont également frappé des lieux où les gens vivaient déjà dans des conditions vulnérables. Les communautés pauvres des zones urbaines telles que Beira ont été touchées de manière démesurée et leur marge de manœuvre pour se relever et se reconstruire était déjà plutôt restreinte.<sup>77</sup> Des millions de personnes des zones rurales étaient déjà confrontées à l'insécurité alimentaire en raison de la sécheresse et les tempêtes n'ont fait qu'aggraver la situation. Les récoltes et les stocks de semences ont été décimés, plongeant de nombreux agriculteurs dans l'incapacité de poursuivre leurs activités de subsistance. Dans toutes les régions touchées, la plupart des gens dépendent de l'agriculture pour vivre.<sup>78</sup> À la fin de l'année, environ 67 500 enfants souffraient de la malnutrition dans le pays et 2,5 millions de personnes - soit 10 % de la population du pays - avaient besoin d'une aide humanitaire.<sup>79</sup>

Alors que la phase d'intervention d'urgence relative à Idai et Kenneth s'est progressivement atténuée, de nouveaux défis sont apparus, notamment la réinstallation des personnes déplacées dans des zones moins exposées aux catastrophes futures. Avec le soutien d'organisations internationales, le gouvernement a désigné les zones qu'il a jugées habitables. Environ 89 000 personnes des provinces de Manica, Tete et Zambézie ont été réinstallées sur de nouveaux sites et se sont vu attribuer des parcelles de terrain sur lesquelles construire de nouveaux logements et de nouvelles fermes.<sup>80</sup>

Toutefois, de nombreuses parcelles se sont avérées inadaptées

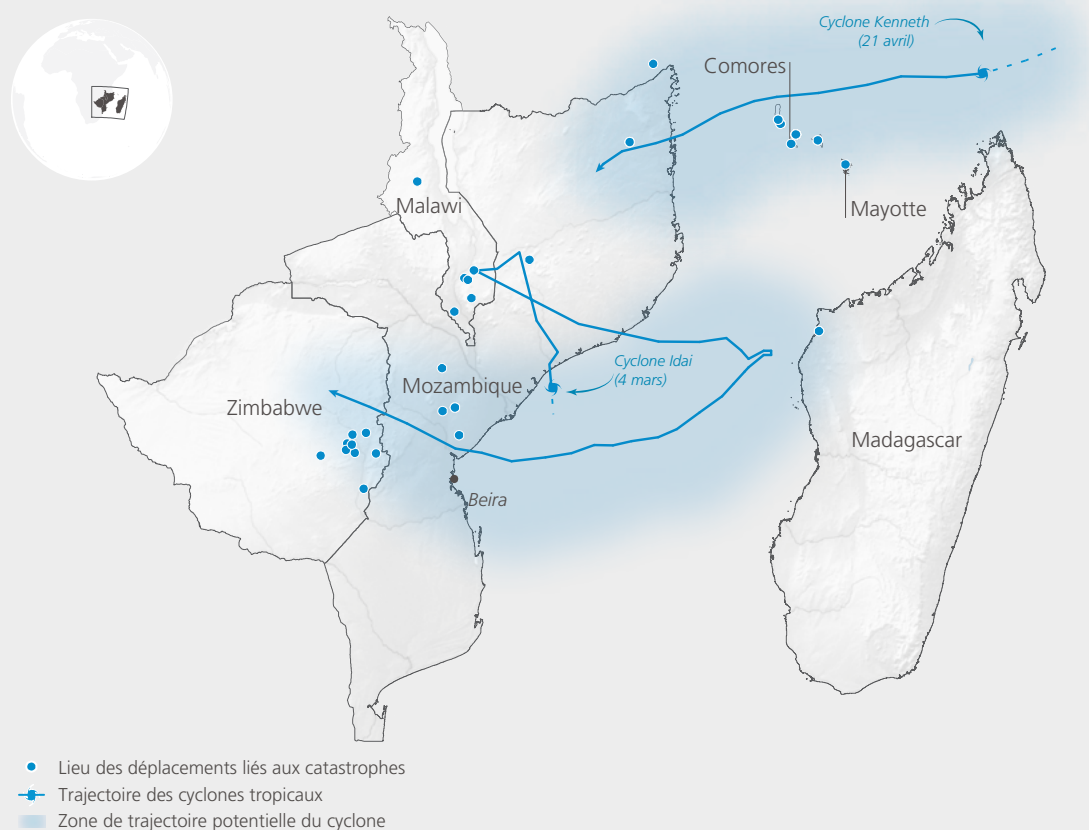
à l'agriculture, posant ainsi problème à beaucoup de personnes encore dépendantes de l'aide alimentaire.<sup>81</sup> De nombreux sites de réinstallation ont également été touchés lorsque la saison des pluies est arrivée vers la fin de l'année. Les pluies ont détruit des centaines de tentes et d'abris d'urgence, provoquant plus de 2 800 déplacements secondaires entre décembre 2019 et janvier 2020.<sup>82</sup> Cette tendance s'est poursuivie au cours des premiers mois de l'année 2020.

Les besoins humanitaires de première nécessité tels que la nourriture, l'eau et les abris n'étaient toujours pas satisfaits au Mozambique plusieurs mois après les catastrophes. Seulement 11 % des personnes interrogées dans les sites de réinstallation ont déclaré qu'elles prévoyaient d'y vivre de façon permanente. La plupart ont cité comme principales raisons les conditions de vie précaires, le manque de moyens de subsistance et l'accès insuffisant aux services de première nécessité. Les enfants et les jeunes déplacés,

qui sont majoritaires sur les sites de réinstallation, ont également eu des difficultés à reprendre leurs études.<sup>83</sup>

Les cyclones Idai et Kenneth montrent que les impacts du changement et de la variabilité climatiques sont ressentis de manière plus aiguë par des personnes déjà vulnérables, très exposées et non préparées pour y faire face. Des mesures de réduction des risques de catastrophes, notamment de meilleurs systèmes d'alerte précoce et plans d'urgence et la construction d'infrastructures résistantes au climat, sont essentielles si l'on veut réduire le risque de déplacements à l'avenir.

Un nombre important de personnes vivent encore en situation de déplacement à la suite des deux tempêtes et il est évident que l'aide humanitaire ne permettra pas à elle seule de résoudre les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Le gouvernement du Mozambique et les organisations internationales travaillent actuellement sur le type d'investissement à long terme nécessaire



#### Nouveaux déplacements par pays en 2019:

Mozambique	502 000
Malawi	110 000
Zimbabwe	51 000
Comores	19 000
Tanzanie	1 000
Madagascar	500
Mayotte	450

Les cyclones Idai et Kenneth ont provoqué environ **685 000** nouveaux déplacements aux Comores, à Madagascar, au Malawi, à Mayotte, au Mozambique, en Tanzanie et au Zimbabwe.

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

Sources : Autorités locales, travailleurs humanitaires, médias locaux, OCHA, Croix-Rouge, INGC, OIM, ECHO et DODMA, 2019. Données sur les cyclones du SMECA, 2019

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'IDMC

pour la reconstruction et la recherche de solutions durables.<sup>84</sup> Il reste à voir si ces efforts porteront leurs fruits et cela dépendra d'un engagement soutenu à tous les niveaux.

## EN DÉTAIL

# BASSIN DU NIL BLANC

## Impacts chroniques, déplacements cycliques

En 2019, les inondations ont provoqué 73 % des 3,4 millions de nouveaux déplacements liés à des catastrophes en Afrique subsaharienne. L'Éthiopie, la Somalie et le Mozambique ont enregistré parmi les chiffres les plus élevés. Toutefois, par rapport à la taille de la population, la situation dans plusieurs zones du bassin du Nil blanc était particulièrement préoccupante. Il s'agit notamment de certaines parties de l'Ouganda, du Soudan du Sud, de la zone contestée d'Abyei et du Soudan, où les personnes touchées étaient déjà très vulnérables d'un point de vue social et économique.

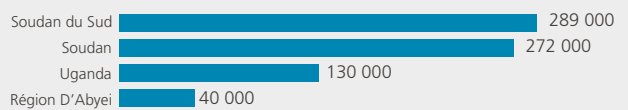
De fortes pluies ont fait déborder le Nil blanc et ses affluents à plusieurs reprises au cours de l'année, provoquant au total plus de 700 000 nouveaux déplacements de population. Certaines personnes déjà déplacées par le conflit et la violence ont été contraintes de fuir à nouveau à cause des inondations, dont peu de médias se sont fait l'écho et qui n'ont guère attiré l'attention de la communauté internationale malgré leurs vastes conséquences.

Le bassin du Nil Blanc s'étend sur 3 700 kilomètres et couvre environ 1,8 million de kilomètres carrés. Différentes saisons des pluies se produisent le long des territoires qu'il traverse et les inondations ne sont pas rares. Le fleuve s'écoule des hauts plateaux ougandais vers les vastes plaines inondables du Soudan du Sud qui abritent l'une des plus grandes zones humides d'Afrique connue sous le nom de Sudd. Son écosystème favorise les cultures agricoles et pastorales ainsi que les grandes migrations de la faune sauvage.<sup>85</sup>

Des pressions sociales, économiques et politiques complexes sont en jeu dans cette sous-région vulnérable. Le bassin fluvial a subi des décennies de transformations importantes, notamment pour l'irrigation de superficies toujours plus grandes de terres cultivées, la construction de barrages hydroélectriques et l'expansion urbaine qui ont toutes augmenté le risque de catastrophe.<sup>86</sup> Les



### Nouveaux déplacements par pays ou territoire en 2019 :



En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres. Sources : Autorités locales, FICR, OCHA, Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children et ONU, 2019

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

conflits en cours, la faiblesse de la gouvernance et l'instabilité politique dans différentes régions contribuent également à faire du bassin du Nil blanc une zone à risque en matière de déplacement.<sup>87</sup> Les inondations de l'année dernière ne se sont pas limitées à une seule catastrophe mais étaient plutôt une succession d'événements d'intensité variable dont les impacts sur les communautés le long du bassin ont été inégaux/différents.

De plus, en Ouganda, les précipitations de la saison des pluies ont provoqué des inondations et des glissements de terrain localisés, entraînant 130 000 déplacements. Les réglementations gouvernementales cherchent à éviter la construction de logements dans les zones à haut risque et il existe des plans de réinstallations des populations. Toutefois les gens ont continué à s'installer dans des quartiers informels sur des pentes raides où le risque de glissements de terrain est élevé. Lorsque les pluies sont arrivées, des milliers de personnes ont été contraintes de fuir.<sup>88</sup>

Les inondations ont déclenché 289 000 déplacements au Soudan du Sud dont beaucoup concernent des personnes déjà déplacées par le conflit et des réfugiés soudanais qui s'étaient réfugiés dans des zones à risque et qui ont été déplacés une seconde fois.<sup>89</sup> Les communautés locales ont également été contraintes de fuir, les récoltes ont été endommagées et le bétail a été perdu. Cela a aggravé l'insécurité alimentaire dans des zones où les niveaux de malnutrition étaient déjà élevés.<sup>90</sup> Les inondations ont contaminé la plupart des sources d'eau, augmentant ainsi le risque de maladies liées à l'eau telles que le choléra.<sup>91</sup> Les routes submergées ont également retardé considérablement la fourniture de l'aide humanitaire.<sup>92</sup>

Le ministère des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes du Soudan du Sud a mis en place un plan stratégique de deux ans en 2018 qui souligne la nécessité de relever les défis posés par l'ensemble des catastrophes et des conflits.<sup>93</sup> Les événements de 2019 ont toutefois révélé les contraintes des efforts de prévention et d'intervention liés aux catastrophes dans les zones touchées par le conflit. Ils ont également suscité des inquiétudes car les crises humanitaires ont freiné les récents progrès en matière de consolidation de la paix et de redressement.<sup>94</sup>

Plus au nord, dans la zone contestée d'Abyei, des pluies et des inondations sans précédent ont détruit au moins 5 000 logements et provoqué plus de 40 000 nouveaux déplacements, ce qui représente environ un tiers de la population.<sup>95</sup> Abyei abrite également 31 000 personnes en situation de déplacement prolongé en raison du conflit. Beaucoup sont dans ce cas depuis des années et certaines depuis des décennies. La majorité d'entre elles se sont installées dans des abris temporaires incapables de résister à des mois de fortes pluies et de vents violents et de nombreuses personnes déplacées ont été contraintes à un déplacement secondaire. Les personnes qui avaient auparavant fui le conflit au Soudan du Sud ont également été déplacées pour la deuxième et, dans certains cas, pour la troisième fois.<sup>96</sup>

Les inondations ont détruit des routes, des ponts et d'autres infrastructures publiques. Elles ont également gravement endommagé les terres cultivables, réduisant ainsi la production agricole. Les voies d'accès ayant été coupées, de nombreuses communautés ont été isolées pendant de longues périodes et les marchés locaux ont également été touchés. Moins de dix pour cent des ménages déplacés avaient du bétail ou des réserves alimentaires, ce qui signifie que la majorité d'entre eux ont dû se limiter à un repas par jour.<sup>97</sup> L'absence d'abris adéquats et d'accès aux moyens de subsistance tout comme le risque permanent liés à de nouveaux déplacements n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie déjà précaires des personnes.<sup>98</sup>

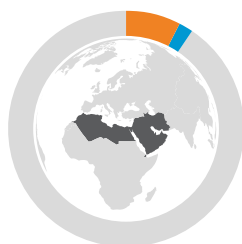
Les inondations au Soudan ont provoqué 272 000 nouveaux

déplacements dont la plupart ont été enregistrés dans l'État du Nil blanc en l'espace de quelques semaines. Plus de 16 500 maisons ont été détruites dans tout l'État.<sup>99</sup> Certaines personnes sans liens sociaux ou familiaux ont eu du mal à trouver un abri et certaines familles ont dû dormir à l'extérieur. Il y avait aussi bien des déplacés internes que des réfugiés du Soudan du Sud parmi les personnes déplacées. L'insécurité alimentaire a également augmenté.<sup>100</sup>

La catastrophe s'est produite dans un contexte de transition politique majeure. Le président du pays depuis trois décennies, Omar el-Béchir, a été démis de ses fonctions en avril après des mois de protestations contre une crise économique. Un gouvernement de transition a finalement été mis en place en août, au plus fort des inondations, ce qui a ralenti la coordination des interventions.<sup>101</sup> La Commission d'aide humanitaire du Soudan a lancé le comité de pilotage et le groupe de travail sur les inondations du pays mais ils n'ont pas pu faire face à la situation et les Nations Unies ainsi que les organisations de la société civile ont dû apporter leur soutien aux personnes touchées.<sup>102</sup>

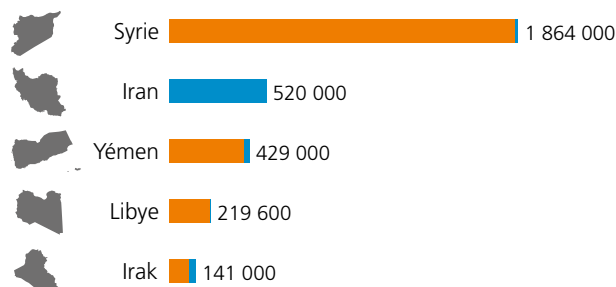
Le phénomène de déplacement amorcé le long du bassin du Nil blanc en 2019 montre que les catastrophes peuvent avoir des conséquences dévastatrices lorsqu'elles frappent des communautés vulnérables dans des pays politiquement fragiles où des pratiques de développement non durables, les changements environnementaux et une mauvaise gouvernance accroissent le risque de déplacement. Quand on ajoute à cela les conflits et l'insécurité, leurs conséquences peuvent devenir chroniques et cycliques, comme on le voit avec les personnes déplacées et les réfugiés forcés de fuir pour une deuxième ou une troisième fois. Les efforts de consolidation de la paix en cours devront être accentués et la planification du développement durable et la réduction des risques de catastrophes devront être soutenues dans

tout le bassin afin d'éviter ce qui, pour beaucoup, est devenu une spirale destructrice menant à plus de vulnérabilités et de déplacements potentiels.



Conflits 2 566 000  
Catastrophes 631 000  
9,6 % du total mondial

### Les 5 pays comptant le plus de nouveaux déplacements



## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (ANMO) compte plus d'un quart de déplacés internes liés à des conflits et des violences dans le monde. La plupart d'entre eux se trouvent en Syrie, au Yémen et en Irak, trois pays plongés dans des conflits prolongés qui ont déclenché des mouvements de population massifs.

D'autres pays de la région, non touchés par les déplacements de population liés aux conflits, accueillent un grand nombre de réfugiés. Qu'ils soient déplacés dans leur propre pays ou à l'étranger, les conditions de vie difficiles de la plupart des gens se prolongent et la violence et les catastrophes en cours font courir à beaucoup le risque d'un déplacement secondaire. Cette situation représente un obstacle majeur au développement de la région ANMO et elle est un facteur d'instabilité et de risque supplémentaires.<sup>103</sup> À la fin de l'année, environ 12,5 millions de personnes étaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence qui sévissent dans la région.

Le nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence dans la région a globalement augmenté au cours de la dernière décennie, et en particulier depuis le printemps arabe 2011 (voir Figure 12). On en a enregistré 2,6 millions en 2019. Les chiffres pour l'Irak étaient légèrement inférieurs à la moyenne de la décennie car le conflit dans ce pays s'est atténué mais les combats en Syrie sont loin d'être terminés et davantage de nouveaux déplacements ont été enregistrés en 2019 qu'en 2018 (voir En détail : Syrie en détail, p.35).

La région ANMO est également sujette aux risques naturels et l'Iran a été particulièrement touché en 2019. Les inondations ont provoqué plus de 600 000 nouveaux déplacements dans la région. Des conditions hivernales difficiles, notamment des vagues de froid, des tempêtes de neige et des inondations, ont également contraint des personnes à quitter leur domicile en Algérie, au Liban et en Arabie Saoudite. Toutefois, les données sur les déplacements liés aux catastrophes dans la région sont rares et les estimations sont à prendre avec précaution. Ces risques frappent souvent les communautés vulnérables, y compris les personnes déjà déplacées par le conflit. Les agences humanitaires ont fait en sorte de renforcer ces sites de déplacement mais des déplacements secondaires déclenchés par des inondations et des tempêtes ont encore eu lieu en Irak, en Syrie et au Yémen.<sup>104</sup>

### Syrie

Le conflit syrien, qui en est maintenant à sa dixième année, a déclenché 1,8 million de nouveaux déplacements en 2019, principalement à la suite d'offensives militaires dans le nord-est et le nord-ouest du pays. Environ 6,5 millions de personnes étaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année. En outre, 5,6 millions de personnes ont fui le pays, ce qui signifie que plus de la moitié de la population d'avant-guerre a été déplacée.<sup>105</sup>

Les affrontements entre les Forces démocratiques syriennes et l'État islamique à Hajjin et Baghouz dans le gouvernorat oriental de Deir ez Zor ont entraîné environ 125 000 nouveaux déplacements au cours du premier trimestre de l'année. Plus de la moitié des personnes qui ont fui se sont dirigées vers le camp d'Al Hol à Al Hasakeh, mettant ses capacités à rude épreuve.

La zone de désescalade localisée dans les zones frontalières entre Idlib et Hama en 2018, qui s'est soldée par un échec, est également devenue une zone sensible en proie aux conflits et aux déplacements en 2019.<sup>106</sup> Les bombardements ont déclenché environ 100 000 nouveaux déplacements entre janvier et avril, lesquels ont été suivis par une escalade des combats qui s'est poursuivie le reste de l'année.

Le gouvernorat d'Idlib est devenu le principal théâtre de conflit et la scène d'une crise humanitaire majeure, conséquence d'un accès extrêmement limité et du fait que la frontière turque était et reste fermée, ne laissant aux gens que peu, si ce n'est aucun choix pour échapper aux combats.<sup>107</sup> L'incursion turque dans le nord-est de la Syrie, largement condamnée, a également provoqué plus de 220 000 nouveaux déplacements en un peu plus de deux semaines, principalement depuis les villes frontalières kurdes (voir En détail : SyrieSyrie en détail, p.35).

Les inondations dans plusieurs régions du pays ont déclenché 17 000 nouveaux déplacements en mars et décembre, principalement dans les gouvernorats d'Al Hasakeh et d'Idlib.<sup>108</sup> La plupart des personnes touchées étaient des déplacés internes vivant dans des camps qui ont été contraints à un déplacement secondaire lorsque leurs tentes et leurs effets personnels ont été emportés.

## Yémen

Le conflit et la violence ont provoqué 398 000 nouveaux déplacements au Yémen en 2019, soit près du double du chiffre de l'année précédente, ce qui s'explique en partie par une meilleure

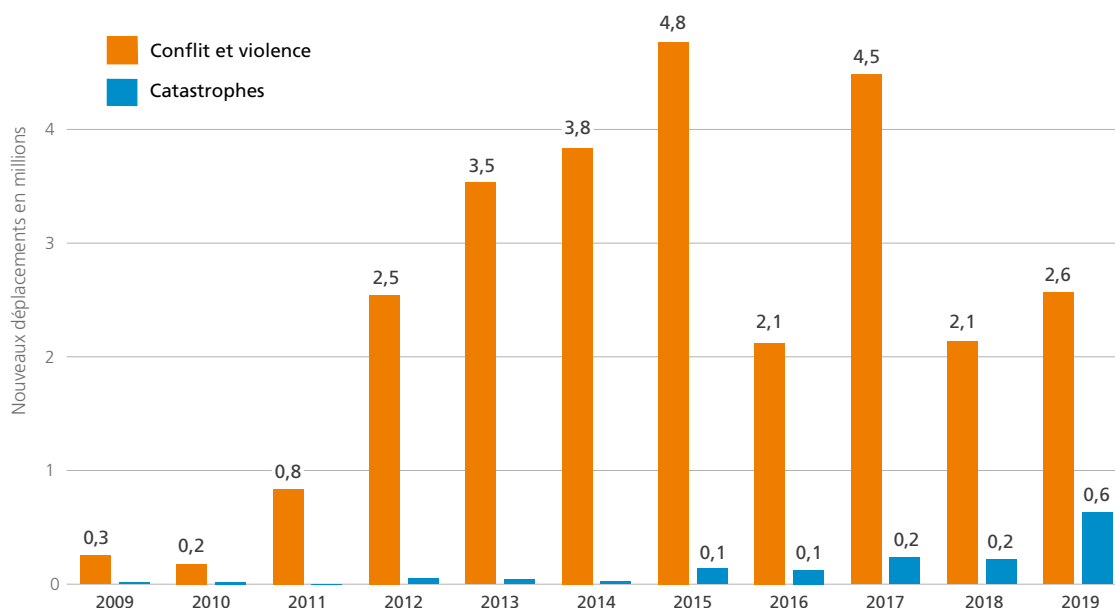
collecte de données et un meilleur accès à celles-ci. La plupart des déplacements ont eu lieu dans les gouvernorats d'Al Dhale, de Hajjah et de Hodeidah. Pour de nombreuses personnes touchées, ce n'était pas la première fois qu'elles fuyaient et il faut noter que chaque nouveau déplacement les rend plus vulnérables.

Les efforts déployés pour trouver des solutions politiques ont amélioré la situation dans certaines régions du pays. Le gouvernement reconnu au niveau international et Ansar Allah, également connu sous le nom de mouvement Houthi, ont signé l'accord de Stockholm en décembre 2018 pour établir une zone démilitarisée autour du principal port du Yémen, Hodeidah.<sup>109</sup> Ce n'est qu'en mai que les combattants ont commencé à se retirer et c'est à ce moment que le nombre de nouveaux déplacements dans la zone est passé de 31 000 au cours des cinq premiers mois de l'année 2019 à 8 000 le reste de l'année.<sup>110</sup>

La fin de l'année a été également synonyme de nouvel espoir car le conflit au sens large a montré des signes de désescalade. Le Conseil de transition du Sud (STC en anglais), un groupe politique apparu en 2017 revendiquant la création d'un État fédéral indépendant dans le sud du Yémen, a signé un accord de partage du pouvoir avec le gouvernement en novembre. Le même mois, l'Arabie Saoudite a conclu une trêve avec Ansar Allah.<sup>111</sup>

De son côté, Riyad a assoupli les restrictions de l'espace aérien yéménite pour permettre aux personnes de quitter la capitale Sanaa, tenue par les rebelles, pour se faire soigner à l'étranger. Ansar Allah a annoncé que les attaques contre l'Arabie Saoudite seraient interrompues en contrepartie et une initiative plus large entre les deux parties pour pacifier davantage la situation était en cours de discussion en décembre.<sup>112</sup>

Malgré ces avancées prometteuses, la crise du Yémen demeure la plus aiguë au monde. Près de 80 %



**FIGURE 12:** Nouveaux déplacements de population liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (2009-2019)

de la population avait besoin d'une aide humanitaire à la fin de l'année et 3,6 millions de personnes étaient en situation de déplacement interne, soit une augmentation de plus d'un tiers par rapport à 2018.<sup>113</sup>

L'augmentation du nombre de personnes déplacées est en partie la conséquence d'une meilleure couverture géographique en matière de collecte de données mais elle reflète également l'ampleur constante des déplacements, les capacités d'intervention au niveau local étant débordées et l'accès humanitaire se détériorant.<sup>114</sup> Plus de la moitié des ménages déplacés du pays vivent dans des logements en location mais 35 % d'entre eux vivent dans des conditions de vulnérabilité, dans des quartiers informels, des centres collectifs, des bâtiments publics, des tentes et même en plein air.<sup>115</sup> La désescalade des combats dans certaines régions du pays a également augmenté le risque d'expulsion des personnes déplacées, comme cela s'est produit dans la ville de Marib.<sup>116</sup>

Les catastrophes ont provoqué 31 000 nouveaux déplacements en 2019. Douze des 22 gouvernorats du pays ont connu de fortes pluies qui ont entraîné des inondations soudaines à la mi-mai.<sup>117</sup> Les inondations ont détruit les tentes dans les camps de déplacés, provoquant environ 3 000 déplacements secondaires. Les pluies se sont intensifiées à la fin du mois de juillet et de nouvelles inondations ont provoqué 13 000 nouveaux déplacements dans les semaines qui ont suivi. La plupart des gouvernorats de l'ouest ont été touchés mais Hodeidah et Al Mahwit ont été frappés le plus durement. Les personnes déplacées et les communautés d'accueil ont perdu leurs maisons, leurs abris, leur bétail et leurs moyens de subsistance.<sup>118</sup>

Les inondations ont également endommagé les sites de déplacement dans la ville d'Aden, à Tuban dans le gouvernorat de Lahj et à Khanfir dans l'Abyan en septembre, déclenchant 15 000 déplacements secondaires.<sup>119</sup> Des tempêtes ont frappé le pays dans la dernière partie de l'année mais les chiffres liés aux déplacements ont été difficiles à obtenir. Le cyclone Kyarr a frappé en octobre et a été le plus puissant de la péninsule arabique depuis 12 ans. Les cyclones Maha en novembre et Pawan en décembre ont également frappé le pays.<sup>120</sup>

## Libye

Le conflit entre l'armée nationale libyenne (LNA) et le gouvernement d'accord national (GNA) soutenu par les Nations Unies à Tripoli s'est intensifié en 2019. Environ 215 000 nouveaux

déplacements ont été enregistrés, soit trois fois plus que l'année précédente et le nombre le plus élevé depuis 2014. La plupart des combats ont eu lieu dans et autour de la capitale après le 4 avril, lorsque le commandant de la LNA, Khalifa Haftar, a lancé une offensive sur la ville.<sup>121</sup> Le conflit a entraîné près de 170 000 nouveaux déplacements de population, les gens fuyant vers des quartiers plus sûrs, les montagnes de Nafusa et divers endroits le long de la côte nord-ouest. Près de la moitié des personnes déplacées avaient moins de 18 ans et la plupart ont trouvé refuge dans des familles d'accueil.<sup>122</sup>

Les combats féroces entre les deux parties se sont étendus à la ville de Murzuq, dans le sud du pays en août. Ils ont donné lieu à de lourds bombardements aériens et à de nombreuses attaques contre des quartiers résidentiels, entraînant l'une des plus importantes pertes en vies humaines civiles depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.<sup>123</sup> La quasi-totalité des 33 000 habitants de la ville ont fui la région. De violents combats ont également eu lieu autour de Tripoli vers la fin de l'année et environ 451 000 personnes étaient en situation de déplacement interne au 31 décembre.

Les événements de 2019 laissent entendre que la guerre en Libye est entrée dans une nouvelle phase. Ce qui était auparavant un conflit de faible intensité implique maintenant l'usage d'armes sophistiquées, notamment des missiles guidés et des drones, malgré l'embargo sur les armes imposé par les Nations Unies au pays. Le nombre croissant de mercenaires étrangers combattant dans les deux camps ont également renforcé leurs capacités militaires. À mesure que le conflit s'intensifie, plusieurs pays ont appelé à un cessez-le-feu et ont fait part de leurs inquiétudes face à l'ingérence étrangère croissante.<sup>124</sup> Le gouvernement allemand a organisé un sommet à Berlin en janvier 2020 afin de limiter ces ingérences et de renforcer l'embargo des Nations Unies sur les armes. Un accord a été conclu entre les puissances étrangères mais la situation en Libye demeure extrêmement fragile.<sup>125</sup>

De graves inondations dans la municipalité de Ghat et dans les environs de la région du sud-ouest du Fezzan ont provoqué plus de 4 600 nouveaux déplacements au début du mois de juin. Les eaux de crue ont atteint jusqu'à deux mètres de profondeur dans certaines zones et ont causé de graves dégâts sur les infrastructures et les terres agricoles essentielles pour survivre.<sup>126</sup> Un tiers des personnes déplacées ont cherché refuge dans des abris collectifs et le reste dans des écoles ou chez des amis et des parents.<sup>127</sup> Aucune autre information n'était disponible sur leurs conditions de vie.

## Iran

Les catastrophes ont provoqué plus de 520 000 nouveaux dépla-



Une jeune fille sur un site de déplacement où sa famille construit une hutte à Abs, dans le gouvernorat de Hajjah, au Yémen. Photo © UNHCR/Ibrahim Al-Ja'adi, Mai 2019



cements en Iran en 2019, ce qui est de loin le chiffre le plus élevé de la région. Des pluies torrentielles et des inondations entre la mi-mars et la mi-avril ont pris les populations locales et les autorités de gestion de l'eau au dépourvu d'autant plus qu'elles surviennent après une longue période de sécheresse.<sup>128</sup> Les pluies ont démarré dans la province septentrionale du Golestan avant de se déplacer vers le sud et l'ouest, provoquant des inondations dans 28 des 31 provinces du pays.

Cette catastrophe a été décrite comme la pire qui ait frappé le pays depuis plus de 15 ans. Plus de 2 000 villes et villages, abritant plus de 10 millions de personnes, ont été touchés.<sup>129</sup> Environ 70 % des précipitations annuelles du Golestan sont tombées en 24 heures et les provinces du Lorestan et du Khuzestan, riche en pétrole, ont également été durement touchées. Le gouvernement a eu des difficultés à faire face rapidement à la menace posée par les précipitations. En choisissant de libérer l'eau accumulée dans les réservoirs des barrages, les terres agricoles ont été inondées et, dans certains cas, il s'agissait de zones densément peuplées.<sup>130</sup> Environ 180 000 personnes étaient encore en situation de déplacement à la fin de l'année à cause de la catastrophe.

L'Iran est également sujet à de fréquents et puissants tremblements de terre car il se situe à la jonction des plaques tectoniques eurasiatique et arabe.<sup>131</sup> Trois tremblements de terre majeurs ont frappé le pays en 2019, provoquant 14 000 nouveaux

déplacements. Le plus puissant a été un tremblement de terre de magnitude 5,9 le 8 novembre, qui a provoqué 13 000 nouveaux déplacements dans la province de l'Azerbaïdjan oriental.

## Palestine

La Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza ont enregistré 1 500 nouveaux déplacements en 2019, ce qui porte à 243 000 le nombre de personnes déplacées en Palestine à la fin de l'année. Les démolitions de logements, les expulsions forcées, la confiscation des biens ainsi que les actes de violence perpétrés par les colons israéliens et les militaires ont forcé les gens à quitter leur domicile en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. La violence a également éclaté à Gaza au début du mois de mai et à la mi-novembre, entraînant la destruction de nombreux logements et le déplacement de centaines de personnes.<sup>132</sup>

Plus de maisons palestiniennes ont été démolies à Jérusalem-Est en 2019 qu'au cours des 15 dernières années et les personnes vivant dans la zone C, à Jérusalem-Est et à Hébron, sont très exposées au risque d'expulsion.<sup>133</sup> Les rapports sur l'expansion des colonies, la violence des colons et les restrictions d'accès font état d'augmentations au cours de l'année.<sup>134</sup> L'établissement de colonies israéliennes en Palestine, y compris à Jérusalem-Est, constitue une violation du droit international. On estime, toutefois, que leur nombre devrait augmenter.<sup>135</sup> Le paysage politique en Israël et la teneur du plan américain pour le Moyen-Orient annoncé au début

de l'année 2020 font craindre une augmentation des expulsions et des déplacements en Cisjordanie.<sup>136</sup>

## Irak

Le conflit en Irak s'est apaisé en 2019 et le nombre de nouveaux déplacements est tombé à 104 000. Le nombre de personnes en situation de déplacement à la fin de l'année a également diminué, passant de 2 millions en 2018 à 1,6 million en 2017.<sup>137</sup> Cela montre les efforts importants que le gouvernement a déployés pour réduire le phénomène.

Toutefois, 78 % des personnes toujours déplacées le sont depuis plus de trois ans et le rythme des retours a ralenti en 2019 en raison de l'insécurité, de l'agitation sociale et du manque de moyens de subsistance et de services de première nécessité dans certaines régions (voir En détail : IrakIrak en détail, p.37).<sup>138</sup>

Les tempêtes et les inondations ont provoqué plus de 37 000 nouveaux déplacements le long du Tigre au cours de l'année. Chaque année, le Tigre, l'Euphrate et leurs affluents débordent et inondent les plaines et les zones urbaines des environs. Le pays dispose d'un vaste réseau de barrages et de canaux, indispensables à la production d'énergie et à l'irrigation dans des zones autrement arides et semi-désertiques, ce qui a pu augmenter le risque d'inondation.<sup>139</sup> Des tempêtes ont également touché plusieurs gouvernorats frontaliers de l'Iran.<sup>140</sup>

La pénurie d'eau est également un problème dans le sud de l'Irak où les pénuries augmentent la pollution et mettent en péril les moyens de subsistance des populations. En janvier 2019, on estime qu'environ 34 000 personnes ont été déplacées des quatre gouvernorats de Bassora, Missan, Muthanna et Thi-Qar à cause de la pénurie d'eau. Un nombre important de ces personnes se sont déplacées vers les zones urbaines et l'ampleur des déplacements a changé le panorama de certaines villes de taille moyenne. Citons les nouveaux arrivants des zones rurales qui ont stimulé la croissance démographique et l'urbanisation rapides de la ville de Bassora au cours de la dernière décennie à un moment où les moyens de subsistance agricoles se sont réduits. Ses infrastructures hydriques et sanitaires ont cependant eu du mal à faire face à la situation.<sup>141</sup>





*Un homme déplacé de la ville de Hawja, au camp de Laylan, à Kirkuk, en Irak.  
Crédit photo : NRC/Alan Ayoubi, Février 2019*

EN DÉTAIL

# SYRIE

## Pas de lieu sûr où retourner

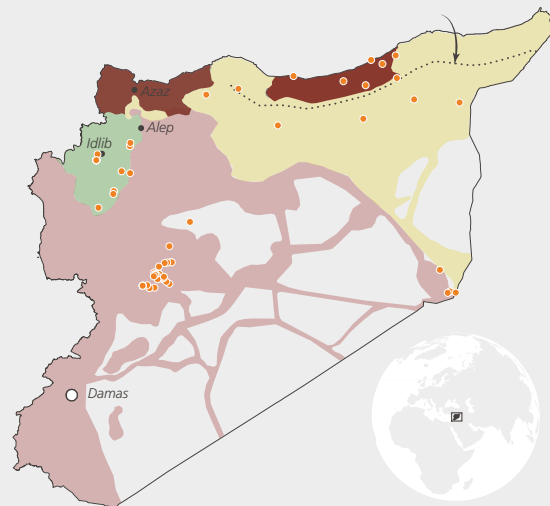
En 2019, le gouvernement syrien a poursuivi sa progression territoriale dans la guerre civile qui a duré neuf ans dans le pays.<sup>142</sup> Une série d'offensives militaires contre des groupes armés non étatiques a fait passer le nombre de nouveaux déplacements enregistrés au cours de l'année à 1,8 million, contre 1,6 million en 2018 et 2,9 millions en 2017. Ce chiffre est l'un des totaux annuels les plus élevés depuis le début du conflit. Environ 6,5 millions de personnes étaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année dont beaucoup dans des conditions désastreuses.

Les offensives les plus intenses de 2019 ont eu lieu dans le gouvernorat d'Idlib, au nord-ouest, et dans les régions du nord-est du pays, à la frontière avec la Turquie. Chacune d'entre elles a provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, dont beaucoup avaient déjà été déplacées à plusieurs reprises. La situation à Idlib est des plus préoccupantes. Le gouvernement avait prévu de reprendre certaines parties du gouvernorat par la force en 2018 mais les craintes de la crise humanitaire qui pourrait en résulter ont conduit l'Iran, la Russie et la Turquie à négocier un cessez-le-feu.<sup>143</sup> Idlib reste l'une des dernières zones contrôlées par des forces non gouvernementales, dont Hayat Tahrir al-Sham, une organisation terroriste répertoriée.<sup>144</sup>

L'accord n'a cependant pas tenu et le gouvernorat - qui abrite trois millions de personnes, dont la moitié sont des personnes déplacées - est devenu le théâtre d'attaques incessantes qui ont déclenché des déplacements massifs. Les femmes et les enfants, qui représentent plus des trois-quarts de la population d'Idlib, ont été particulièrement touchés.<sup>145</sup> L'armée syrienne, soutenue par ses alliés, a intensifié ses frappes aériennes et ses attaques terrestres à la fin de l'année et de nombreuses personnes ont dû se déplacer à plusieurs reprises en quête de sécurité.

Plusieurs hôpitaux ont été bombardés en violation flagrante du droit international et un raid aérien a frappé un camp de déplacés à Qah, près de la frontière turque, qui accueillait environ 4 000 personnes déplacées.<sup>146</sup> Environ 284 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés dans le gouvernorat au cours du seul mois de décembre. Le chiffre de 1,2 million pour l'ensemble de l'année représentait 67 % du total national et la situation a continué à se dégrader au début de l'année 2020.<sup>147</sup>

Projet de « zone dite sûre » dans le cadre des opérations turques en Syrie du Nord



- Capitale
- Lieu des déplacements en 2019
- Zones sous le contrôle du gouvernement
- Zones sous le contrôle des forces turques
- Zones sous le contrôle des forces armées non étatiques
- Zones sous le contrôle des forces démocratiques syriennes

\*Sources : Institute for the Study of War (ISW) à partir du rapport de l'état des lieux du 17-28 décembre et Reuters, 2019. Données sur les déplacements : Programme d'évaluation des besoins humanitaires, groupe de travail sur les personnes déplacées.

Un autre changement majeur s'est produit dans le nord-est du pays, qui abrite 710 000 personnes déplacées.<sup>148</sup> Après l'annonce par les États-Unis du retrait de leurs troupes en octobre, les combattants des Forces démocratiques syriennes dans la région ont perdu une grande partie du soutien militaire et diplomatique dont ils bénéficiaient. Peu après, la Turquie a lancé une opération militaire connue sous le nom de « Printemps de la paix ». Ankara a déclaré que l'objectif principal de l'opération était d'établir une « zone de sécurité » à l'intérieur de la Syrie d'environ 3 600 kilomètres carrés où les réfugiés vivant en Turquie seraient potentiellement renvoyés et réinstallés.<sup>149</sup>

L'armée turque est entrée en Syrie dans le cadre d'une offensive largement condamnée qui a déclenché plus de 220 000 déplacements internes, principalement des personnes vivant dans les villes frontalières kurdes, et 17 900 déplacements transfrontaliers vers le nord de l'Irak.<sup>150</sup> Le 26 novembre, environ 75 000 personnes étaient toujours déplacées en Syrie à la suite de cette offensive. La plupart d'entre elles vivaient dans des communautés d'accueil, d'autres dans des quartiers informels et des abris collectifs.<sup>151</sup>

L'opération « Printemps de la paix » visait également à protéger la frontière sud de la Turquie contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifié de groupe terroriste par Ankara et d'autres pays.<sup>152</sup> De nombreuses personnes sont mortes pendant l'offensive et de graves violations des droits de l'homme commises par les forces turques contre la population locale ont été signalées.<sup>153</sup>

Les défis qui s'ensuivent sont loin d'être résolus. Les réfugiés renvoyés de force en Syrie depuis la Turquie auront du mal à trouver des solutions durables dans une région dont la plupart ne sont pas originaires et où les conditions sont déjà extrêmement précaires pour le grand nombre de personnes déplacées qui y vivent depuis des années.<sup>154</sup> Le gouvernement turc affirme que personne n'est *refoulé* mais d'autres soutiennent que les réfugiés sont renvoyés en zone de guerre.<sup>155</sup>

Des retours forcés en provenance d'autres pays ont également été signalés mais ils sont très difficiles à évaluer. Les personnes déplacées qui tentent de retourner chez elles dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie sont confrontées à de nombreuses difficultés en raison de l'incursion turque, des changements au sein des communautés locales et de leur composition démographique. C'est ce qui a empêché certaines personnes de rentrer chez elles.

Occultée par ces événements, la loi 10, officiellement prévue pour accélérer l'expropriation des terres en vue de la reconstruction et de la «redéfinition des zones d'habitation illégale non autorisées», est entrée en vigueur en 2019.<sup>156</sup> La connaissance des procédures administratives nécessaires pour faire valoir ses droits de propriété est généralement limitée.<sup>157</sup> De nombreuses personnes déplacées qui ont perdu leurs titres de propriété et d'autres documents pendant leur déplacement ont constaté qu'il était trop tard pour le

faire.<sup>158</sup> Leur incapacité à exercer leurs droits de propriété signifie qu'elles ne peuvent pas retourner chez elles, ou du moins pas de façon durable, même si la reconstruction est en cours dans leur région d'origine.

Les civils, y compris les personnes déplacées et les réfugiés qui retournent chez eux, continuent de souffrir de la guerre civile en Syrie. Au moment où les combats entament leur dixième année, les déplacements massifs se poursuivent et des millions de personnes déjà déplacées n'ont pas de moyens de subsistance, ni d'accès aux services de première nécessité. Le retour volontaire des réfugiés peut être reporté jusqu'à ce que la situation s'améliore mais des centaines de milliers de personnes déplacées rentrent chez elles ou essaient, ce qui montre à quel point il est important de mettre en place les conditions propices à des retours sûrs et dignes.

L'accent mis actuellement sur l'aide humanitaire visant à sauver des vies est toujours essentiel, étant donné l'ampleur de la crise actuelle en Syrie, mais il ne doit pas occulter la nécessité d'initiatives de consolidation de la paix et de soutien à long terme pour ceux qui tentent de trouver des solutions durables. Sans une résolution du conflit et un processus de réconciliation incluant tous les groupes ethniques et religieux du pays, on ne pourra pas mettre fin au déplacement de manière durable.



*Iman a fui avec sa famille en quête de sécurité il y a huit ans, « Si seulement nous pouvions refaire ce que nous avons l'habitude de faire », dit-elle, en regardant les fissures de sa maison endommagée et en espérant qu'un jour elle pourra rentrer chez elle. Photo © UNHCR/Antwan Chnkdji, Juin 2019*

## EN DÉTAIL

## IRAK

## Des solutions au déplacement à portée de main

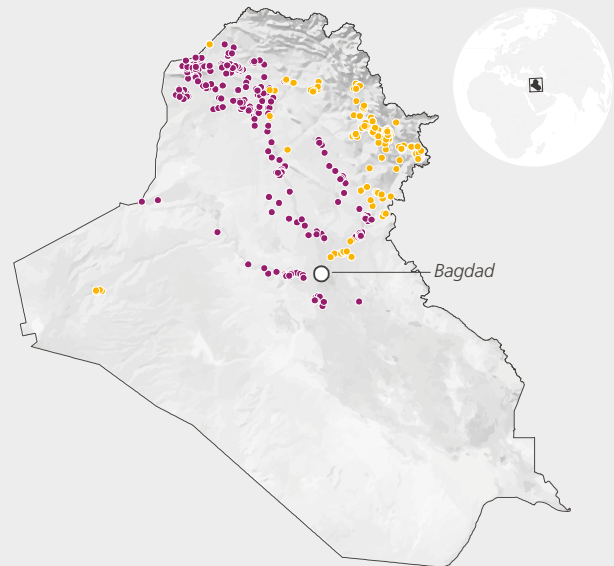
Des décennies de dictature, une invasion étrangère, des années de conflit interne et plus récemment la guerre contre l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) ont fait de l'Irak l'un des pays les plus touchés par les déplacements internes dans le monde. Cependant, depuis la fin officielle de la bataille contre l'EIL (Etat islamique en Irak et au Levant) en décembre 2017, certains signes montrent que la situation s'améliore et que de nombreuses personnes déplacées retournent chez elles.

Les chiffres des déplacements ont chuté au cours des deux dernières années pour atteindre leur niveau le plus bas en 2019, année où 104 000 nouveaux déplacements et plus de 1,6 million de personnes vivant encore en situation de déplacement ont été enregistrés. Cela montre les progrès significatifs réalisés par le gouvernement dans la lutte contre ce phénomène et sert d'exemple pour les autres pays.

Par ailleurs, l'insécurité et les troubles sociaux persistent et le rythme des retours s'est donc ralenti en 2019. Plus des trois-quarts des personnes déplacées dans le pays le sont depuis plus de trois ans.<sup>159</sup> De nombreux obstacles subsistent pour leur permettre de trouver des solutions durables et de nouveaux défis apparaissent, renforçant la nécessité d'intensifier les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction.

Les opérations militaires contre les poches restantes de l'État islamique se sont poursuivies dans les gouvernorats du centre-nord et de l'ouest en 2019 en réaction aux attaques contre des cibles gouvernementales et civiles.<sup>160</sup> De vastes étendues de terres agricoles dans 11 gouvernorats ont été détruites par des incendies, lesquels aurait été déclenchés par l'État islamique pour dissuader les personnes déplacées de retourner chez elles.<sup>161</sup> La violence sectaire de faible intensité entre les milices chiites et sunnites se poursuit dans tout le pays tout comme les tensions entre le gouvernement régional kurde et les autorités de Bagdad.<sup>162</sup> Le gouvernement national a toujours des difficultés à exercer son contrôle sur certaines régions du pays où règne l'insécurité.

Il existe également un sentiment général de frustration et de méfiance au sein de la population qui a provoqué des troubles



- Capitale
- Lieux où les personnes rentrées sont confrontées à des conditions de vie difficiles, notamment le manque d'accès aux moyens de subsistance et aux services de première nécessité, la sécurité et la cohésion sociale
- Lieu des déplacements liés aux conflits et à la violence en 2019

Source : OIM, 2019

civils en octobre<sup>163</sup> Des manifestants se sont massés dans les rues de Bagdad et d'autres villes pour demander le limogeage du gouvernement. Le premier ministre, Adel Abdel Mahdi, a accepté de démissionner début novembre mais les manifestations ont continué. Les manifestants réclamaient la chute de l'ensemble du gouvernement, l'accélération des réformes économiques et la fin de l'influence de l'Iran dans la politique irakienne. Au 30 janvier 2020, au moins 467 manifestants avaient été tués et plus de 9 000 blessés.<sup>164</sup>

Cette insécurité et cette volatilité ne sont pas propices à des retours durables et la fermeture d'un grand nombre de camps a encore compliqué la situation pour de nombreuses personnes déplacées. Alors que le gouvernement s'est fixé comme objectif de renvoyer toutes les personnes déplacées dans leur lieu d'origine d'ici la fin 2020, de nombreuses régions d'origine sont encore peu sûres et les services de première nécessité font défaut.<sup>165</sup>

Dans ces circonstances, la fermeture de plus de dix camps en 2019 a entraîné le déplacement secondaire de nombreuses personnes déplacées, que ce soit vers d'autres camps ou vers des zones urbaines et périurbaines où elles vivent dans des conditions encore plus précaires.<sup>166</sup> La perte des documents d'état civil est également un vrai obstacle aux efforts déployés par les Personnes déplacées pour surmonter leurs vulnérabilités, notamment leur accès à la protection juridique et aux services de première nécessité.<sup>167</sup> Sur les 462 000 personnes qui seraient rentrées en 2019, nous

estimons que 456 000 ont trouvé des solutions partielles à leur déplacement mais 6 000 ont été à nouveau déplacées malgré leurs efforts pour retrouver une vie normale dans leur région d'origine.<sup>168</sup>

La restauration de la cohésion sociale, souvent négligée dans les situations post-conflit, sera également essentielle pour favoriser un environnement dans lequel les communautés de différents groupes ethniques et appartenances religieuses pourront coexister. Auparavant, l'EILL a misé sur la défaillance de la cohésion sociale de l'Irak pour gagner en influence et s'étendre, et le fait d'y remédier aidera à prévenir la réapparition de la violence, à consolider les efforts de reconstruction et à faire en sorte que les personnes déplacées et les personnes retournées puissent trouver des solutions véritablement durables.<sup>169</sup>

Le gouvernement a fait des efforts louables pour évaluer, comprendre et agir, pour faire face à ce qui a été l'une des crises principales de déplacement interne dans le monde.<sup>170</sup> Avec le soutien de la communauté internationale, il a procédé à des évaluations des dommages et des besoins afin d'estimer l'impact du conflit et d'identifier les besoins de relèvement et de reconstruction dans sept gouvernorats.<sup>171</sup> L'exercice a conclu que les dommages subis s'élevaient à 45,7 milliards de dollars. Les secteurs du logement, de la santé et de l'éducation ont été identifiés comme les plus touchés, ce qui explique pourquoi de nombreuses personnes déplacées sont encore dans des situations de déplacement prolongé. Des efforts sont également en cours pour investir dans le relèvement et la stabilisation des communautés.<sup>172</sup>

Récemment, l'OIM et ses partenaires ont mis au point un indice de retour pour l'Irak qui aide à comprendre les principales priorités des personnes déplacées lorsqu'elles envisagent de retourner chez elles et les obstacles auxquels elles sont confrontées, ainsi qu'à identifier les zones géographiques où il faut investir davantage.<sup>173</sup>

Ses conclusions confirment que la destruction des logements est de loin le principal obstacle au retour. Les zones où au moins la moitié des logements ont été détruits ont 15 fois moins de probabilités que des retours aient lieu que les zones où les logements restent relativement intacts. Le chômage est un autre facteur important. Les familles ont 10 fois moins de chances de revenir dans les zones où les habitants ne trouvent pas de travail par rapport aux lieux où il y a suffisamment de travail. La présence de groupes armés a également été identifiée comme un obstacle important au retour et à d'autres formes de solution durable.

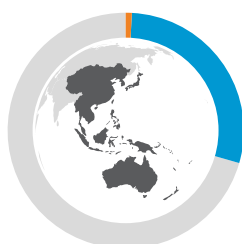
Le gouvernement a lancé un programme de relèvement et de résilience en février 2018. Soutenu par les Nations Unies, il a permis

d'accélérer les efforts visant à résoudre les dimensions sociales de la reconstruction et à créer les conditions qui favoriseraient des retours sûrs, dignes et volontaires. Il a notamment permis d'éliminer les munitions non explosées, de fournir aux personnes déplacées un soutien juridique et de renforcer les capacités des institutions chargées de la documentation, de l'indemnisation, de la restitution des biens et de la réunification des familles.<sup>174</sup>

Le Réseau pour des solutions durables en Irak et le Secrétariat du Comité des retours des gouvernorats ont également été créés à la fin de l'année 2019. Depuis ses bureaux situés à Bagdad, Erbil et Mossoul, ce dernier a pour objectif principal de coordonner les retours durables et de soutenir les comités de retour des gouvernorats, qui se concentrent sur la consolidation et la fermeture des camps. Ces institutions ont un rôle fondamental à jouer pour garantir que les retours et les autres solutions soient réellement durables.<sup>175</sup>

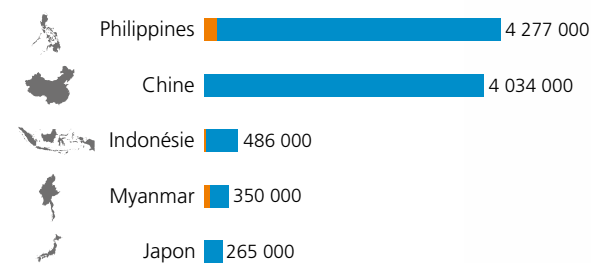
La baisse constante des chiffres relatifs aux déplacements internes au cours des deux dernières années suggère que ces initiatives fonctionnent et que des solutions sont à portée de main. Si cette dynamique se maintient, les initiatives en cours visant à établir une stabilité et une paix durables devront être poursuivies. Au moment où les gens continuent de retourner dans leur région d'origine dans le pays et que d'autres tentent de s'intégrer localement, il est également indispensable que leurs conditions de vie soient suivies et améliorées. Il sera essentiel d'investir dans la cohésion sociale et les réponses communautaires. Ce n'est que de cette manière que le retour, la réinstallation et l'intégration locale pourront être assimilés à une fin durable du déplacement.<sup>176</sup>

## ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



Conflits 288 000  
Catastrophes 9 601 000  
29,6 % du total mondial

### Les 5 pays comptant le plus de nouveaux déplacements



Comme les années précédentes, l'Asie de l'Est et Pacifique sont à l'origine de la plupart des déplacements de population liés aux catastrophes enregistrées dans le monde en 2019. Cela n'a rien de surprenant étant donné que la région abrite un grand nombre de zones urbaines densément peuplées qui sont exposées à des risques tels que les typhons, les inondations, les tremblements de terre, les tsunamis et les éruptions volcaniques.<sup>177</sup> L'année dernière, les catastrophes ont provoqué environ 9,6 millions de nouveaux déplacements de population dans la région, soit moins que la moyenne de la décennie (11 millions) (voir Figure 13).

Un certain nombre de catastrophes majeures ont provoqué des déplacements massifs dans la région depuis le début du siècle, notamment le typhon Haiyan aux Philippines en 2013, les inondations en Chine en 2010 et le séisme dans le Sichuan en 2008, pour n'en citer que quelques-unes. Ces événements nous rappellent que des catastrophes d'une telle ampleur sont voués à reproduire et que la réduction des risques de déplacement doit rester une priorité.

La capacité de certains pays à réduire les risques et à gérer l'impact des aléas a parfois été entravée par le nombre de personnes exposées et vulnérables mais des progrès significatifs ont été réalisés dans toute la région pour mettre en place des systèmes d'alerte précoce et gérer des évacuations préventives. Ces dernières sont à l'origine d'une grande partie des déplacements de population liés aux catastrophes enregistrées en Asie de l'Est et Pacifique.

Les systèmes d'alerte précoce et les protocoles d'évacuation en Chine, aux Fidji, au Japon et aux Philippines sont parmi ceux qui sont présentés comme des exemples de bonnes pratiques. Les États insulaires, dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Timor-Oriental et le Vanuatu, font également en sorte d'améliorer leur

résilience aux catastrophes en renforçant leurs capacités d'alerte précoce.<sup>178</sup> Ces mesures ne peuvent toutefois pas atténuer le potentiel destructeur de certaines catastrophes et, lorsque les maisons sont endommagées ou rasées, le déplacement de nombreuses personnes évacuées doit être prolongé.

Les conséquences des catastrophes et les déplacements qu'elles provoquent varient considérablement dans cette grande région. Tous les pays n'ont pas les mêmes capacités financières et humaines pour la gestion des risques liés aux catastrophes et, lorsqu'on les mesure par rapport à la taille de leur population, les impacts peuvent être dévastateurs. Les chiffres absolus concernant les déplacements dans les petits États insulaires du Pacifique peuvent sembler infimes par rapport à ceux d'autres pays de la région même si la grande majorité de leur population a été touchée par une catastrophe. Pour les atolls de faible altitude, qui sont très vulnérables aux effets du changement climatique tels que la salinisation et l'élévation du niveau de la mer, le déplacement aura des conséquences très différentes dans les années et les décennies à venir.<sup>179</sup>

Les conflits et la violence ont également provoqué des déplacements en 2019 en Indonésie, au Myanmar, aux Philippines et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Environ 288 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés dans l'ensemble de la région et, à la fin de l'année, environ 734 000 personnes étaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence.



## Asie de l'Est



La Chine enregistre chaque année les chiffres les plus élevés de déplacements de populations à la suite de catastrophes naturelles, en raison de sa population importante et de sa forte exposition à toute une série de risques naturels. Avec l'urbanisation rapide des dernières décennies, les villes ont englouti d'anciennes villes satellites sans que la planification ne tienne compte des conséquences d'une telle expansion sur les risques liés aux catastrophes.<sup>180</sup> De ce fait, un grand nombre de catastrophes en Chine se produisent dans les zones urbaines, qui abritent environ 60 % de la population du pays.<sup>181</sup>

Les tempêtes, les inondations, les tremblements de terre et les glissements de terrain ont provoqué plus de quatre millions de nouveaux déplacements en 2019. Au moins 1,6 million d'entre eux ont été enregistrés pendant la saison des pluies en juin et juillet. À l'approche du typhon Lekima en août, le centre météorologique national a émis une alerte rouge et plus de deux millions de personnes ont été évacuées.<sup>182</sup> La tempête a touché terre dans la province du Zhejiang avec des rafales de vent atteignant 185 Km/h, détruisant plus de 15 000 maisons et provoquant de nouveaux déplacements de population vers l'intérieur des terres.<sup>183</sup> Lekima a été l'une des catastrophes provoquant le plus de déplacements dans le monde en 2019. C'est l'année la plus meurtrière en Asie de l'Est et Pacifique et aussi la plus coûteuse. Les pertes économiques ont été estimées à 10 milliards de dollars.<sup>184</sup>

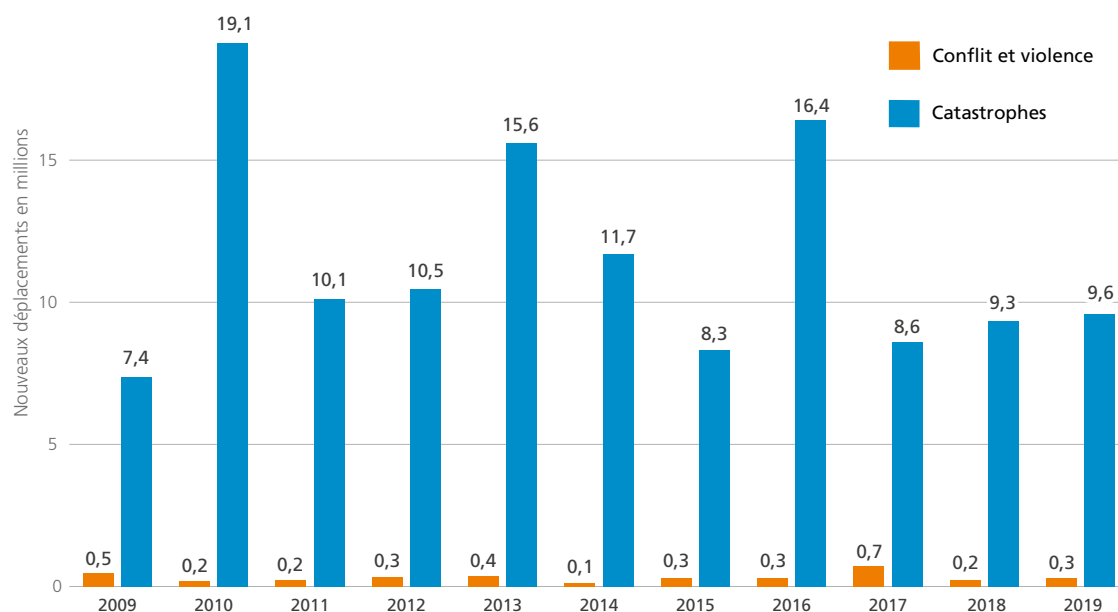
Un tremblement de terre de magnitude 6 a également frappé la province du Sichuan en juin, détruisant 3 500 maisons et provoquant environ 95 000 déplacements.

Il existe de nombreuses lacunes en matière de données concernant le phénomène plus vaste des déplacements en Chine. Aucune information n'est disponible sur le nombre de personnes qui fuient la violence politique et très peu sur celles déplacées suite à des projets de développement. Ces derniers sont cependant susceptibles de déclencher des déplacements importants, étant donné la modernisation et l'urbanisation rapides du pays.

Les tempêtes et les tremblements de terre ont provoqué plus de 265 000 déplacements au Japon en 2019. Le typhon Hagibis a été la plus grande catastrophe de l'année, forçant les gens à se réfugier dans des abris temporaires dans 30 des 47 préfectures du pays. Environ 237 000 personnes ont été évacuées mais cela ne représente que trois pour cent des quelque huit millions de personnes qui ont reçu l'ordre ou le conseil de le faire.<sup>185</sup> La capacité à évacuer les populations est toujours un sujet de préoccupation pour les autorités.<sup>186</sup> Des tremblements de terre ont frappé les préfectures de Fukuoka, Hokkaido, Kumamoto et Yamagata au cours de l'année mais n'ont provoqué que peu de déplacements.

Peu de données sont disponibles sur les déplacements internes dans des pays comme la Mongolie mais le pays est impacté de plus en plus par le *dzud*, des conditions climatiques sévères qui entraînent des pertes massives de bétail et perturbent les moyens de subsistance de milliers de communautés nomades.<sup>187</sup>

FIGURE 13: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Asie de l'Est et Pacifique (2009-2019)



Un homme déplacé se tient près des ruines de sa maison à Balaroa, Palu, en Indonésie, un an après le tremblement de terre et le tsunami du centre de Sulawesi. Fin 2019, plus de 104 000 personnes étaient encore déplacées à la suite des catastrophes en Indonésie. Crédit photo : OCHA/Pierre Peron, Septembre 2019



## Asie du Sud-Est

Avec la Chine et l'Inde, les **Philippines** font partie des pays qui enregistrent chaque année le plus grand nombre de catastrophes dans le monde. Entre six et neuf grands typhons touchent terre chaque année et le pays est également situé dans la ceinture de feu du Pacifique, ce qui le rend vulnérable aux tremblements de terre et aux éruptions volcaniques.<sup>188</sup> Les tempêtes et les tremblements de terre ont provoqué 4,1 millions de nouveaux déplacements en 2019.

La dépression tropicale Usman a provoqué plus de 550 000 déplacements dans neuf provinces au début du mois de janvier, et le typhon Lekima, connu localement sous le nom de Hanna, 38 000 en août avant de faire des ravages en Chine. Le typhon Kammuri, connu localement sous le nom de Tisoy, a provoqué plus de 1,4 million de nouveaux déplacements dans les régions centrales des



Philippines en décembre. C'est le 20<sup>e</sup> typhon à frapper le pays en 2019, ce qui en fait une année exceptionnellement orageuse. Il a également été l'une des catastrophes provoquant le plus de déplacements de population dans le monde.<sup>189</sup> Un grand nombre des déplacements déclenchés par ces tempêtes ont pris la forme d'évacuations préventives.

Des tremblements de terre ont frappé les provinces méridionales de Cotabato et de Davao del Sur en octobre et décembre. Ces tremblements de terre et d'autres moins importants ont provoqué un total de 413 000 déplacements. Beaucoup de ceux qui ont été évacués vers des abris gouvernementaux sont restés déplacés pendant un certain temps parce que leurs logements avaient été endommagés ou détruits ou par crainte des répliques. La collecte de données remarquable du gouvernement, associée à l'utilisation des données anonymes des utilisateurs de Facebook, a permis de comprendre d'où les gens venaient, où ils allaient et pendant combien de temps ils étaient déplacés (voir En détail : Philippines LES Philippines en détail, p.83, Partie 2). Des données solides de ce type sont essentielles pour mieux orienter les interventions aux Philippines, qui doivent faire face aux conséquences des catastrophes, y compris les déplacements massifs, sur un

archipel de plus de 7 500 îles.

Mindanao, l'île la plus méridionale des Philippines, a été le théâtre d'un conflit entre le gouvernement et des groupes séparatistes pendant quatre décennies. Plus de 120 000 personnes ont été tuées au fil des ans dans les combats entre l'armée et le Front islamique de libération Moro, la Nouvelle armée populaire et les groupes djihadistes de plus petite taille comme Abu Sayyaf, qui est relié, entre autres, à l'Etat islamique.<sup>190</sup> Des dizaines de milliers de personnes sont déplacées chaque année et environ 182 000 personnes étaient encore en situation de déplacement à la fin 2019.

L'année dernière a également marqué une étape importante pour ramener la paix dans la région avec la ratification par le gouvernement d'une loi prévoyant de créer la Région autonome de Bangsamoro dans le Mindanao musulman (BARMM). Cette ratification devrait résoudre l'un des problèmes au cœur du conflit en donnant plus d'indépendance et d'autonomie à plus de 3,5 millions des habitants musulmans de Mindanao.<sup>191</sup> La loi prévoit également une administration transitoire pour la région qui transférera le pouvoir aux anciens militants du Front islamique de libération Moro qui gouverneront jusqu'aux élections de 2022.

La nouvelle administration du BARMM élabore des stratégies et développe des entités pour répondre aux besoins humanitaires et de développement de sa population, y compris ceux des familles déplacées, mais de nombreux défis restent à relever.<sup>192</sup> Les groupes armés qui n'ont pas participé aux négociations sont toujours actifs et 95 % des nouveaux déplacements liés au conflit enregistrés aux Philippines en 2019 ont eu lieu à Mindanao.

**Le Myanmar** a enregistré 270 000 déplacements de population liés à des catastrophes au cours de l'année, provoquées par des inondations et des glissements de terrain suite aux pluies de mousson. L'État de Mon a été le plus touché, avec 77 000 évacuations.<sup>193</sup> Dans de nombreuses régions, les gens sont restés dans des abris pendant plusieurs jours, dans certains cas pendant des semaines, en attendant que les eaux de crue se retirent. Les agriculteurs ont été particulièrement touchés car les dégâts pour les cultures ont été importants. Le pays a également enregistré 80 000 nouveaux déplacements liés au conflit, le chiffre le plus élevé depuis 2012 (voir en détail : Myanmar en détail, p.45).

Plus de 400 catastrophes d'ampleur et d'intensité variables ont frappé **l'Indonésie** en 2019, provoquant 463 000 déplacements. En raison de sa situation à la jonction de trois plaques tectoniques et dans la zone de convergence intertropicale, le pays est très exposé aux risques sismiques et météorologiques qui déplacent des centaines de milliers de personnes par an.<sup>194</sup>

Un tremblement de terre de magnitude 6,8 qui a frappé la province de Maluku en septembre a détruit 6 108 logements et provoqué 231 000 déplacements, ce qui en a fait le plus grand déplacement de l'année. Les fausses rumeurs de tsunami et la peur des répliques ont fait que beaucoup de personnes sont restées dans des abris au-delà de la période faisant suite au séisme.<sup>195</sup> Un nombre important d'inondations localisées ont provoqué 140 000 déplacements supplémentaires au cours de l'année.

L'intensité des aléas joue un rôle majeur dans l'ampleur des catastrophes en Indonésie mais l'urbanisation rapide et non réglementée ainsi que d'autres pratiques humaines augmentent également les risques de catastrophes. Jakarta, où vivent environ 10,5 millions de personnes, en est un exemple. La capitale s'enfonce plus rapidement que toute autre ville du monde, principalement en raison de l'élévation du niveau de la mer, de la construction sur des terres exposées aux glissements de terrain, d'autres développements non durables et des activités de pompage illégal. Environ 40 % de la ville se trouve sous le niveau de la mer et, lorsqu'il pleut, des quartiers entiers sont souvent inondés, certains fleuves se mettraient même à couler en amont.<sup>196</sup>

Les autorités locales ont élaboré un plan d'action climatique et mis en place des mesures de protection contre les inondations. Il existe aussi des plans à plus long terme pour déplacer la ville vers un nouveau site.<sup>197</sup> Et pendant ce temps, les risques de catastrophes augmentent. Si aucune mesure n'est prise, environ 80 % du nord de Jakarta pourrait être sous l'eau dans dix ans.<sup>198</sup>

L'Indonésie a également enregistré des déplacements liés au conflit et à la violence en 2019. La plupart ont eu lieu dans la province de Papouasie fin septembre, lorsque de violentes manifestations entre étudiants indonésiens et Papous ont provoqué plus de 17 000 déplacements. Des émeutes et des tensions sociales localisées ont également forcé les gens à quitter leur domicile à Java Est, Kalimantan Est, Papouasie et Sulawesi.

La tempête tropicale Podul et la dépression tropicale Kajiki ont frappé **le Laos, le Cambodge, la Thaïlande et le Vietnam** au cours de l'année. Le Laos a été le plus touché avec des inondations dans six provinces de la vallée du Mékong.<sup>199</sup> Savannakhet et Champasak ont été particulièrement touchées et les deux tempêtes qui les ont séparées sont à l'origine de la quasi-totalité des 103 000 nouveaux déplacements enregistrés en 2019. Podul et Kajiki ont également déclenché 13 000 des 89 000 déplacements enregistrés au Vietnam et 29 000 des 61 000 enregistrés en Thaïlande.

## Le Pacifique

Plus de 25 000 nouvelles catastrophes ont été enregistrées en **Australie** en 2019, la plupart ayant été déclenchée pendant une saison de feux de brousse exceptionnellement longue et intense. Au moins 15 000 personnes étaient en situation de déplacement à la fin de l'année et les incendies sont restés actifs dans certaines régions du pays en janvier et février 2020.



La Nouvelle-Galles du Sud a été l'État le plus touché. Elle a enregistré plus de 9 000 nouveaux déplacements entre août et décembre, suivie par l'Australie-Méridionale, qui en a enregistré 4 200 en novembre et décembre. Les incendies se sont également propagés à l'État de Victoria en décembre, déclenchant 2 000 nouveaux déplacements, en plus des 1 500 enregistrés lors d'une précédente vague d'incendies en mars. Des feux de brousse se produisent chaque année en Australie mais la fin 2019 a été la pire saison jamais enregistrée et a été reconnue comme conséquence du changement climatique.<sup>200</sup> La plupart des déplacements ont eu lieu sous la forme d'évacuations.

Les incendies ont également provoqué 1 400 déplacements en Tasmanie en janvier et une puissante tempête a laissé 1 300 personnes sans abri dans le Queensland à la fin du mois. Le cyclone Trevor a déclenché environ 1 800 évacuations à l'est de la Terre d'Arnhem et le Territoire du Nord en mars. La tempête a touché terre comme l'équivalent d'un ouragan de catégorie 4 et les autorités ont déclaré l'état d'urgence. Les inondations provoquées par le cyclone Veronica ont également déclenché 1 100 évacuations, près de Port Hedland, en Australie-Occidentale en mars.<sup>201</sup>

Douze catastrophes, des éruptions volcaniques pour la plupart, ont provoqué plus de 31 000 nouveaux déplacements en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**. Les volcans Ulawun et Manam, dans les provinces de Nouvelle-Bretagne occidentale et Madang, sont entrés en éruption en juin, déclenchant respectivement 16 000 et 4 000 évacuations. Les éruptions ont également détruit des maisons, des récoltes et des puits, laissant les villageois sans nourriture et sans eau, et les nuages de cendres ont perturbé les vols intérieurs.<sup>202</sup> Une deuxième éruption du volcan Ulawun en août a déclenché 3 000 autres déplacements. Les gens ont cherché refuge dans des centres qui accueillent encore des familles déplacées par la première éruption.<sup>203</sup>

Les communautés côtières et insulaires sont également exposées aux tempêtes pendant la saison des pluies, de novembre à avril, et celles de l'intérieur des terres subissent souvent des inondations et des glissements de terrain. Les pluies abondantes et continues du mois d'avril ont provoqué des glissements de terrain qui ont entraîné environ 5 000 nouveaux déplacements dans la province des Hautes-Terres occidentales.<sup>204</sup> Le cyclone Trevor, qui s'est formé sur la côte est en mars, a causé plus de 400 déplacements et a endommagé les cultures, laissant plus de 15 000 personnes en pénurie alimentaire.<sup>205</sup>

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a également enregistré 1 300 nouveaux déplacements liés aux conflits en 2019. La vengeance de femmes et d'enfants tués dans un conflit tribal de longue date dans la province de Hela a provoqué jusqu'à 800 déplacements en juillet, et plus de 14 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année. La plupart de ces personnes avaient fui les affrontements ethniques, les conflits tribaux et les violents conflits fonciers.

Les **Îles Fidji** ont également enregistré des déplacements de population à la suite de catastrophes en 2019. Une dépression tropicale a provoqué des inondations et des glissements de terrain en janvier, forçant environ 2 300 personnes à chercher refuge dans 43 centres d'évacuation. La tempête a cependant fait peu de dégâts et la plupart ont pu retourner rapidement chez eux.<sup>206</sup> Le cyclone Saraï, l'équivalent d'un ouragan de catégorie 2, a déclenché 2 500 autres évacuations en décembre. De nombreuses personnes ont pu rentrer chez elles peu après le passage de la tempête, mais des zones importantes des Fidji, dont l'île principale de Viti Levu, ont continué à subir des coupures d'électricité pendant plusieurs jours. Alors que le pays se remettait de Saraï, une autre dépression tropicale a frappé, touchant également les Tuvalu et certaines parties de Samoa et Tonga.<sup>207</sup>

Les tempêtes tropicales ne sont pas rares aux Fidji et leurs impacts sont souvent dévastateurs. Cela a conduit le gouvernement à lancer un système d'alerte précoce des cyclones en novembre. Premier du genre dans la région du Pacifique, ce système est conçu pour sauver des vies et protéger les biens dans les zones côtières de faible altitude. Il peut également déclencher davantage de déplacements sous la forme d'évacuations mais il réduira le risque de mortalité lié aux catastrophes. D'autres pays de la région sont également régulièrement touchés par des catastrophes et sont en train de renforcer leurs capacités d'alerte rapide.<sup>208</sup>

Il est difficile d'obtenir des données sur les déplacements liés aux catastrophes dans le Pacifique, en particulier pour les aléas à évolution lente et ceux à évolution rapide. L'intégration des

données sur les évacuations et les déplacements préventifs dans les systèmes nationaux de comptabilité des dommages et des pertes liés aux catastrophes pourrait améliorer la connaissance du phénomène. Elle permettrait également de suivre les mesures de réduction des risques des catastrophes.

Les atolls de faible altitude et les petits États insulaires en développement du Pacifique sont particulièrement vulnérables à l'élévation du niveau de la mer et à la salinisation et les personnes déplacées dans ces circonstances pourraient avoir de plus en plus de mal à retourner chez elles. Des réinstallations planifiées ont lieu aux Îles Fidji et aux îles Salomon depuis 2014 et des politiques et des lignes directrices sont en place aux Îles Fidji et au Vanuatu.<sup>209</sup>



Les personnes bloquées à Mallacoota, dans le Victoria, sont évacuées par l'armée australienne après la destruction de la ville par des feux de brousse le 30 décembre 2019. Crédit photo : Justin McManus/The Age/Fairfax Media via Getty Images, Janvier 2020

EN DÉTAIL

# MYANMAR

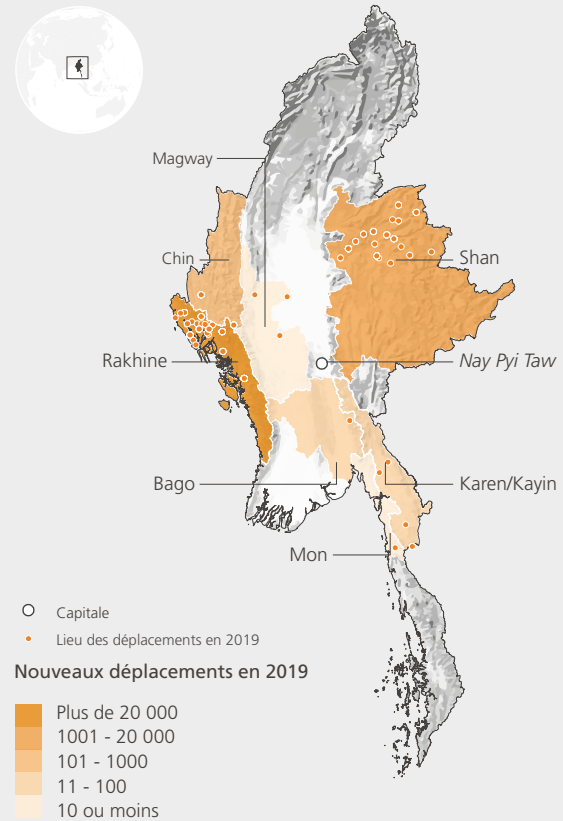
## Le plus grand déplacement depuis des années

Le conflit armé et les attaques directes contre les civils ont forcé les gens à fuir leur domicile au Myanmar pendant des décennies et le déplacement a été une stratégie de survie indispensable pour les civils confrontés aux combats entre le gouvernement et les groupes séparatistes. En 2019, les cessez-le-feu unilatéraux et le processus de paix en cours n'ont pas réussi à empêcher une escalade du conflit qui a provoqué 80 000 nouveaux déplacements internes, le nombre le plus élevé depuis 2012 (voir Figure 14).<sup>210</sup> Des signes montrent que la situation s'améliore dans certains États mais de nombreuses personnes déplacées sont encore confrontées à des difficultés importantes dans leur recherche de solutions durables.

L'État de Rakhine a été le théâtre de déplacements massifs dans le passé, notamment en 2012 et plus récemment en 2016 et 2017, lorsque 800 000 membres déplacés du groupe ethnique des Rohingyas ont cherché refuge au Bangladesh voisin. L'année dernière, cependant, c'est l'escalade du conflit entre les forces armées et l'armée Arakan, un groupe armé nationaliste ethnique, qui a provoqué de nouveaux déplacements importants.<sup>211</sup> Le groupe existe depuis 2009 mais ses opérations se limitaient auparavant essentiellement à des opérations à échelle réduite dans l'État de Chin et au soutien d'autres groupes armés ethniques dans le nord-est du pays.<sup>212</sup>

Cependant, c'est le quatrième jour de l'année 2019 que des attaques coordonnées contre les militaires ont déclenché des déplacements internes qui se sont poursuivis tout au long de l'année.<sup>213</sup> Au 16 décembre, pas moins de 48 000 personnes déplacées vivaient dans 136 sites dans les États de Rakhine et Chin.<sup>214</sup> Comme les années précédentes, les organisations humanitaires n'ont pas eu accès à de nombreuses personnes déplacées dans les zones touchées par le conflit où les besoins étaient importants.<sup>215</sup> C'est ce qui explique les pénuries alimentaires dans les sites de déplacement.<sup>216</sup>

Dans l'État de Shan, frontalier avec la Chine, le Laos et la Thaïlande, l'Alliance de la fraternité - composée de l'Armée Arakan, de l'Armée de libération nationale Ta'ang et de l'Armée de l'alliance démocratique nationale du Myanmar - a lancé une offensive majeure contre les forces de sécurité en août, en raison



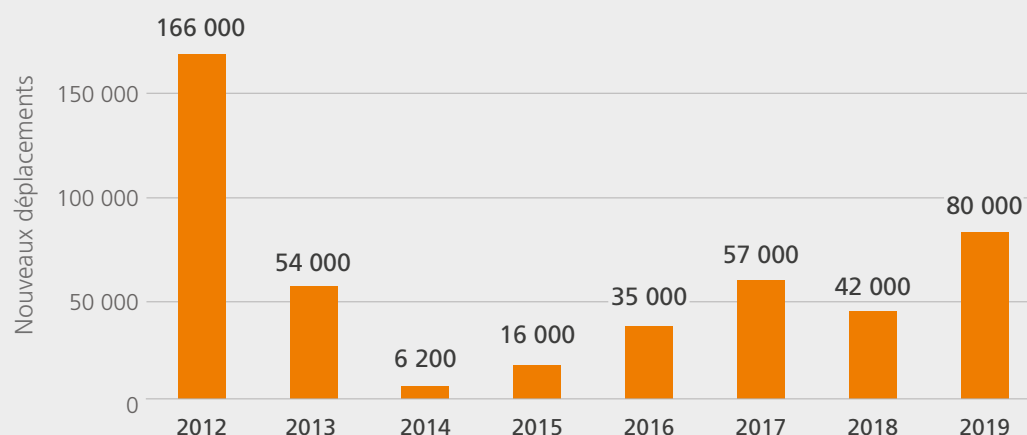
Sources : Autorités locales, travailleurs humanitaires, médias locaux, ACLED, ECHO, KHRG, OCHA, UNHCR, CCCM Cluster, DSWD, NDRRMC, 2019

de son exclusion des pourparlers de paix nationaux pendant les cinq années précédentes.<sup>217</sup> Les affrontements ont entraîné environ 10 000 déplacements le mois suivant. L'alliance a déclaré un cessez-le-feu unilatéral en septembre mais les échauffourées ont continué à provoquer des déplacements jusqu'à la fin de l'année.<sup>218</sup>

L'escalade du conflit dans l'État du Shan a entraîné le plus grand nombre de nouveaux déplacements enregistrés dans l'État depuis de nombreuses années. Les déplacements sont souvent provisoires mais ils sont aussi souvent cycliques, les personnes étant déplacées à maintes reprises des mêmes endroits. En 2019, des rapports fréquents des États de Rakhine et de Shan ont également fait état de personnes fuyant leurs domiciles de manière préventive en raison de l'arrivée de soldats dans leurs villages, qui a été parfois suivie de pillages. Dans d'autres cas, les militaires ont dit aux personnes qui avaient fui la violence de retourner chez elles une fois qu'elles étaient arrivées sur de nouveaux sites en quête de sécurité.<sup>219</sup>

D'autres situations de déplacement prolongé n'étaient toujours pas résolues à la fin de l'année. Plus de 107 000 personnes déplacées vivaient dans les États de Shan et de Kachin à la suite du conflit qui s'est intensifié en 2011. Pas moins de 131 000 personnes déplacées parmi les Rohingyas et Kamans vivaient

FIGURE 14: Nouveaux déplacements liées aux conflits et à la violence au Myanmar (2012-2019)



également dans des camps dans le centre de Rakhine après avoir fui les violences intercommunautaires en 2012 et 2013. Certaines ont pu se réinstaller depuis 2015 mais, comme d'autres Rohingyas, leur liberté de mouvement et leur accès aux services de première nécessité sont toujours limités.<sup>220</sup>

Les 163 000 autres personnes déplacées dans le sud des États de Shan, Karen, Karenni et Mon et dans les régions de Bago et Tanintharyi n'ont guère retenu l'attention de la communauté internationale. Ces régions sont relativement paisibles par rapport à d'autres zones du pays mais des litiges concernant la délimitation des frontières et le contrôle territorial ont également provoqué de nouveaux déplacements au cours de l'année.<sup>221</sup>

Malgré quelques avancées prometteuses, des combats ont éclaté en novembre dans des zones de l'État de Kachin que les personnes déplacées avaient auparavant abandonnées mais qui sont proches des lieux où vivent les personnes retournées. Pour la première fois, et ce depuis des années, aucun nouveau déplacement n'a été enregistré dans l'État de Kachin en 2019 mais les affrontements mettent en exergue la fragilité de la situation sécuritaire qui constitue un obstacle aux solutions durables.<sup>222</sup>

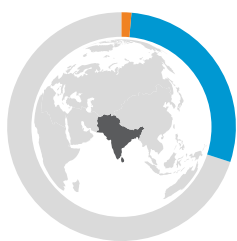
Le gouvernement, les groupes armés ethniques et les organisations de la société civile ont également exprimé leur volonté de faciliter le retour des 97 300 personnes encore déplacées dans l'État.<sup>223</sup> Les agences des Nations Unies et les organisations locales s'efforcent de faire en sorte que les retours se déroulent en toute sécurité et dignité mais les personnes ont encore des besoins importants en matière d'assistance et de protection. Il convient également de mettre davantage l'accent sur les efforts de déminage et de sensibilisation aux dangers posés par les mines.<sup>224</sup>

La question de l'insécurité foncière doit également être résolue.<sup>225</sup> On craint aussi également que les projets de développement dans les domaines de l'exploitation minière, de l'agriculture et de l'exploitation forestière n'entravent le retour des personnes déplacées dans leur région d'origine.<sup>226</sup>

Le gouvernement a fait de la fermeture des camps de déplacés dans les zones touchées par le conflit une priorité et il a adopté une stratégie nationale à cette fin en 2019.<sup>227</sup> Les Nations Unies ont salué cette initiative mais ont prévenu que la liberté de mouvement des personnes déplacées et leur accès aux services de première nécessité seraient encore limités.<sup>228</sup> Les conflits non résolus et la ségrégation persistante, en particulier des communautés Rohingya et Rakhine, sont également préoccupants.<sup>229</sup>

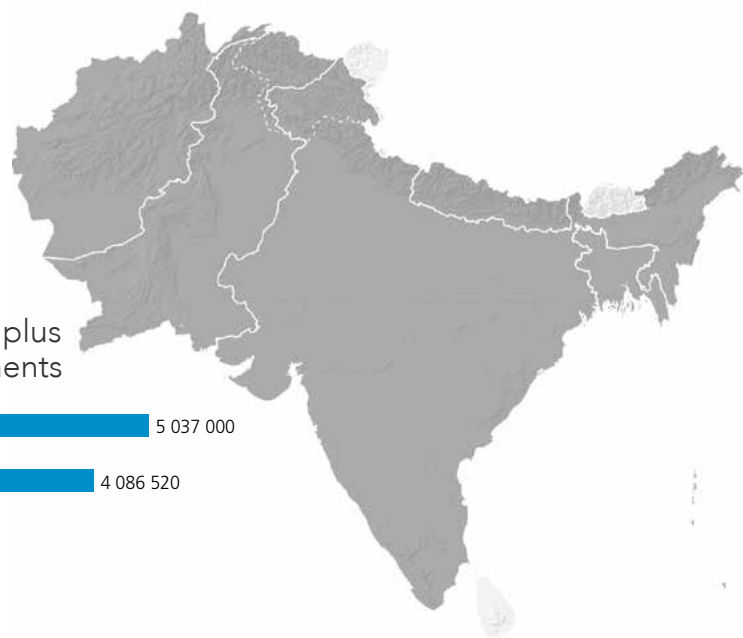
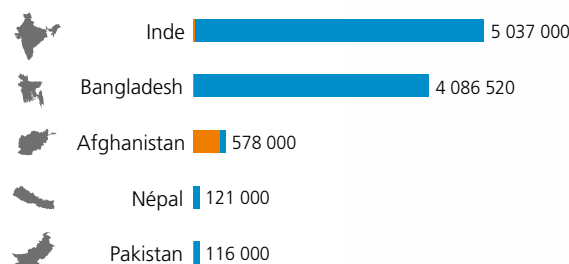
Tant que le conflit armé se poursuivra au Myanmar, les déplacements seront toujours une stratégie de survie pour la population civile. Les retours et les réinstallations ne constituent pas en soi des solutions durables et les futures fermetures de camps devront s'accompagner d'un suivi systématique pour garantir qu'elles entraînent une fin durable des déplacements.

## ASIE DU SUD



Conflits 498 000  
Catastrophes 9 529 000  
30 % du total mondial

### Les 5 pays comptant le plus de nouveaux déplacements



L'Asie du Sud a enregistré 9,5 millions de nouveaux déplacements liés à des catastrophes en 2019 soit le chiffre le plus élevé depuis 2012. Les inondations déclenchées par la mousson en Inde et au Bangladesh et les cyclones Fani et Bulbul ont fait partie des catastrophes qui ont forcé la plupart des gens à fuir leurs domiciles aussi bien dans la région que dans le monde.

Une moyenne de 6,5 millions de déplacements liés aux catastrophes ont été enregistrés dans la région au cours de la dernière décennie, ce qui en fait l'une des plus touchées par le phénomène au niveau mondial (voir Figure 15). De l'Afghanistan au Bangladesh et de l'Inde au Sri Lanka, ce ne sont pas seulement les catastrophes mais aussi les conflits et la violence qui provoquent chaque année des déplacements massifs de population. Nombre éléments déclencheurs, facteurs et impacts varient d'un pays à l'autre mais la pauvreté et l'inégalité sont des facteurs communs qui entraînent de nouveaux déplacements et prolongent et aggravent la vulnérabilité des déplacés internes.

L'Asie du Sud abrite près d'un quart de la population mondiale et connaît une urbanisation rapide.<sup>230</sup> Des progrès significatifs ont été effectués dans la réduction de la pauvreté au cours des dernières décennies mais environ 16 % de la population vit encore avec moins de 1,90 dollar par jour.<sup>231</sup> Un nombre croissant de personnes vivent dans des villes exposées à des risques tels que les pluies de mousson, les inondations, les tempêtes tropicales, les tremblements de terre et les glissements de terrain. Les événements à évolution lente tels que la sécheresse et l'érosion des berges et des côtes provoquent également des déplacements de population mais les données sont difficiles à obtenir.

Confrontés à des catastrophes souvent dévastatrices et mortelles, de nombreux pays ont renforcé ces dernières années leurs capacités de gestion des risques de catastrophes et d'alerte rapide.

Il n'est pas encore possible de désagréger les chiffres pour faire clairement la distinction entre les évacuations préventives et les déplacements après le déclenchement d'une catastrophe. Toutefois les données suggèrent que les premières représentent la majorité des mouvements de population déclenchés par certains événements plus importants. Il n'existe pas non plus de données permettant de bien comprendre la durée des déplacements de population mais, selon notre estimation prudente, environ 1,9 million de personnes étaient encore en situation de déplacement en raison des catastrophes à la fin de l'année.

Les conflits et la violence ont également provoqué des déplacements en Afghanistan, en Inde et au Pakistan, et dans une moindre mesure au Sri Lanka, en 2019. Environ 498 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés dans l'ensemble de la région. Le total annuel a diminué au cours de la dernière décennie, principalement en raison de la désescalade de la violence au Pakistan. Le conflit en Afghanistan, cependant, ne montre guère de signes d'apaisement. En outre, la situation des deux côtés de la ligne de contrôle dans le Cachemire contesté reste très instable. À la fin de l'année, environ quatre millions de personnes étaient en situation de déplacement en raison du conflit et de la violence, l'Afghanistan représentant 75 % du total régional.

### Inde

En 2019, l'Inde a connu cinq millions de nouveaux déplacements de populations à la suite de catastrophes, soit le chiffre le plus élevé au monde. Il résulte de la conjonction d'une augmentation de l'intensité des risques, d'une forte exposition de la population et de niveaux élevés de vulnérabilité sociale et économique. Près de 22 % de la population du pays vit en dessous du seuil de pauvreté national.<sup>232</sup> Cette année a aussi été la septième année la plus chaude depuis le début des statistiques en 1901 et la



mousson a été la plus humide depuis 25 ans.<sup>233</sup> Ces conditions sont à l'origine de la force destructrice des huit tempêtes tropicales qui ont frappé le pays durant l'année.

La plus violente a été le cyclone Fani, qui a traversé les États d'Odisha, d'Andhra Pradesh et du Bengale occidental au début du mois de mai, avant de se diriger vers le nord, au Bangladesh. Équivalent à un ouragan de catégorie 4, Fani a été la tempête la plus puissante à frapper le pays au cours des cinq dernières années et la plus intense à se former dans le golfe du Bengale depuis 1999.<sup>234</sup> Alors qu'elle s'approchait des côtes d'Odisha avec des vitesses de vent maximales allant jusqu'à 240 km/h, le gouvernement a organisé l'évacuation de plus de 1,8 million de personnes. Les autorités de gestion des catastrophes de l'État ont été félicitées pour leurs opérations de sauvetage.<sup>235</sup> En juin, 289 000 personnes supplémentaires ont été évacuées dans l'État de Gujarat avant le passage du cyclone Vayu, qui a changé de trajectoire et dont l'intensité s'est atténuée avant de toucher terre plus tard que prévu.<sup>236</sup>

La mousson du sud-ouest a déclenché plus de 2,6 millions de déplacements dans les mois qui ont suivi. Phénomène météorologique plutôt rare, elle s'est ensuite terminée le même jour que le début de la mousson du nord-ouest.<sup>237</sup> La mousson du nord-ouest a continué à déclencher des déplacements en octobre et novembre, sans oublier le cyclone Maha, qui a frappé le Kerala et les îles Lakshwadeep le 31 octobre. Le cyclone Bulbul a frappé Odisha et le Bengale occidental dix jours plus tard, provoquant 186 000 déplacements.

Des déplacements dus à la sécheresse ont également été enregistrés dans les États d'Andhra Pradesh et de Maharashtra. Il existe peu de données fiables pour en estimer l'ampleur mais les pénuries d'eau dans le Maharashtra entre mars et juin ont

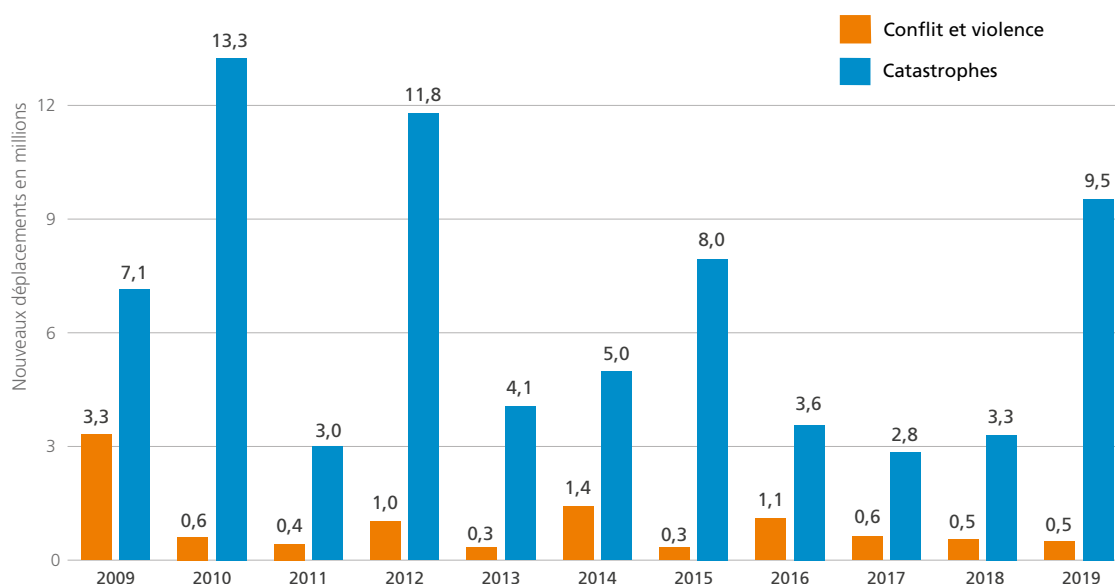
forcé environ 50 000 agriculteurs et leurs familles à se réfugier dans des « camps de bétail », des sites de déplacement gérés par des ONG où le bétail est également nourri et abreuvé.<sup>238</sup> Au 31 décembre, on estimait à environ 590 000 le nombre de personnes en situation de déplacement interne à la suite de catastrophes, mais ce chiffre doit être interprété avec beaucoup de prudence compte tenu du nombre élevé de nouveaux déplacements et des dommages et pertes enregistrés au cours de l'année.

Les conflits et la violence ont provoqué environ 19 000 nouveaux déplacements en Inde en 2019. Les violences politiques et électorales, principalement dans l'État de Tripura et au Bengale occidental au cours du premier semestre, s'élevaient à plus de 7 600. Des troubles moins importants et des violences intercommunautaires ont continué à provoquer des déplacements au cours du second semestre de l'année.

Un attentat suicide qui a tué 40 soldats dans la partie du Cachemire sous administration indienne en février a entraîné des frappes aériennes en représailles et les bombardements sporadiques près de la ligne de contrôle entre les territoires sous contrôle indien et pakistanais se sont poursuivis en mars.<sup>239</sup> Au moins 2 600 déplacements ont été enregistrés mais il a été difficile d'obtenir des chiffres exhaustifs. En automne, d'autres bombardements à travers la ligne de contrôle ont provoqué d'autres déplacements, portant le total à 5 300.<sup>240</sup>

Le gouvernement de Delhi a révoqué le statut spécial accordé au Cachemire sous administration indienne en août et a imposé un couvre-feu, ce qui a suscité des protestations qui ont été violemment réprimées.<sup>241</sup> Les télécommunications et l'accès à Internet ont été coupés, d'où la difficulté d'obtenir des informations notamment sur les déplacements.

FIGURE 15: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Asie du Sud (2009-2019)



## Bangladesh

Avec la Chine, l'Inde et les Philippines, le Bangladesh a été l'un des pays ayant enregistré le plus grand nombre de nouveaux déplacements de populations à la suite de catastrophes en 2019, totalisant plus de quatre millions de personnes. Il s'agit également du chiffre le plus élevé pour le pays depuis que des données sont disponibles, soit 2008. La plupart de ces déplacements ont pris la forme d'évacuations préventives, ce qui prouve les efforts du gouvernement en matière de préparation. En effet, il a mis en place des systèmes d'alerte précoce efficaces faisant parvenir aux populations locales des alertes peu après que le département météorologique du pays les a émises, ce qui leur permet d'évacuer et de sauver de nombreuses vies.<sup>242</sup>

Le cyclone Fani a déclenché l'évacuation de 1,7 million de personnes dans plusieurs districts côtiers en mai.<sup>243</sup> Associé à ceux qui ont eu lieu en Inde, Fani a déclenché près de 3,5 millions de déplacements, le chiffre le plus élevé pour un même événement en 2019. Le cyclone Bulbul a ensuite déclenché plus de 2,1 millions d'évacuations en novembre. La plupart des gens sont retournés chez eux après la fin de la tempête.<sup>244</sup> Le nombre d'évacuations préventives organisées en Inde et au Bangladesh avant l'arrivée des cyclones Fani et Bulbul a été le plus élevé jamais enregistré sur une seule année. Les inondations dues à la mousson ont également provoqué plus de 307 000 déplacements en moins de trois semaines en juillet.<sup>245</sup>

Peu de déplacements liés aux conflits ont été enregistrés en 2019. Des violences intercommunautaires contre les musulmans ahmadis ont eu lieu sporadiquement au cours de l'année dans la division de Rangpur et des violences ont également éclaté entre les opposants politiques après les élections. Les affrontements entre les communautés d'accueil et les réfugiés Rohingyas à Cox's Bazar ont entraîné la destruction d'abris en août.<sup>246</sup> À la fin de l'année, environ 427 000 personnes étaient déplacées en raison des conflits et de la violence.

## Afghanistan

Les combats entre l'armée et les talibans se sont intensifiés en 2019 et les attaques de l'État islamique se sont poursuivies, ce qui a provoqué une augmentation du nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits en Afghanistan, qui s'élève à environ 461 000. La plupart ont eu lieu dans l'est, le nord et le nord-est du pays. À la fin de l'année, environ trois millions de personnes étaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence, ce qui représente le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays.

Les Talibans contrôlaient une plus grande partie du territoire en 2019 que les États-Unis depuis le début de leur intervention militaire en 2001. Les attaques de la province de Khorasan de l'État islamique contre les positions des talibans dans le district de Chapadara ont déclenché environ 25 000 nouveaux déplacements en mars. Malgré les appels du gouvernement à un cessez-le-feu et à des pourparlers de paix entre les talibans et les représentants américains, le groupe a lancé une nouvelle offensive en avril.<sup>247</sup> Les combats entre les forces de sécurité et les talibans ont provoqué 36 000 déplacements dans la province de Takhar en juin. En juillet, le nombre de civils tués avait atteint son plus haut niveau depuis le début des statistiques en 2009. Les femmes et les enfants représentaient 41 % des victimes.<sup>248</sup>

De violents combats se sont étendus à la ville de Kunduz en août, déclenchant environ 22 000 déplacements et aggravant la crise humanitaire dans la région en limitant la circulation des secouristes et en perturbant les communications.<sup>249</sup> L'insécurité qui règne dans le pays est également à l'origine de la faible participation aux élections présidentielles de fin septembre. Les candidats rivaux ont contesté les résultats et, à la fin de l'année, aucun résultat n'avait été publié.<sup>250</sup> Cette incertitude et l'échec d'un nouveau cycle de négociations entre les États-Unis et les Talibans en septembre ont fait du conflit afghan le plus meurtrier au monde l'an dernier.<sup>251</sup> Plus de la moitié des personnes déplacées à la suite de ce conflit étaient des enfants.<sup>252</sup>

À l'insécurité et aux défis politiques, ajoutons les 3,3 millions d'Afghans qui sont revenus de l'étranger entre 2012 et 2019, principalement du Pakistan et de l'Iran.<sup>253</sup> Cependant, tous les retours n'ont pas été volontaires et de nombreux réfugiés se sont retrouvés en situation de déplacement interne de retour dans le pays. L'insécurité de l'occupation du foncier et d'autres questions s'y rattachant représentent un défi majeur pour les réfugiés qui retournent au pays et les déplacés internes. Ces problèmes sont également à l'origine des déplacements cycliques et ne font qu'accroître les vulnérabilités des personnes.<sup>254</sup>

En 2018, l'Afghanistan a connu sa pire sécheresse depuis des décennies, provoquant plus de 371 000 déplacements.<sup>255</sup> Son impact s'est prolongé en 2019 alors que les mauvaises récoltes ont aggravé l'insécurité alimentaire dans tout le pays, laissant de nombreuses personnes déplacées dans des conditions de pauvreté et de malnutrition extrêmes.<sup>256</sup> De plus, 4 200 nouveaux déplacements liés à la sécheresse ont été enregistrés. Le manque de services, de marchés et de protection sociale a également forcé les gens à quitter les zones rurales pour les zones urbaines, stimulant l'expansion rapide des quartiers informels dans les principales villes du pays.<sup>257</sup>



*Des réfugiés traversent un camp de Rohingya inondé à Cox's Bazar, au Bangladesh. Plus tard, des affrontements entre les communautés d'accueil et les réfugiés rohingyas à Cox's Bazar ont conduit à la destruction des abris en août. Photo © UNICEF/UN0325318/Brown, Juillet 2019*

Les inondations, y compris les crues soudaines, ont provoqué 111 000 déplacements au cours de l'année, la plupart d'entre eux ayant eu lieu en mars. Les provinces de Badghis, Farah, Helmand, Herat et Kandahar ont été les plus touchées.<sup>258</sup> Les inondations ont également entravé les opérations de secours. On estime qu'environ 1,2 million de personnes étaient en situation de déplacement à la fin de l'année en raison des catastrophes.

## Pakistan

Plus de 16 000 déplacements liés au conflit et à la violence ont été enregistrés au Pakistan en 2019, dont 15 000 ont été déclenchés par une augmentation des bombardements à travers la ligne de contrôle qui sépare le Cachemire administré par l'Inde et le Pakistan. Ceux qui ont fui sont restés dans des familles d'accueil ou dans des camps, et la plupart sont rentrés chez eux en moins d'une semaine.

Les violences intercommunautaires contre les communautés hindoues de la ville de Ghotki et les communautés chrétiennes de Karachi ont provoqué le déplacement de centaines de familles dans la province du Sindh.<sup>259</sup> Des affrontements transfrontaliers ont éclaté entre les forces afghanes et pakistantaises en octobre mais il a été difficile d'obtenir des chiffres sur les déplacements.<sup>260</sup> Le conflit entre les différents groupes armés dans les zones fron-

alières entre l'Afghanistan et le nord-ouest du Pakistan s'est terminé en 2017 mais plus de 101 000 personnes étaient encore en situation de déplacement dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord du pays, à la fin 2019, à la suite d'opérations de maintien de l'ordre.

De nombreux risques naturels ont frappé le Pakistan au cours de l'année mais les chiffres des déplacements de population liés aux catastrophes sont difficiles à obtenir, d'où l'estimation prudente de 100 000 personnes. Un tremblement de terre dans le nord-est a déclenché 55 000 déplacements en septembre et la mousson 23 000 en juillet et août. Les inondations et l'érosion des berges ont déclenché 10 000 évacuations préventives dans la province de Baloutchistan en juin. Le cyclone Kyarr a touché les zones côtières du pays, provoquant plus de 1 100 déplacements en octobre. Des inondations, y compris des crues soudaines, ont touché plusieurs sites de déplacement dans la province de Khyber Pakhtunkhwa en février.<sup>261</sup> À la fin de l'année, plus de 15 000 personnes étaient en situation de déplacement au Pakistan à la suite des catastrophes.

## Népal

Le Népal a enregistré 121 000 nouveaux déplacements de population en 2019, dont plus de 98 000 ont été provoqués par les pluies de mousson, les inondations et les glissements de terrain.

La mousson du sud-ouest, qui prend naissance dans le golfe du Bengale et se déplace sur les flancs sud de l'Himalaya, fournit au Népal environ 80 % de ses précipitations annuelles sur une période de trois mois.<sup>262</sup> La mousson de 2019 est arrivée plus tard que d'habitude, mais à partir de fin juin, les pluies enregistrées ont été supérieures aux chiffres de la dernière décennie. Les fortes pluies et les inondations ont bloqué les principales routes et perturbé les réseaux de communication, entravant l'accès des services d'urgence aux communautés touchées dans les plaines du sud du Népal.<sup>263</sup>

Une puissante tempête de vent a touché les districts de Bara, Parsa et Ilam en mars, détruisant des logements et provoquant 6 200 déplacements. Une autre tempête a touché le district occidental de Kailali en juin, provoquant 9 500 déplacements et perturbant les interventions des secours.<sup>264</sup>

Parmi les 2,8 millions de personnes déplacées par le tremblement de terre de Gorkha en 2015, beaucoup sont encore en situation de déplacement à la fin de 2019, en attendant que leurs maisons soient reconstruites.<sup>265</sup> Le Népal est situé à la jonction des plaques tectoniques indienne et eurasienne, ce qui le rend très vulnérable aux tremblements de terre. Le séisme de Gorkha et ses conséquences à long terme nous rappellent qu'il est nécessaire d'investir beaucoup plus dans la réduction des risques, en particulier dans l'application des réglementations en matière de construction et de zonage, pour faire face à des événements d'une telle intensité.

## Sri Lanka

En 2019, les pluies de mousson au Sri Lanka ont été plus faibles que d'habitude et, par conséquent, moins de personnes ont été déplacées que les années précédentes.<sup>266</sup> Une série de petites tempêtes a eu cependant lieu à partir de septembre, déclenchant des inondations, des glissements de terrain et environ 45 000 évacuations. De fortes pluies ont touché plus de 136 000 personnes dans six districts et de nombreux logements ont été endommagés.<sup>267</sup> La mousson du nord-est a déclenché des inondations, des glissements de terrain et 34 000 déplacements dans les provinces du nord, de l'est, du centre-nord, de Sabaragamuwa et d'Uva en novembre et décembre.<sup>268</sup> Certaines régions ont reçu plus de deux mètres de précipitations en une journée.<sup>269</sup>

Le Sri Lanka a également enregistré un nombre relativement faible de déplacements liés aux conflits et à la violence en 2019. Une série d'attentats suicides simultanés perpétrés par des militants islamistes radicaux contre des églises et des hôtels ont tué plus de 250 personnes lors des célébrations de Pâques en avril.<sup>270</sup> L'armée a mené des opérations de lutte contre le terrorisme en réaction à ces attaques, qui ont provoqué plus de 1 400 évacuations dans le district d'Ampara le même mois.<sup>271</sup> La violence a également ravivé les tensions entre les groupes ethniques et religieux du pays.<sup>272</sup> Les violences anti-musulmanes ont déclenché environ 300 déplacements dans les villes de Minuwagoda, Negombo et Kurunegala en mai, et de nombreuses mosquées, magasins et logements ont été détruits.

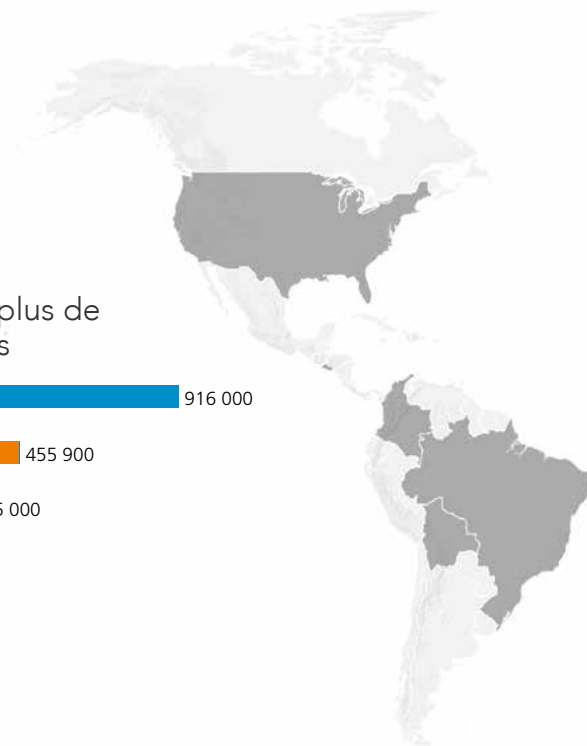
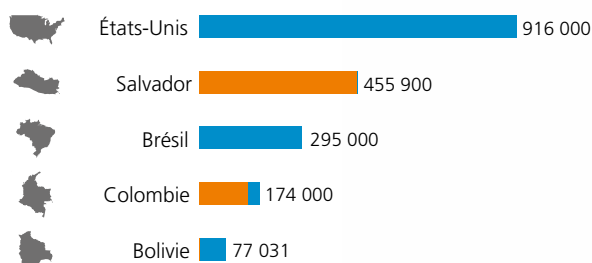
Les Nations Unies ont appelé tous les groupes concernés à travailler ensemble pour mettre fin aux attaques haineuses et prévenir de nouvelles violences au Sri Lanka, pour qui la question de la réconciliation demeure complexe depuis la fin de la guerre civile dans le pays en 2009.<sup>273</sup> À la fin de l'année, environ 27 000 personnes étaient en situation de déplacement en raison des conflits et de la violence, la majorité d'entre elles depuis la guerre.

## LES AMÉRIQUES



Conflits 602 000  
Catastrophes 1 545 000  
6,4 % du total mondial

### Les 5 pays comptant le plus de nouveaux déplacements



Les inondations ont déclenché la majorité des 1,5 million de déplacements liés à des catastrophes enregistrés sur le continent américain en 2019, le débordement des rivières ayant forcé des communautés entières à fuir (voir Figure 16). Les feux de forêt ont également déplacé un nombre important de personnes aux États-Unis et au Mexique et ont brûlé de grandes étendues de forêt amazonienne au Brésil et en Bolivie. Les communautés indigènes ont peut-être été déplacées par les incendies dans l'Amazonie mais les chiffres exacts sont difficiles à obtenir.

Les Amériques sont une région très urbanisée qui abrite des millions de personnes vivant dans des conditions marquées par la pauvreté et les inégalités. Lorsque des catastrophes surviennent, ce sont les communautés pauvres et marginalisées qui souffrent le plus de leurs conséquences, notamment via les déplacements, comme l'a montré l'ouragan Dorian l'année dernière aux Bahamas (voir En détail : Les Bahamas en détail, p.61).<sup>274</sup>

Les conflits et la violence ont provoqué 602 000 nouveaux déplacements dans la région, une augmentation par rapport à 2018 en grande partie due à la violence des activités criminelles et des gangs en Amérique centrale et du Sud. Une grande partie de cette violence se déroule dans les zones urbaines, provoquant des déplacements non seulement à l'intérieur des villes mais aussi au-delà des frontières.<sup>275</sup> Les zones rurales sont également touchées. À la fin de l'année, environ 6,5 millions de personnes étaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence.

Certains pays disposent de mécanismes de suivi pour mesurer et comprendre les déclencheurs, les facteurs et les impacts des déplacements, mais pour d'autres, il est difficile de dresser un tableau complet du phénomène.<sup>276</sup> La plupart des chiffres concer-

nant les déplacements liés aux conflits sont probablement sous-évalués, notamment ceux des pays d'Amérique centrale, où, en l'absence d'initiatives gouvernementales systématiques, ce sont généralement les organisations de la société civile qui collectent les données. Des progrès ont cependant été effectués récemment dans des pays comme le Salvador, qui a adopté une loi sur les déplacements internes au début de 2020, et le Mexique, qui en élabore une.

Il sera essentiel de combler les lacunes en matière de données dans toute la région, non seulement pour comprendre les déplacements internes mais aussi leur lien avec les vols transfrontaliers et d'autres formes de migration, comme au Venezuela (voir En détail : le Venezuela en détail, p.59).

### Amérique du Nord



Les États-Unis ont enregistré plus de 916 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes en 2019, ce qui représente près de 60 % du total régional.

La plupart d'entre eux ont été déclenchés par des tempêtes et des incendies. L'ouragan Dorian a entraîné l'évacuation de plus de 450 000 personnes dans les États de Caroline du Nord et du Sud, de Floride, de Géorgie et de Virginie entre fin août et début septembre, et les incendies ont provoqué 423 000 déplacements, dont 400 000 en Californie en octobre.

Un incendie dans le comté de Sonoma a déclenché le plus grand déplacement de population de l'État, lorsque plus de 190 000 personnes ont reçu l'ordre d'évacuer le 24 octobre. Au fur et à

mesure que les flammes progressaient, elles ont détruit environ 176 maisons.<sup>277</sup> Un incendie dans le comté de Los Angeles a déclenché plus de 100 000 déplacements de population au début du mois. Les autorités ont tiré les leçons des incendies dévastateurs de 2017 et 2018 et ont mis en place un certain nombre de mesures qui ont aidé les pompiers à contenir les flammes.<sup>278</sup> Sachant que des équipements électriques avaient déclenché des incendies au cours des années précédentes, l'alimentation électrique de 940 000 foyers et entreprises du nord de la Californie a été coupée pour réduire les risques.<sup>279</sup>

Les inondations ont provoqué environ 20 000 déplacements de population du Nebraska au Michigan et de l'Illinois à l'Oklahoma au cours du premier semestre, lorsque des pluies presque sans précédent ont fait déborder les rivières du Missouri, du Mississippi et de l'Arkansas.<sup>280</sup> Dans certains États, plus d'un mois de pluie est tombé en un jour et des millions d'hectares de terres agricoles ont été inondés.<sup>281</sup> Au moins 11 États ont demandé des fonds fédéraux pour les catastrophes dans plus de 400 comtés.<sup>282</sup> Quatre tornades ont frappé l'État de l'Ohio en mai, détruisant plus de 2 000 maisons et provoquant 5 800 déplacements. Trois mois plus tard, près de 2 000 personnes luttent toujours pour trouver un endroit où s'installer.<sup>283</sup>

Aux États-Unis, la plupart des déplacements liés aux catastrophes ont lieu sous la forme d'évacuations préventives organisées par les agences de gestion des risques de catastrophes au niveau fédéral et des États. Il existe également divers programmes de soutien aux personnes touchées par les catastrophes, y compris les personnes déplacées. L'Agence fédérale de gestion des urgences, par exemple, fournit un soutien sous forme de logement temporaire et d'aide financière.<sup>284</sup> Cependant, les personnes dont les maisons ont été détruites doivent en gérer les conséquences sur le long terme et beaucoup ont des difficultés à payer les coûts

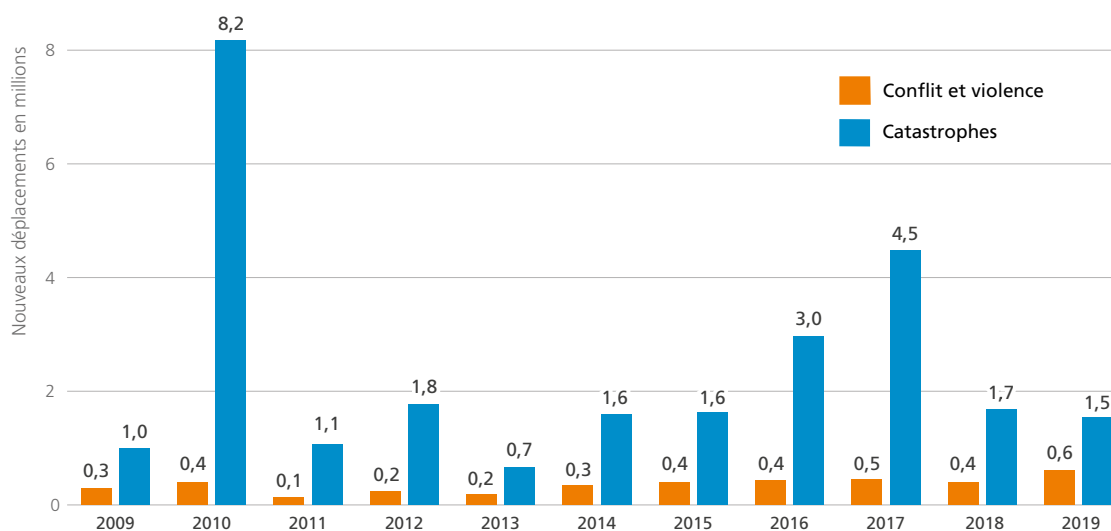
de reconstruction, certaines n'y arrivant même pas avant que se produise une nouvelle catastrophe.<sup>285</sup> Fin 2019, 37 000 personnes étaient encore déplacées par des catastrophes aux États-Unis.

Trente-huit catastrophes, principalement des tempêtes, des inondations et des incendies, ont provoqué plus de 41 000 déplacements au **Canada** en 2019. La fonte des neiges au printemps et les fortes pluies ont provoqué le débordement des principaux lacs et rivières de la province de Québec, inondant plus de 9 000 maisons et déclenchant plus de 10 000 évacuations dans 310 municipalités.<sup>286</sup>

En mai, des vents violents ont déclenché d'intenses incendies dans la province centrale de l'Alberta, provoquant environ 11 000 évacuations.<sup>287</sup> Le plus important, l'incendie de Chuckegg Creek, a brûlé environ 280 000 hectares de terres. Les gens ont commencé à retourner chez eux peu après l'extinction des feux mais les écoles de certaines régions ont été fermées le reste de l'année.<sup>288</sup> L'ouragan Dorian a frappé la péninsule de Nouvelle-Écosse sur la côte atlantique en septembre mais avec beaucoup moins d'intensité que dans d'autres pays. Environ 200 déplacements ont été enregistrés.

Environ un tiers des déplacements de population liés aux catastrophes enregistrées au Canada en 2019 ont eu lieu dans des communautés des Premières nations. Le gouvernement fédéral prévoit de travailler avec les communautés des Premières nations et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour améliorer les mesures de réduction des risques de catastrophe et la gestion des évacuations préventives.<sup>289</sup> Son budget de 2019 prévoit également environ 300 millions de dollars canadiens (215 millions de dollars) sur cinq ans pour aider les communautés des Premières nations à se préparer, à atténuer les effets des catastrophes et à réagir aux situations d'urgence.<sup>290</sup>

FIGURE 16: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes dans les Amériques (2009-2019)



## Les Caraïbes

L'ouragan Dorian a été le plus puissant à frapper les **Bahamas** depuis le début des statistiques et le cyclone tropical le plus violent au monde en 2019.<sup>291</sup> Cette tempête de catégorie 5 a causé des dégâts sans précédent et a déclenché environ 9 800 nouveaux déplacements dans l'archipel. Les communautés pauvres et marginalisées d'origine haïtienne qui vivent dans des quartiers informels ont été particulièrement touchées (voir En détail : Les Bahamas en détail, p.61).



La crise sociale, économique et politique en **Haïti** s'est encore aggravée en 2019.<sup>292</sup> Le mécontentement à l'égard du gouvernement, l'augmentation des prix due à la dévaluation de la gourde et la baisse du niveau de vie ont alimenté les protestations nationales et les troubles civils qui ont provoqué 2 100 nouveaux déplacements. C'était la première fois que des déplacements liés aux conflits et à la violence étaient enregistrés dans le pays.<sup>293</sup> Les rues ont été barricadées, les maisons et les magasins attaqués et la police et les manifestants se sont affrontés dans la capitale, Port-au-Prince, et dans les départements de l'Artibonite, du Nord, de l'Ouest et du Sud.<sup>294</sup>

Les gangs criminels ont également profité de l'insécurité et du surmenage des forces de sécurité pour poursuivre leurs activités et mener une série d'attaques qui ont provoqué des déplacements.<sup>295</sup> La situation s'est encore dégradée dans la dernière partie de l'année et les organisations de défense des droits de l'homme ont soupçonné la participation du gouvernement dans les actes de violence et ont mis en garde toutes les parties contre une escalade.<sup>296</sup>

Les catastrophes, principalement les tempêtes et les inondations, ont provoqué 1,200 déplacements en 2019, soit moins que les années précédentes. Cependant, des dizaines de milliers de personnes vivaient encore dans des camps de déplacés au 31 décembre suite aux catastrophes des années précédentes. Près de 33 000 personnes étaient encore déplacées sur 22 sites après le tremblement de terre dévastateur de 2010, beaucoup d'entre elles en raison des retards liés à la reconstruction.<sup>297</sup>

La situation humanitaire dans son ensemble en Haïti est extrêmement préoccupante. Les hôpitaux, les services d'urgence, les unités de protection civile et les orphelinats sont incapables de fonctionner correctement en raison des pénuries de carburant, d'eau potable et d'autres services de première nécessité. L'insécurité et les protestations en cours ont également entravé l'accès des agences humanitaires aux personnes dans le besoin.<sup>298</sup>

## Amérique centrale

La violence perpétrée par les cartels de trafic de drogue et les groupes paramilitaires et d'autodéfense ont provoqué 7 100 nouveaux déplacements au **Mexique** en 2019 mais ce chiffre est probablement sous-évalué. La plupart des déplacements ont eu lieu dans les États de Chiapas, Chihuahua, Durango, Guerrero, Michoacán, Oaxaca et Sinaloa. L'un des événements les plus importants s'est produit dans l'État de Guerrero en janvier, lorsqu'un groupe criminel connu sous le nom de *Los Cuernudos* a ouvert le feu et commencé à piller la ville de Coahuayutla, provoquant plus de 1 100 déplacements.<sup>299</sup>



On a également constaté une augmentation du nombre de personnes arrivant à la frontière américaine après avoir fui la violence.<sup>300</sup> La situation à Ciudad Juárez était particulièrement préoccupante car de nombreuses personnes souhaitant demander l'asile vivaient sous des tentes dressées dans la rue. Les autorités locales ont innocenté ceux qui avaient planté leurs tentes près des trois ponts internationaux de la ville et ont déclaré qu'ils avaient été hébergés dans un refuge collectif géré par une organisation caritative religieuse.<sup>301</sup> Près de la moitié d'entre eux étaient des enfants et des jeunes de moins de 18 ans et la plupart étaient originaires de l'État du Michoacán.<sup>302</sup>

Le Mexique ne dispose pas d'un registre officiel des personnes déplacées et le manque d'évaluations et de données exhaustives rend difficile la bonne compréhension des tendances liées au déplacement, l'évaluation des cas à petite échelle et la mise en évidence du lien entre les déplacements internes, les mouvements transfrontaliers et les retours. Les organisations de la société civile surveillent les déplacements plus importants en se basant sur les reportages des médias.<sup>303</sup>

Les efforts visant à établir une base de données plus solide se sont toutefois intensifiés l'année dernière lorsque le gouvernement a publié un rapport complet évoquant les défis inhérents à l'évaluation des déplacements internes liés à la violence dans le pays. L'analyse a également mis en lumière les possibilités de mieux mesurer l'ampleur, les caractéristiques et les effets de ces déplacements par le biais des registres existants.<sup>304</sup>

Le rapport est le signe d'un engagement plus important de la part du gouvernement pour comprendre et traiter un phénomène représentant une dette historique pour des centaines de milliers, voire des millions de personnes. Il vient s'ajouter aux débats parlementaires concernant une loi fédérale sur le déplacement interne

*Geremías a été une autre victime du conflit qui sévit depuis longtemps en Colombie. Après avoir été délogé de sa ferme, il s'est installé dans la ville de Cali, où il a reçu une indemnisation de la part du gouvernement et a pu ouvrir sa petite entreprise. Crédit photo : UARIV, Colombie, 2019*



en cours depuis avril 2018.<sup>305</sup> Il est nécessaire de continuer sur cette lancée car elle porte la promesse d'un changement positif après une décennie au cours de laquelle l'ampleur du défi a augmenté plus rapidement que les initiatives politiques visant à le résoudre.<sup>306</sup>

En 2019, il y a eu relativement peu de catastrophes au Mexique par rapport aux années précédentes et 16 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés. Un quart d'entre eux étaient des évacuations préventives en réaction à une fausse alerte au tsunami dans l'État méridional du Chiapas en novembre. L'ouragan Lorena et la tempête tropicale Narda ont déclenché respectivement environ 2 200 et 2 000 déplacements sur la côte pacifique. Les incendies ont également entraîné l'évacuation d'environ 2 100 personnes dans l'État de Veracruz en mars et de 1 600 personnes en Basse-Californie en octobre.

La crise des déplacements dans le Triangle du **Nord de l'Amérique centrale (NTCA)** a suscité l'attention croissante des médias et des préoccupations en matière de droits de l'homme en 2019, en particulier après que le Salvador, le Guatemala et le Honduras ont signé des accords de « pays tiers sûr » avec les États-Unis.<sup>307</sup>

Cela signifie que les personnes qui tentent de rejoindre les États-Unis ne pourront pas y demander l'asile avant de le faire dans l'un de ces pays. Cela pose des problèmes de protection car de nombreuses personnes fuyant la violence dans leur pays d'origine peuvent être renvoyées dans des zones peu sûres où elles n'ont pas d'autre choix que d'être en situation de déplacement interne.<sup>308</sup>

Il existe peu de données solides permettant d'analyser les déclencheurs, les facteurs et les impacts des déplacements internes, des mouvements transfrontaliers ou des retours au NTCA. Aussi, ces lacunes doivent être comblées de toute urgence.<sup>309</sup> Ni le gouvernement, ni les agences humanitaires au Guatemala ne collectent ou ne publient systématiquement des informations sur les déplacements internes liés aux conflits et à la violence mais les faits montrent que la violence perpétrée par des gangs criminels et des groupes armés non identifiés contre les droits fonciers et les militants politiques a forcé les gens à quitter leur domicile.<sup>310</sup>

Le Salvador ne dispose pas d'un registre national mais les organisations de la société civile collectent des données sur les déplacements internes, principalement pour alimenter leurs programmes



d'assistance et de soutien. Les résultats extrapolés d'une enquête suggèrent qu'il y a eu 454 000 nouveaux déplacements en 2019. Les menaces, l'extorsion et les assassinats perpétrés par des gangs criminels sont les principaux déclencheurs.<sup>311</sup> Cette augmentation considérable par rapport aux années précédentes est en partie le résultat d'un changement de méthodologie.

Le gouvernement a adopté une loi sur les déplacements internes au début 2020, ce qui laisse espérer que certaines lacunes dans les données seront comblées.<sup>312</sup> Cette mesure fait suite à une décision de la Cour constitutionnelle de juillet 2018 qui a officiellement reconnu ce phénomène dans le pays et a chargé le gouvernement d'élaborer une législation appropriée. La loi prévoit un registre des déplacés internes, ce qui améliorera la capacité du gouvernement à mesurer, comprendre et agir pour relever ce défi croissant.

Le gouvernement du **Honduras** reconnaît depuis longtemps l'existence des déplacements internes et a créé la Commission interinstitutions pour la protection des personnes déplacées par la violence en 2013.<sup>313</sup> Il est également en train d'établir une loi sur les déplacements internes depuis 2016 mais le projet final doit encore être approuvé.<sup>314</sup> Le projet prévoit un registre des personnes déplacées et des biens abandonnés, ce qui est vraiment nécessaire étant donné qu'il a été impossible d'obtenir des données sur les nouveaux déplacements l'année dernière, malgré la violence évidente. Il n'a pas non plus été possible de déterminer combien de personnes parmi celles qui ont rejoint les « caravanes » en route vers la frontière américaine avaient déjà été déplacées à l'intérieur du pays.

La crise politique et sécuritaire au **Nicaragua** qui a commencé au début de 2018 n'a cessé de s'aggraver depuis. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers blessées, des manifestants ont été arrêtés arbitrairement et de nombreuses personnes auraient été kidnappées.<sup>315</sup> Il a également été fréquemment signalé au fil des ans que des groupes armés attaquaient des communautés indigènes pour les déplacer et exproprier leurs terres pour y pratiquer des cultures illégales.<sup>316</sup> La violence, l'insécurité et les violations des droits de l'homme ont déclenché des vagues de mouvements transfrontaliers vers d'autres pays de la région mais il est impossible d'évaluer combien de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.

## Amérique du Sud

Malgré la signature d'un accord de paix en **Colombie** en 2016 entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le principal groupe de guérilla du pays, les déplacements internes se sont poursuivis



sans relâche en 2019. Il y a eu 139 000 nouveaux déplacements enregistrés contre 145 000 en 2018 et 139 000 en 2017. Les départements occidentaux du Chocó et du Nariño ont été les plus touchés, suivis de Cordoba, du Norte de Santander et du Valle del Cauca.

Le conflit en cours implique des groupes paramilitaires de droite et des groupes de trafic de drogue tels que les groupes d'autodéfense gaïtanistes et le Clan du Golfe, l'Armée de libération nationale (ELN) de gauche et les dissidents des FARC, qui se battent pour le contrôle des terres, des ressources et des routes du trafic de drogue. Environ 28 000 personnes ont également été forcées de se confiner pendant l'année, des communautés entières étant prises entre deux feux et donc dans l'incapacité de se déplacer.<sup>317</sup> La majorité d'entre elles se trouvaient dans le département très disputé de la côte Pacifique, le Chocó.

Dans certains cas, le déplacement et le confinement se sont confirmés malgré les alertes émises par le bureau du Médiateur concernant des attaques imminentes, ce qui révèle d'importantes lacunes en termes d'action préventive en réponse à ces alertes précoces.<sup>318</sup> Cela montre également l'ampleur du défi auquel la Colombie est toujours confrontée pour bâtir la stabilité et la paix. Le gouvernement est absent dans de nombreuses régions du pays, ce dont les groupes armés ont profité pour étendre leur contrôle territorial. Les assassinats de représentants sociaux et de défenseurs des droits de l'homme se poursuivent également sans relâche. Ces assassinats sont au nombre de 253 en 2019, ce qui porte à 817 le nombre total d'assassinats depuis la signature de l'accord de paix.<sup>319</sup>

Les inondations, les glissements de terrain, les incendies et les tempêtes ont provoqué plus de 35 000 déplacements en Colombie en 2019. Les inondations dans le département du Putumayo ont entraîné l'évacuation de plus de 11 000 personnes en juin, et les départements d'Antioquia, de Magdalena et de Nariño ont également été touchés entre septembre et décembre. Les fortes pluies qui se sont abattues sur le Chocó fin février ont provoqué le débordement de six rivières, touchant près de 31 000 personnes. Il n'a pas été possible de déterminer le nombre de personnes déplacées.<sup>320</sup>

La situation au **Venezuela** reste préoccupante en 2019 et 4,9 millions de personnes ont fui le pays selon les chiffres arrêtés en mars 2020.<sup>321</sup> Il est cependant impossible de savoir combien de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays avant de traverser la frontière ou combien de personnes déplacées se trouvent à l'intérieur du pays. Ces lacunes, ainsi que d'autres données importantes, empêchent de comprendre clairement les déclencheurs, les facteurs, les tendances et les impacts de la plus grande crise migratoire de l'histoire récente de l'Amérique latine (voir En détail : Le Venezuela Venezuela en détail, p.59).

Plus de 500 catastrophes ont déclenché 295 000 nouveaux déplacements au **Brésil**, ce qui en fait l'un des pays les plus touchés de la région. L'écrasante majorité d'entre eux ont été déclenchés par des inondations et des glissements de terrain. Nous avons également obtenu des chiffres pour les phénomènes à évolution lente tels que la sécheresse et l'érosion côtière, qui ont dévoilé respectivement 6 100 et 240 déplacements. À l'arrivée de la saison sèche, les feux de forêt ont détruit plus de 50 000 hectares de forêt amazonienne. Aucun chiffre lié au déplacement n'était disponible mais des éléments indiquent que les communautés indigènes ont été durement touchées par les incendies.<sup>322</sup>

Les catastrophes constituent un défi constant au Brésil mais l'approche du pays pour les gérer a considérablement changé depuis 2011 lorsque Rio de Janeiro et ses environs ont été inondés. De nouvelles politiques, de nouveaux mécanismes et de nouvelles normes ont été mis en place pour orienter et coordonner la réduction des risques de catastrophes, la prévention et les interventions. Le Parlement a également inscrit dans la loi une politique

nationale de protection et de défense civile en 2012 qui prévoit la mise en place du Système intégré d'information sur les catastrophes (S2iD).<sup>323</sup> Cela a permis d'améliorer considérablement la coordination, la transparence et l'accessibilité de la collecte de données nationales. Le système S2iD fournit des données sur la destruction des logements, le sans-abrisme et les déplacements internes, mais son plein potentiel pour mesurer les déplacements liés aux catastrophes n'est pas encore exploité.<sup>324</sup>

D'autres types de déplacement sont cependant plus difficiles à évaluer. On pense que les activités criminelles et la violence des gangs sont à l'origine du déplacement des personnes mais aucun chiffre n'est disponible.<sup>325</sup> Il existe également des preuves que les projets de développement en sont aussi responsables mais les données sont tout aussi difficiles à obtenir.<sup>326</sup>

Les catastrophes à petite échelle ont provoqué 10 000 nouveaux déplacements au **Pérou** en 2019. Un tremblement de terre dans le département de Loreto, dans le nord du pays, a provoqué environ



➤ Aperçu des dégâts causés par l'ouragan Dorian de catégorie 5 à Marsh Harbor, sur l'île de Great Abaco, aux Bahamas. Crédit photo : Photo NUJQCHA/Mark Garten, Septembre 2019

4 300 déplacements en mai, de fortes pluies dans le département de San Martín, dans le centre, 2 600 en janvier et une éruption du volcan Ubinas, dans le sud du pays, près de 1 200 en juillet.<sup>327</sup>

Les élections présidentielles en **Bolivie** en octobre auraient dû permettre à Evo Morales de repartir pour un quatrième mandat consécutif mais les résultats ont été contestés et ont suscité de nombreuses protestations. Celles-ci ont rapidement dégénéré en manifestations, émeutes et grèves de plus grande importance qui ont forcé Morales à démissionner le mois suivant.<sup>328</sup> Les chiffres ont été difficiles à obtenir mais la violence a déclenché au moins 30 déplacements de population lorsque des logements ont été détruits.

Le pays a également été touché par des phénomènes météorologiques violents, notamment des pluies torrentielles, des tempêtes de grêle et des éclairs entre janvier et avril. Cela a entraîné des inondations généralisées qui ont provoqué 77 000 déplacements dans les départements de Chuquisaca, Cochabamba et La Paz. Des milliers d'habitations ont été endommagées ou détruites ainsi que des cultures, des routes et des infrastructures hydriques et sanitaires. Les familles qui ont perdu leurs maisons ont reçu une aide pour les reconstruire et ont pu y retourner quelques mois plus tard.<sup>329</sup> Il y a également eu des incendies dans la région de l'Amazonie mais aucun chiffre n'est disponible sur les déplacements.

Les pays situés plus au sud dans le bassin de Rio de La Plata ont également été durement touchés par des pluies et des inondations exceptionnellement fortes en 2019.<sup>330</sup> Les niveaux d'eau du fleuve **Paraguay** ont atteint leur plus haut niveau en 50 ans.<sup>331</sup> Les inondations qui ont suivi dans plusieurs quartiers de la capitale Asunción ont déclenché la majorité des 54 000 déplacements de population liés à la catastrophe enregistrés dans tout le pays.

Les pluies et les inondations ont également privé d'électricité des milliers de familles dans le département de l'Alto Paraguay entre mars et juillet.<sup>332</sup> Les récoltes et les infrastructures ont été endommagées et les moyens de subsistance ont été perturbés.<sup>333</sup> Dans certaines zones de la région du Chaco qui étaient inaccessibles par voie terrestre, l'intervention a dû se dérouler en hélicoptère. Les abris d'urgence fournis aux personnes déplacées ne disposaient que de peu d'installations sanitaires et certaines familles qui avaient perdu tous leurs biens vivaient dans des abris de fortune dans des espaces publics.<sup>334</sup>

Des décennies de déforestation, la modification du cours des rivières et d'autres processus humains amplifient la gravité des inondations au Paraguay.<sup>335</sup> Le gouvernement a commencé à construire des digues pour protéger certaines zones riveraines et investit dans des mécanismes de surveillance des inondations et des systèmes d'alerte précoce.<sup>336</sup>

Les inondations ont également provoqué quelque 23 000 déplacements de population en **Argentine**. Les provinces du nord, Chaco, Corrientes, Entre Ríos, Santa Fe, Santiago del Estero et Tucumán, ont été les plus touchées. Le gouvernement provincial de Santa Fe a déclaré l'état d'urgence agricole.<sup>337</sup>

L'**Uruguay** a enregistré environ 22 000 nouveaux déplacements de population en 2019, principalement à la suite d'inondations et d'incendies. Les inondations de janvier ont été décrites comme les pires depuis 30 ans. Il a fallu plus de dix jours pour que les eaux se retirent dans sept départements et plus de 20 jours dans quatre.<sup>338</sup> Une série de catastrophes de moindre importance dans 19 des 20 départements du pays a également provoqué des déplacements.<sup>339</sup>

Grâce à l'Observatoire global des risques et des impacts (MIRA) du gouvernement, les chiffres relatifs aux déplacements de population en Uruguay sont fiables. Ce système permet de suivre les dommages et les pertes causés par les catastrophes, y compris le nombre de personnes déplacées lors des évacuations volontaires et des évacuations menées par le gouvernement.<sup>340</sup>

## EN DÉTAIL

# VENEZUELA

## Premières étapes pour combler les lacunes en matière de données

Le Venezuela est en proie à une crise sociale, économique et politique depuis 2014, ce qui a poussé près de 15 % de la population à quitter le pays dans le cadre du plus grand exode de l'histoire récente de l'Amérique latine.<sup>341</sup> La crise continue de s'aggraver et les gens continuent de fuir vers les pays voisins en quête de meilleures conditions de vie. En mars 2020, plus de 4,9 millions de personnes avaient ainsi fui le pays.<sup>342</sup>

On ignore combien parmi ceux qui ont traversé la frontière étaient auparavant déplacés à l'intérieur du pays ni combien ont pu être déplacés de force et sont toujours au Venezuela. On en sait plus sur ce qui se passe à l'extérieur du pays mais il est encore difficile de comprendre vraiment ce qui pousse les gens à fuir à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières ou dans quelle mesure ces mouvements sont volontaires ou forcés. En substance, le manque de données rend impossible l'estimation de l'ampleur ou de la gravité des déplacements internes au Venezuela. Les seules preuves disponibles sont anecdotiques mais la gravité de la situation mérite qu'on lui accorde bien plus d'attention.

La crise vénézuélienne a commencé vers 2010, pendant les dernières années du règne d'Hugo Chávez, et s'est aggravée en 2014, un an après l'arrivée au pouvoir de Nicolás Maduro. Dans un pays fortement dépendant du pétrole, la chute des prix du brut a considérablement affaibli l'économie et la production

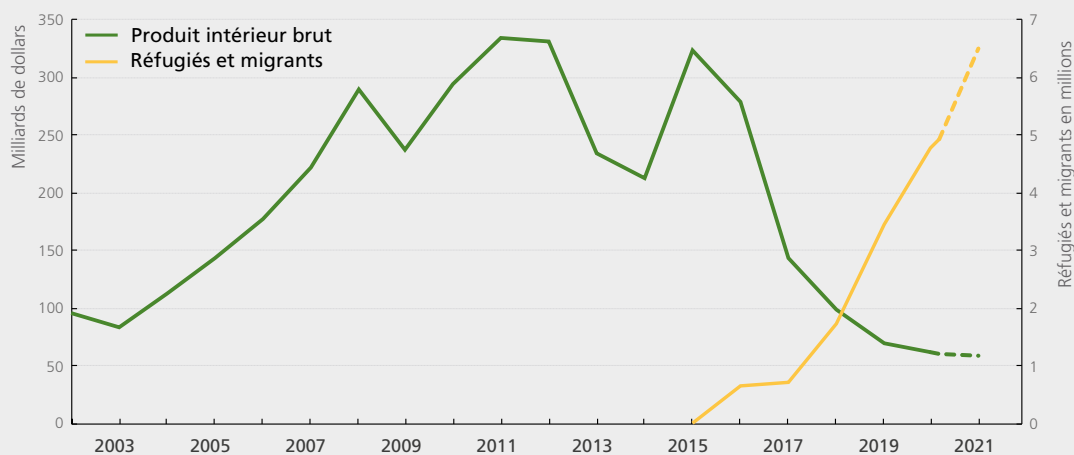
s'est paralysée de plus en plus à cause du manque d'entretien et d'investissement.<sup>343</sup> Les sanctions internationales ont encore aggravé la situation et le pays est entré dans une chute libre sur le plan économique, marquée par une hyperinflation ainsi qu'un effondrement du pétrole et d'autres grandes exportations. Le PIB est passé de 323,6 milliards de dollars en 2015 à 70,1 milliards de dollars à la fin de 2019 et l'inflation a augmenté au rythme le plus rapide de l'histoire mondiale récente.<sup>344</sup> Cette situation s'est accompagnée d'une crise politique, sociale et humanitaire qui continue à empirer et a entraîné des mouvements de population massifs (voir Figure 17).<sup>345</sup>

Les prix des denrées alimentaires ont explosé, débouchant sur des niveaux élevés de malnutrition. Le niveau de sous-alimentation a presque quadruplé, passant de 6,4 % entre 2012 et 2014 à 21,2 % entre 2016 et 2018.<sup>346</sup> Les pénuries d'eau sont également très répandues. De nombreuses communautés reçoivent de l'eau moins d'une fois par semaine, ce qui a des conséquences sans précédent sur les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes enceintes, celles qui allaitent et les personnes âgées.<sup>347</sup> Le manque de médicaments et de services de santé a augmenté les taux de mortalité et on a assisté à la résurgence de maladies telles que la diphtérie, la rougeole, le paludisme, la tuberculose et le VIH.<sup>348</sup>

Les coupures d'électricité constantes ont également affecté les soins de santé et d'autres services, et des millions de personnes se sont retrouvées parfois sans électricité, eau courante ou télécommunications, ce qui a provoqué le chaos dans les villes.<sup>349</sup> En août 2019, environ sept millions de personnes, soit 21,7 % de la population du pays, avaient besoin d'une aide humanitaire.<sup>350</sup>

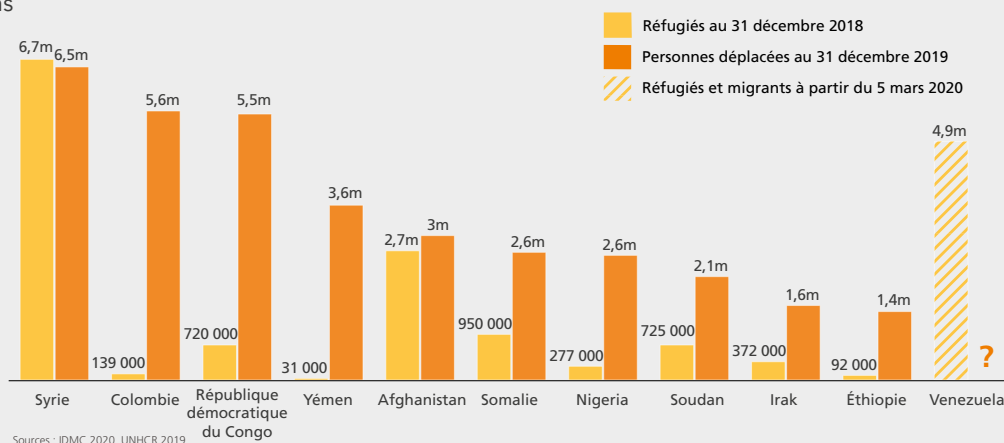
Les statistiques sur la violence au Venezuela sont également inquiétantes. Le pays est le plus violent d'Amérique latine et des Caraïbes depuis 2017, et a le taux d'homicide le plus élevé de la région.<sup>351</sup> Dans certaines régions, en particulier frontalières avec la Colombie, des groupes armés non étatiques, notamment

FIGURE 17: Le PIB du Venezuela par rapport aux réfugiés et aux migrants



Sources : R4V, <https://r4v.info/es/situations/platform>, FMI 2020

FIGURE 18: Crises de déplacement majeures au niveau mondial et comparaison avec les réfugiés et migrants vénézuéliens



des paramilitaires, des bandes criminelles et des guérillas colombiennes, ont recours à la violence et à l'intimidation pour exercer un contrôle étroit sur la population.

Tous ces éléments constituent la toile de fond des déplacements massifs à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du Venezuela mais le manque d'informations sur les mouvements de population à l'intérieur du pays limite la compréhension du rôle que peut jouer chaque facteur. Il est tout à fait possible, et même probable, que d'importants déplacements internes aient lieu sans être signalés.

L'ampleur des mouvements transfrontaliers est cependant bien documentée et elle est sans précédent. Il convient de rappeler que le chiffre de plus de 4,9 millions datant de mars 2020 n'inclut pas les nombreuses personnes qui n'ont pas été enregistrées auprès des autorités et qui traversent quotidiennement les frontières poreuses du Venezuela sans être remarquées.<sup>352</sup> Si la tendance actuelle se poursuit, 6,5 millions de personnes pourraient avoir quitté le pays d'ici la fin 2020.<sup>353</sup>

Seule la Syrie, enlisée dans une guerre civile de neuf ans, a enregistré plus de personnes fuyant le pays, ce qui reflète la situation unique du Venezuela parmi les plus grandes crises de déplacement forcé au monde. Dans d'autres pays tels que l'Afghanistan, le Myanmar, le Nigeria et le Soudan du Sud, la plupart des déplacements internes et transfrontaliers sont déclenchés par des conflits actifs dans des zones spécifiques plutôt que par un effondrement économique et une insécurité plus larges (voir Figure 18).

Pour les pays où des données sont disponibles à la fois sur les personnes déplacées et les réfugiés, le graphique compare l'ampleur des déplacements internes et des mouvements transfrontaliers. Le Venezuela est inclus à des fins de comparaison mais il n'est pas possible de faire la même observation car aucune donnée sur les déplacements internes n'est disponible. Il est également difficile de faire la distinction entre les réfugiés et les migrants parmi ceux qui ont fui le pays. De nombreux Vénézuéliens susceptibles

de répondre aux critères d'octroi du statut de réfugié choisissent de ne pas s'enregistrer et optent plutôt pour d'autres voies légales qui facilitent leur accès au marché du travail, aux soins de santé et à l'éducation. La plupart des personnes qui traversent la frontière ont besoin d'une protection internationale, quel que soit leur statut.<sup>354</sup>

Le peu d'informations disponibles sur la situation à l'intérieur du pays, présentes çà et là dans les rapports des organisations internationales, non gouvernementales et de la société civile, montre que les personnes sont déracinées par toute une série de facteurs, notamment le manque de services et de moyens de subsistance, les graves pénuries de nourriture et de médicaments, la violence généralisée et l'hyperinflation.<sup>355</sup>

Des travaux sont en cours pour recueillir davantage d'informations. Les organisations internationales ont commencé à collecter des données sur la protection et la mobilité. Les universités et autres institutions nationales ont également inclus des questions pertinentes dans l'enquête nationale sur les conditions de vie.<sup>356</sup> Cette enquête, qui a été lancée en 2019, pourrait permettre de connaître le nombre de personnes qui ont fui leur domicile depuis septembre 2018 et les raisons qui les ont poussées à le faire. Elle devrait ainsi permettre de commencer à dresser un meilleur tableau des déplacements internes dans le pays.

Au moment où la situation continue de se détériorer et que de plus en plus de personnes fuient le pays via ses frontières, il est important de disposer de données solides sur l'ampleur, les déclencheurs et les facteurs des déplacements internes au Venezuela ainsi que sur les conditions auxquelles sont confrontées les personnes contraintes de fuir. Il est essentiel de permettre aux fournisseurs d'aide humanitaire de recueillir des données sur le terrain, afin de comprendre et de différencier les facteurs de migration et de déplacement ainsi que les besoins respectifs qui y sont associés. Sans ces informations, ces lacunes importantes empêcheront une évaluation objective de l'un des plus grands mouvements de population du 21<sup>e</sup> siècle.

# LES BAHAMAS

## Dorian et les dimensions politiques du risque de catastrophe

L'ouragan Dorian a été l'une des catastrophes qui a provoqué le plus de déplacements internes en 2019. Tempête de catégorie 5, avec des vents atteignant 295 km/h, il a frappé plusieurs pays des Petites Antilles ainsi que les États-Unis et le Canada entre le 26 août et le 7 septembre. Plus de 464 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés. Les Bahamas ont subi les plus gros dégâts liés à la tempête qui est la plus puissante à avoir frappé le pays depuis le début des statistiques.<sup>357</sup> En trois jours, elle a causé un chaos généralisée et provoqué 9 800 déplacements.

Dorian a touché terre à Elbow Cay le 1er septembre. Il a traversé l'île d'Abaco et a frappé Grand Bahama le lendemain, inondant l'aéroport international et détruisant presque tout sur son passage. Les dégâts ont été très importants car l'onde de tempête de Dorian a coïncidé avec une marée exceptionnellement haute, connue sous le nom de « marée royale », qui se produit lorsque les forces gravitationnelles de la lune et du soleil sont alignées à la même hauteur. En conséquence, un mur d'eau de plusieurs mètres de haut a inondé des zones côtières entières.<sup>358</sup>

Le pays n'était pas préparé à une telle catastrophe et les conséquences ont été graves. Les pertes économiques ont été estimées à 3,4 milliards de dollars, et 73 000 personnes, soit un cinquième de la population, ont été touchées.<sup>359</sup> Abaco et Grand Bahama ont été les plus touchés. Environ 9 000 logements ont été endommagés et 2 900 détruits.<sup>360</sup> La plupart des personnes déplacées ont fui vers l'île principale de New Providence, d'autres vers Elbow Cay et Eleuthera. Certaines ont loué des logements temporaires mais beaucoup sont restées dans leur famille ou dans des abris collectifs. Fait inhabituel pour une catastrophe, Dorian a également déclenché des déplacements transfrontaliers, principalement vers la Floride aux États-Unis et la Nouvelle-Écosse au Canada.<sup>361</sup>

L'impact de Dorian sur les Bahamas a été sans précédent mais tous les déplacés de la tempête n'ont pas été confrontés aux mêmes conditions.<sup>362</sup> Les Haïtiens et les ressortissants d'origine haïtienne nés aux Bahamas ont été particulièrement touchés, preuve de leur marginalisation historique. Les autorités et la population laissent souvent entendre que les communautés haïtiennes ne sont pas des citoyens du pays et qu'elles ne devraient donc pas

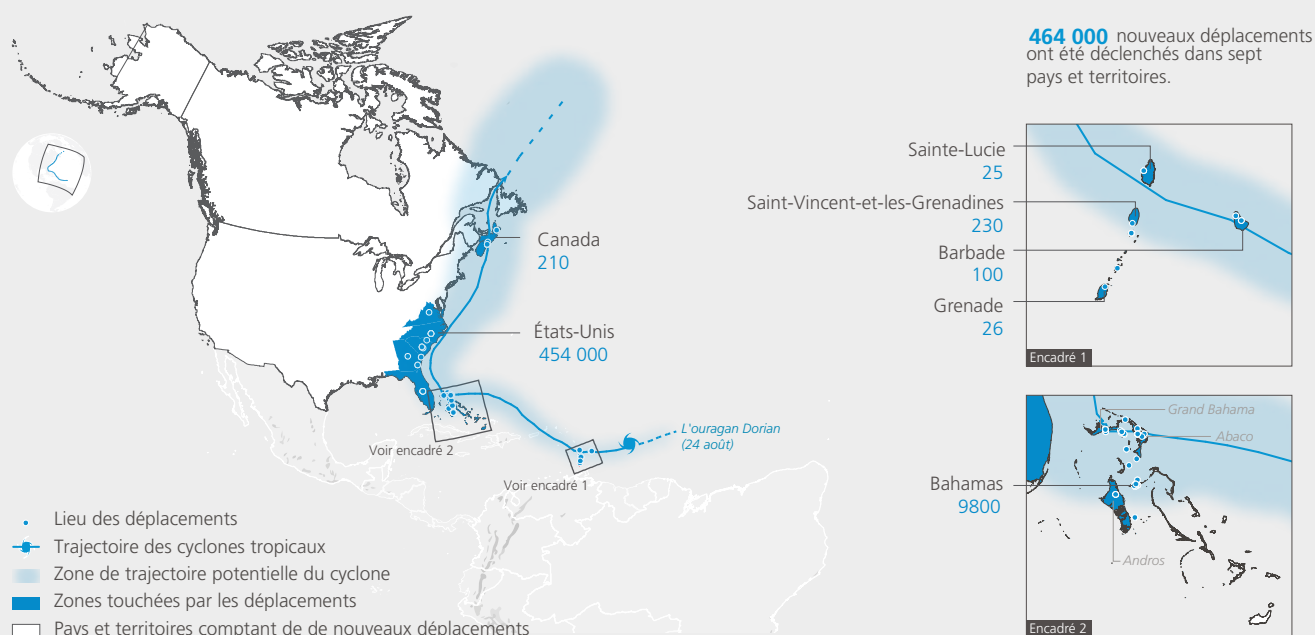
être considérées techniquement comme des personnes déplacées à l'intérieur du pays ou ayant droit à une aide et à une indemnisation. Toutefois, pour la plupart d'entre elles, les Bahamas ont été leur lieu de résidence habituel pendant des années et dans de nombreux cas pendant des générations.<sup>363</sup>

Les Haïtiens et les ressortissants d'origine haïtienne nés aux Bahamas représentent entre 10 et 25 % de la population.<sup>364</sup> Il n'est pas possible de donner un chiffre plus précis car de nombreux migrants sont sans papiers et ne sont pas comptabilisés. Les deux pays ont des liens étroits qui remontent au 18<sup>e</sup> siècle, lorsque de nombreux esclaves et propriétaires d'esclaves haïtiens se sont établis aux Bahamas. Un nombre important d'Haïtiens ont également migré vers l'archipel dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle à mesure que les conditions de vie dans leur pays se sont progressivement dégradées. Ces mouvements ont atteint un pic dans les années 1980 et 1990 au moment où l'économie des Bahamas était florissante, principalement grâce au tourisme.<sup>365</sup>

Les Haïtiens vivant aux Bahamas ont connu des années de stigmatisation, de discrimination et de marginalisation et ils sont largement perçus comme un fardeau pour l'économie. Beaucoup vivent en situation de pauvreté et leurs enfants n'ont pas ou peu accès à une éducation de qualité. Les ménages haïtiens ont également beaucoup moins accès aux services de première nécessité comme l'eau et l'électricité que les autres familles.<sup>366</sup> Le gouvernement ne reconnaît pas non plus la citoyenneté comme un droit acquis à la naissance.<sup>367</sup> La demande de citoyenneté prend souvent plusieurs années et, dans certains cas, des retards ont conduit à des expulsions.

Avant que Dorian ne frappe, 41 % des Haïtiens en situation régulière et 20 % des migrants sans papiers vivaient dans deux quartiers informels appelés « Mudd and Pigeon Peas », des zones de basse altitude d'Abaco que la tempête a pratiquement rasées.<sup>368</sup> Le 19 septembre, ces quartiers étaient rayés de la carte et plus de 300 Haïtiens et ressortissants d'origine haïtienne nés aux Bahamas étaient portés disparus.<sup>369</sup>

La tempête a également fait courir à de nombreuses autres personnes un risque accru de stigmatisation, de pauvreté et d'expulsion. Les Haïtiens faisaient partie des 5 500 personnes d'Abaco et de Grand Bahama qui ont cherché refuge dans des abris gérés par le gouvernement dans la capitale Nassau que le passage de Dorian n'a quasiment pas impacté.<sup>370</sup> Fin novembre, cependant, des milliers de personnes étaient retournées à Abaco et il n'y avait plus que 585 personnes dans les abris.<sup>371</sup> Beaucoup sont parties dès que les personnes incapables de justifier leur présence aux Bahamas ont commencé à être expulsées. Les chiffres de l'OIM datant du 4 octobre montrent notamment une baisse significative du nombre de personnes dans les abris au lendemain de l'expulsion de 100 Haïtiens.<sup>372</sup>



En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

Sources : Autorités locales, OIM, Cluster CCCM, OCHA, FEMA, CDEMA, USAID, PDC, OMS, Croix-Rouge, médias locaux, NEMA, OMS, OPS, FICR. Données sur les tempêtes tropicales du GDACS, 2019

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Le gouvernement a également déclaré à ceux qui ont perdu leur emploi à la suite de l'ouragan qu'ils devront quitter le pays même s'ils ont encore un permis de travail valide. Les autorités ont profité de cette catastrophe pour mettre en œuvre la politique d'immigration du pays en 2014. Le ministre de l'immigration a déclaré : « Dorian n'a pas accordé d'amnistie aux personnes. Si vous étiez sans statut avant la tempête, vous restez sans statut après la tempête ». <sup>373</sup> Trente-et-un pour cent des personnes vivant dans les colonies touchées sur Abaco ont déclaré que les services d'immigration les avaient contactées et que des arrestations avaient eu lieu. <sup>374</sup> Des centaines de Haïtiens ont ainsi cherché refuge dans des églises et autres sites collectifs non officiels, craignant d'être expulsés vers un pays que beaucoup ne connaissent peut-être même pas. <sup>375</sup>

Les perspectives de solutions durables pour la diaspora haïtienne ne sont pas claires. Le gouvernement a l'intention d'offrir aux Bahamiens la possibilité de refaire leur vie dans des zones sûres et de réduire les risques de catastrophes en construisant des infrastructures résistantes aux ouragans. Les réglementations en matière de construction devront également être strictement appliquées lors de la reconstruction. <sup>376</sup> Le gouvernement a également lancé un projet de 6,4 millions de dollars appelé « Family Relief Centre on Abaco » afin de fournir des logements temporaires aux personnes touchées par l'ouragan et de nombreux Bahamiens ont acquis des maisons peu onéreuses, avec dans certains cas des

parcelles de terrain. <sup>377</sup> Il a toutefois déclaré que les migrants sans papiers ne sont pas éligibles, ce qui pourrait accroître leur vulnérabilité et les exposer au risque d'un déplacement prolongé. <sup>378</sup>

Un ancien ministre des finances haïtien a déclaré que la politique du gouvernement d'expulsion des Haïtiens pourrait compromettre l'effort de reconstruction à Abaco. <sup>379</sup> Beaucoup d'entre eux ont les compétences requises dans le domaine de la construction et de l'agriculture. <sup>380</sup> De plus, même ceux qui restent peuvent continuer à souffrir de marginalisation et de pauvreté chronique. Des quartiers informels entiers de Marsh Harbour, où vivaient de nombreux Haïtiens, seront démantelés en raison de leur faible altitude, mais on ne sait pas où leurs anciens habitants seront réinstallés, ni même s'ils le seront.

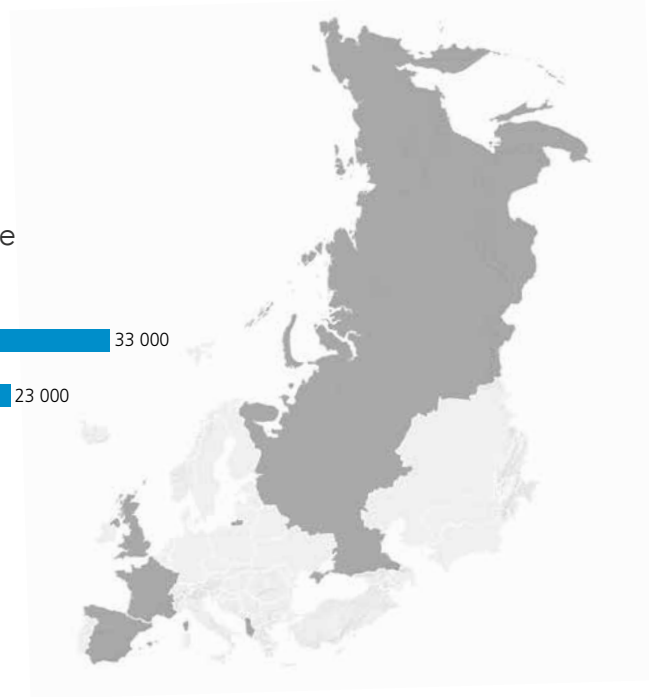
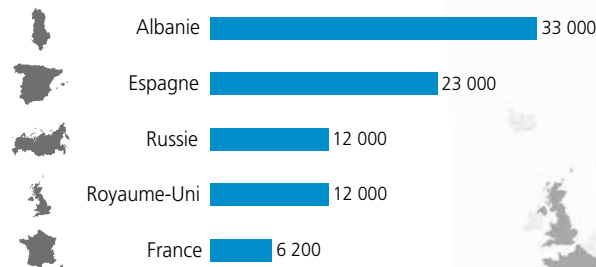
L'impact de Dorian sur les communautés haïtiennes des Bahamas illustre les dimensions sociales et politiques du risque des catastrophes ainsi que les effets démesurés que les catastrophes peuvent avoir sur les communautés marginalisées. Alors que la phase de reconstruction se poursuit, il est primordial que les Haïtiens et les ressortissants d'origine haïtienne nés aux Bahamas ne soient pas laissés pour compte, sinon les conséquences liées à Dorian pourraient déclencher un nouveau cycle de risques et de déplacements.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE



Conflits 2 800  
Catastrophes 101 000  
0,3 % du total mondial

### Les 5 pays comptant le plus de nouveaux déplacements



Relativement peu de déplacements ont été enregistrés en Europe et en Asie centrale par rapport aux autres régions en 2019, ce qui confirme la tendance des années précédentes. Le nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits a été le plus faible depuis 2014, principalement en raison d'une désescalade des combats dans l'est de l'Ukraine. Le chiffre pour le pays était le plus bas depuis le début du conflit cette même année (voir Figure 19).

La région compte cependant plus de 2,8 millions de personnes qui vivent toujours dans des camps de déplacés à cause de la guerre en Ukraine et des conflits précédents en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, à Chypre, en Géorgie, au Kosovo, en Russie et en Turquie. La durée du déplacement des personnes et la gravité de leurs conditions de vie varient d'une situation à l'autre mais certains déplacés internes le sont depuis vingt ans. Dans de nombreux cas, il est difficile de déterminer si elles ont trouvé des solutions durables.

Les catastrophes ont provoqué 101 000 nouveaux déplacements dans la région en 2019, soit plus du double que l'année précédente. La plupart sont la conséquence d'inondations et d'incendies de forêt en été mais trois tremblements de terre en Albanie ont déplacé le plus grand nombre de personnes à la fois. La disponibilité et la qualité des données sur les déplacements de population liés aux catastrophes varient d'un pays à l'autre, aussi ces chiffres doivent être lus avec précaution. Il existe très peu de données, par exemple, sur l'ampleur et les conséquences des catastrophes en Asie centrale.

### Europe de l'Est

L'**Albanie** a enregistré 33 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes en 2019, le chiffre le plus élevé de la région. Un tremblement de terre de magni-



tude 5,2 a détruit plus de 50 logements et provoqué environ 250 déplacements près de la ville de Korçë dans le sud-est du pays en juin et un événement de magnitude 5,8 avec environ 500 déplacements en septembre s'est produit.<sup>381</sup>

Le séisme le plus puissant, cependant, et le plus fort depuis des décennies en Albanie, a été un événement de magnitude 6,4 qui a frappé les zones côtières près de la ville de Durrës en novembre.<sup>382</sup> Il a endommagé plus de 95 000 logements et provoqué environ 32 000 déplacements. Quatre-vingt-dix écoles ont également été fermées à la suite des dégâts subis. La plupart de ceux qui ont été forcés de fuir leur domicile étaient encore déplacés à la fin de l'année.<sup>383</sup>

La **Russie** a enregistré 12 000 déplacements de population en 2019, la plupart provoqués par des inondations. L'événement le plus significatif a eu lieu à Irkoutsk, où de fortes pluies ont fait déborder l'Angara en juin.<sup>384</sup> Les inondations qui ont suivi ont détruit 1 200 logements dans 50 villages et provoqué plus de 10 000 déplacements. La même zone a été à nouveau inondée le mois suivant, déclenchant plus de 1 100 évacuations.<sup>385</sup> Les deux épisodes d'inondation réunis ont endommagé environ 5 000 logements, lesquels ne pouvaient plus être habités.<sup>386</sup>



Des températures record, des tempêtes électriques et des vents violents ont provoqué des incendies de forêt d'une violence inhabituelle dans le sud-est du pays. Les incendies dans le territoire du Trans-Baïkal ont brûlé plus de 100 logements et provoqué 340 déplacements en avril.<sup>387</sup> Des incendies plus violents en juillet et août ont détruit environ 4,5 millions d'hectares de forêt sibérienne mais aucun chiffre n'était disponible sur les éventuels déplacements.<sup>388</sup>

Aucun nouveau déplacement lié au conflit n'a été enregistré au cours de l'année mais environ 1 800 personnes étaient toujours en situation de déplacement au 31 décembre suite aux conflits des années 1990.

Le nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits enregistrés en Ukraine a considérablement baissé en 2019, les combats dans l'est du pays ayant diminué. Seuls 60 déplacements ont été enregistrés le long de la ligne de contact qui divise les zones contrôlées par le gouvernement et les séparatistes, en raison de la violence, des dommages causés aux habitations, du manque de services et des expulsions forcées.<sup>389</sup> Cependant, il y avait encore environ 730 000 personnes déplacées à la fin de l'année en raison du conflit qui a duré cinq ans.

Le gouvernement a pris des mesures pour aider et protéger les personnes déplacées du pays, notamment en adoptant une loi sur les déplacements internes en 2014.<sup>390</sup> Il a également adopté une stratégie triennale en 2017 pour réintégrer les personnes déplacées et faciliter leur recherche de solutions à long terme. Par ailleurs, il a mené des programmes en partenariat avec des organisations internationales pour les soutenir, les réinstaller et les protéger.<sup>391</sup> De nombreuses personnes déplacées ont bénéficié de ces mesures mais beaucoup d'autres vivent encore dans des conditions précaires.

Les représentants de l'Ukraine, de la Russie, des républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Louhansk et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont convenu en octobre d'organiser des élections dans les deux territoires contrôlés par les rebelles. Elles se tiendraient en vertu de la législation ukrainienne et sous la supervision de l'OSCE et, si elles sont jugées libres et équitables, un statut spécial d'autonomie serait mis en place pour les territoires, qui redonnerait également à Kiev le contrôle de la frontière la plus à l'est de l'Ukraine.<sup>392</sup> Aucune date n'a été fixée pour les élections.

## Europe de l'Ouest

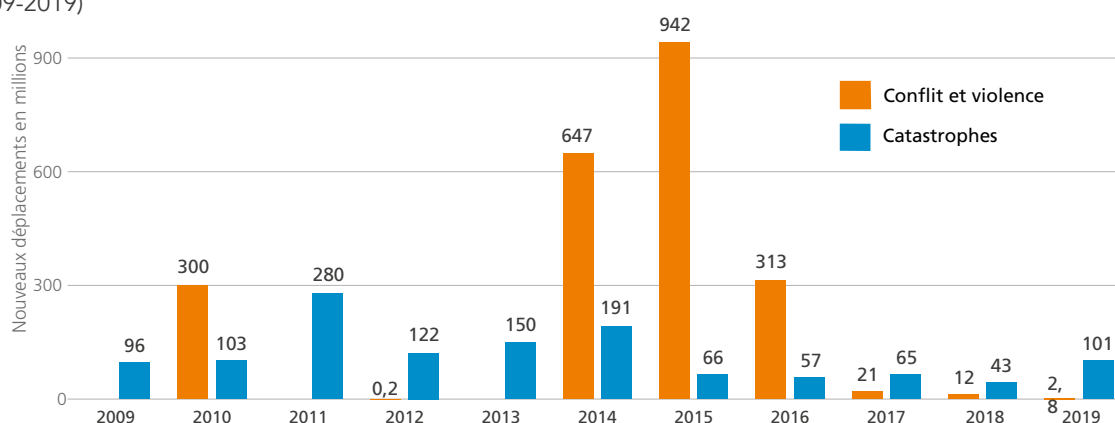


L'Espagne a enregistré plus de 23 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes en 2019, le chiffre le plus élevé d'Europe occidentale.

Environ 18 000 d'entre eux ont été déclenchés par les incendies en été qui ont brûlé près de 90 000 hectares de terres. Les incendies dans les îles Canaries, la région la plus touchée, ont été les pires de la décennie.<sup>393</sup> Environ 10 000 personnes ont été évacuées en août, dont beaucoup résidant dans les municipalités d'Artenara et de Vallesco, à Gran Canaria.<sup>394</sup> La plupart des personnes ont pu retourner chez elles dans les jours qui ont suivi l'extinction des incendies.<sup>395</sup> Des conditions inhabituellement chaudes et sèches sont à l'origine des incendies mais leurs conséquences ont également été aggravées par le développement et le tourisme croissants, ce qui signifie que les pompiers doivent s'attaquer aux incendies sur des zones plus étendues.<sup>396</sup>

Des tempêtes électriques et des pluies torrentielles ont frappé l'est et le sud-est de l'Espagne continentale en septembre.<sup>397</sup> Les inondations qui ont suivi ont provoqué environ 5 000 déplacements de population dans les communautés autonomes de Valence et de Murcie. Elles ont notamment entraîné l'évacuation de 2 200 habitants de la ville de Santomera, en Murcie, par crainte du débordement d'un barrage local.

FIGURE 19: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Europe et en Asie centrale (2009-2019)



Trente-deux catastrophes ont provoqué plus de 6 200 nouveaux déplacements en **France**. Environ 3 400 sont la conséquence d'une série d'inondations, la moitié concernant des évacuations dans le sud du pays en novembre. De fortes pluies et des vents violents dans le sud et l'ouest ont également provoqué 635 déplacements en décembre.

Le plus important déplacement de population a toutefois été le tremblement de terre qui a frappé le département de l'Ardèche en novembre, détruisant plus de 800 logements et provoquant 2 000 déplacements. Les personnes touchées étaient toujours en situation de déplacement à la fin de l'année. L'Ardèche est une zone à faible risque sismique mais le tremblement a été le plus fort de France depuis au moins 15 ans.<sup>398</sup> Des incendies et des glissements de terrain ont également contraint les gens à quitter leur domicile au cours de l'année.

Des catastrophes localisées ont provoqué environ 12 000 déplacements au **Royaume-Uni** en 2019. Les pluies torrentielles ont provoqué un tel débordement du réservoir de Toddbrook, dans le Derbyshire, que le volume d'eau a causé des dommages structurels à son barrage.<sup>399</sup> Plus de 6 500 personnes ont été évacuées de peur que le barrage n'explose sous l'effet des précipitations. Les autorités locales, les pompiers et l'Agence environnementale ont travaillé ensemble pour réduire le risque d'effondrement, notamment en pompant l'eau du réservoir pour réduire la pression sur le barrage.<sup>400</sup> L'incident a rappelé la nécessité d'entretenir et de renforcer les infrastructures en béton vieillissantes.

Certaines parties du comté du South Yorkshire ont reçu l'équivalent d'un mois de pluie en une seule journée en novembre. Cela a entraîné de graves inondations dans et autour des villes de Sheffield et Doncaster. Plus de 100 écoles ont été fermées et environ 1 800 foyers et entreprises ont été gravement touchés.<sup>401</sup> Au Royaume-Uni, environ une maison sur six est menacée d'inondation et les pertes assurées s'élèvent à environ 1 milliard de livres sterling (1,2 milliard de dollars) par an. Le changement et la variabilité climatiques ainsi que le manque de respect des normes de construction ne font qu'accroître le risque.<sup>402</sup>

Les inondations ont déclenché environ 2 400 des 3 400 déplacements de catastrophes enregistrés en **Italie** en 2019. L'événement le plus important a eu lieu en juin dans les villes près du lac de Côme, dans le nord du pays.<sup>403</sup> De fortes pluies ont provoqué des inondations soudaines qui ont entraîné l'évacuation préventive de 1 000 personnes dans plusieurs municipalités.

En décembre, un tremblement de terre de magnitude 4,8 a provoqué environ 600 déplacements de population près de Florence, dans la région de Toscane. La plupart des personnes déplacées ont été hébergées dans des installations de protection

civile.<sup>404</sup> Une éruption volcanique sur l'île de Stromboli a déclenché environ 70 déplacements en août. Le volcan Stromboli est l'un des plus actifs au monde et entre régulièrement en éruption depuis 1932. L'île est peu peuplée, mais elle est fréquentée par des touristes pour des excursions d'une journée.<sup>405</sup>

## Asie centrale et occidentale



Les attaques contre les soldats turcs lancées depuis la Syrie voisine ont déclenché plus de 2 000 nouveaux déplacements

en **Turquie** en octobre 2019.<sup>406</sup> Ce chiffre est sous-évalué car d'autres attaques ont également eu lieu dans les zones frontalières mais le manque d'informations sur le terrain n'a pas permis d'estimer l'ampleur d'un éventuel déplacement.

Environ 1,1 million de personnes étaient encore en situation de déplacement à la fin de l'année en raison du conflit entre la Turquie et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les années 1990 et des opérations de sécurité dans la région du sud-est de l'Anatolie en 2015 et 2016.

Environ 550 déplacements liés à des catastrophes ont également été enregistrés en 2019, des chiffres qui sont sous-évalués.

Il est difficile d'obtenir des chiffres sur les déplacements de population dans les pays d'Asie centrale. Nous n'avons pu obtenir une estimation des déplacements liés aux catastrophes qu'au **Tadjikistan**, où 4 800 personnes ont été évacuées en juin dans les districts de Vose' et Farkhor, au sud-ouest, à la suite de pluies torrentielles, de coulées de boue et d'inondations généralisées.<sup>407</sup> Plus de 1 000 logements ont été endommagés, dont 354 gravement.<sup>408</sup> Les personnes touchées ont subi d'importantes pertes financières et ont manqué de nourriture, d'eau potable et d'installations sanitaires. On estime qu'environ 2 100 personnes étaient encore déplacées à la fin de l'année.

Dans plusieurs pays de la région, les populations continuent de faire les frais des conflits et des violences antérieures. Les violences inter-communautaires au sud du **Kirghizistan** ont par exemple provoqué plus de 300 000 déplacements en 2010.<sup>409</sup> Environ 170 000 personnes étaient encore en situation de déplacement l'année suivante mais peu d'informations sont disponibles sur leurs conditions de vie depuis.<sup>410</sup>

Environ 770 nouveaux déplacements ont été enregistrés dans le pays en 2019. Les gens ont été évacués d'un village près de la frontière avec le Tadjikistan après les affrontements de mars et juillet.<sup>411</sup> La situation des droits de l'homme au Kirghizistan s'est

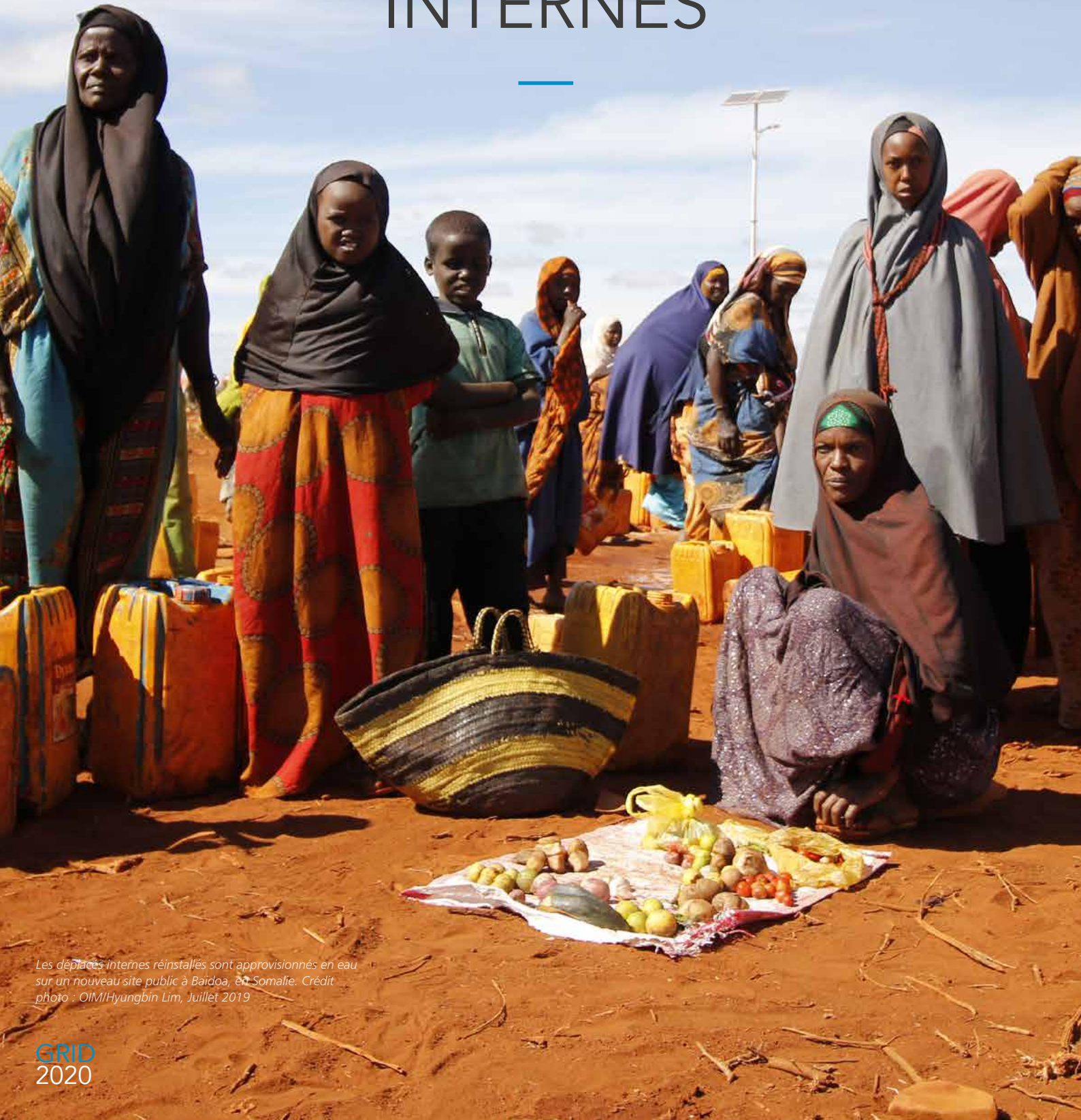
améliorée ces dernières années mais les minorités continuent de souffrir de discrimination et ont peu d'opportunités en matière d'éducation et d'emploi.<sup>412</sup>

*Depuis le début du conflit en 2014, cet homme et sa famille vivent dans une maison abandonnée sur une ferme près du village de Nowyi Donbas, dans l'est de l'Ukraine. Crédit photo : OIIMuse Mohammed, Août 2018*



## PARTIE 2

# METTRE FIN AUX DÉPLACEMENTS INTERNES



Les déplacés internes réinstallés sont approvisionnés en eau sur un nouveau site public à Baidoa, en Somalie. Crédit photo : OIM/Hyungbin Lim, Juillet 2019

## DES LEÇONS POSITIVES POUR L'AVENIR

Les déplacements internes ont coûté au monde environ 20 milliards de dollars en 2019.<sup>413</sup> Ce fardeau économique est dur à porter pour les personnes déplacées elles-mêmes, les communautés qui les accueillent, les agences gouvernementales en première ligne face aux difficultés et un système humanitaire mis à rude épreuve. Ce chiffre n'inclut pas les coûts à long terme ou indirects mais il équivaut tout de même à une moyenne de 390 dollars par personne pour chaque année de déplacement, uniquement pour fournir des services de première nécessité et compenser la perte temporaire de revenus.

Sur la base de ces estimations approximatives, les huit dernières années de déplacement continu en Syrie ont coûté près de 43 milliards de dollars. Le chiffre pour l'Irak est d'environ 20 milliards de dollars depuis 2009. Le fardeau que cela représente pour les économies nationales est important. Le coût pour satisfaire les besoins des 2,6 millions de personnes déplacées en Somalie et prenant en compte leur perte de revenus pendant un an s'élève à un peu plus d'un milliard de dollars, ce qui représente environ 21 % du PIB du pays. Ces chiffres montrent clairement que le coût des déplacements prolongés est intenable pour les pays et les communautés, qui devraient faire des solutions durables et du soutien international à leur égard une priorité.

Avec 45,7 millions de personnes dans le monde en situation de déplacement interne à la suite de conflits et de violences, et environ 5,1 millions à cause de catastrophes, il est évident que le phénomène ne peut pas être résolu seulement par les interventions humanitaires. Les coûts impliqués sont sensiblement plus élevés que le budget de la plupart des gouvernements et des agences des Nations Unies qui aident les personnes déplacées. La société civile comble certaines de ces lacunes, et en l'absence d'un soutien plus complet, il en va de même pour de nombreuses personnes déplacées et ceux qui les accueillent. Les impacts du déplacement que les deux groupes absorbent sont multidimen-

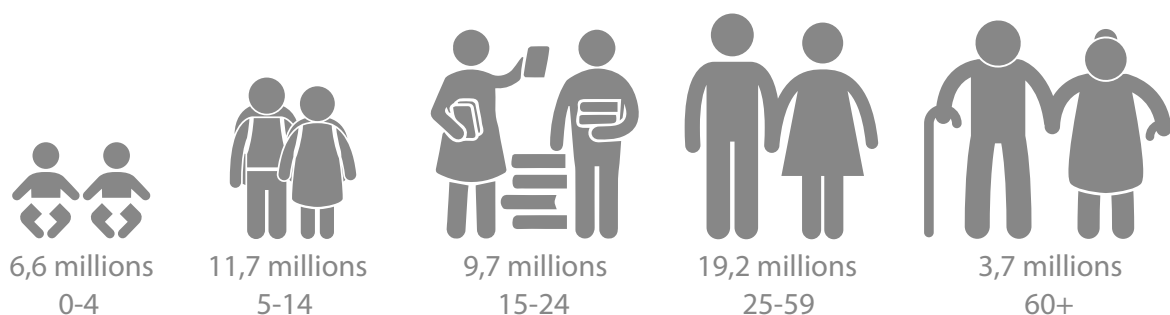
sionnels et ont trait à presque tous les aspects de leur vie et de leur communauté.

Après plus de deux décennies d'efforts locaux, nationaux et internationaux pour traiter le déplacement interne comme problème humanitaire, le fossé entre les principes et aspirations internationaux et les réalités locales et nationales est plus grand que jamais. Il est donc évident que les solutions au déplacement devront s'articuler différemment, notamment par le biais d'initiatives de développement et de financement à long terme.

Il faudra également remplacer l'approche universelle des solutions durables par des processus sur mesure, adaptés aux situations spécifiques des différents groupes et individus. Les femmes, les hommes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées déplacés ont chacun des besoins et des ressources différents qui doivent être pris en compte pour concevoir de meilleures politiques et de meilleurs programmes de soutien.

Nous estimons qu'à la fin 2019, au moins 6,6 millions d'enfants de moins de cinq ans étaient en situation de déplacement interne dans le monde, avec des besoins spécifiques en matière de développement et de nutrition. En outre, 11,7 millions d'entre eux avaient entre 5 et 14 ans et avaient besoin d'être scolarisés, que ce soit dans le primaire ou le secondaire. Les personnes âgées peuvent également avoir des besoins spécifiques sous forme de soins de longue durée ou de soutien financier si elles ne sont plus en mesure de travailler. Fin 2019, au moins 3,7 millions de personnes déplacées avaient plus de 60 ans (voir Figure 20). Une répartition plus détaillée du nombre de déplacés internes, non seulement par âge, mais aussi par sexe, type d'incapacité, niveau socio-économique et autres critères, devrait permettre de mieux cibler et de mieux intégrer les interventions d'urgence et les plans de développement.

**FIGURE 20:** Déplacés internes liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes au 31 décembre 2019, par tranche d'âge



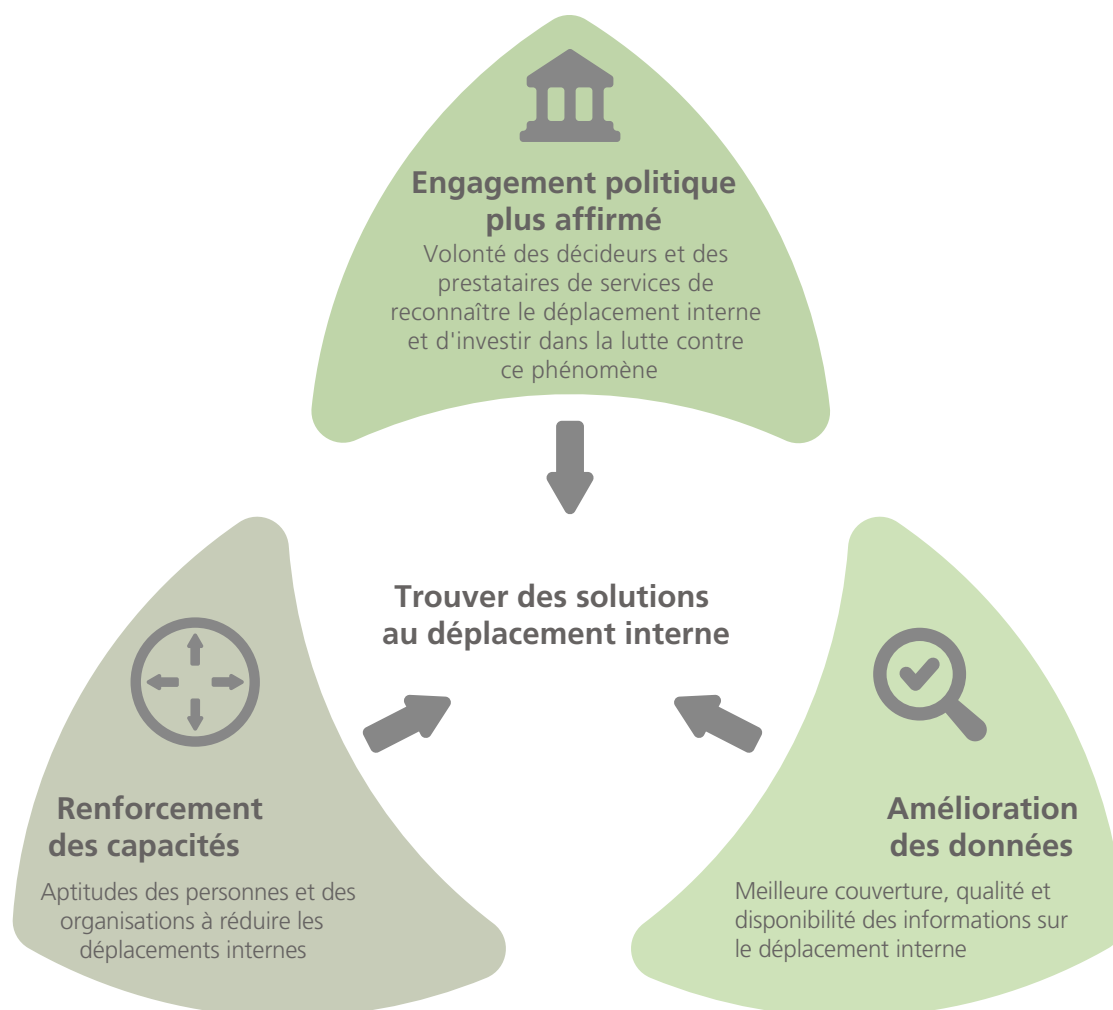
Les solutions au déplacement sont rarement, voire jamais, obtenues en une seule étape. En plus des 50,8 millions des déplacés internes à la fin 2019 dans le monde, près de 13,5 millions de personnes déplacées à cause d'un conflit ont pu progresser vers des solutions durables. Elles peuvent avoir choisi de retourner dans leur lieu d'origine, de s'intégrer localement ou de se réinstaller ailleurs, mais elles n'ont pu que partiellement retrouver une vie normale et présentent toujours des vulnérabilités liées à leur déplacement. Nous avons comptabilisé ce groupe séparément de ceux qui vivent encore dans des situations de déplacement tout en reconnaissant qu'ils n'ont pas encore entièrement résolu leur situation. Cela signifie que plus de 64 millions de personnes dans le monde peuvent encore souffrir des conséquences de leur déplacement.

Étant donné l'ampleur croissante du problème, la recherche de solutions et de données solides pour les informer est de plus en plus pressante. La bonne nouvelle est que des approches promet-

teuses ont vu le jour ces dernières années, de la mise en place de mécanismes de coordination efficaces et inclusifs en Indonésie et de systèmes de suivi complets au Mali, à l'intégration officielle des déplacements internes dans les efforts de développement en Afghanistan. Elles servent, entre autres, à mettre en évidence la nature spécifique des situations locales.

Cette partie du GRID présente d'autres exemples de pays qui tentent de faire face aux déplacements internes et examine les principaux composants des pratiques à venir visant à apporter des solutions et des changements durables. Ces exemples relèvent d'un ou de deux des trois domaines suivants : amélioration des données, renforcement des capacités et renforcement de l'engagement politique (voir Figure 21). Autrement dit, des pratiques quoi nous indiquent quoi faire, comment le faire et être prêt à le faire maintenant et dans un futur proche.

**FIGURE 21:** Trois domaines d'action nécessaires pour mettre fin au déplacement et réduire le risque de déplacement





## L'ENGAGEMENT POLITIQUE COMME BASE DE L'ACTION

Lorsqu'on leur demande ce qui manque pour que des progrès significatifs soient accomplis en matière de déplacements internes, nombreux sont ceux qui répondent « l'engagement politique ». On peut également parler de volonté politique, d'adhésion aux institutions ou d'appropriation nationale, mais quel que soit le terme utilisé, quelque chose fait défaut. Il existe cependant des exemples d'engagement apparus récemment.

Les déclarations officielles ou les références aux déplacements internes dans les discours et les rapports peuvent être une forme « d'expression » de l'engagement politique. De nombreux pays sont allés plus loin dans l'expression de leur engagement en documentant les déplacements internes, notamment par rapport aux objectifs de développement durable (ODD) et au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (cadre de Sendai) (voir En détail : Les LES Philippines en détail, p.83).

L'engagement exprimé peut également se traduire par un engagement institutionnel ou budgétaire démontré clairement par l'élaboration de politiques, l'adoption de lois, l'attribution de fonds et la mise en œuvre de programmes.<sup>422</sup> Il peut s'agir d'instruments et d'initiatives spécifiques aux déplacements internes en tant que tels, ou de mesures intégrées dans des stratégies, programmes et budgets de développement plus larges.

Le gouvernement afghan, par exemple, s'est engagé à mettre des terres à disposition des personnes déplacées qui retournent au pays et des déplacés internes. Pour ce faire, il a collaboré avec les agences des Nations Unies et les ONG internationales pour élaborer un nouveau cadre juridique sur les droits et la propriété foncière. Cette collaboration a débouché sur un décret présidentiel publié en août 2018 sur l'identification et l'attribution de terres adéquates ainsi que la construction de logements abordables pour les personnes retournées.<sup>423</sup>

L'Éthiopie, qui disposait déjà d'un ensemble complexe de cadres politiques sur le déplacement, a lancé l'Initiative pour des solutions durables (DSI en anglais) à la fin 2019, visant à établir une approche coordonnée sous sa direction.<sup>424</sup> Dans la région du Pacifique, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a créé un précédent en reconnaissant le risque de nouveaux déplacements prolongés liés aux effets du changement climatique lorsqu'il a décidé que, dans certains cas, les personnes qui les fuient devraient bénéficier d'une protection internationale.<sup>425</sup> Certains États, dont les Fidji et le Vanuatu, élaborent également des politiques nationales.<sup>426</sup>

### Reconnaître et encadrer correctement les déplacements internes est essentiel à l'action des gouvernements

Reconnaître et encadrer avec précision les déplacements internes peut entraîner des changements majeurs en matière d'attention politique et d'engagement institutionnel. En Somalie, par exemple, les changements dans la façon dont le phénomène a été compris ont joué un rôle important dans le remodelage de la politique et des pratiques nationales.

Les responsables somaliens ont longtemps favorisé le retour comme moyen de résoudre le problème des déplacements et les politiques étaient axées sur le retour des déplacés internes dans leur lieu d'origine.<sup>427</sup> Nombre d'entre eux ont ainsi été expulsés de leurs maisons et de leurs logements temporaires et ont cherché refuge dans les zones périurbaines autour de Mogadiscio, où ils couraient le risque d'être à nouveau déplacés.<sup>428</sup> Toutefois, grâce à l'engagement constant de diverses organisations humanitaires et de développement, le gouvernement a changé d'avis. Il a commencé à reconnaître l'intégration locale non seulement comme une solution viable mais aussi comme le choix privilégié par les déplacés internes dans de nombreux cas. Il a lancé une DSI en 2016, dont il est à la tête, et un secrétariat régional des solutions durables dirigé par la société civile pour mettre en pratique son nouveau champ d'action.<sup>429</sup>

Le plan national de développement du pays pour 2017 reconnaît les droits des personnes déplacées et comprend des dispositions visant à soutenir leur intégration locale dans les zones urbaines. L'administration régionale de Benadir a d'ailleurs créé une unité de solutions durables au sein du bureau du maire de Mogadiscio.<sup>430</sup> Elle a également lancé une politique de solutions durables pour les personnes déplacées internes. Cette initiative régionale a depuis abouti à un résultat au niveau fédéral, notamment via l'adoption d'une nouvelle politique nationale sur les personnes déplacées par le cabinet et le secrétariat des solutions durables du pays grâce à une adhésion et une appropriation politiques importantes.<sup>431</sup> Présidé par le ministère de la planification, le secrétariat comprend 14 institutions gouvernementales, dont le Bureau du Premier ministre et la Commission nationale pour les réfugiés et les personnes déplacées. La Somalie a également ratifié la Convention de Kampala.<sup>432</sup>

## EN DÉTAIL

## Déplacement interne selon les ODD et le Cadre de Sendai

Quarante-sept pays ont publié en 2019 des examens nationaux volontaires (ENV), le mécanisme de suivi permettant de rendre compte des progrès réalisés sur les ODD. Quatorze d'entre eux étaient des pays touchés par les déplacements de population liés aux conflits, mais seulement sept - l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Cameroun, la RCA, le Tchad, le Ghana et l'Irak - ont intégré le phénomène dans leurs analyses. Cela représente encore une modeste amélioration par rapport aux années précédentes. Seuls trois des pays touchés par les déplacements liés aux conflits l'ont fait en 2016, quatre en 2017 et cinq en 2018. Les Philippines reconnaissent également les déplacements liés à des catastrophes et proposent des possibilités pour y remédier dans leur ENV de 2019.

Les ENV de 2019 mettent également davantage l'accent sur les déplacements internes. Ceux des années précédentes se contentaient de mentionner le problème ou de dresser la liste du nombre de personnes déplacées dans le pays mais les dernières études vont plus loin dans le décryptage des causes du déplacement et de la manière d'y remédier via des mesures préventives et un soutien aux solutions durables. L'examen national volontaire de l'Azerbaïdjan en 2019 souligne également la nécessité de disposer de données désagrégées et d'impliquer les déplacés internes dans la mise en œuvre des ODD et la préparation des rapports afférents.<sup>414</sup> Il mentionne également les mesures concrètes prises pour soutenir les personnes déplacées, comme l'augmentation de leur allocation mensuelle de 40 à 60 Manats (24 à 36 dollars).

L'examen national volontaire de Bosnie-Herzégovine identifie la difficulté d'accéder au marché du travail comme l'un des principaux obstacles à un retour durable tant pour les personnes déplacées que pour les réfugiés.<sup>415</sup> Il cite également un exemple de bonne pratique sous la forme d'un soutien du gouvernement aux petites entreprises, à l'agriculture et à la formation professionnelle pour environ 1 000 ménages qui retournent au pays.

2020 marque le cinquième anniversaire de l'adoption des ODD et un nombre plus élevé de ENV devrait donc être présenté. Cinquante sont déjà en préparation, dont 19 provenant de pays où vivent des personnes déplacées par des conflits ou des violences. La RDC, la Libye, la Syrie et l'Ukraine présenteront leurs premiers ENV tout comme la Fédération de Russie.<sup>416</sup>

Le Cadre de Sendai, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en 2015, complète les ODD en définissant sept objectifs et quatre priorités d'action pour les États membres afin de protéger les acquis du développement contre le risque de catastrophes.<sup>417</sup> Il reconnaît que le déplacement est une conséquence majeure des catastrophes et la cible B consiste à réduire le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles qui sont déplacées, d'ici 2030.

La cible E est d'augmenter substantiellement le nombre de pays qui adoptent et mettent en œuvre des stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophes (RRC) conformément au cadre d'ici 2020. Plus d'un tiers des 69 stratégies nationales de RRC examinées font référence au déplacement mais seul un quart d'entre elles ont été créées ou révisées depuis 2015 et s'accordent donc, au moins en partie, sur les dispositions du cadre de Sendai.<sup>418</sup>

La stratégie de RRC de Vanuatu en est un bon exemple. Elle invite à accorder une attention et un soutien aux besoins spécifiques des personnes déplacées et à élaborer une politique nationale sur les déplacements internes afin de renforcer les dispositifs de relèvement après sinistre.<sup>419</sup> La stratégie de RRC de l'Inde se réfère également au Cadre de Sendai et souligne la nécessité d'éviter les déplacements secondaires à la suite de catastrophes, en appelant à la mise en place de réinstallations adaptées qui soutiennent la relève et l'accès aux moyens de subsistance.<sup>420</sup>

Comme pour celui qui a précédé le Cadre de Sendai, le Cadre d'action de Hyogo, les États membres peuvent documenter les progrès effectués vers les objectifs mondiaux en fournissant des données validées basées sur 38 indicateurs dans l'outil de suivi en ligne du Cadre de Sendai.<sup>421</sup> Vingt-six pays ont fourni des données sur les logements détruits par des catastrophes en 2018 mais seuls 11 l'ont fait en 2019. C'est d'autant plus regrettable car ces informations sont un indicateur utile du déplacement et fournissent une base de référence pour plaider en faveur d'un investissement accru dans la réduction des risques.

FIGURE 22: Le déplacement interne et les ODD







Sayed, 13 ans, et sa famille ont reçu des terres du gouvernement sur lesquelles ils ont pu construire cette maison. Crédit photo : NRC/ Enayatullah Azad, Octobre 2019

Ces avancées montrent qu'un changement dans la façon dont les déplacements internes sont suivis et la reconnaissance par un pays de l'ampleur, de la nature, des risques et des impacts qui y sont associés peuvent modifier radicalement le paysage institutionnel et créer des possibilités d'action.

Au Brésil, les nouvelles dispositions proposées dans le plan et la politique nationale de protection civile pourraient reconnaître le déplacement de personnes en cas de catastrophe et améliorer les efforts prometteurs visant à rendre compte du phénomène et à y faire face.<sup>433</sup> Le gouvernement a mis en place le Système intégré d'information sur les catastrophes (S2ID) en 2012 pour compiler les données officielles sur les pertes liées aux catastrophes et publier des rapports sur les dommages.<sup>434</sup> Les enseignements tirés du pays qui a connu le plus grand nombre de déplacements de populations à la suite de catastrophes en Amérique latine montrent qu'une reconnaissance nationale plus globale de la durée, de la gravité et de la complexité potentielles des déplacements peut devenir la passerelle entre les interventions d'urgence et les politiques plus larges qui abordent la question de manière plus holistique au lendemain des catastrophes.

## Qu'elles soient spécifiques ou intégrées, les politiques relatives au déplacement interne doivent s'accorder avec les priorités nationales

Les politiques nationales qui abordent le déplacement interne de manière globale comme question humanitaire et de développement peuvent déclencher la mise en place d'institutions et de mécanismes dédiés à la prévention et aux interventions de manière plus coordonnée. D'autres politiques nationales qui reconnaissent le déplacement, notamment les plans de développement, les stratégies de consolidation de la paix et les cadres de RRC, peuvent également préparer le terrain pour une protection et une assistance plus cohérentes et plus efficaces, et pour des investissements dans la préparation, la réduction des risques et la prévention.<sup>435</sup>

L'Ouganda dispose d'une politique nationale dédiée aux personnes déplacées qui couvre à la fois les conflits et les catastrophes et comprend des mesures qui vont de la prévention à la facilitation de solutions durables et à l'atténuation des impacts sociaux plus larges.<sup>436</sup> Élaborée, comme c'est souvent le cas, en réponse à une crise, elle n'accorde qu'une attention limitée à la réduction des risques de déplacement mais elle reste un bon exemple d'une politique solide et autonome qui prévoit des dispositions pour

différents types de déplacement. Le cadre national du Soudan du Sud sur le retour, la réinstallation et la réintégration en 2017 a également été élaboré en réponse à une crise mais comme le déplacement en question était associé à un conflit, il ne prévoit que des initiatives de solution durable pour les personnes dont la fuite a été déclenchée de cette manière.<sup>437</sup>

Les personnes déplacées du Burundi sont reconnues comme des victimes de la guerre civile de 1993 à 2005 et sont incluses dans la stratégie nationale de réintégration socio-économique mais aucune mesure de prévention n'est prévue.<sup>438</sup> La stratégie comprend toutefois des mesures visant à atténuer les conséquences négatives du conflit et du déplacement pour les groupes autres que les personnes déplacées, ce qui constitue une étape importante pour favoriser la cohésion sociale et maintenir la paix.

Il a été démontré que la création de liens directs entre les efforts de soutien aux personnes déplacées et la réalisation des objectifs de développement nationaux, tels que la réduction de la pauvreté et la stabilité, est un chemin prometteur vers un progrès durable. Le dernier plan de développement national de la Somalie comprend des dispositions pour les personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables, et l'Afghanistan a reconnu que les déplacements internes constituaient un défi important pour la réduction de la pauvreté dans son rapport sur les ODD (voir En détail : Déplacement interne selon les ODD et le cadre de Sendai/Déplacement interne selon les ODD et le Cadre de Sendai en détail, p.71)

De plus en plus de pays ont également commencé à inclure le phénomène dans leurs politiques et stratégies nationales de RRC.<sup>439</sup> Le Burkina Faso et la Namibie ont élaboré des plans nationaux de gestion des risques de catastrophes qui incluent les risques de déplacement, les mesures de prévention et la fourniture d'une assistance aux personnes déplacées et à leurs communautés d'accueil.<sup>440</sup> Les Fidji, les Tuvalu et le Vanuatu ont également mis au point une série d'instruments politiques qui ont trait aux déplacements, notamment des directives de réinstallation, des politiques de migration et des plans de développement nationaux.<sup>441</sup>

## Les initiatives régionales et mondiales peuvent servir de catalyseurs pour l'engagement national et l'action locale

Les initiatives régionales et mondiales jouent un rôle essentiel en générant un soutien politique pour des questions qui peuvent être difficiles à traiter au niveau national. L'Union Africaine (UA) et d'autres organismes régionaux et sous-régionaux sur le continent ont beaucoup fait pour encourager la mise en œuvre de lois et

de politiques nationales sur les déplacements internes.<sup>442</sup> D'autres organismes régionaux, tels que l'Organisation des États américains (OEA) et le Conseil de l'Europe, avaient auparavant appelé leurs États membres à élaborer des législations et des politiques nationales conformes aux normes internationales. Toutefois c'est en Afrique que les premiers instruments régionaux juridiquement contraignants pour la protection des personnes déplacées ont été élaborés.<sup>443</sup>

Le Pacte de 2006 sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs, également connu sous le nom de « Pacte des Grands Lacs », et son protocole sur la protection et l'assistance aux déplacés internes exigent des États membres qu'ils incorporent les principes directeurs sur le déplacement interne dans leur législation nationale.<sup>444</sup> L'UA a adopté la Convention de Kampala, un instrument historique qui a établi une norme réglementaire commune pour les personnes déplacées, en 2009. La convention s'inspire également des Principes directeurs et constitue le premier cadre régional à définir les rôles et les responsabilités d'un large éventail d'institutions et d'organisations opérant dans des contextes de déplacement.

Les organismes économiques régionaux tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont également encouragé le dialogue et l'élaboration de politiques sur les déplacements internes en réunissant un large éventail de parties prenantes pour échanger des expériences en matière de soutien à la résilience des personnes déplacées et à la mise en place de solutions durables.<sup>445</sup>

L'attention portée par l'IGAD à cette question a fait naître une sorte de rivalité entre les pays de la Corne de l'Afrique pour rendre plus visibles leurs efforts de soutien aux personnes déplacées.<sup>446</sup> Des exemples de la région montrent qu'il n'y a pas de solution unique pour faciliter le dialogue sur les déplacements internes et lui accorder une plus grande attention est un processus à long terme. Des processus consultatifs et moins formels sont également propices à l'apprentissage entre pairs et à une meilleure appropriation.

Le continent a célébré le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Convention de Kampala en 2019, que l'UA a déclarée l'Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées. Un examen des réussites de l'année montre qu'elle a joué un rôle de catalyseur dans le renforcement des cadres normatifs nationaux.<sup>447</sup> La Guinée équatoriale, la Somalie et le Sud-Soudan ont tous ratifié la convention. Ratification ne veut pas dire mise en œuvre mais elle constitue une étape importante pour donner une plus grande visibilité poli-

tique au déplacement en renforçant la responsabilité nationale. Des réunions régionales à l'échelle du continent, auxquelles ont participé un grand nombre d'organisations de la société civile, ont peut-être aussi aidé à sensibiliser les médias et la population en général à cette question.

Au niveau mondial, le Groupe de haut niveau sur le déplacement interne mis en place par le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, en 2019, est le signe fort d'une attention politique renouvelée de la part du système des Nations Unies et des États membres. Les principaux objectifs du groupe sont d'identifier des solutions concrètes et à long terme aux déplacements prolongés, d'élaborer un programme réaliste de prévention des déplacements futurs et d'atténuer leurs effets négatifs.<sup>448</sup>

La réforme en cours du système de développement des Nations Unies offre également la possibilité d'une plus grande coordination internationale pour aider les gouvernements à traiter les déplacements internes au niveau opérationnel. Les nouveaux cadres de coopération des Nations Unies en matière de développement durable pourraient constituer une puissante plateforme pour une plus grande visibilité du phénomène au niveau national.<sup>449</sup> Ces

cadres sont basés sur les bilans communs des pays des Nations Unies, qui examinent les données spécifiques à chaque pays sur les risques pour le développement, notamment les conflits, les déplacements, le changement climatique et les catastrophes, afin d'améliorer le soutien des Nations Unies et de hiérarchiser leurs ressources.<sup>450</sup>

Les examens mensuels régionaux (RMR en anglais) des Nations Unies sont l'occasion d'intégrer les questions relatives aux risques de déplacement dans les exercices d'analyse du système au niveau mondial, ce qui peut encourager des approches plus prospectives.<sup>451</sup> Le rôle renforcé des coordinateurs résidents (CR), qui dirigent les équipes de pays des Nations Unies et sont gérés par le Bureau de coordination du développement des Nations Unies (DCO), offre également la possibilité d'élaborer des stratégies globales pour traiter les déplacements internes conformément aux besoins nationaux et aux priorités de développement. Les bureaux des CR en Éthiopie, en Irak, en Somalie et au Soudan ont déjà mis en place des conseillers ou des équipes chargés de trouver des solutions durables, et d'autres commencent à manifester leur



*Une famille déplacée a reçu une aide d'urgence à son arrivée sur l'île de Maewo, après avoir été évacuée de sa maison sur l'île d'Ambae, au Vanuatu. Crédit photo : Croix-rouge australienne/FICRI Dilini Perera, Mai 2019*

intérêt pour fournir un soutien similaire.



## CAPACITÉS ET RESSOURCES NÉCESSAIRES À TOUS LES NIVEAUX

Les pays dotés de mécanismes de gouvernance solides, notamment une répartition claire des responsabilités entre les secteurs et les niveaux administratifs, des ressources humaines, techniques et financières adéquates et des budgets transparents, sont les mieux placés pour développer une forte capacité à traiter les déplacements internes. Cette section examine comment les gouvernements, les agences internationales et les ONG ont intensifié leurs efforts pour renforcer les capacités de planification, de mise en œuvre et de suivi au niveau national et local.

### Les mécanismes de gouvernance nationale et les niveaux de décentralisation ont des conséquences directes sur les capacités des pays à faire face aux déplacements internes

Une analyse des réponses à court et à long terme dans différents contextes montre comment les structures de gouvernance formelles et informelles déjà en place ont un impact sur la capacité d'un pays à gérer la question du déplacement prolongé.<sup>452</sup>

La capacité à rendre compte du phénomène et à y répondre doit être forte dans tous les domaines, ce qui nécessite souvent des ressources supplémentaires, en particulier au niveau local. Il faut notamment associer les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil à la planification et à la fourniture de services de première nécessité et les aider à acquérir de nouvelles compétences. La planification et la mise en œuvre d'initiatives ainsi que le suivi des progrès dans les pays dont les systèmes et les budgets sont véritablement décentralisés seront naturellement dirigés par les administrations locales mais des capacités locales pour entreprendre des évaluations et collecter des données sont également nécessaires dans ceux dont les systèmes sont plus centralisés.

Malgré les progrès réalisés en Somalie depuis le lancement de la DSI du pays en 2016, il est devenu évident que davantage d'investissements dans les capacités doivent être transférés du niveau national au niveau municipal.<sup>453</sup> Ceci doit inclure le transfert des responsabilités, des budgets et du pouvoir de décision, non seulement dans les centres urbains tels que Mogadiscio, Baidoa ou Kismayo, où la présence internationale est forte et l'assistance technique disponible, mais aussi dans des villes secondaires comme Burco, Galkayo et Qardho.<sup>454</sup>

*Fin 2019, au moins 6,6 millions d'enfants de moins de cinq ans étaient déplacés à l'intérieur de leur propre pays dans le monde. Un projet à Tegucigalpa, au Honduras, permet aux enfants d'être toujours scolarisés. Crédit photo : Mariel Almuña, 2019*



L'Initiative pour des solutions transitoires en Colombie a été reconnue comme une bonne pratique au-delà des frontières du pays.<sup>455</sup> Mise en œuvre de 2012 à 2016, elle est le résultat de concertations entre le gouvernement et ses partenaires pour faire face aux déplacements prolongés dans certaines des zones les plus touchées du pays. Elle a toutefois rencontré des difficultés en matière de participation au niveau local, a peut-être aussi accru la dépendance de la population à l'égard de l'aide extérieure et menacé de créer des tensions dans les communautés dont le tissu social est affaibli.<sup>456</sup>

L'un des principaux enseignements tirés de cet investissement important des acteurs de l'aide humanitaire et du développement a été le rôle important joué par les comités locaux. Ils ont rassemblé les communautés, les municipalités et les ONG locales, nationales et internationales pour des réunions bihebdomadaires, en soulignant l'importance d'impliquer les autorités locales dans la conception, la mise en œuvre et la poursuite des interventions internationales.

La Géorgie a également reconnu la nécessité d'une meilleure coordination entre les acteurs nationaux et locaux. Le pays a mis en place un mécanisme solide sous la forme d'un ministère dédié aux personnes déplacées et d'un comité directeur composé de plusieurs ministères, d'agences des Nations Unies et d'organisations de la société civile, qui a fonctionné jusqu'au début 2019. Plus récemment, il a élaboré une stratégie de décentralisation pluriannuelle prometteuse visant à accorder aux entités gouvernementales locales davantage de pouvoirs pour traiter les déplacements internes.<sup>457</sup> L'expérience de la Géorgie montre qu'une forte coordination entre un point focal national et d'autres acteurs nationaux et locaux est essentielle pour une mise en œuvre efficace, et qu'un tel mécanisme est également un signe clair d'engagement politique.<sup>458</sup>

## Le financement de solutions durables doit donner la priorité aux initiatives locales

Les solutions durables au déplacement nécessitent un financement stable à long terme au niveau local.<sup>459</sup> C'est notamment le cas des villes se développant rapidement qui accueillent un grand nombre de personnes déplacées mais qui ne sont pas forcément prioritaires dans les budgets nationaux.<sup>460</sup> Bien que ce fait soit de plus en plus reconnu, il existe toujours un fossé béant entre le financement global disponible et le faible pourcentage destinés aux personnes qui sont « en première ligne ».<sup>461</sup>

Cette question n'est pas spécifique aux déplacements internes et un certain nombre de leçons peuvent être tirées d'autres domaines. Sur l'ensemble des fonds mondiaux disponibles pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à

s'adapter au changement climatique, moins de 10 % ont été affectés à des actions locales entre 2013 et 2016.<sup>462</sup> Une série de facteurs empêchent l'acheminement de ces fonds, notamment l'évaluation de leur pertinence et les coûts de transaction liés à la gestion de petites ou de grandes sources de financement.

La prédominance des grandes organisations internationales et des banques de développement en tant qu'intermédiaires constitue également un obstacle car elles sont moins à même de financer ou de soutenir des projets de petite envergure, et de nombreux pays donateurs continuent de préférer les mécanismes de financement peu risqués au détriment d'instruments plus innovants qui pourraient être acheminés plus facilement vers les acteurs locaux.<sup>463</sup> Ainsi, « peu de fonds fournissent un soutien au renforcement des capacités locales et ceux qui le font laissent rarement suffisamment de temps pour acquérir les compétences nécessaires ».<sup>464</sup>

L'expérience de la DSI en Somalie le confirme. Les capacités limitées au niveau local signifient que les municipalités ont du mal à faire face au nombre croissant de personnes déplacées qui veulent s'intégrer localement. Malgré une série de politiques et de directives fédérales et étatiques introduites ces dernières années, les services et les infrastructures de nombreuses villes sont encore fortement sollicités. Un effort est fait, via le DSI, pour augmenter les investissements dans les capacités, les marchés et les infrastructures rurales afin de réduire la pression sur les zones urbaines mais la réalité sur le terrain fait que davantage d'investissements devront également être mis en place pour renforcer les capacités des municipalités urbaines.<sup>465</sup>

Certains des fonds climatiques les plus efficaces qui ciblent les initiatives locales, tels que le programme de petites subventions du Fonds mondial pour l'environnement, disposent de structures participatives dans lesquelles « les communautés locales peuvent s'engager directement dans la conception, l'appréciation et l'évaluation des projets climatiques et de développement ».<sup>466</sup> En dernier point, le financement doit être mis à disposition des personnes directement touchées, ce qui, aux fins du présent rapport, fait référence aux personnes déplacées, leurs communautés d'accueil et leurs représentants locaux.

Lorsque le financement est assuré au niveau local, que ce soit pour des initiatives ciblant directement les personnes déplacées ou pour des organisations qui les soutiennent, l'expérience montre qu'il est plus efficace lorsqu'il est basé sur des stratégies et des financements pluriannuels qui relient le travail humanitaire et le développement.<sup>467</sup> Certains pays, tels que le Danemark, répondent présents. Son cadre de coopération internationale met l'accent sur la nécessité de rapprocher l'action humanitaire et l'action de développement afin de pouvoir répondre aux besoins immédiats tout en travaillant à plus long terme sur des solutions durables.<sup>468</sup>

L'espoir est qu'un financement plus stable à plus long terme puisse soutenir la planification pluriannuelle et l'engagement stratégique au niveau des pays. Le financement et la planification pluriannuels ont été la clé du succès du programme de développement urbain Simon Pelé en Haïti, qui a facilité le retour des personnes déplacées par le tremblement de terre de 2010. La stratégie « Pathways to Permanence » d'Habitat pour l'humanité a conféré un financement stable de cinq ans pour le programme, permettant à sa stratégie d'aller au-delà du soutien aux personnes déplacées pour inclure des investissements dans les infrastructures de quartier, la sécurité et les mesures de RRC. C'est le premier projet à l'échelle d'un quartier qui a été mis en œuvre avec des subventions de donateurs institutionnels tels que la Banque mondiale, l'Agence canadienne de développement international et le ministère canadien des affaires étrangères, de la formation et du développement (DFATD).<sup>469</sup>

Les évaluations des programmes de financement pluriannuels dans des pays tels que la RDC et le Soudan suggèrent également que les bénéfices de ces dispositifs restent inégalement répartis. Toutefois des signes prometteurs indiquent que l'adoption d'une approche à plus long terme améliore la qualité de la programmation humanitaire et encourage les organisations à adopter des interventions mieux intégrées aux déplacements prolongés.<sup>470</sup>

Un financement pluriannuel stable compense la diminution de l'attention des donateurs. Il existe de nombreux exemples de financement des efforts de reconstruction et d'intégration à plus long terme qui ont chuté de manière spectaculaire après les cycles de financement initiaux.<sup>471</sup> C'est peut-être la raison pour laquelle la communauté internationale et les agences humanitaires ont tendance à éviter d'adopter une « vision à long terme et de renforcer la capacité de l'État à faire face à la longue file des retours et de la stabilisation ».<sup>472</sup>

Un réexamen du programme d'action d'Addis-Abeba, dont l'objectif était de soutenir la mise en œuvre du programme de développement durable pour 2030, semble approprié. Le financement des solutions aux déplacements internes devra se baser sur et soutenir « des stratégies de développement durable cohérentes et appropriées au niveau national, soutenues par des cadres de financement nationaux intégrés ».<sup>473</sup> Il peut s'agir de nouveaux instruments ou d'adaptations d'instruments existants, y compris des prêts.

Les enseignements tirés des situations de réfugiés montrent que les prêts peuvent être utiles s'ils sont assortis de conditions favorables. Le mécanisme mondial de financement concessionnel a apporté à la Colombie des fonds de ce type dans le cadre d'un accord de prêt plus large visant à aider le pays à accueillir des réfugiés vénézuéliens, augmentant ainsi effectivement le volume et diminuant le coût de l'ensemble de la transaction.<sup>474</sup>

Tout comme le soutien aux pays qui tentent de faire face à d'importants afflux de réfugiés est considéré comme un bien public mondial qui peut justifier des prêts concessionnels, la facilitation de solutions durables aux déplacements internes devrait être considérée comme un investissement qui apporte des avantages régionaux et mondiaux plus larges en matière de stabilité, de paix et de réduction de la pauvreté et des inégalités. Il sera important de tirer les leçons des instruments de financement prometteurs déjà en place pour modifier le panorama du financement destiné à traiter et à résoudre les problèmes de déplacement interne.

Le Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies (FCP) pourrait avoir un rôle à jouer pour obtenir davantage de financement au niveau local afin de lutter contre ce phénomène. Il est prêt à prendre plus de risques dans ses investissements que les donateurs de développement et s'est déjà révélé être un catalyseur pour assurer le financement de vastes interventions de solutions durables au niveau local, comme en Somalie.<sup>475</sup> Le rôle plus visible que la Banque mondiale a joué dans le financement des réponses aux situations de réfugiés est encourageant et les fonds accrus qu'elle a alloués aux pays touchés par un conflit peuvent également être mis à disposition pour financer l'aide aux personnes déplacées.<sup>476</sup> Toutefois, les fonds de développement sont généralement mobilisés en fonction de la pauvreté et de la vulnérabilité plutôt que du statut, c'est pourquoi il est essentiel de disposer de meilleures informations sur les conditions socio-économiques des personnes déplacées si l'on veut que ces instruments soutiennent les investissements à long terme.

## Comptabiliser les déplacements et communiquer sur les progrès réalisés

La capacité d'un pays à communiquer sur le nombre de personnes déplacées sur son territoire, à contrôler l'aide et à rendre compte des progrès réalisés vers des solutions durables est un outil puissant pour susciter et maintenir un engagement à tous les niveaux. Les pays qui disposent d'une stratégie nationale en matière de données permettant la production de rapports réguliers, d'un budget spécifique et d'un cadre juridique sont également en mesure de communiquer leurs efforts et leurs intentions de manière à attirer plus facilement un soutien interne et externe.

Cela signifie que les stratégies nationales visant à développer les capacités doivent inclure non seulement les collecteurs et les analystes de données mais aussi le personnel des entités concernées qui utiliseront les données et les résultats. Il s'agit notamment des ministères en charge de la prestation de services, des ministères du travail et de l'emploi, des services centraux et de planification urbaine et des organismes de protection civile. La



*Les pluies de mousson provoquent souvent des inondations et des déplacements au Sri Lanka. Les autorités publient quotidiennement des bulletins météorologiques, des alertes précoces et des mises à jour sur les chiffres relatifs aux déplacements de population dus aux catastrophes. Ces informations sont précieuses pour orienter les efforts de prévention, de relèvement et de reconstruction. Crédit photo : Ishara S. Kodikara/ AFP via Getty Images, Mai 2017*

capacité à générer, analyser et utiliser des données solides varie énormément d'un pays à l'autre mais il existe un certain nombre de pratiques encourageantes.<sup>477</sup>

La situation sécuritaire au Mali se dégrade depuis 2013 et le nombre de nouveaux déplacements a fortement augmenté en 2019. Cette augmentation est cependant en partie due au fait que le pays a mis en place un système relativement complet de collecte, de vérification et de partage des données.<sup>478</sup> Son mécanisme de réponse rapide (MRR) intervient lors de crises soudaines et aiguës et constitue la principale source d'information sur les nouveaux déplacements dans le pays.<sup>479</sup> Il fournit des alertes validées pour les mouvements de population qu'il suit ensuite. Le mécanisme fonctionne actuellement dans les régions du nord et du centre du pays et consiste en un réseau de points focaux à différents niveaux qui partagent les informations du niveau communal au niveau régional. Cela se fait en partenariat étroit avec les autorités régionales de développement social et les administrations locales.<sup>480</sup>

Il existe des différences significatives entre la collecte d'informations sur les déplacements de population liés aux catastrophes et celle qui est déclenchée par les conflits et autres formes de violence, ce qui indique que l'appropriation par le gouvernement des processus de collecte et de validation des données varie également de manière significative en fonction du déclencheur.<sup>481</sup>

Plus de 70 % de nos chiffres sur les déplacements liés aux catastrophes sont basés sur des données obtenues auprès d'organismes gouvernementaux, dont la plupart sont des agences nationales ou régionales de gestion des catastrophes et des autorités locales.<sup>482</sup>

L'agence gouvernementale du Sri Lanka pour la RRC publie des rapports météorologiques quotidiens, des alertes précoces et des mises à jour quotidiennes sur les pertes liées aux catastrophes, y compris les chiffres sur les déplacements.<sup>483</sup> Le Centre de gestion des catastrophes (DMC) du pays mène également des recherches qui soutiennent les efforts d'atténuation et la planification de la préparation, les interventions d'urgence et la coordination des secours et du relèvement après la catastrophe.<sup>484</sup>

L'Indonésie suit le même protocole, enregistrant des données qui comprennent le type de catastrophe, le nombre de personnes touchées ou déplacées, et le nombre de logements endommagés ou détruits. La plupart des informations sont disponibles dans la base de données DesInventar.<sup>485</sup> Cette ressource mondiale ouverte est un répertoire mondial unique de données sur les pertes liées aux catastrophes. Le fait que les pays ne soient pas en mesure d'enregistrer la durée des déplacements est une lacune importante qui pourrait toutefois être relativement facilement comblée.

Les Philippines proposent un exemple particulièrement probant de la forte appropriation par les gouvernements des données

sur les déplacements. Le Centre de suivi et d'information sur les opérations de réponse aux catastrophes (DROMIC) est l'un des systèmes nationaux les plus fiables en Asie pour les données sur les déplacements liés à la fois aux catastrophes et aux conflits (voir En détail : Les LES Philippines en détail, p.83).

Le pays peut être vu comme une exception dans la mesure où la quantité de données sur les déplacements liés aux conflits enregistrées dans les systèmes de comptabilité nationale tend à être bien inférieure. Les gouvernements tiennent généralement des registres de population mais les données les plus facilement disponibles sur les déplacements internes sont souvent produites par les partenaires internationaux qui fournissent une aide humanitaire. Ils constituent une source d'information précieuse si les autorités nationales ne veulent pas ou ne peuvent pas se charger de ce travail mais la participation insuffisante d'un gouvernement peut avoir des conséquences sur les données produites et la prise de décision au niveau national.<sup>486</sup>

Dans certains pays où le déplacement des conflits est une priorité politique et publique, les autorités nationales ou locales mettent en place des registres ou des bases de données à sources multiples. La collecte systématique d'informations sur les personnes déplacées dans le cadre du registre des victimes de la guerre civile en Colombie est reconnue comme une bonne pratique depuis de nombreuses années. Le système est doté de ressources importantes et est soutenu par un mandat clair en vertu duquel l'Unité des victimes du gouvernement se consacre à la tenue du registre des victimes (RUV) créé en janvier 2012 et à la fourniture de services aux personnes déplacées en collaboration avec les ministères et départements concernés.<sup>487</sup>

Le premier enregistrement officiel complet des personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine a été effectué après la guerre de Bosnie à la fin de l'année 2000 et a évolué en 2005 pour devenir la base de données des personnes déplacées et des réfugiés (DDPR), la principale source de données quantitatives sur les déplacements internes. Cependant, malgré une méthodologie solide, la structure administrative complexe rend difficile la collecte de données fiables car les personnes déplacées doivent soumettre une demande ou se voir attribuer un statut en tant que tel conformément à la loi pour en faire partie. Aussi, le fait que les changements de statut des personnes soient transmis directement aux municipalités signifie que l'aide pourrait être ciblée plus efficacement.<sup>488</sup>

Il y a de nombreux enseignements à tirer des différentes expériences faites à ce jour avec les systèmes de comptabilité. L'une des plus évidentes est que pour qu'ils fonctionnent et soient utiles aux planificateurs et aux prestataires de services, ils doivent couvrir

une série d'indicateurs et de mesures qui offrent un aperçu et des résultats à toute une série de parties prenantes. Un système destiné uniquement à comptabiliser les déplacements internes n'aura pas la même force de frappe qu'un système qui fournit des informations sur différents aspects, dans le temps et dans l'espace. Les investissements dans des systèmes statistiques et de données plus larges peuvent également constituer des points de départ pour l'intégration des informations sur le déplacement interne, en particulier si l'envie, la capacité ou les ressources pour des activités plus spécialisées sont limitées.

Les enseignements tirés des initiatives visant à améliorer les rapports sur les déplacements internes montrent la nécessité d'accorder le programme de déplacement interne avec les priorités nationales plus largement, notamment en ce qui concerne les systèmes de collecte de données.<sup>489</sup> Pour que le renforcement des capacités soit durable, prenne de l'ampleur et justifie le temps et l'argent investis par les gouvernements et les donateurs, il doit être intégré dans les mécanismes de soutien existants.

L'OIM et la FAO ont récemment lancé un partenariat avec l'initiative CADRI (Capacity for Disaster Reduction Initiative) en Afrique de l'Ouest et du Centre visant à traiter les déplacements de population dus aux catastrophes en mobilisant les acteurs régionaux et en renforçant les capacités nationales.<sup>490</sup> S'appuyant sur une collaboration existante entre plus de 20 organisations, ce partenariat est un exemple prometteur de la manière dont les efforts de collaboration peuvent renforcer les capacités locales, nationales et régionales en matière de déplacement interne. Étant donné que les aléas à évolution lente et rapide sont les principaux déclencheurs de déplacements dans la région, des initiatives telles que la CADRI pourraient offrir aux pays des outils et des services qui les aident à prendre en compte et à réduire le phénomène.

Les efforts de renforcement des capacités doivent cibler non pas les individus mais les organisations et les institutions nationales et ils doivent bénéficier d'un soutien politique. Sans cela, ils risquent de se transformer en investissements à court terme qui s'épuisent avant que les nouveaux systèmes n'aient été mis en place, débouchant donc sur un échec. Il est également essentiel de bien comprendre les capacités existantes et les défis à relever dans différents contextes.





## DES DONNÉES PLUS SOLIDES PEUVENT ABOUTIR À DE MEILLEURES POLITIQUES ET PRATIQUES

La quantité mais aussi la qualité des données sur les déplacements internes ont augmenté de manière significative au cours des dernières décennies. Il reste beaucoup à faire pour améliorer la couverture et la fiabilité mais les progrès sont là. De bonnes pratiques naissent des nouvelles approches, technologies et partenariats qui améliorent notre compréhension de l'ampleur, de la nature, des impacts et des risques de déplacement.

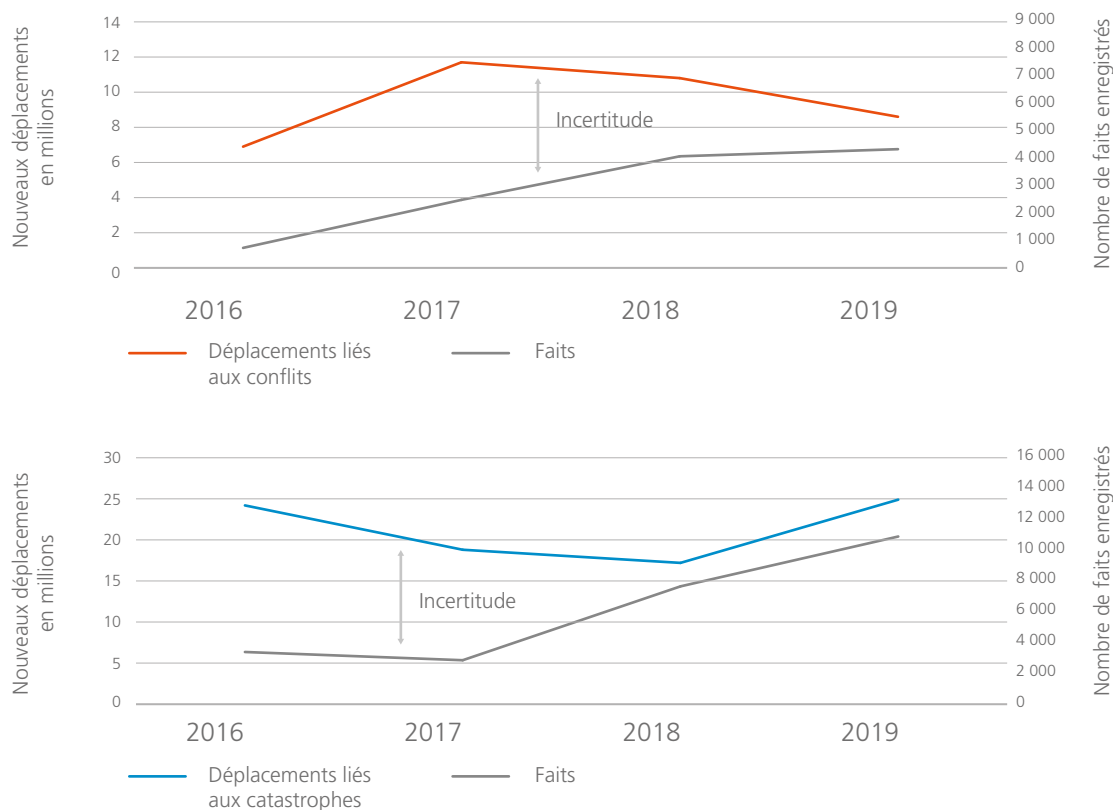
### De meilleures données pour éclairer la recherche de solutions durables

La première enquête mondiale sur les personnes déplacées a été publiée en 1998 pour concorder avec le lancement des principes directeurs. Elle couvrait 56 pays et estimait qu'entre 20 et 22 millions de personnes vivaient en situation de déplacement

interne à la suite de conflits et de violences.<sup>491</sup> La manière dont les déplacements internes sont enregistrés au niveau mondial a considérablement progressé depuis, pour inclure dans certains cas la collecte systématique de données sur les pays, les événements et les situations de déplacement ainsi que les trajectoires des personnes déplacées. La couverture s'est également considérablement élargie ces dernières années. La quantité d'informations contenues dans notre base de données mondiale sur les déplacements internes a augmenté de 274 % depuis 2016.<sup>492</sup>

La solidité de nos chiffres et la confiance que nous leur accordons se sont également améliorées. Non seulement le nombre de cas de déplacement dans notre base de données a augmenté mais aussi le nombre d'enregistrements pour de nombreux événements. L'éventail des sources s'est élargi, tout comme notre capacité à trianguler et à valider les données sur les nouveaux déplacements et les personnes vivant en situation de déplacement (voir Figure 23).<sup>493</sup>

FIGURE 23: Accroître la confiance dans les estimations mondiales des déplacements internes



Toutefois, il faut faire davantage pour générer des données fiables sur la localisation et la démographie des personnes déplacées ainsi que sur les tendances et la durée de leur déplacement. Sans ces informations, ni les gouvernements, ni les acteurs humanitaires et du développement ne sont en mesure de planifier des interventions efficaces pour réduire les impacts du déplacement ou le risque qu'il se produise à l'avenir.<sup>494</sup>

Compte tenu des informations sur la répartition géographique des déplacements, par exemple si les personnes déplacées ou certains sous-groupes sont concentrés dans les centres urbains ou dispersés dans les zones rurales, la fourniture de services et les investissements dans les infrastructures peuvent être mieux ciblés. Dans les contextes de déplacement urbain tels que décrits dans la première partie de ce rapport en Afghanistan, en Chine, en Indonésie, en Irak, au Nigeria et en Somalie, ce type d'information devient essentiel car l'aide doit être fournie en dehors des camps et par des moyens déterminés par les infrastructures urbaines existantes et la prestation de services.<sup>495</sup>

Certaines personnes déplacées sont déplacées plusieurs fois et d'autres font des mouvements pendulaires entre leur lieu d'origine et le lieu où elles ont trouvé refuge. Les gens ont tendance à devenir plus vulnérables économiquement, socialement et psychologiquement à chaque nouveau déplacement, donc savoir combien de fois ils ont été forcés de fuir aide à planifier et à prioriser l'aide en conséquence.

La compréhension du risque de déplacement futur sous-tend les efforts visant à le prévenir. Nous estimons qu'environ 13,9 millions de personnes dans le monde risquent d'être déplacées chaque année par des aléas à évolution rapide.<sup>496</sup> Huit des dix pays présentant le plus grand risque de déplacement et de perte de logement se trouvent en Asie du Sud et du Sud-Est. Au Bangladesh, en Chine, en Inde, en Indonésie, au Myanmar, au Pakistan, aux Philippines et au Vietnam, le risque élevé des aléas s'ajoute au fait que d'importantes populations sont exposées à un risque de déplacement.

Les risques hydro-météorologiques sont de loin le principal facteur de déplacement. Ils représentent également le plus grand risque de déplacement à l'avenir, et ce risque devrait augmenter avec la croissance démographique et le fait que le changement climatique rend ces risques plus fréquents et plus intenses. La bonne nouvelle, cependant, est que des risques tels que les inondations et les cyclones peuvent être prévus et que les systèmes d'alerte précoce fonctionnent. Les informations sur l'ampleur, la localisation et la nature des déplacements prévus peuvent également être utilisées pour élaborer des mesures préventives qui atténuent les risques et améliorent la préparation, réduisant ainsi l'impact des catastrophes lorsqu'elles surviennent.<sup>497</sup>

Ce type d'information aide à planifier des interventions de grande envergure mais toutes les personnes déplacées ne vivent pas le déplacement de la même manière, même si elles sont déplacées au même moment et par le même déclencheur. Des données désagrégées par sexe, âge, handicap et autres caractéristiques sont nécessaires pour concevoir des programmes plus efficaces qui adaptent des ressources limitées à des besoins spécifiques.<sup>498</sup> Elles sont également nécessaires pour informer les politiques et évaluer de manière significative les progrès réalisés dans la réduction des déplacements.

Les lacunes dans les données désagrégées ont tendance à être comblées par des preuves qualitatives et anecdotiques, à quelques exceptions notables près. Le nombre de personnes déplacées de sexe et d'âge différents peut être estimé en utilisant des informations démographiques sur la population générale. Nous avons utilisé cette méthode pour calculer qu'environ 21 millions de femmes et de filles dans le monde vivaient en situation de déplacement interne à la suite de conflits et de violences à la fin de 2018.<sup>499</sup> Ce chiffre peut être réparti par groupe d'âge afin d'identifier celles qui pourraient avoir besoin d'un soutien nutritionnel, de soins de la petite enfance, en matière d'éducation ou de santé génésique.

Nous avons également développé une méthodologie afin de mesurer la gravité du déplacement, qui utilise des indicateurs qualitatifs pour évaluer les conditions de vie des personnes déplacées et mettre en évidence les domaines d'intervention prioritaires.<sup>500</sup> L'indice des retours élaboré par l'OIM et Social Inquiry en Irak évalue de la même manière les conditions de vie dans les zones d'origine des personnes déplacées, en mettant l'accent sur les moyens de subsistance, les services de première nécessité, la cohésion sociale et la perception de la sécurité.<sup>501</sup>

Une étude longitudinale menée par l'OIM et l'université de Georgetown évalue également les progrès réalisés en quatre ans vers des solutions durables pour 4 000 Irakiens déplacés et ceux retournés, en fonction des critères du Comité permanent Interorganisations (IASC).<sup>502</sup> Une étude similaire menée au Liban a cherché à comprendre l'éventail de ce qui constituait des retours et des solutions pour les personnes déplacées, dont moins de 40 % semblent être revenus depuis la guerre civile.<sup>503</sup> L'application d'une évaluation plus nuancée aux retours a cependant montré que plusieurs régions ont connu des retours partiels, où les personnes sont retournées sur une base saisonnière ou des membres de la famille sont revenus, en gardant des liens étroits avec les lieux où ils avaient trouvé refuge.

Comprendre les impacts à court et à long terme des déplacements et leurs répercussions directes et indirectes sur les personnes, les sociétés et les économies est utile pour estimer le coût des interventions et les avantages liés à la prévention. Les 20 milliards de dollars estimés du coût lié au déplacement interne chaque année

dans le monde montrent les conséquences économiques dramatiques que le déplacement peut entraîner. Associées à une analyse approfondie des impacts multidimensionnels du déplacement sur les individus et les communautés locales, ces informations plaident fortement en faveur d'une action préventive et d'un investissement dans la réduction du risque de déplacement futur.<sup>504</sup>

## La collecte et l'analyse des données peuvent et doivent aller au-delà de la simple comptabilisation

La base de données sur les déplacements internes a encore été améliorée grâce à de nouvelles méthodes de collecte et de traitement des données et à une collaboration accrue entre les collecteurs, les analystes et les utilisateurs. La technologie mobile et les données des réseaux sociaux, qui sont principalement utilisées pour soutenir les opérations d'urgence et les secours en cas de catastrophe, ont également été appliquées pour comprendre les tendances liées au déplacement avant, pendant et après les catastrophes, ainsi que leur durée. Ce type de données peut être combiné avec les chiffres officiels sur l'évacuation et l'occupation d'abris aux Philippines afin de fournir un aperçu unique du phénomène (voir En détail : Les LES Philippines

Des progrès ont également été réalisés dans l'évaluation des déplacements au moyen d'indicateurs indirects tels que la destruction des logements et l'étendue des inondations, dont les informations sont recueillies à partir d'images satellitaires et aériennes.<sup>510</sup> Cette méthode est particulièrement adaptée aux milieux urbains, où la disponibilité des images permet également de suivre la reconstruction comme indicateur indirect de la durée du déplacement, en gardant à l'esprit que la reconstruction n'est pas toujours synonyme de retour.

Les nouvelles technologies et les projections modélisées aident à produire des informations agrégées et des estimations globales mais des données plus approfondies collectées directement auprès des communautés touchées sont également nécessaires. Nous avons mené des recherches dans 15 pays, avec à la clé plus de 2 800 entretiens à des fins d'enquête et 200 entretiens avec des informateurs clés, ce qui montre qu'une approche mixte est plus utile dans de nombreux contextes. Il peut s'agir d'enquêtes auprès des ménages, d'entretiens avec des informateurs clés, d'observations et de recherches participatives telles que la cartographie sociale et les marches pour l'égalité des sexes.

Les leçons tirées de décennies de pratique humanitaire et de développement montrent que la participation et le leadership

*En 2019, les déplacements de population liés aux conflits n'ont pas diminué en Colombie. Les communautés indigènes d'Amaparradó et de Cañaveral ont été confinées au moment où les affrontements entre groupes armés s'intensifiaient en août dans le département d'Antioquia. Les communautés indigènes et afro-colombiennes restent très exposées au risque de déplacement forcé et de confinement.*

*Crédit photo : NRC/Marcela Olarte, Octobre 2019*



en détail, p.83).<sup>505</sup>

EN DÉTAIL

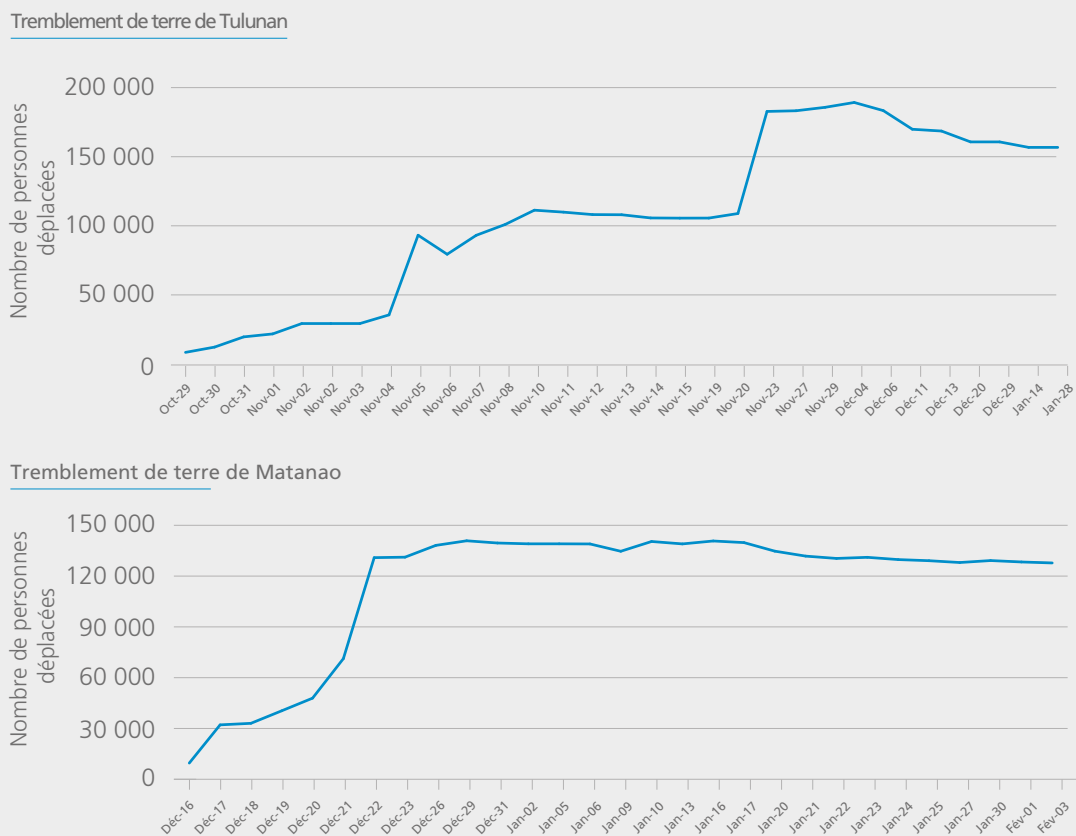
# LES PHILIPPINES

## Une tableau plus complet des déplacements liés aux catastrophes

Les Philippines sont l'un des rares pays au monde à collecter systématiquement des données sur les déplacements de population à la suite de catastrophes, ce qui les place dans la position peu courante de pouvoir comprendre l'évolution du phénomène. La collecte de données sur les déplacements de populations suite à des catastrophes dans d'autres pays a tendance à s'arrêter peu de temps après qu'un danger a frappé, ce qui signifie que peu d'informations, voire aucune, ne sont disponibles sur la durée des déplacements et sur l'évolution de leurs conditions au fil du temps.<sup>506</sup>

DROMIC, l'agence de réponse aux catastrophes des Philippines,

FIGURE 24: Nombre de personnes déplacées aux Philippines après les tremblements de terre d'octobre et de décembre 2019



collecte des informations sur le nombre de personnes évacuées et sur le nombre de celles qui restent dans des abris au fur et à mesure des années. Lorsque ces informations sont associées à d'autres sources d'information telles que les données anonymes des utilisateurs de Facebook, elles donnent aux intervenants humanitaires et aux planificateurs du développement un aperçu essentiel et potentiellement vital des flux et des schémas de déplacement et des conditions des personnes déplacées.

Les Philippines ont enregistré 55 catastrophes en 2019, déclenchant 4,1 nouveaux déplacements, dont plus de 413 000 ont été déclenchés par neuf tremblements de terre majeurs. Lorsque trois tremblements de terre ont frappé les régions du sud de Mindanao en l'espace de deux semaines en octobre, DROMIC a commencé à enregistrer les dommages, les pertes et les déplacements et a continué à le faire dans les mois qui ont suivi.<sup>507</sup> Ses données montrent que le nombre de personnes déplacées dans les abris officiels et non officiels est passé de 8 400 au lendemain de la catastrophe à un pic d'environ 190 000 au début du mois de décembre, avant de retomber à environ 160 000 vers la fin du mois (voir Figure 24).

Lorsqu'un autre tremblement de terre de magnitude 6,8 a frappé Matanao à Davao del Sur en décembre, il a provoqué 167 000 nouveaux déplacements et prolongé le calvaire de nombreuses personnes qui avaient fui les séismes d'octobre. Les données de

DROMIC montrent que de nombreuses personnes étaient toujours déplacées des mois plus tard (voir Figure 24). Étant donné l'ampleur des dégâts et l'évacuation des communautés dans les zones exposées aux glissements de terrain, certaines personnes peuvent être déplacées pendant des périodes beaucoup plus longues mais il n'existe pas de données solides pour le vérifier.<sup>508</sup> À mesure que la méthodologie sera améliorée et affinée, il deviendra possible de créer des cartes pour les catastrophes de petite ou de grande ampleur contribuant à combler les lacunes des données dans les situations non couvertes par les statistiques officielles. À mesure que les technologies numériques deviendront plus facilement et plus largement disponibles, d'autres entreprises de ce type visant à collecter des données complètes, validées et interopérables sur le déplacement des catastrophes dans l'espace et le temps deviendront également possibles. Cela permettra à son tour de mieux éclairer les efforts de gestion des risques de catastrophes et de faciliter la mise en place de solutions

Dans de tels cas, les données des utilisateurs de Facebook peuvent compléter les ensembles de données de DROMIC en montrant les mouvements dans l'espace et dans le temps. Les données sont également utiles pour estimer les modèles de déplacement quotidiens, ce qui est essentiel pour comprendre depuis combien de temps une

catastrophe a touché une zone donnée et pourquoi certaines villes se relèvent plus rapidement que d'autres. Associées aux données de DROMIC, ces informations peuvent soutenir les interventions humanitaires mais aussi les mesures à plus long terme des autorités pour faciliter le retour et renforcer la résilience afin de réduire le risque de déplacement futur.

Nous collaborons avec Facebook depuis 2017 pour établir des cartes des déplacements à l'aide de données anonymes agrégées au niveau des villes. Ces cartes donnent un aperçu supplémentaire de la durée du déplacement des personnes, de leur lieu de départ et d'arrivée et de leurs perspectives de solutions durables.<sup>509</sup>

À mesure que la méthodologie sera améliorée et affinée, il deviendra possible de créer des cartes pour des catastrophes de petite ou de grande ampleur, ce qui contribuera à combler les lacunes de données pour des situations non couvertes par les statistiques officielles. À mesure que les technologies numériques deviendront plus facilement et plus largement disponibles, d'autres initiatives pour collecter des données complètes, validées et interopérables sur le déplacement par catastrophes deviendront également possibles. Cela permettra ensuite de mieux guider les efforts de gestion des risques de catastrophes et de faciliter la mise en place de solutions durables.



*La Croix-Rouge philippine évalue les dommages et les pertes après le passage du typhon Ursula dans le village de Virginie à Culaba, Biliran, les 24 et 25 décembre. Crédit photo : FICR/Maire Humphrey B. Olimba, Décembre 2019*

des communautés dans les programmes qui les concernent sont essentiels pour leur réussite. La recherche participative est destinée à compléter les analyses effectuées par les gouvernements et les fournisseurs d'aide avec les perspectives des personnes touchées par le déplacement, en les impliquant non seulement en tant que bénéficiaires mais aussi en tant que personnes responsables. Les personnes déplacées et leurs hôtes disposent d'informations précieuses sur leurs expériences personnelles, les obstacles auxquels ils sont confrontés et la manière dont ils comptent les surmonter. Sans ces informations, les fournisseurs d'aide risquent de mettre sur pied des programmes coûteux qui ne seront pas adaptés ou qui ne seront pas utilisés par ceux censés en bénéficier.

L'ampleur, la nature, l'impact et le risque de déplacement varient grandement d'une situation à l'autre et selon les personnes concernées. Pour concevoir de meilleures mesures préventives et de meilleures réponses, il faut tenir compte de ces différences, et qui mieux que les personnes déplacées et leurs hôtes peut les mettre en valeur ?

Les approches participatives impliquent les personnes touchées, les gouvernements locaux, les fournisseurs d'aide et les autres praticiens à chaque étape, de la conception des politiques et des programmes à leur mise en œuvre et à leur évaluation. Ce degré de participation renforce les trois piliers des solutions durables au déplacement : les données, les capacités et l'engagement politique.

En raison des difficultés de mener des recherches auprès des personnes déplacées dans des contextes souvent difficiles, les résultats ne sont généralement pas représentatifs et ne peuvent être extrapolés à l'ensemble des personnes déplacées dans un pays ou une région. Ils offrent néanmoins un précieux aperçu de ce qui doit être pris en compte lors de l'élaboration des politiques et des programmes. Idéalement, ces recherches préliminaires devraient être complétées par des données collectées de manière plus systématique et à plus grande échelle.

## Une collaboration renforcée et améliorée peut accroître la disponibilité et l'accessibilité des données sur le déplacement interne

La production de données faisant autorité pour éclairer les politiques et les programmes qui soutiennent la recherche de solutions durables nécessite une collaboration et un partenariat. Au cours de la dernière décennie, les pays donateurs et les bailleurs de fonds privés ont investi dans une série de centres de données et d'initiatives visant à améliorer les politiques et les programmes

relatifs au déplacement. Nombre d'entre eux sont de simples plateformes de partage de données qui s'adressent principalement aux acteurs humanitaires. Les données sur les déplacements présentées de manière utile pour la planification du développement à long terme ne sont pas encore facilement disponibles mais il y a peut-être des leçons à tirer des dernières initiatives dans ce domaine avec les données sur les réfugiés et les migrations.<sup>511</sup>

Plusieurs commissions et groupes régionaux des Nations Unies ont mis en place des centres d'hébergement de données où des informations agrégées sur les migrations et les déplacements provenant de différentes sources sont mises à la disposition des décideurs et des planificateurs. Douze pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale ont créé un répertoire en ligne qui comprend des données de base sur les migrations, avec l'aide de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU).<sup>512</sup> Son homologue d'Amérique latine et des Caraïbes, la CEPALC, dispose d'une base de données ouverte sur les migrations internes.<sup>513</sup>

L'UA et le gouvernement marocain ont convenu en 2019 de créer l'Observatoire africain pour la migration et le développement (OAMD) à Rabat. L'observatoire a pour but de collecter des informations, de partager des données et des analyses sur les questions de migration et de faciliter la coordination entre les pays africains sur la base du principe « comprendre, anticiper et agir ».<sup>514</sup> Il devrait également permettre de coordonner les politiques, harmoniser les stratégies nationales et stimuler les interactions des pays africains avec leurs partenaires à l'étranger.<sup>515</sup>

De nouvelles initiatives visant à améliorer les données sur les déplacements de groupes vulnérables spécifiques ont également vu le jour, telles que l'Alliance internationale de données sur les enfants en déplacement, récemment lancée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OIM, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Eurostat, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) et des partenaires clés dont l'IDMC.<sup>516</sup> Cette collaboration sans précédent vise à améliorer les statistiques sur les enfants migrants et déplacés en soutenant les systèmes de données et les capacités des pays, et en recensant les lacunes, les défis et les solutions. Elle rassemble un large éventail de ressources pour faire progresser les objectifs fixés dans les ODD et les pactes mondiaux sur les migrations et les réfugiés.

Le renforcement de la base de données sur les déplacements internes nécessitera le développement de capacités spécifiques à tous les niveaux et l'engagement institutionnel à les pérenniser dans le temps. La collecte et l'analyse de données sur le phénomène et le développement d'outils de planification et de suivi des

progrès nécessitent des capacités et des ressources importantes. Les renforcer en créant une infrastructure organisationnelle avec un engagement budgétaire sous la forme d'affectations réservées serait une expression claire de la volonté politique.<sup>517</sup>

## Les pistes à suivre : créer des incitations politiques

Encourager l'engagement politique permet de générer les ressources et les autorisations officielles nécessaires à une collecte accrue de données. L'inverse est également vrai car de meilleures données sur les déplacements internes contribuent à générer des incitations politiques et peuvent renforcer la volonté politique. Les incitations pour impliquer les gouvernements peuvent, par exemple, souligner les avantages d'investir dans des solutions durables par opposition au coût économique estimé si on n'agit pas. L'évaluation de l'impact des déplacements futurs prévus sur le développement socio-économique général d'un pays est une autre approche, tout comme la documentation et le compte rendu des progrès réalisés dans la résolution systématique des déplacements internes.

Des données sur les différentes expériences de déplacement des pays sont également nécessaires tout comme les leçons tirées de situations spécifiques qui sont applicables à d'autres. Plusieurs tentatives ont été faites pour documenter les bonnes pratiques et les enseignements tirés de diverses situations de déplacement mais presque aucune n'a utilisé une approche systématique fondée sur un cadre cohérent.<sup>518</sup> Cela signifie que nous n'avons pas une compréhension totale de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas dans les différents cas et surtout si des progrès ont été réalisés de manière générale.

Une nouvelle initiative mondiale visant à soutenir l'évaluation des progrès accomplis cherche à combler cette lacune. L'indice de déplacement interne (IDI) est une mesure composite qui rassemble les indicateurs de la capacité des gouvernements à faire face aux déplacements, les impacts des crises actuelles et les facteurs sous-jacents qui peuvent conduire à de futurs déplacements ou permettre des solutions.<sup>519</sup>

L'indice est conçu comme un outil accessible pour initier les non-spécialistes à un phénomène complexe et en même temps pour faciliter le suivi des progrès réalisés dans la résolution des déplacements au niveau national et mondial. Il permet également d'identifier les défis et les bonnes pratiques dans le monde entier. Les indicateurs du volet « politiques et capacités » de l'IDI constituent une solide liste de contrôle pour mesurer les progrès réalisés par rapport aux trois piliers des solutions durables.

L'application du principe de base de l'indice, modulable selon

les pays, permet d'élaborer des tableaux de bord nationaux. En 2019, le gouvernement géorgien a développé un outil d'évaluation spécifique au pays en collaboration avec l'IDMC et d'autres acteurs nationaux afin de suivre de plus près les progrès réalisés dans la résolution des déplacements, de mieux communiquer sur sa manière de soutenir les personnes déplacées et de prévenir de nouveaux déplacements.

L'outil comprend des indicateurs pertinents pour la situation en Géorgie qui permettent d'évaluer la capacité du gouvernement en matière de données, de politiques nationales et de ressources financières et institutionnelles. Il rassemble également des données sur les facteurs tels que le nombre et l'intensité des inondations et des glissements de terrain qui peuvent entraîner de nouveaux déplacements ou aggraver les conditions dans lesquelles vivent les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Des indicateurs sur l'échelle, la gravité et l'impact économique des déplacements sont utilisés pour évaluer l'efficacité des interventions visant à prévenir et à réduire les déplacements.

Grâce à des données nationales mises à jour au moins une fois par an, l'expérience géorgienne propose un exemple de développement d'un instrument national qui peut aider à suivre les progrès dans le temps de manière plus précise et plus complète.

# CONCLUSION

## Les 10 années à venir

---

La prochaine décennie a le potentiel de jouer un rôle important dans les efforts déployés au niveau mondial visant à réduire les déplacements prolongés. Les exemples d'avancées aux niveaux politique, stratégique et opérationnel présentés dans ce rapport montrent que des progrès sont réalisés et que de nombreux enseignements peuvent être tirés de l'expérience existante.

Toutefois, à ce jour, il n'y a pas eu d'évaluation systématique au niveau mondial de ce qui motive les progrès vers des solutions durables. Des exemples de bonnes pratiques ont été rassemblés mais un cadre est nécessaire pour un examen complet des processus impliqués dans la réalisation des solutions et des facteurs qui favorisent la réussite.

Mettre un terme au déplacement interne a été compris surtout par rapport aux solutions durables énoncées dans les principes directeurs, à savoir le retour, l'intégration locale et la réinstallation. Cela a limité la manière dont les pratiques existantes et les nouvelles approches prometteuses ont été évaluées. Ce qu'il faut dans les années à venir, c'est une analyse approfondie de la manière dont les pays et les communautés ont réussi à résoudre les crises de déplacement et les occasions qui ont permis de progresser.

Il y a un intérêt croissant pour comprendre comment aborder les défis structurels et les opportunités inhérentes à la résolution des déplacements internes, mais les pays qui cherchent à tirer des leçons du travail de leurs pairs pour y parvenir n'ont actuellement aucune source ou base fiable sur laquelle ils peuvent s'appuyer.

Pour que de tels enseignements puissent se concrétiser, un partenariat mondial est nécessaire pour collecter, évaluer et partager systématiquement les pratiques et les expériences, et faciliter l'apprentissage et le soutien entre pairs. Une telle démarche devrait couvrir un éventail de pratiques opérationnelles et politiques, allant de la collecte et de l'analyse de données et de normes communes pour la planification et l'élaboration de rapports, à la coordination et au partenariat, à l'élaboration de politiques intégrées et au suivi des progrès.

Les pays capables de démontrer les progrès réalisés et de montrer comment leurs investissements dans la gouvernance et les capa-

ités se sont traduits par la résolution des déplacements et l'amélioration de la résilience des communautés seront en mesure de plaider pour un soutien accru, tant au sein de leurs sociétés et institutions que du côté des partenaires extérieurs. L'établissement d'une base de données solide sur les solutions sera essentiel pour les États en tant qu'utilisateurs finaux et favorisera l'appropriation et l'action.

L'échange et la coopération entre les États qui gèrent la question des déplacements internes seront essentiels. Ce qui constitue une bonne pratique et un succès ne peut être défini de l'extérieur. Les pays recherchent des espaces de dialogue et des échanges ouverts entre pairs au niveau régional et international et ils souhaitent utiliser les mécanismes existants. Leurs partenaires devraient investir davantage pour soutenir ces échanges même si cela signifie moins de visibilité pour les organisations internationales. Au-delà des possibilités d'apprentissage, ils ont le potentiel d'être des catalyseurs importants pour inciter les pays à agir.





Des femmes préparent le repas sur un site de déplacés internes à Bunia, en Ituri, RDC. Crédit photo : OCHA/Ivo Brandau, Octobre 2019

# GLOSSAIRE

**Catastrophe** : perturbation grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société à n'importe quel niveau par suite d'événements dangereux, dont les répercussions dépendent des conditions d'exposition, de la vulnérabilité et des capacités de la communauté ou de la société concernée, et qui peuvent provoquer des pertes humaines ou matérielles ou avoir des conséquences sur les plans économique ou environnemental.<sup>522</sup>

**Cause de déplacement** : facteurs structurels sous-jacents qui se combinent, se chevauchent et s'accumulent pour déclencher une crise. Les synonymes comprennent la cause première, le facteur de répulsion ou le facteur de stress. Les causes de déplacement comprennent, par exemple, les facteurs environnementaux (p. ex., la désertification), sociaux (p. ex., les tensions ethniques), politiques (p. ex., la corruption) et économiques (p. ex., la pauvreté ou les inégalités).<sup>523</sup>

**Conflit armé** : affrontement armé entre les forces armées d'États (conflit armé international) ou entre les autorités gouvernementales et des groupes armés organisés ou entre de tels groupes au sein d'un État (conflit armé non international).<sup>524</sup>

**Déclencheur** : événement dans l'environnement plus large qui menace la sécurité des personnes. Les déclencheurs peuvent entraîner ou non le déplacement, les personnes évaluant le niveau de menace qu'un événement fait peser sur leur sécurité physique et économique immédiate, ainsi que leur capacité à fuir leur domicile. Bien que ces événements déclenchent directement un déplacement, celui-ci résulte de l'interaction complexe de plusieurs facteurs sous-jacents.<sup>525</sup>

**Déplacement prolongé** : situation dans laquelle le processus visant à trouver une solution durable au déplacement est bloqué et/ou les déplacés internes sont marginalisés en raison du manque de protection de leurs droits humains.<sup>526</sup>

**Déplacement transfrontalier** : mouvement forcé de personnes à travers les frontières, en raison d'un conflit, d'une catastrophe ou d'autres facteurs, y compris de projets de développement, quel que soit leur statut juridique dans les pays d'accueil.<sup>527</sup>

**Expulsions forcées** : le fait de contraindre des individus, familles et/ou communautés à quitter définitivement ou temporairement les habitations et/ou les terres qu'ils occupent sans leur fournir ni leur donner accès à des formes appropriées de protection juridique ou autre.<sup>528</sup>

**Flux** : nombre d'individus ou d'instances de déplacement entraînant une augmentation ou une diminution du nombre total de personnes déplacées (stock). Les flux comprennent les nouveaux déplacements, les retours, les déplacements transfrontaliers, l'installation dans un autre endroit et l'intégration locale

**Intégration locale** : situation dans laquelle d'anciens déplacés internes, sur la base d'une décision volontaire et informée, se sont intégrés de manière sûre, digne et durable là où ils ont été déplacés. Ceux qui ne répondent pas aux critères énoncés dans cette définition restent considérés comme des déplacés internes.

**Personnes retournées** : Il convient de faire une distinction entre les « réfugiés de retour » et les « déplacés internes de retour ». Dans le cas d'un déplacement interne, une personne de retour est un ancien déplacé interne qui, sur la base d'une décision volontaire et informée, a regagné son lieu de résidence habituel en toute sécurité et dans la dignité. Les anciens réfugiés ou migrants qui ne peuvent pas regagner leur lieu de résidence habituel pour l'une des raisons énoncées dans les Principes directeurs et qui ne peuvent pas s'intégrer de manière durable ailleurs sont des déplacés internes. De même, les anciens réfugiés ou migrants qui, après leur retour, sont contraints de fuir ou de quitter leur domicile ou leur lieu de résidence habituel pour l'une des raisons énoncées dans les Principes directeurs, sont des déplacés internes.

**Réinstallation** : situation dans laquelle d'anciens déplacés internes, sur une décision volontaire et informée, se sont installés dans un lieu autre que leur lieu de résidence habituel ou leur lieu de déplacement, et s'y sont intégrés de manière sûre, digne et durable.

**Relocalisation** : le fait de déplacer des personnes évacuées vers un lieu où elles restent jusqu'à ce que leur retour ou leur installation ailleurs dans le pays devienne possible (relocalisation temporaire), ou le fait de déplacer et d'installer des personnes ailleurs dans le pays sans possibilité de retour chez elles ou dans leur lieu de résidence habituelle (relocalisation permanente).<sup>529</sup>

**Retour** : pour un déplacement interne, le retour désigne un mouvement du lieu de déplacement vers le lieu de résidence habituelle, idéalement l'ancien domicile. Dans le cas d'un déplacement transfrontalier, le retour désigne un mouvement du pays d'accueil vers le pays d'origine.

**Risque** : le risque de pertes en vies humaines, de blessures, de destruction ou de dégâts matériels pour un système, une société ou une communauté au cours d'une période donnée, dont la probabilité est déterminée en fonction du danger, de l'exposition, de la vulnérabilité et des capacités existantes.<sup>530</sup>

**Solutions durables** : dans le contexte des déplacements internes, une situation dans laquelle les personnes déplacées n'ont plus besoin d'assistance et de protection spécifiques liées à leur déplacement et peuvent jouir de leurs droits fondamentaux sans discrimination en raison de leur déplacement.<sup>531</sup>

**Stock** : nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne en raison de conflits, de catastrophes ou d'autres facteurs à un moment donné. En l'absence de solutions durables, le chiffre du stock peut inclure les déplacés internes qui ont tenté de retourner dans leur région d'origine, de se réinstaller ailleurs ou de s'intégrer localement sur leur lieu de déplacement.

**Violence communautaire** : violence perpétrée par des clivages ethniques, religieux ou communautaires qui n'a pas atteint le seuil d'un conflit armé non international. La violence communautaire, en particulier intercommunautaire, peut se chevaucher dans une large mesure avec la violence politique, un type de violence déclenchant l'autre.<sup>532</sup>

**Violence criminelle** : homicides, menaces, extorsion et climat général de violence imputables, notamment aux cartels de la drogue, au crime organisé ou aux activités de gangs, dans une situation qui n'a pas atteint le seuil d'un conflit armé non international.<sup>533</sup>

**Vulnérabilité** : condition provoquée par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui ont pour effet de rendre les personnes, les communautés et les biens matériels ou les systèmes plus sensibles aux aléas..<sup>534</sup>

# NOTES

- 1 En prenant comme base les données du HCR sur les réfugiés pour 2018 : UNHCR, 'Global Trends - Forced Displacement 2018' 20 juin 2019.
- 2 IDMC, 'Behind the Numbers: The Shadow of 2010's Earthquake Still Looms Large in Haiti' janvier 2020.
- 3 FEWS Net, '2019 Short Rains in East Africa Among the Wettest on Historical Record, East Africa Special Report', 29 janvier 2020.
- 4 Council on Foreign Relations, Global Conflict Tracker, 'Violence in the Democratic Republic of Congo' 16 Mars 2020, disponible au : <https://cfr.org/interactive/global-conflict-tracker/conflict/violence-democratic-republic-congo>, consulté le : mardi 17 mars 2020
- 5 OMS, 'WHO and partners launch emergency vaccination campaign to help contain world's largest measles outbreak' 25 septembre 2019.
- 6 OCHA, 'Global Humanitarian Overview 2020' décembre 2019.
- 7 FloodList, 'DR Congo, 600,000 Affected by Floods in 12 Provinces, Says UN' 18 décembre 2019.
- 8 ISS, 'Will the AU-led peace deal in the Central African Republic hold?' 6 mars 2019
- 9 Al Jazeera News, 'Fresh fighting kills 23 in Central African Republic' 15 septembre 2019.
- 10 OCHA, 'Central African Republic: Floods force thousands to flee their homes' 4 décembre 2019.
- 11 OCHA, 'Central African Republic: Floods force thousands to flee their homes' 4 décembre 2019; OCHA, 'Global Humanitarian Overview 2020' décembre 2019.
- 12 OCHA, 'République du Congo: Inondations. Flash Update N°1' 10 décembre 2019; Medium, 'Congo responds to the worst floods since 1999' 25 novembre 2019.
- 13 Reuters, 'Congo Republic signs peace accord with 'Ninja' rebels' 23 décembre 2017.
- 14 IDMC, 'Sub-Saharan Africa Regional Overview, GRID 2019' mai 2019.
- 15 IDMC, 'Africa Report on Internal Displacement' décembre 2019.
- 16 Gouvernement du Nigéria, 'Statement Delivered by the Permanent Secretary Federal Ministry of Humanitarian Affairs, Disaster Management and Social Development Ms. Anetu-Aliu at the Global Refugees Forum, Geneva' 17 décembre 2019.
- 17 Amnesty International, 'Nigéria. L'attaque la plus meurtrière à ce jour de Boko Haram contre Rann fait au moins 60 morts' 1 février 2019; IDMC, 'Mid-Year Figures, Internal Displacement from January to June 2019' 12 septembre 2019.
- 18 OCHA, 'North-East Nigeria Humanitarian Situation Update, Progress on key activities from the 2019-2021 Humanitarian Response Strategy' octobre 2019.
- 19 ACAPS, 'Nigeria, Floods in Borno, Delta, Kebbi, and Kogi states, Briefing note' 17 octobre 2019; NRC, 'Torrential rains destroy shelters for displaced people in northeast Nigeria' 23 Août 2019.
- 20 UNHCR, 'Maradi: a concerning new emergency situation on the Niger-Nigerian border' 20 août 2019.
- 21 International Crisis Group, 'Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence' 26 juillet 2018; ACAPS, 'Middle Belt', disponible au : <https://www.acaps.org/country/nigeria/crisis/middle-belt>, consulté le : 17 mars 2020.
- 22 Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 'Ansarul Islam: The Rise and Decline of a Militant Islamist Group in the Sahel' 29 July 2019; Africa Center for Strategic Studies, 'The Complex and Growing Threat of Militant Islamist Groups in the Sahel' 15 février 2019.
- 23 Voice of America News, 'Terror Attacks on the Rise in Burkina Faso' 30 Avril 2019; The New Humanitarian/IRIN, 'Burkina Faso, part 1: Spreading violence triggers an 'unprecedented' crisis' 17 avril 2019.
- 24 International Crisis Group, 'Mali', disponible au : <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali>, consulté le : mardi 17 mars 2020
- 25 Groupe Banque Mondiale, 'Mali Performance and Learning Review of the Country Partnership Framework for the Period of FY16-FY19' 22 août 2019; Government of Mali, Signatory Movements, 'Agreement for Peace and Reconciliation in Mali Resulting from the Algiers Process' mars 2015.
- 26 GFDRR, Groupe Banque Mondiale, 'Disaster Risk Profile, Mali' 2019.
- 27 OCHA, 'Niger, Flash Update, Massive displacement of people in Diffa region' 4 avril 2019.
- 28 IDMC, 'Mid-Year Figures, Internal Displacement from January to June 2019' 12 septembre 2019.
- 29 OCHA, 'West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot' 18 Mars 2019; ECHO, 'Niger' 3 octobre 2013, disponible au : [https://ec.europa.eu/echo/where/africa/niger\\_en](https://ec.europa.eu/echo/where/africa/niger_en), consulté le : mardi 17 mars 2020
- 30 IDMC, 'They call it exodus, Breaking the cycle of distress migration in Niger: Thematic series, No matter of choice: displacement in a changing climate' septembre 2019.
- 31 Gouvernement d'Éthiopie, 'Some 800,000 Displaced People to Return Home around Mid-April: Steering Committee' 29 mars 2019.
- 32 OCHA, 'Ethiopia, IDP Situation Report' mai 2019.
- 33 OCHA, 'Ethiopia, East and West Wellega, Benishangul-Gumuz Access Snapshot' 15 mai 2019; OCHA, 'Ethiopia, IDP Situation Report' mai 2019.
- 34 OCHA, 'Ethiopia, Situation Report No. 23' 30 juin 2019.
- 35 IDMC, 'Nothing to put in your mouth', Seeking Durable Solutions to DroughtDisplacement in Ethiopia' 2019.
- 36 OIM, 'Ethiopia Launches National Durable Solutions Initiative for Internally Displaced Persons' 6 décembre 2019.
- 37 Gouvernement d'Éthiopie, 'Nation Launches Durable Solutions Initiative to Support IDPs' 6 décembre 2019.
- 38 UNHCR, 'UNHCR welcomes Ethiopia's ratification of Kampala Convention' 14 février 2020.
- 39 NRC, 'Conflict and drought displace 300,000 in Somalia so far this year' 22 octobre 2019,
- 40 Analyse de l'IDMC des données PRMN
- 41 OCHA, 'Somalia, Situation Report' 17 novembre 2019.
- 42 United Nations Somalia, 'Towards sustainable urban development in Somalia and IDP Durable Solutions at scale' September 2019.
- 43 Nations Unies Somalie, 'Somalia Durable Solutions Initiative, Factsheet' janvier 2019.
- 44 Organisation internationale de droit du développement, 'Somalia launches first policy on displaced persons, refugee-returnees' 17 décembre 2019.
- 45 ReliefWeb, 'Horn of Africa: Locust Infestation' octobre 2019, disponible au : <https://reliefweb.int/disaster/2019-000149-eth>, consulté le : samedi 21 mars 2020
- 46 Tiitmamer, Nhial, 'South Sudan's devastating floods: why they happen and why they need a coherent national policy' 15 novembre 2019.
- 47 Gouvernement du Soudan du Sud, 'Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS)' 12 septembre 2018.
- 48 Washington Post, 'South Sudan forges 'unity government' in bid to end civil war that has killed 400,000' 22 février 2020.
- 49 OCHA, 'Soudan, Situation Report' 3 octobre 2019.
- 50 OCHA, 'Outbreak update, Cholera in Sudan' 23 novembre 2019.
- 51 Xinhua, 'Rwanda evacuates 6,000 residents from areas threatened by heavy rains' 19 décembre 2019.
- 52 The New Humanitarian/IRIN, 'Militant attacks complicate cyclone response in Mozambique's Cabo Delgado' 9 Mai 2019.
- 53 Club of Mozambique, 'Cabo Delgado insurgency: Expert reports over 200 attacks - Carta' 12 novembre 2019. .
- 54 Lawfare, 'Counterproductive Counterinsurgency: Is Mozambique Creating the Next Boko Haram?' 1 septembre 2019; The Times, 'Mozambique calls on Russian firepower' 2 octobre 2019.

- 55 Club of Mozambique, 'Official: About 4,000 registered voters are excluded from the process in [now] uninhabited areas in Cabo Delgado - Sala da Paz' 14 October 2019; Atlantic Council, 'Ahead of elections, Mozambique grapples with violent insurgency' 11 octobre 2019.
- 56 Banque Mondiale, 'Appraisal Environmental and Social Review Summary, Comoros Post-Kenneth Recovery and Resilience Project (P171361)' 11 novembre 2019.
- 57 Al Jazeera News, 'Cyclone Idai destroys Zimbabwe farms, deepening food crisis' 29 mars 2019.
- 58 ACAPS, 'Humanitarian Perspectives, Highlights from 2019 - Risks in 2020' December 2019; Anadolu Agency, 'Nigeria: Boko Haram attacks worry political leaders' 7 novembre 2019.
- 59 OHCHR, 'Mali needs comprehensive strategy to prevent violence and human rights abuses, says Independent Expert' 12 février 2019; OCHA, 'Crise Humanitaire au Sahel, Mali, Niger, Burkina Faso' mai 2019; The Economist, 'The West is fighting a forgotten war against jihadists in Africa' 2 mai 2019; Global Risk Insights, 'Burkina Faso : Front-line against Jihadism in West Africa' 25 juillet 2019.
- 60 BBC News, 'France confirms Mali intervention' 11 janvier 2013.
- 61 Human Rights Watch, "We used to be brothers": self-defense group abuses in central Mali' 2018; RTS, 'Le Sahel en proie aux violences djihadistes et intercommunautaires' 5 avril 2019.
- 62 CSIS, 'Niger: A Bulwark against Further Instability in West Africa' 24 juillet 2019.
- 63 OCHA, 'Burkina Faso, Aperçu de la situation humanitaire' 9 décembre 2019.
- 64 ACAPS, 'Burkina Faso, Escalation of armed violence, Briefing Note' 1 novembre 2019.
- 65 Données partagées par CONASUR (Gouvernement du Burkina Faso); ACAPS, 'Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso, Briefing Note' 22 Mars 2019.
- 66 ACCORD, 'The Joint Force of the G5 Sahel, An Appropriate Response to Combat Terrorism?' 8 septembre 2018.
- 67 ACLED, 'Ten Conflicts to Worry About in 2020' 23 Janvier 2020.
- 68 Warren, Matthew, 'Why Cyclone Idai is one of the Southern Hemisphere's most devastating storms' 26 mars 2019.
- 69 IDMC, 'Africa Report on Internal Displacement' December 2019; IDMC, 'Mid-Year Figures, Internal Displacement from January to June 2019' 12 septembre 2019.
- 70 FICR, 'Mozambique cyclone: '90 per cent' of Beira and surrounds damaged or destroyed' 18 mars 2019.
- 71 OCHA, 'Mozambique: Cyclone Idai & Floods Situation Report No. 16' 18 avril 2019; OCHA, 'Zimbabwe: Floods Situation Report No. 1' 27 mars 2019.
- 72 IOM-DTM, 'Mozambique, Cyclone Displacement Report 12' 20 décembre 2019.
- 73 OCHA, 'Cyclones Idai and Kenneth' 18 mars 2019, disponible sur : <https://www.unocha.org/southern-and-eastern-africa-ro-sea/cyclones-idai-and-kenneth>, consulté le : jeudi 10 octobre 2019.
- 74 The New Humanitarian/IRIN, 'Militant attacks complicate cyclone response in Mozambique's Cabo Delgado' 9 mai 2019; The New Humanitarian/IRIN, 'Fear, hunger, and mystery killers stalk Mozambique's Cabo Delgado' 4 décembre 2019.
- 75 ACAPS, 'Mozambique, Tropical Cyclone Idai - Update II' 27 mars 2019; FICR, 'Mozambique cyclone: '90 per cent' of Beira and surrounds damaged or destroyed' 18 mars 2019.
- 76 Al Jazeera News, 'Tens of thousands evacuated as Cyclone Kenneth hits Mozambique' 25 Avril 2019.
- 77 The New Humanitarian/IRIN, 'In post-cyclone Mozambique, lots of aid but little reconstruction' 16 décembre 2019; World Economic Forum, 'Climate change hits the poor hardest. Mozambique's cyclones prove it' 28 mai 2019.
- 78 IOM-DTM, 'Mozambique, Baseline Assessment, Round 6' 22 novembre 2019.
- 79 OCHA, 'Mozambique Humanitarian Dashboard' 18 décembre 2019.
- 80 IDMC, IOM-DTM, 'Eight months after Idai: Chronology of displacement, humanitarian needs and challenges going forward' décembre 2019.
- 81 The New Humanitarian/IRIN, 'Cyclone victims face bleak prospects in Mozambique resettlement sites' 10 décembre 2019.
- 82 IOM-DTM, 'Mozambique, Flash Report Rain Damages to Resettlement Sites 3 (20 - 22 January 2020)' 23 January 2020.
- 83 IDMC, IOM-DTM, 'Eight months after Idai: Chronology of displacement, humanitarian needs and challenges going forward' décembre 2019.
- 84 Banque Mondiale, 'World Bank Injects \$130 Million in Support of Recovery Efforts in Cyclone Affected Communities' 30 septembre 2019; PNUD, 'UNDP steps up support to rebuild lives and livelihoods post Cyclones Idai and Kenneth - Mozambique' 16 septembre 2019; Banque Mondiale, 'After Cyclones Hit Mozambique, Massive Rebuild Restores Trade and Livelihoods' 13 décembre 2019.
- 85 Nile Basin Water Resources Atlas, 'The White Nile Sub-basin', disponible au : <http://atlas.nilebasin.org/treatise/the-white-nile-sub-basin-2/>, consulté le : 22 mars 2020; Rebelo, Lisa-Maria, El Moghraby, Asim I., 'The Sudd (South Sudan)' 2018; Sosnowski, Amelia, Ghoneim, Eman, 'Remote regions, remote data: A spatial investigation of precipitation, dynamic land covers, and conflict in the Sudd wetland of South Sudan' 1 avril 2016.
- 86 Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), 'Are South Sudan's wetlands in danger of drying up?' samedi 8 juillet 2017
- 87 ECC Platform, 'Dispute over Water in the Nile Basin' 24 March 2015, disponible au : <https://library.ecc-platform.org/conflicts/dispute-over-water-nile-basin>, consulté le : dimanche 22 mars 2020
- 88 Al Jazeera News, 'At least five dead, dozens missing after landslides in Uganda' 5 juin 2019.
- 89 JRS, 'South Sudan: devastating flooding displaced thousands of people' 22 mars 2020.
- 90 OCHA, 'South Sudan: Severe flooding affects hundreds of thousands, humanitarian community responding to immediate needs' 25 octobre 2019.
- 91 UNICEF, '490,000 children affected by devastating floods in South Sudan' 25 octobre 2019.
- 92 BBC, "Emergency unfolding" in flooded South Sudan' 8 novembre 2019.
- 93 Gouvernement du Soudan du Sud, 'MHADM Strategic Plan 2018 - 2020' 2018.
- 94 The New Humanitarian/IRIN, 'Floods threaten to derail South Sudan's recovery' 31 octobre 2019.
- 95 United Nations et al., 'Abyei Inter-Agency Flood Assessment Report' octobre 2019; Eye Radio, 'Floods devastate Torit, Abyei, Jonglei' 11 octobre 2019.
- 96 Radio Dabanga, '73 villages damaged by floods in Sudan's White Nile state' 3 septembre 2019.
- 97 OCHA, 'Sudan Situation Report' 7 novembre 2019; United Nations et al., 'Abyei Inter-Agency Flood Assessment Report' octobre 2019.
- 98 Radio Dabanga, 'Aid for vulnerable people in Abyei continues' 10 novembre 2019.
- 99 OCHA, 'Soudan, Situation Report' 7 novembre 2019.
- 100 ACAPS, 'Sudan Floods' 22 août 2019.
- 101 Reuters, 'Sudan's major floods present first challenge for its new leader' 10 septembre 2019.
- 102 ACAPS, 'Sudan Floods' 22 août 2019; Reuters, 'Sudan's major floods present first challenge for its new leader' 10 septembre 2019.
- 103 Zeynep Kaya, 'Responses to Displacement in the Middle East' 13 février 2018.
- 104 UNHCR, 'Displacement and Disaster Risk Reduction', disponible au : <https://www.unhcr.org/5665945e9.pdf>, consulté le : 23 mars 2020; The Media Line, 'Winter Wonderland No Playground For Middle East Refugees' 18 janvier 2019.
- 105 23 Mars 2020; The Media Line, 'Winter Wonderland No Playground For Middle East Refugees' 18 janvier 2019. 18 Mars 2019; Groupe Banque Mondiale, 'Syrian Arab Republic, Data',

- disponible au : <https://data.worldbank.org/country/syrian-arab-republic>, consulté le : vendredi 27 mars 2020
- 106 Humanitarian Response, 'IDPs Tracking, Syrian Arab Republic, disponible au : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/stima/idps-tracking>, consulté le : 23 mars 2020; OCHA, 'Recent Developments in Northwestern Syria, Situation Report No. 11' 6 septembre 2019.
- 107 OCHA, 'Recent Developments in Northwest Syria Situation Report No. 8' 13 février 2020.
- 108 UOSSM, 'Intense Flooding Affects Over 6,500 Families In Syria' 3 April 2019; Save the Children, 'Northern Syria flooding: thousands of children at risk of further displacement' 20 décembre 2019.
- 109 Parties to the Conflict, 'Stockholm Agreement' 13 décembre 2018.
- 110 The Guardian, 'Yemen: Houthis begin Hodeidah port pullout' 11 mai 2019; UN News, 'Yemen: The inauguration of five observation points in the city of Hodeidah contributed to a 'significant decrease' in the level of violence' 9 novembre 2019; IOM-DTM, 'Yemen, Rapid Displacement Tracking Dataset from 01 Jan to 30 Nov 2019' 5 décembre 2019.
- 111 ICG, 'The Beginning of the End of Yemen's Civil War?' 5 novembre 2019; UN News, 'Yemen agreement to end southern power struggle 'important step' towards peace: UN Special Envoy' 5 2019.
- 112 Middle East Eye, 'Saudi-Houthi talks raise hopes and sideline Yemen's government' 30 novembre 2019; Saudi Press Agency, 'Joint Forces Command of the Coalition to Restore Legitimacy in Yemen: Command of the Coalition to Restore Legitimacy in Yemen: An Initiative by the Joint Forces Command of the Coalition to Release 200 prisoners of Houthi Militia, Start Flights in Cooperation with WHO to Transport Patients from Sana'a' 26 novembre 2019; ACAPS, 'Crisis Insight, Yemen Crisis Impact Overview, août-octobre 2019'.
- 113 OCHA, 'Global Humanitarian Overview 2020' décembre 2019.
- 114 Thomson Reuters Foundation, 'Displaced and scared: Yemenis in limbo after almost five years' 15 janvier 2020; OCHA, 'Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, Mark Lowcock: Statement on Yemen' 23 décembre 2019; IOM-DTM, 'Yemen, Displacement Report Round 37' mars 2019; MSF, 'Yemen: MSF hospital partially destroyed in Mocha attack' 7 novembre 2019; ACAPS, 'Crisis Insight, Yemen Crisis Impact Overview, août-octobre 2019'.
- 115 ACAPS, 'Crisis Insight, Yemen Crisis Impact Overview, janvier-mai 2019'; Shelter Cluster, 'Impact Monitoring Report for the Shelter Cluster Programs, Yemen 2019' juillet 2019.
- 116 IOM-DTM, 'Marib City Displacement Sites, août-octobre'.
- 117 IFRC, 'Yemen: Floods - Emergency Plan of Action, Update n° 001 DREF n° MDRYE007' 28 November 2019; Tasnim News, 'At Least Two Children Killed in Yemen's Heavy Rainfall' 28 May 2019.
- 118 OCHA, 'Yemen: Flash Floods, Flash Update No. 1' 10 août 2019.
- 119 OCHA, 'Yemen: Flash Floods, Flash Update No. 3' 3 octobre 2019.
- 120 Olm, 'Yemen Quaterly Update, Quarter 3' septembre 2019; OCHA, 'Cyclones Kyarr and Maha' 1 novembre 2019; Thomson Reuters Foundation, 'In storm-hit Yemen, 'sin' blamed for surging climate losses' 17 décembre 2019; The Washington Post, 'Cyclone Kyarr is the strongest over the Arabian Sea in 12 years' 28 octobre 2019.
- 121 IDMC, 'Mid-Year Figures, Internal Displacement from January to June 2019' 12 septembre 2019.
- 122 IOM-DTM, 'DTM Flash Update, Tripoli' 27 juin 2019.
- 123 The Guardian, 'Libya drone strike heightens fears of air war and risk of civilian deaths' 11 août 2019.
- 124 Conseil de sécurité de l'ONU, 'United Nations Support Mission in Libya' 15 janvier 2020.
- 125 Al Jazeera News, 'After the Berlin summit, what's next for Libya?' lundi 20 janvier 2020
- 126 IOM-DTM, 'DTM Flash Update, Ghat & Murzuq' 17 juin 2019.
- 127 OCHA, 'Flash Update 2: Floods in the South - West of Libya' 11 juin 2019.
- 128 National Geographic, 'Drought turns part of Iran into a new dust bowl' 25 Janvier 2019; BBC, 'New evacuations as Iran floods worsen' 6 avril 2019.
- 129 IDMC, 'Flash floods submerge 90% of Iran: Could the devastation have been avoided?' May 2019; IRCS, 'Information Bulletin 12, March & April' 9 avril 2019.
- 130 Voice of America News, 'Rain, Dam Releases Prompt Evacuations in Southwestern Iran' 6 avril 2019.
- 131 IDMC, 'Mid-Year Figures, Internal Displacement from January to June 2019' 12 septembre 2019.
- 132 Shelter Cluster, 'Gaza escalation May 2019' 20 mai 2019; Shelter Cluster, 'Gaza Escalation November 2019' 18 novembre 2019.
- 133 B'Tselem, 'Statistics on demolition of houses built without permits in East Jerusalem' 18 Mars 2020, disponible au : [https://www.btselem.org/planning\\_and\\_building/east\\_jerusalem\\_statistics](https://www.btselem.org/planning_and_building/east_jerusalem_statistics), consulté le : dimanche 29 mars 2020
- 134 OCHA, 'Palestine, Humanitarian Response Plan 2020' janvier 2020.
- 135 OCHA, 'Global Humanitarian Overview 2020' décembre 2019; Conseil de Sécurité des Nations Unies, 'Mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité 2334 (2016), Rapport du Secrétaire général' 20 mars 2019; Middle East Eye, 'Israel approves new settlement, orders Hebron market bulldozed' 1 décembre 2019.
- 136 Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 'UN expert 'deeply troubled' by Israel's new settlement building' 2 Mars 2020.
- 137 Humanitarian Data Exchange, 'Iraq - Internally displaced persons dataset' , disponible au : <https://data.humdata.org/dataset/idmc-idp-data-for-iraq>, consulté le: dimanche 29 mars 2020.
- 138 OCHA, ' , Overview 2020' décembre 2019.
- 139 The Arab Weekly, 'Rains like no other: Iraq is tested in era of climate change' 2 mai 2019; OCHA, 'Iraq: Humanitarian Snapshot (as of 30 April 2019)' 27 Mai 2019.
- 140 National Geographic Society, 'Tigris River' 26 Avril 2019, disponible au : <http://www.nationalgeographic.org/encyclopedia/tigris-river/>, consulté le : 29 mars 2020; Reuters, 'Iraq closes border crossing with Iran due to floods: sources' 6 avril 2019; OCHA, 'Iraq Floods: Update No. 1 (as of 3 April 2019)' 3 avril 2019.
- 141 IOM Iraq, 'Assessing Water Shortage-induced Displacement in Missan, Muthanna, Thi-Qar and Basra' 2019; IDMC, Social Inquiry, 'When Canals Run Dry, Displacement triggered by water stress in the south of Iraq' février 2020.
- 142 The Syrian Observatory For Human Rights, 'About Nine years of the Syrian war: continuous killing and destruction while war criminals go unpunished' 7 Janvier 2020.
- 143 Reuters, 'Russia and Turkey agree to create buffer zone in Syria's Idlib' 17 septembre 2018.
- 144 Deutsche Welle, 'Syria's Idlib caught between hell and a hard place' 30 juillet 2019; The Washington Post, 'Idlib could become the worst humanitarian crisis in Syria's civil war' 28 décembre 2019.
- 145 OCHA, 'Recent Developments in Northwest Syria, Situation Report No. 3' 30 décembre 2019.
- 146 MSF, 'People forced to flee camps and safe areas in Idlib Syria' 27 décembre 2019.
- 147 Humanitarian Response, 'IDPs Tracking, Syrian Arab Republic', disponible au : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/stima/idps-tracking>, consulté le : lundi 23 mars 2020.
- 148 OCHA, 'North East Syria displacement' 26 novembre 2019.
- 149 The Syrian Observatory For Human Rights, 'The Syrian crisis in November: Moscow and the regime have the "upper hand"' 1 décembre 2019.
- 150 Al Jazeera News, 'Turkey's military operation in Syria: All the latest updates' 13 octobre 2019; Al Jazeera News, 'Turkey's Operation Peace Spring in northern Syria: One month on' 8 novembre 2019; NRC, 'Desperate measures - Syrians fleeing Turkey's military operation' 17 décembre 2019.

- 151 OCHA, 'Humanitarian impact of the military operation in northeastern Syria, Situation Report #12' 19 novembre 2019; OCHA, 'North East Syria displacement' 26 novembre 2019.
- 152 Orient XXI, 'Syrie. L'attaque turque rebat les cartes' 20 novembre 2019.
- 153 The Syrian Observatory For Human Rights, 'The Syrian crisis in November: Moscow and the regime have the "upper hand"' 1 décembre 2019.
- 154 Amnesty International, 'Turkey is illegally deporting Syrians into war zones' 25 octobre 2019.
- 155 Amnesty International, 'Sent to a war zone. Turkey's illegal deportations of Syrian refugees' 2019.
- 156 IDMC, 'Spotlight Syria, GRID2019' mai 2019; Human Rights Watch, 'Q&A: Syria's New Property Law' 29 mai 2018.
- 157 Clutterbuck et al., 'Legal preparedness for return to Syria, Forced Migration Review' octobre 2019.
- 158 The Washington Institute, 'Assad's Law 10: Reshaping Syria's Demographics' 17 septembre 2018; Stubblefield, Emily, Joireman, Sandra, 'Law, Violence, and Property Expropriation in Syria: Impediments to Restitution and Return' novembre 2019.
- 159 OCHA, 'Overview 2020' décembre 2019.
- 160 Crisis Group, 'CrisisWatch Database, Tracking Conflict Worldwide', disponible au : <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database>, consulté le : dimanche 29 mars 2020
- 161 OCHA, 'Iraq, Humanitarian Snapshot' 31 mai 2019.
- 162 Données ACLED
- 163 ICRC, 'Iraq: As death toll rises in protests, ICRC deplors loss of life and violence' 29 novembre 2019.
- 164 NU Irak, 'Amid ongoing protests and violence, UN urges stepped up efforts to break political deadlock' 30 janvier 2020; The New York Times, 'Iraq in Worst Political Crisis in Years as Death Toll Mounts From Protests' 21 décembre 2019.
- 165 OCHA, 'Overview 2020' décembre 2019.
- 166 OCHA, 'Humanitarian Bulletin, Iraq' juin 2019; OCHA, 'Iraq, Humanitarian Needs Overview 2020' novembre 2019.
- 167 Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 'End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq' 23 février 2020; NRC, 'Iraq: no documents, no future' 30 avril 2019; UNHCR, 'Iraq, Civil documentation for IDPs, Factsheet' novembre 2019.
- 168 IDMC, 'Iraq, Country Profile', disponible au <https://www.internal-displacement.org/countries/iraq>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 169 OIM, 'Reasons to Remain (Part 2): Determinants of IDP Integration into Host Communities in Iraq' 18 Avril 2019.
- 170 UN News, 'Iraq milestone: Some four million people return home, displacement drops to four-year low' 4 septembre 2018.
- 171 Groupe Banque Mondiale, 'Iraq, Reconstruction and Investment. Part2, Damage and Needs Assessment of Affected Governorates' Janvier 2018.
- 172 OIM Iraq, 'Recovery & Community Stabilization', disponible au : <https://iraq.iom.int/recovery-community-stabilization>, consulté le lundi 30 mars 2020.
- 173 Guu, Siddiqui, 'Why has nobody come back here?, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement' avril 2020; IOM Iraq, 'Reasons to Remain: an in-depth analysis of the main districts of displacement' avril 2019.
- 174 NU Irak, 'Iraq, Recovery and Resilience Programme' 31 janvier 2018.
- 175 OIM, 'Overcoming Displacement in Iraq' janvier 2019; OIM, 'GRC Secretariat' janvier 2019; OCHA, 'Iraq, Humanitarian Response Plan 2019' février 2019.
- 176 IDMC, 'Nowhere to return to, Iraqis' search for durable solutions continues' novembre 2018.
- 177 IDMC, 'East Asia Pacific, Regional Overview, GRID 2019' Mai 2019.
- 178 WMO, 'Shoring up early warning systems for Asia-Pacific SIDS' 29 septembre 2017.
- 179 IPCC, 'Chapter 4: Sea Level Rise and Implications for Low-Lying Islands, Coasts and Communities, Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate' 2019.
- 180 Chen, Fang, Guo, Huadong, 'Disaster Risks and Response Strategies in Process of Urbanization in China' 2019.
- 181 Banque Mondiale, 'Urban population (% of total population), China', disponible au : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=CN>, consulté le : dimanche 29 mars 2020
- 182 JBA Risk Management, 'Two Million Evacuated in China as typhoon Lekima makes landfall in the Western Pacific' 2019.
- 183 NASA, 'Lekima 2019, Hurricane And Typhoon Updates' août 2019, disponible au : <https://blogs.nasa.gov/hurricanes/tag/lekima-2019/>, consulté le : dimanche 29 mars 2020
- 184 Asia Insurance Review, 'China: Typhoon Lekima spells US\$10bn economic loss in August' 10 septembre 2019.
- 185 Cabinet Office Japan, 'Damage status, etc. related to Typhoon No. 19 (令和元年台風第19号に係る被害状況等について)' octobre 2019.
- 186 IDMC, 'Japan, Spotlight, GRID 2019' mai 2019.
- 187 The Economist, 'Mongolia's deadly winters are becoming more frequent' janvier 2020.
- 188 ADB Economics, 'The Impact of Typhoons on Economic Activity in the Philippines: Evidence from Nightlight Intensity' juillet 2019.
- 189 Gouvernement des Philippines, 'DSWD DROMIC Report #23 on Typhoon "TISOY"' 24 décembre 2019.
- 190 ACAPS, 'Mindanao Conflict', disponible au : <https://www.acaps.org/country/philippines/crisis/mindanao-conflict>, consulté le : dimanche 29 mars 2020
- 191 Crisis Group, 'The Philippines: Militancy and the New Bangsamoro' 27 juin 2019.
- 192 Protection Cluster Philippines, 'Protection Working Group (BARMM)', disponible au : [http://www.protectionclusterphilippines.org/?page\\_id=1912](http://www.protectionclusterphilippines.org/?page_id=1912), consulté le : dimanche 29 mars 2020.
- 193 Mizzima, 'Mon monsoon landslide kills 23, dozens injured' 10 août 2019; ReliefWeb, 'Myanmar: Floods - Jul 2019', disponible au : <https://reliefweb.int/disaster/fl-2019-000081-mmr>, consulté le : dimanche 29 mars 2020
- 194 IDMC, 'Indonesia, Country profiles', disponible au : <https://www.internal-displacement.org/countries/indonesia>.
- 195 FICR, 'Indonesia: Maluku Earthquake, Information bulletin' 17 octobre 2019.
- 196 C40 Cities, 'Jakarta: On the front line of the climate crisis' 3 avril 2019.
- 197 NPR, 'Indonesia Plans To Move Its Capital Out Of Jakarta, A City That's Sinking' 29 avril 2019; Bloomberg, 'Moving a Capital City to the Jungle' 23 Janvier 2020.
- 198 C40 Cities, 'Jakarta: On the front line of the climate crisis' 3 avril 2019.
- 199 AHA Centre, 'Situation Update No.4 - Tropical Storm Podul and Tropical Depression Kajiki' 12 septembre 2019.
- 200 The Guardian, 'Australia fires: NSW towns cut off by bushfire as Queensland residents told to leave' 2 décembre 2019; CNN, 'What you need to know about Australia's deadly wildfires' 14 janvier 2020
- 201 Gouvernement australien, 'Severe Tropical Cyclone Veronica, 18 - 28 mars 2019' Mai 2019; ABC News, 'Army called in to rescue residents stranded by floodwaters as Cyclone Veronica downgraded' 26 mars 2019.
- 202 Reuters, 'Papua New Guinea volcanic eruptions force 15,000 from their homes' 30 juin 2019.
- 203 RNZ, 'Thousands displaced by PNG volcano return home' 26 juillet 2019; Post Courier, '561 families flee to care centres' 6 août 2019.
- 204 Post Courier, 'WHP village ravaged by flood over Easter weekend' 22 avril 2019.
- 205 OCHA, 'Asia and the Pacific: Weekly Regional Humanitarian Snapshot (9-15 April 2019)' 16 Avril.

- 206 RNZ, 'Rations handed out to those still in Fiji evacuation centres' 8 Janvier 2019.
- 207 FIRC, 'Fiji: Tropical Cyclone Sarai, Operation Update Report' 25 février 2020.
- 208 RNZ, 'Cyclone early warning system for Pacific goes live' 18 novembre 2019.; WMO, 'Coastal flood forecasts become operational in Fiji' 25 novembre 2019.
- 209 Gouvernement des Fiji, 'Planned Relocation Guidelines, A framework to undertake climate change related relocation' 2018; Government of Vanuatu, 'National Policy on Climate Change and Disaster Induced Displacement 2018' 2018.
- 210 Crisis Group, 'Myanmar: A Violent Push to Shake Up Ceasefire Negotiations' 24 septembre 2019.
- 211 Crisis Group, 'A New Dimension of Violence in Myanmar's Rakhine State' 24 janvier 2019; Foreign Policy, 'It Isn't Just the Rohingya. Myanmar Is Now Attacking Buddhists in Rakhine State, Too.' jeudi 31 octobre 2019
- 212 The Irrawaddy, 'Arakan Army Chief: 'The Entire Arakan People Support Us'' 10 May 2016.
- 213 Crisis Group, 'A New Dimension of Violence in Myanmar's Rakhine State' 24 janvier 2019.
- 214 OCHA, 'Asia and the Pacific: Weekly Regional Humanitarian Snapshot (17 - 23 December 2019)' 24 décembre 2019
- 215 OCHA, 'Myanmar, Humanitarian access in central Rakhine' mars 2019.
- 216 DMG, 'Some camps in Arakan State face food shortage' 27 septembre 2019
- 217 Crisis Group, 'Myanmar: A Violent Push to Shake Up Ceasefire Negotiations' 24 septembre 2019.
- 218 Irrawaddy, 'Ethnic Armed Alliance Extends Ceasefire for Rest of Year' 20 septembre 2019.
- 219 DMG, 'Civilians trapped in hot spot in Minbya Township gets attention' 7 août 2019.
- 220 OCHA, 'Myanmar, Humanitarian Needs Overview 2020' décembre 2019.
- 221 Irrawaddy, 'Karen, Mon Leaders Visit Disputed Area on Thai-Myanmar Border' 22 octobre 2019.
- 222 UNICEF, 'Myanmar Humanitarian Situation Report No. 11' novembre 2019.
- 223 Irrawaddy, 'Kachin Aid Group, Rebels to Discuss Plan to Bring Displaced Families Home' 5 mars 2019; Mizzima, 'Resettlement Minister says closure of IDP camps has started' 30 août 2019; Irrawaddy, 'Gov't, Kachin Humanitarian Group Vow to Work Together on IDPs' Return' 26 avril 2019; Irrawaddy, 'Parliament Pushes for Identity Cards to be Issued to IDPs' 10 mai 2019.
- 224 Myanmar Information Management Unit (MIMU), 'Mine Action Sector', disponible au : <https://themimu.info/sector/mine-action>, consulté le : dimanche 29 mars 2020
- 225 News Deeply, 'Land Confiscation Is Latest Barrier to Return for Myanmar's Displaced' 15 mars 2019; NRC, DS, JPF, 'Addressing Myanmar's Unsettled Restitution Gap' 10 avril 2019.
- 226 Irrawaddy, 'Shan State IDPs Ask Myanmar Govt to Stop Development Projects on Their Land' 5 décembre 2019.
- 227 DMG, 'Temporary camps for displaced people will be closed' 3 décembre 2019; Government of Myanmar, 'Ministry unveils national strategy on resettlement of IDPs, camp closures' 3 décembre 2019.
- 228 OCHA, 'Myanmar, Humanitarian Needs Overview 2020' décembre 2019.
- 229 Nations Unies, 'Situation of human rights of Rohingya in Rakhine State, Myanmar, Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights' 31 décembre 2014.
- 230 Banque Mondiale, 'Population, total - South Asia, World | Data', disponible au : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=8S-1W>, consulté le : 3 avril 2020; IDMC, 'South Asia, Regional Overview, GRID 2019' mai 2019.
- 231 Banque Mondiale, 'Poverty headcount ratio at \$1.90 a day (2011 PPP) (% of population) - South Asia, World | Data', disponible au : <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.DDAY?locations=8S-1W>, consulté le : vendredi 3 avril 2020
- 232 Banque Mondiale, 'India's Poverty Profile' 27 mai 2016.
- 233 Gouvernement d'Inde, 'Statement on Climate of India during 2019' 6 janvier 2020; The Weather Channel, 'Rewind 2019: The 10 Rainiest and Driest Cities Last Year' 13 janvier 2020.
- 234 Dhaka Tribune, 'Cyclone Fani weakens, to hit Bangladesh at midnight' 3 mai 2019; Al Jazeera News, 'Cyclone Fani kills dozens in India and Bangladesh' 4 Mai 2019.
- 235 Banque Mondiale, 'What states can learn from Odisha in disaster preparedness and mitigation' 14 juin 2019.
- 236 Gouvernement d'Inde, 'Union Home Secretary reviews the preparatory measures arising out of the Cyclonic Storm 'VAYU' juin 2019; Times of India, 'Very severe' Cyclone Vayu to hit Gujarat today; 2.8 lakh evacuated' 13 juin 2019.
- 237 Livemint, 'First time in 5 yrs, northeast monsoon arrives with retreat of southwest monsoon' 18 octobre 2019.
- 238 The New Humanitarian/IRIN, 'In India, 'cattle camps' are a last resort for families facing drought' 8 mai 2019; Times of India, 'Drought forces farmers to move into cattle camps' 6 juin 2019.
- 239 France 24, 'India, Pakistan resume shelling along volatile Kashmir border' 3 mars 2019.
- 240 News18, 'Never Thought Pakistani Mortar Fire Would Reach Here': Left Shell-Shocked, Kashmiri Villagers Flee' 30 octobre 2019.
- 241 Al Jazeera News, 'India revokes Kashmir's special status' 4 septembre 2019.
- 242 Habib, Arjumand, 'The Bangladesh Cyclone Preparedness Program. A Vital Component of the Nation's Multi-Hazard Early Warning System' 2012.
- 243 IDMC, 'Mid-Year Figures, Internal Displacement from January to June 2019' 12 septembre 2019.
- 244 UNICEF, 'Bangladesh Cyclonic Storm Fani Situation Report No. 2' 9 May 2019; BRAC, 'Cyclone Bulbul Situation Report-2' 10 novembre 2019.
- 245 Needs Assessment Working Group (NAWG), 'Monsoon Flood 2019 Joint Needs Assessment: Phase 1 Light' 28 July 2019.
- 246 ECHO, 'Violent incidents in Rohingya refugee settlements' 24 août 2019.
- 247 The New York Times, 'Taliban Announce Spring Offensive, Even as Peace Talks Gain Momentum' 12 avril 2019.
- 248 OCHA, 'Afghanistan, Humanitarian Needs Overview 2020' December 2019; Crisis Group, 'Afghanistan', disponible au : <https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/afghanistan>, consulté le : 6 avril 2020 : lundi 6 avril 2020.
- 249 Reuters, 'Scores killed as Taliban, Afghan forces clash in Kunduz despite peace talks' 31 août 2019.
- 250 Conseil de sécurité de l'ONU, 'The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security' 10 décembre 2019.
- 251 Étude des données de l'ACLED; Amnesty International, '2019 in review - Afghanistan: Civilians continue to pay the price of conflict' 30 janvier 2020.
- 252 Conseil de sécurité de l'ONU, 'The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security' 10 décembre 2019.
- 253 IOM-DTM, 'Afghanistan — Baseline Mobility Assessment Summary Results (March—June 2019)' 1 juillet 2019.
- 254 IDMC, 'A different kind of pressure, The cumulative effects of displacement and return in Afghanistan' janvier 2020; Abdoh, Mohammad, Hirsch-Holland, Anna, 'Stuck in the Mud, Urban Displacement and Tenure Security in Kabul's Informal Settlements' 2019.
- 255 IDMC, 'Spotlight, Afghanistan, GRID2019' mai 2019
- 256 ReliefWeb, 'Afghanistan Drought - 2018-2019', disponible au : <https://reliefweb.int/disaster/dr-2018-000052-afg>, consulté le : 6 April 2020; IPC, 'Afghanistan, Acute Food Insecurity Analysis août 2019 – March 2020' 30 septembre 2019.
- 257 IDMC, 'A different kind of pressure, The cumulative effects of displacement and return in Afghanistan' janvier 2020.
- 258 HumanitarianResponse, 'Afghanistan, Natural Disasters', disponible au : <https://www.humanitarianresponse.info/en/>



- operations/afghanistan/natural-disasters-0, consulté le : 6 April 2020; ECHO, 'Afghanistan - Floods Update, Daily Flash' 14 mars 2019.
- 259 ACLED, 'Regional Overview – Asia' 24 septembre 2019.
- 260 Al Jazeera News, 'Afghan, Pakistani forces clash on border, three civilians killed' 28 octobre 2019.
- 261 Dawn, 'Eight more killed as rain continues to lash KP - Pakistan' 4 mars 2019.
- 262 Flood Resilience Portal, 'A dramatic start to Nepal's 2019 monsoon season' 22 juillet 2019; Nepali Sansar, 'Monsoon 2019 Arrives in Nepal' 21 juin 2019.
- 263 ECHO, 'Nepal - Floods and Landslides, Daily Flash' 14 juillet 2019.
- 264 The Himalayan Times, 'Windstorm affected Kailali denizens still await relief' 8 juin 2019.
- 265 Kathmandu Post, 'Rebuilding work fails to progress as expected in Gorkha district' 15 mars 2019.
- 266 The Weather Channel, 'Monsoon Receives Fresh Push, But Onset Still Expected Between June 5-8' 31 mai 2019.
- 267 ECHO, 'Sri Lanka - Flash Floods, Flash' 27 septembre 2019.
- 268 Gouvernement du Sri Lanka, 'North-East Monsoon 2019, Situation Report Summary' 7 décembre 2019.
- 269 Hiru News, 'Colombo sky becomes black - weather forecast warning regarding thunderstorm' 23 septembre 2019.
- 270 Étude des données de l'ACLED
- 271 GardaWorld, 'Sri Lanka: Security operation reported in Ampara district April 26' 26 avril 2019.
- 272 Harvard Political Review, 'Transnational Terror: Sri Lankan Easter Attacks' 4 avril 2020.
- 273 Nations Unies, 'Note to Correspondents: Joint Statement on Sri Lanka by UN Special Advisers on Prevention of Genocide and Responsibility to Protect - Sri Lanka' 14 Mai 2019.
- 274 IDMC, 'Americas, Regional Overview, GRID 2019' mai 2019.
- 275 IDMC, 'Spotlight, Medellín and San Salvador, Urban displacement and criminal violence, GRID 2019' mai 2019.
- 276 IDMC, 'Painting the full picture: Persistent data gaps on internal displacement associated with violence in El Salvador, Guatemala and Honduras' novembre 2019.
- 277 FEMA, 'Daily Operations Briefing' 3 novembre 2019.
- 278 IDMC, 'Spotlight, United States, California wildfires: urban expansion and the risk of displacement' Mai 2019; The Guardian, 'California's fire season has been bad. But it could have been much worse' 1 novembre 2019.
- 279 CNBC, 'More than 2 million people expected to lose power in PG&E blackout as California wildfires rage' 26 octobre 2019.
- 280 The Guardian, "So much land under so much water": extreme flooding is drowning parts of the midwest' 3 juin 2019.
- 281 Vox, 'The severe floods soaking the Midwest and Southeast are not letting up' 11 juin 2019.
- 282 The New York Times, 'The Great Flood of 2019: A Complete Picture of a Slow-Motion Disaster' 12 septembre 2019.
- 283 Government Technology, 'Hundreds of Ohio Households Seeking Housing after Tornadoes' 15 août 2019.
- 284 Gouvernement des États-Unis, FEMA, 'Transitional Sheltering Assistance' 8 February 2020, disponible au : <https://www.fema.gov/transitional-shelter-assistance>, consulté le : 7 avril 2020; Gouvernement des États-Unis, FEMA, 'Individuals and Households Program (IHP) - Housing Assistance' 12 octobre 2019, disponible au : <https://www.disasterassistance.gov/get-assistance/forms-of-assistance/4471>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 285 IDMC, 'Displacement and housing affordability in the United States' juillet 2019.
- 286 Montreal Gazette, 'Spring flooding was Quebec's major weather event of 2019' 25 décembre 2019.
- 287 CTVNews, 'Winds helping in battle against fire threatening northern Alberta town' 21 mai 2019.
- 288 NetNewsLedger, 'Situation Update 14: Northwest Alberta wildfires' 5 June 2019.June.
- 289 Gouvernement du Canada, 'Response to the standing committee on indigenous and northern affairs: From the ashes: Reimagining fire safety and emergency management in indigenous communities' 17 octobre 2018.
- 290 Gouvernement du Canada, Indigenous Services, 'Government of Canada announces new investments in wildfire protection for First Nations communities' 14 août 2019.
- 291 World Bank Blogs, 'The Bahamas after Hurricane Dorian' 17 octobre 2019.
- 292 UN News, 'Protests, violence in Haiti prompts international call for 'realistic and lasting solutions' to crisis' 11 février 2019.
- 293 IDMC, 'Haiti, Country Profile', disponible au : <https://www.internal-displacement.org/countries/haiti>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 294 Conseil de sécurité de l'ONU, 'Bureau intégré des Nations unies en Haïti, Rapport du Secrétaire général' 13 février 2020.
- 295 France Info, 'Politique et gangs en Haïti: 'Le pouvoir a perdu la guerre des rues'' 12 Novembre 2019.
- 296 Loop, 'Haïti: au cœur d'une lutte entre groupes armés et l'Exécutif' 15 décembre 2019; France Info, 'Gangs armés en Haïti : la police fait une démonstration de force' 23 janvier 2020.
- 297 IDMC, 'Behind the numbers: the shadow of 2010's earthquake still looms large in Haiti' janvier 2020; Miami Herald, 'Ten years after Haiti's earthquake: A decade of aftershocks and unkept promises' 8 janvier 2020.
- 298 OCHA, 'Haiti, Situation Report' 1 octobre 2019.
- 299 Milenio, 'Habitantes huyen de Coahuahuautla, Guerrero, por violencia' 16 janvier 2019; La Jornada, 'Buscan a civiles armados que incursionaron en Coahuayutla, Guerrero' 15 janvier 2019.
- 300 Noticieros Televisa, 'Mexicanos acampan en Ciudad Juárez en espera de asilo en Estados Unidos' 14 octobre 2019.
- 301 La Jornada, 'Desalojan de puentes en Juárez a desplazados por la violencia' 8 janvier 2020.
- 302 La Verdad Juárez, 'Son niños y adolescentes el 48 % de los desplazados que huyen por Ciudad Juárez' 13 décembre 2019.
- 303 Laura Rubio Díaz Leal, 'Costos de la impunidad y desplazamiento interno forzado en México' 2019.
- 304 Gouvernement du Mexique, UNFPA, 'La violencia como causa de desplazamiento interno forzado, aproximaciones a su análisis en México' Mars 2019.
- 305 Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH), 'Desplazamiento Forzado, Marco Normativo', disponible au : <http://cmdpdh.org/temas/desplazamiento/marco-normativo>, 7 avril 2020.
- 306 Grupo Parlamentario de Movimiento Ciudadano, Senado de la República de México, 'Iniciativa con proyecto de decreto por el que se expide la ley general para prevenir, investigar, sancionar y reparar el desplazamiento forzado Interno, y se reforman diversas disposiciones de la ley general de víctimas.' Octobre 2019
- 307 The New Humanitarian, 'Briefing: The fallout of US migration policies in Mexico and Central America' 11 février 2020.
- 308 Amnesty International USA, 'Fleeing for Our Lives: Central American Migrant Crisis' 1 avril 2016, disponible au : <https://www.amnestyusa.org/fleeing-for-our-lives-central-american-migrant-crisis/>, consulté le : mardi 7 avril 2020.
- 309 IDMC, 'Painting the full picture: Persistent data gaps on internal displacement associated with violence in El Salvador, Guatemala and Honduras' novembre 2019.
- 310 IDMC, 'Cause or Consequence? Reframing violence and displacement in Guatemala' mai 2016; Crisis Group, 'Curtain Falls on Guatemala's International Commission against Impunity' 3 septembre 2019.
- 311 IUDOP, 'Encuesta Sobre El Desplazamiento Interno Forzado Por La Violencia, janvier-février 2020' (forthcoming); Alfonso Álvarez, Silvana Audia Comandari, Marielos Burgos and Miguel Artiga, 'Leaving is Living, The Impact of Family, the Economy and Violence on Migrant Children from El Salvador, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement' avril 2020.

- 312 Gouvernement du Salvador, 'Diario Oficial' 23 janvier 2020.
- 313 Comisión Interinstitucional para la Protección de las Personas Desplazadas por la Violencia, 'Construcción de una ley para prevenir, atender y proteger a las personas desplazadas internamente' 29 août 2017.
- 314 Global Protection Cluster, 'Honduras', disponible au : <https://www.globalprotectioncluster.org/2018/07/26/honduras/>, consulté le : mardi 7 avril 2020.
- 315 BBC News, 'Downward spiral: Nicaragua's worsening crisis' 16 juillet 2018; Human Rights Watch, 'Rights Trends in Nicaragua, Events in 2018, World Report' 2019.
- 316 OHCHR, 'Press briefing note on Nicaragua' 7 février 2020.
- 317 Equipo Humanitario Colombia, OCHA, 'Estimación de víctimas de confinamiento, Nota Metodológica' 2 mars 2020.
- 318 Defensoría del Pueblo, Colombia, 'Alerta temprana N° 017-19' 9 avril 2019.
- 319 Indepaz, 'Informe especial sobre agresiones a personas defensoras de los derechos humanos y de los acuerdos de paz' 29 février 2020.
- 320 OCHA, 'Colombia – Emergencia por inundaciones en la región del San Juan (Chocó), Flash Update No. 2' 1 mars 2019.
- 321 Plataforma de coordinación para refugiados y migrantes de Venezuela, 'Situación Respuesta a los Venezolanos', disponible au : <https://r4v.info/es/situations/platform>, consulté le : mardi 7 avril 2020.
- 322 FICR, 'South America: Forest Fires: Information Bulletin no. 1' 25 août 2019; ACT Alliance, 'Brazil: Emergency response to fires in the Brazilian Amazon' septembre 2019.
- 323 Government of Brazil, 'Sistema Integrado de Informações sobre Desastres (S2ID), Relatórios', disponible au <https://s2id.mi.gov.br/paginas/relatorios/index.xhtml>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 324 Erika Pires Ramos, Fernanda de Salles Cavedon-Capdeville, Luiza de Moura Pallone, Andrea Zamur, 'Making disaster displacement visible in Brazil, An analysis of the official national disaster information system, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement' avril 2020.
- 325 Instituto Igarapé, 'In Brazil, one person every minute is forced to leave their home' 14 mars 2018.
- 326 *Ibid.*
- 327 Gouvernement du Pérou, COEN INDECI, 'Informe De Emergencia N° 204 (Informe N° 63) Actividad Volcánica Del Volcán Ubinas - Moquegua' 3 novembre 2020.
- 328 OAS, 'Informe final de la auditoría de las elecciones en Bolivia: Hubo manipulación dolosa e irregularidades graves que imposibilitan validar los resultados' décembre 2019.
- 329 IFRC, 'Bolivia: Floods, Emergency Plan of Action (EPoA)', 15 April 2019; IFRC, 'Bolivia Floods, DREF Final Report' 6 January 2020.
- 330IDMC, 'Mid-Year Figures, Internal Displacement from January to June 2019' 12 septembre 2019.
- 331 Paraguay TV, 'SEN continúa con la asistencia a los afectados por inundaciones a nivel país' 3 avril 2019; Clarín, 'Inundaciones en Paraguay: la llegada del frío complica a las familias desplazadas' 13 Mai 2019.
- 332 Gouvernement du Paraguay, 'Reporte de Inundaciones en Alto Paraguay' 2019.
- 333 Gouvernement du Paraguay, 'Más de 160.000 familias damnificadas fueron y seguirán siendo asistidas por el Gobierno Nacional' 1 juillet 2019.
- 334 Clarín, 'Inundaciones en Paraguay: la llegada del frío complica a las familias desplazadas' 13 mai 2019.
- 335France 24, 'Paraguay: más de 70.000 familias afectadas por inundaciones tras intensas lluvias' 30 Mai 2019.
- 336 Última Hora, 'Itaipú desarrolla aplicación para prevenir desbordes de ríos' 19 mars 2019.
- 337 Providencia de Santa Fe, 'Emergencia agropecuaria 2019, Portal de Tramites', disponible au t : <https://www.santafe.gob.ar/index.php/tramites/modul1/index?m=descripcion&id=245101>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 338 Gouvernement de l'Uruguay, Sinae, 'Informe Inundaciones Enero 2019' janvier 2019.
- 339 Infobae, 'Más de 5 mil personas están desplazadas por las lluvias en Uruguay' 18 juin 2019.
- 340 SINAE, 'Manual de usuarios, MIRA versión 2.6' 6 novembre 2019; El Telégrafo, 'Sinae centralizará información de afectados en situaciones de riesgo con plataforma digital MIRA y apoyo de organismos' 4 octobre 2019.
- 341 UNHCR, 'Venezuela: the largest exodus of Latin America - UNHCR Philippines'.
- 342 Plataforma de coordinación para refugiados y migrantes de Venezuela, 'Situación Respuesta a los Venezolanos', disponible au : <https://r4v.info/es/situations/platform>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 343 New York Times, 'What 52,000 per cent inflation can do to a country', novembre 2018.
- 344 FMI, 'World Economic Outlook (October 2019) - GDP, current prices', disponible au : <https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO>, consulté le : lundi 7 octobre 2019. Wall Street Journal, 'Venezuela's Economic Collapse Explained in Nine Charts' 25 mars 2019.
- 345 Basé sur les données fournies par le HCR qui a recueilli les informations auprès des gouvernements nationaux. La régularité des mises à jour varie pour chaque gouvernement, par mois ou par an
- 346 FAO, 'The State of Food Security and Nutrition in the World' 2019.
- 347 CSIS, 'Unraveling the Water Crisis in Venezuela' 10 décembre 2019.
- 348 Conseil des droits de l'homme, 'Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of Human rights in the Bolivarian Republic of Venezuela', 4 juillet 2019.
- 349 The Guardian, 'Blackouts plunge Venezuela into chaos as minister blames saboteurs', 23 juillet 2019.
- 350 OCHA, 'Venezuela Humanitarian Response Plan July 2019 – December 2019', 14 août 2019.
- 351 Observatorio Venezolano de Violencia, 'Informe Anual de Violencia 2019', décembre 2019; InSight Crime, 'InSight Crime's 2019 Homicide Round-Up', 28 janvier 2020.
- 352 Plataforma de coordinación para refugiados y migrantes de Venezuela, 'Situación Respuesta a los Venezolanos', disponible au : <https://r4v.info/es/situations/platform>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 353 UNHCR, 'US\$1.35 billion needed to help Venezuelan refugees and migrants and host countries' 13 novembre 2019.
- 354 UNHCR, 'Death threats and disease drive more Venezuelans to flee' 21 mai 2019.
- 355 Human Rights Watch, 'The Venezuelan Exodus, The Need for International Protection and the Region's Response' 2018.
- 356 Universidad Católica Andrés Bello, 'Encuesta nacional de condiciones de vida en 2019', (forthcoming).
- 357 WMO, 'Hurricane Dorian causes devastation in Bahamas' 3 septembre 2019.
- 358 IDMC, 'Silent Disasters: Preparing for the King Tide' March 2020; NOAA Tides & Currents, 'Tide Predictions', disponible au : <https://tidesandcurrents.noaa.gov/noaatidepredictions.htmllo&action=dailychart>, consulté le : lundi 30 mars 2020
- 359 OMS, 'Hurricane Dorian, Situation Report No. 6' 5 September 2019; AP News, 'Report: Hurricane Dorian inflicted \$3.4B losses on Bahamas' 15 November 2019.
- 360 OMs, IDB, ECLAC, 'Assessment of the Effects and Impacts of Hurricane Dorian in the Bahamas' 15 novembre 2019.
- 361 Miami New Times, 'Hurricane Dorian: Evacuees From Bahamas Awaiting Visa Extension in Florida' 7 janvier 2020.
- 362 The Guardian, "The poor are punished": Dorian lays bare inequality in the Bahamas' 14 September 2019; PDC, NEMA, BNGIS Centre, 'Hurricane Dorian Response, The Bahamas. Satellite-Based Preliminary Damage Assessment Abaco & Grand Bahama' 5 septembre 2019.
- 363 OCHA, 'Guiding Principles on Internal Displacement' 1998.
- 364 OIM, 'IOM Tracks Repatriations of Haitian Migrants from The

- Bahamas' 15 November 2019, disponible au : <https://www.iom.int/news/iom-tracks-repatriations-haitian-migrants-bahamas>, consulté le : 30 mars 2020; The Guardian, "The poor are punished": Dorian lays bare inequality in the Bahamas' 14 September 2019. Disponible au : <https://www.iom.int/news/iom-tracks-repatriations-haitian-migrants-bahamas>, consulté le : 30 mars 2020
- 365 Fielding, William J., Ballance, Virginia, et al., 'The Stigma of Being 'Haitian' in The Bahamas' 18 septembre 2008.
- 366 Ibid.
- 367 Gouvernement des Bahamas, 'Applying for Citizenship', disponible au : [https://www.bahamas.gov.bs/wps/wcm/connect/mof\\_content/internet/all-services/c/applying+for+citizenship](https://www.bahamas.gov.bs/wps/wcm/connect/mof_content/internet/all-services/c/applying+for+citizenship), consulté le : lundi 30 mars 2020
- 368 Gouvernement des Bahamas, 'Abaco Shanty Town Assessment Report' 2018.
- 369 MapAction, 'The Bahamas: Hurricane Dorian, Needs assessment and analysis - Abaco' septembre 2019; The Tribune, 'More than 300 Haitians feared missing after Dorian' 16 septembre 2019
- 370 OCHA, 'Bahamas, Hurricane Dorian: One Month After' 4 octobre 2019.
- 371 OIM-DTM, 'The Bahamas — Hurricane Dorian – Round 3 Dashboard (November 2019)' 26 novembre 2019; IOM-DTM, 'The Bahamas — Hurricane Dorian – Site Assessment – Round 2 (October 2019)' 26 novembre 2019; EyeWitness News, '585 Dorian evacuees remain in govt. shelters' 26 novembre 2019.
- 372 OHCHR, 'Press briefing note on Bahamas' 11 octobre 2019; EyeWitness News, 'UN agency: Halt Haitian deportations' 16 octobre 2019; IOM-DTM, 'The Bahamas — Hurricane Dorian – Site Assessment – Round 2 (October 2019)' 26 novembre 2019.
- 373 The Tribune, 'Attorney General tells migrants who lost jobs in storm to leave country' 30 September 2019; The Nassau Guardian, 'Haitians living in church on Abaco hope for future in Bahamas' 2 octobre 2019.
- 374 IOM-DTM, 'The Bahamas — Hurricane Dorian – Site Assessment – Round 3 (November 2019)' 26 novembre 2019.
- 375 EyeWitness News, 'BCC alarm over immigration's 'desecration' of the church' 18 novembre 2019.
- 376 EyeWitness News, 'Top engineer calls for robust enforcement of building code' 16 décembre 2019.
- 377 EyeWitness News, 'Low-cost govt. subdivisions for Dorian victims' 13 décembre 2019.
- 378 EyeWitness News, 'Davis: Govt. must support Hurricane Dorian shelterees' 5 décembre 2019.
- 379 The Tribune, 'Haitian deportations 'hit Dorian rebuilding' 3 janvier 2020.
- 380 Fielding, William J., Ballance, Virginia, et al., 'The Stigma of Being 'Haitian' in The Bahamas' 18 septembre 2008, p.42.
- 381 The Weather Channel, 'Earthquake Rattles Albania, Injuring 4, Damaging Dozens of Homes' 1 juin 2019; CBC, 'Albania inspects quake damages, sees over 100 aftershocks' 22 septembre 2019.
- 382 Caritas, 'Earthquakes in Albania' 30 novembre 2019.
- 383 FIRG, 'Albania: 32,000 people still homeless three months on from devastating earthquake' 14 février 2020.
- 384 FloodList, 'Russia, Irkutsk Floods Leave 18 Dead, 8 Missing' 2 juillet 2019.
- 385 CatNat, 'Nouvelles inondations dans la région russe d'Irkoust' 28 juillet 2019.
- 386 TASS, 'Some 5,000 houses recognized as not fit to be lived in after flooding in Irkutsk region' 18 août 2019.
- 387 Le360, 'Russie : 109 maisons détruites dans des incendies de forêt' 20 avril 2019.
- 388 Euronews, "Low chance' Siberia wildfires will be brought under control: Greenpeace fire expert' 11 août 2019.
- 389 IDMC, 'Ukraine, Country Profiles', disponible au at: <https://www.internal-displacement.org/countries/ukraine>, consulté le: mercredi 1 avril 2020
- 390 UNHCR, 'Internally Displaced Persons (IDP), Ukraine', disponible au t: <https://www.unhcr.org/ua/en/internally-displaced-persons>, consulté le: mardi 31 mars 2020.
- 391 Gouvernement d'Ukraine, 'Addressing protracted internal displacement and fostering durable solutions: Progress and opportunities to positively impact the lives of IDPs, Presentation at the GP20 Steering Group Meeting' 27 juin 2019; Global Protection Cluster, 'Ukraine, Law and Policy Database', disponible au : <https://www.globalprotectioncluster.org/2018/07/27/ukraine/>, consulté le : mardi 31 mars 2020.
- 392 Radio Free Europe, 'Explainer: What Is The Steinmeier Formula -- And Did Zelenskiy Just Capitulate To Moscow?' 2 October 2019; BBC News, 'Will a deal with Russia bring peace to Ukraine?' mardi 10 décembre 2019.
- 393 Diario16, 'Incendios forestales en España: 2019, el quinto peor año en la última década' 20 août 2019.
- 394 La Vanguardia, 'El fuego de Gran Canaria, el más grave de este 2019' 20 août 2019; El País, 'Un nuevo incendio 'de gran potencial' obliga a desalojar varios núcleos de Gran Canaria' 17 août 2019.
- 395 El País, 'Estabilizado el incendio de Gran Canaria tras tres días de intenso trabajo de los equipos de extinción' 14 août 2019.
- 396 Earth Observatory, NASA, 'Fire Races Across Gran Canaria' 19 août 2019.
- 397 ECHO, 'Spain - Floods, ECHO Flash List' 13 septembre 2019; The Local, 'Gota Fría: Spain on flood alert as temperatures plummet and storms forecast' 21 octobre 2019.
- 398 France Info, 'Ce que l'on sait du séisme de magnitude 5,4 qui a touché la Drôme et l'Ardèche' 11 novembre 2019; La Croix, 'Un mois après le séisme, Le Teil se prépare à une longue reconstruction' 11 décembre 2019.
- 399 The Conversation, 'Whaley Bridge dam collapse is a wake-up call: concrete infrastructure will not last forever without care' 5 août 2019.
- 400 Derbyshire Constabulary, 'Further update on the Whaley Bridge incident' 2 août 2019.
- 401 The Climate Coalition, 'Home Truth, How climate change is impacting UK homes' 2020.
- 402 Committee on Climate Change, 'UK housing, Fit for the future?' Février 2019.
- 403 La Provincia, 'Dervio, Emergenza Finita Gli Sfolati Possono Rientrare' 12 juin 2019.
- 404 ANSA, 'Terremoto del Mugello, sale a 600 il numero degli sfollati - Toscana' 10 décembre 2019.
- 405 BBC, 'One dead as volcano erupts on Italian island' 3 juillet 2019.
- 406 UN Geneva, 'Regular Press Briefing by the Information Service' 15 octobre 2019.
- 407 FloodList, 'Tajikistan and Afghanistan – 5 Killed in Floods and Landslides' 10 juin 2019; FICR, 'Tajikistan: floods, Emergency Plan of Action (EPoA)' 18 juin 2019.
- 408 FICR, 'Tajikistan: Floods, Emergency Plan of Action (EPoA)' 18 Juin 2019.
- 409 UNHCR, 'Central Asia, Global Appeal Update' 2011.
- 410 UNHCR, 'Kyrgyzstan Situation, 2011 Supplementary Budget Requirements' Janvier 2011.
- 411 Radio Free Europe, '150 Kyrgyz Villagers Evacuated Near Tajik Border As Tensions Flare Over Raising Of National Flags' 22 juillet 2019; 24KG, 'Border conflict. Evacuees provided with humanitarian assistance' 16 mars 2019
- 412 UN News, 'Tuesday's Daily Brief: Refugees, indigenous languages, Niger, Syria and Kyrgyzstan' 17 décembre 2019.
- 413 Les chiffres ont été calculés selon la méthodologie de l'IDMC pour évaluer les coûts des déplacements internes et mis à jour avec les données de 2019 sur les personnes vivant dans des déplacements internes dans le contexte de conflits et de catastrophes : IDMC, 'The ripple effect: economic impacts of internal displacement' February 2019
- 414 Gouvernement d'Azerbaïdjan, 'Second Voluntary National Review of the Republic of Azerbaijan on the implementation of 'Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development' 2019.

- 415 Gouvernement de Bosnie-Herzégovine, 'Voluntary Review, Implementation of Agenda 2030 and the Sustainable Development Goals in Bosnia and Herzegovina' avril 2019.
- 416 UN-DESA, 'Voluntary National Reviews .. Sustainable Development Knowledge Platform', disponible au : <https://sustainable-development.un.org/vnrs/>, consulté le : lundi 13 avril 2020
- 417 UNDRR, 'What is the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction?', disponible au : <https://www.undrr.org/implementing-sendai-framework/what-sf>, consulté le : samedi 11 avril 2020
- 418 Platform on Disaster Displacement, 'Mapping the Baseline, To What Extent Are Displacement and Other Forms of Human Mobility Integrated in National and Regional Disaster Risk Reduction Strategies?' Octobre 2018
- 419 Gouvernement du Vanuatu, 'Vanuatu Climate Change and Disaster Risk Reduction Policy 2016-2030' 2015.
- 420 Gouvernement d'Inde, 'National Disaster Management Plan' mai 2016.
- 421 UNDRR, 'Sendai Framework Monitor Home page', disponible au : <https://sendaimonitor.undrr.org/>, consulté le : samedi 11 avril 2020
- 422 Phil Orchard, 'Protecting the Internally Displaced: Rhetoric and Reality' 2018.
- 423 United Nations Partnerships for SDGs platform, 'Leaving No One Behind: Integrating vulnerable (IDPs and Returnees) into the Urban Fabric and enhancing Housing, Land and Property Rights: Legal/Policy Development and Implementation (SDG 1, SDG 5 and SDG 11)' 1 Mars 2017.
- 424 OIM, 'Ethiopia Launches National Durable Solutions Initiative for Internally Displaced Persons' 6 décembre 2019; Birhan Tekla, 'Drought Induced Internal Displacement Management in Ethiopia: Promising Trajectories, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement' avril 2020.
- 425 CNN, 'Climate refugees cannot be sent back home, United Nations rules in landmark decision' 20 janvier 2020; BBC News, 'Climate refugees can't be forced home - UN' 20 janvier 2020.
- 426 Routed Magazine, 'Choosing to stay or go' 15 juin 2019.
- 427 Refugees International, 'Durable Solutions in Somalia: Moving From Policies to Practice for IDPs in Mogadishu' 16 décembre 2019.
- 428 IDMC, 'City of flight, New and secondary displacements in Mogadishu, Somalia' novembre 2018; The Independent, 'Mogadishu flooding as heaviest rainfall for 30 years hits Somalia 'killing six people' 21 mai 2018.
- 429 IDMC, 'No land, no water, no pasture: The Urbanisation of Drought Displacement in Somalia' mars 2020.
- 430 Gouvernement de Somalie, 'National Development Plan 2017-2019' octobre 2017; Tana, 'IDP Policy in Mogadishu' 28 décembre 2018.
- 431 Gouvernement de Somalie, 'National Policy on Refugee-Returnees and Internally Displaced Persons (IDPs)' 2019.
- 432 Union Africaine, 'African Union Convention for the Protection and Assistance of Internally Displaced Persons in Africa (Kampala Convention)' 23 octobre 2009; UNHCR, 'UNHCR welcomes Somalia's ratification of the Kampala Convention' 27 novembre 2019.
- 433 Pires Ramos, Erika et al., 'Making disaster displacement visible in Brazil. A review of the national disaster data collection and information system. Background Paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement', avril 2019.
- 434 Gouvernement du Brésil, 'Sistema Integrado de Informações sobre Desastres (S2ID), Relatórios', disponible au : <https://s2id.mi.gov.br/paginas/relatorios/index.xhtml>, consulté le : mardi 7 avril 2020
- 435 IDMC, 'Africa Report on Internal Displacement' décembre 2019.
- 436 Gouvernement d'Ouganda 'The National Policy for Internally Displaced Persons' août 2004.
- 437 Gouvernement du Soudan du Sud, 'National Framework for the Return, Resettlement and Reintegration of Displaced Persons' février 2017.
- 438 Gouvernement du Burundi, 'Arusha peace and reconciliation agreement for Burundi' 28 août 2000.
- 439 Platform on Disaster Displacement, 'Mapping the Baseline, To What Extent Are Displacement and Other Forms of Human Mobility Integrated in National and Regional Disaster Risk Reduction Strategies?' Octobre 2018
- 440 Gouvernement du Burkina Faso, 'Plan National Multi Risques de Préparation et de Réponse aux Catastrophes' 2009; Government of Namibia, 'National Disaster Risk Management Plan' 2011.
- 441 Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, 'Fiji's Displacement Guidelines Launched at the Moana Blue Pacific Pavilion' 12 décembre 2019; Thomas, Adelle, Benjamin, Lisa, 'Policies and mechanisms to address climate-induced migration and displacement in Pacific and Caribbean small island developing states' 8 janvier 2018.
- 442 IDMC, 'Africa Report on Internal Displacement' décembre 2019.
- 443 Governments of the Latin-American and Caribbean countries, 'San José Declaration on Refugees and Displaced Persons' 7 décembre 1994; Governments of the Latin-American and Caribbean countries, 'Brazil Declaration, "A Framework for Cooperation and Regional Solidarity to Strengthen the International Protection of Refugees, Displaced and Stateless Persons in Latin America and the Caribbean"' 3 décembre 2014; UNHCR, OAS, 'San Jose Action Statement' 7 juillet 2016; Governments of the Commonwealth of Independent States countries, 'CIS treaty on support to refugees and forced migrants' 24 septembre 1993; OSCE, 'The Lisbon Document' 1996; Parliamentary Assembly, Council of Europe, 'Recommendation 1631 - Internal displacement in Europe' 25 novembre 2003; Global Protection Cluster, 'Regulatory Frameworks on Internal Displacement, Global, regional and national developments' 2016.
- 444 International Conference on the Great Lakes Region, 'Protocol on the Property Rights of Returning Persons' 30 novembre 2006.
- 445 IGAD, 'Regional Consultative Process 2019, A Regional Exchange on Experiences in Supporting Resilience and Durable Solutions to Internal Displacement in the IGAD Region' 7 octobre 2019.
- 446 Personal communication from Beth Ferris, 14 février 2020.
- 447 ISS Africa, 'Do the African Union's annual themes deliver?' mardi 11 février 2020
- 448 Platform on Disaster Displacement, 'Press Release by Co-Chairs of the UN Secretary-General's High-Level Panel on Internal Displacement on commencement of the Panel's work' 21 février 2020
- 449 UN Sustainable Development Group, 'United Nations Sustainable Development Cooperation Framework' 3 juin 2019
- 450 UN Sustainable Development Group, 'Common Country Analysis: UNDAF Companion Guidance', Juin 2017.
- 451 UN Office of Human Resources Management Department of Management, 'The Essential Guidebook for Senior Leaders of the United Nations Secretariat', octobre 2017; UNA-UK, 'UN briefings: Human Rights up Front', 23 octobre 2019
- 452 Mercy corps, Woodrow Wilson School, 'Rethinking return, Lessons from Colombia, Liberia and Nigeria' Mars 2019.
- 453 IDMC, 'No land, no water, no pasture: The Urbanisation of Drought Displacement in Somalia' mars 2020.
- 454 Tana, 'IDP Policy in Mogadishu' 28 décembre 2018.
- 455 OCHA, 'Reducing Protracted Internal Displacement: a Snapshot of Successful Humanitarian-Development Initiatives' juin 2019.
- 456 Econometría Consultores, 'Evaluación Externa del Programa Conjunto ACNUR-PNUD "Construyendo Soluciones Sostenibles - TSI"', avril 2016.
- 457 Bolkvadze, Tamar, 'Participation of and coordination between national and local stakeholders to adequately address the durable solution needs of IDPs in Georgia. Good examples and challenges from Georgia. Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement, 2019
- 458 Rebosio Calderon et al., 'Georgia - Transitioning from status to needs based assistance for IDPs: a poverty and social impact

- analysis', 2016.
- 459 OCHA, 'Agenda for Humanity, The Grand Bargain', disponible au : <https://www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861>, consulté le : mercredi 12 février 2020
- 460 IDMC, 'Global Report on Internal Displacement (GRID) 2019' mai 2019.
- 461 Global Center on Adaptation, 'Locally Led Action Track', disponible au : <https://gca.org/global-commission-on-adaptation/action-tracks/locally-led-action>, consulté le : 12 April 2020; Soanes, Marek, Rai, Neha, et al., 'Delivering real change: Getting international climate finance to the local level' 2017. Disponible au : <https://gca.org/global-commission-on-adaptation/action-tracks/locally-led-action>, consulté le : dimanche 12 avril 2020.
- 462 Soanes, Marek, Rai, Neha, et al., 'Delivering real change: Getting international climate finance to the local level' 2017.
- 463 Schoenmaker, Dirk, Schramade, Willem, 'Financing environmental and energy transitions for regions and cities: creating local solutions for global challenges' 2019; Franco, Isabel B., Tracey, James, 'Community capacity-building for sustainable development' 7 mai 2019.
- 464 Soanes, Marek, Rai, Neha, et al., 'Delivering real change: Getting international climate finance to the local level' 2017.
- 465 IDMC, 'No land, no water, no pasture: The Urbanisation of Drought Displacement in Somalia' mars 2020.
- 466 Soanes, Marek, Rai, Neha, et al., 'Delivering real change: Getting international climate finance to the local level' 2017; Schoenmaker, Dirk, Schramade, Willem, 'Financing environmental and energy transitions for regions and cities: creating local solutions for global challenges' 2019; Franco, Isabel B., Tracey, James, 'Community capacity-building for sustainable development' 7 Mai 2019.
- 467 Walnycki, Anna, 'Local development from global finance: How to extend and deepen the impact of 2030 development finance' 2016; OCHA, 'Reducing Protracted Internal Displacement: a Snapshot of Successful Humanitarian-Development Initiatives' Juin 2019.
- 468 Gouvernement du Danemark, DANIDA, 'The World 2030: Denmark's strategy for development cooperation and humanitarian action' janvier 2017
- 469 OCHA, 'Reducing Protracted Internal Displacement: a Snapshot of Successful Humanitarian-Development Initiatives' juin 2019.
- 470 Levine et al., 'Multi-year humanitarian funding: A thematic evaluation' Juillet 2019; Sida et al., 'A Multi-Year Thematic Evaluation of DFID's Multi-Year Humanitarian Funding Approach in the Democratic Republic of Congo' avril 2018; Sida et al., 'A multi-year thematic evaluation of DFID's multi-year humanitarian funding approach in Sudan' décembre 2018; OCHA, 'Reducing Protracted Internal Displacement: A Snapshot of Successful Humanitarian-Development Initiatives' juin 2019
- 471 Harild, Niels, Christensen, Asger, et al., 'Sustainable Refugee Return: Triggers, constraints, and lessons on Addressing the development challenges of forced displacement' 2015.
- 472 Mercy corps, Woodrow Wilson School, 'Rethinking return, Lessons from Colombia, Liberia and Nigeria' mars 2019.
- 473 UN, 'Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development' 13 juin 2015.
- 474 The World Bank, 'US\$31.5 Million to Help Improve Services for Migrants from Venezuela and Host Communities in Colombia' 12 avril 2019.
- 475 UNDP in Somalia, 'Somalia increases peace building efforts with launch of 2019 UN Peacebuilding Fund' 19 février 2019.
- 476 Banque Mondiale, 'World Bank Group Strategy for Fragility, Conflict, and Violence 2020–2025' 27 février 2020.
- 477 Statistical capacity assessments such as Sustainable Development Solutions Network et al., 'Data for Development, A Needs Assessment for SDG Monitoring and Statistical Capacity Development' avril 2015; FAO, 'Statistical Capacity Country Profiles for SDG Indicators | Sustainable Development Goals', disponible au : <http://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/statistical-capacity-cp-for-sdg-indicators/en/>, consulté le : dimanche 12 avril 2020.
- 478 NRC, 'Responding Rapidly to Sudden Population Displacements (French)' 29 juin 2018; IDMC, 'Africa Report on Internal Displacement' décembre 2019.
- 479 Humanitarian Response, 'Mecanisme de Réponse Rapide', disponible au : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/rrm>, consulté le : 12 avril 2020
- 480 Rapid Response Mechanism Mali, 'FAQ | Mécanisme de réponse rapide du Mali - Tableau de bord d'activités', disponible au : <https://rrm-mali-public.org/en/faq/>, consulté le : 12 avril 2020
- 481 IDMC, 'Internal Displacement Data: From Challenge to Opportunity, Part 2, GRID 2019' Mai 2019; IDMC, 'Africa Report on Internal Displacement' décembre 2019.
- 482 IDMC, 'Disaster Displacement, a Global Review, 2008-2018' mai 2019.
- 483 Disaster Management Centre, Government of Sri Lanka, 'Situation Reports', disponible au : [http://www.drrweb.dmc.gov.lk/&report\\_type\\_id=1&lang=en](http://www.drrweb.dmc.gov.lk/&report_type_id=1&lang=en), consulté le : 12 avril 2020
- 484 Disaster Management Centre, Government of Sri Lanka, 'Present situation', disponible au : <http://www.dmc.gov.lk/index.php?lang=en>, consulté le : 12 avril 2020
- 485 Disaster Management Centre, Government of Sri Lanka, 'Disaster Information Management system in Sri Lanka, Desinventar', disponible au : <http://www.desinventar.lk/>, consulté le : 12 avril 2020
- 486 Expert Group on Refugee and Internally Displaced Persons Statistics, 'Technical Report on Statistics of Internally Displaced Persons: Current Practice and Recommendations for Improvement' janvier 2018; Natalia Krynsky Baal, Laura Kivelä and Melissa Weihmayer, 'Improving IDP data to help implement the Guiding Principles, Forced Migration Review 59' octobre 2018.
- 487 Gouvernement de Colombie, 'Ley 1448, Ley de Víctimas y Restitución de Tierras' 2011; Unidad para las Víctimas, Government of Colombia, 'The Victims Unit review' 23 novembre 2016, disponible au : <https://www.unidadvictimas.gov.co/en/la-unidad/victims-unit-review/28230>, consulté le : 12 avril 2020
- 488 Expert Group on Refugee and Internally Displaced Persons Statistics, 'Technical Report on Statistics of Internally Displaced Persons: Current Practice and Recommendations for Improvement' janvier 2018; Government of Bosnia and Herzegovina, 'Federalno ministarstvo raseljenih osoba i izbjeglica – Zvanina web stranica', disponible au : <https://fmroi.gov.ba/>, consulté le : 12 avril 2020
- 489 Voir l'exemple de: Paris 21, 'Advanced Data Planning Tool (ADAPT)', disponible au : <https://paris21.org/advanced-data-planning-tool-adapt>, consulté le : 12 avril 2020; Paris 21, 'Proposing a framework for Statistical Capacity Development 4.0' 2018; 'Conference of European Statisticians, Road Map on Statistics for Sustainable Development Goals' 2017; Government of Poland, 'Knowledge Databases', disponible au : <http://swaid.stat.gov.pl/en/SitePages/StronaGlownaDBW.aspx>, consulté le : 13 avril 2020; Government of Russia, 'Federal State Statistic Service', disponible au : <https://eng.gks.ru/>, consulté le : lundi 13 avril 2020.
- 490 OIM, 'IOM, FAO Lead Partnership for Disaster Risk Reduction in West and Central Africa' 31 janvier 2020.
- 491 Global IDP Survey, NRC, 1998: 'Internal displaced people. A global survey' 1998.
- 492 IDMC, 'Global Internal Displacement Database', disponible au : <http://www.internal-displacement.org/database/displacement-data>, consulté le : jeudi 31 octobre 2019
- 493 IDMC, 'Spotlight Data Triangulation, GRID 2019' mai 2019.
- 494 IDMC, 'Internal Displacement Data: From Challenge to Opportunity, Part 2, GRID 2019' mai 2019.
- 495 IDMC, 'Urban Internal Displacement: Risk, Impacts and Solutions, Part 3, GRID 2019' mai 2019.
- 496 IDMC, 'Global Disaster Displacement Risk, A Baseline for Future Work' 2017.
- 497 IDMC, 'Assessing the impacts of climate change on flood displacement risk' décembre 2019.
- 498 IDMC, 'Hidden in plain sight: The Differentiated Impacts of Internal Displacement', disponible au : <https://www.inter->

- nal-displacement.org/research-areas/differentiated-impacts, consulté le : lundi 13 avril 2020
- 499 IDMC, IMPACT, Plan International, 'Women and Girls in internal displacement, Thematic series: Hidden in plain sight' mars 2020.
- 500 IDMC, 'Assessing the Severity of Displacement, Thematic Report' février 2020.
- 501 Guiu, Siddiqui, 'Why has nobody come back here?, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement' avril 2020.
- 502 OIM, 'Access to Durable Solutions Among IDPs in Iraq Four Years in Displacement' 13 novembre 2019; Brookings, Université de Bern, et al., 'IASC Framework on Durable Solutions for Internally Displaced Persons' 2010.
- 503 Faten Ghosn, 'Lessons from History: Ending Internal Displacement in Post-Civil War Lebanon, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement' avril 2020.
- 504 Nations Unies, Banque Mondiale, 'Pathways for Peace : Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict' 2018.
- 505 Hodge, George, Prahara, Pamungkas, et al., 'Comparing Population Displacement Estimates from Mobile Network Data and Other Sources, Working Paper: Evidence from the Highlands Earthquake in Papua New Guinea' 2019; Eugenia Giraudy, Paige Maas, et al., 'Facebook releases improved Displacement Maps for crisis response' 13 janvier 2020.
- 506 IDMC, 'Disaster Displacement, a Global Review, 2008-2018' mai 2019.
- 507 DSWD DROMIC, 'Report #11 on the Earthquake Incident in Tulunan, North Cotabato' 24 octobre 2019.
- 508 IOM-DTM, 'Mindanao Earthquakes Rapid Assessment, Philippines - Region XI and XII' 13 November 2019.
- 509 Eugenia Giraudy, Paige Maas, Shankar Iyer, Zack Almquist, JW Schneider, Alex Dow, 'Measuring Long-Term Displacement using Facebook Data, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement' April 2020; Facebook Data for Good, 'Home', disponible au : <https://dataforgood.fb.com/>, consulté le : 13 avril 2020; Facebook Data for Good, 'Displacement Maps'.
- 510 IDMC, 'Global Report on Internal Displacement (GRID) 2018' mai 2018.
- 511 Par exemple, le portail de données sur la migration basé à Berlin : IOM, 'Global Migration Data Portal', disponible au : <https://migrationdataportal.org/>, consulté le : 13 avril 2020 ou the Joint Data Centre in Copenhagen: Banque Mondiale, 'UNHCR-World Bank Group Joint Data Center on Forced Displacement Fact Sheet' septembre 2019.
- 512 UNECE, 'Migration statistics', disponible au : <https://www.unece.org/stats/migration.html>, consulté le : 13 avril 2020; UNECE, 'Statistical Database', disponible au : [https://w3.unece.org/PXWeb2015/pxweb/en/STAT/STAT\\_\\_30-GE\\_\\_99-MCH\\_1/](https://w3.unece.org/PXWeb2015/pxweb/en/STAT/STAT__30-GE__99-MCH_1/), consulté le : 13 avril 2020; UNECE, 'Guidance on Data Integration for Measuring Migration' February 2019.
- 513 ECLAC, 'Migración Internacional, Interna y Urbanización' 20 janvier 2015, disponible au <https://www.cepal.org/es/migracion>, consulté le : lundi 13 avril 2020
- 514 The North Africa Post, 'Morocco, AU Sign Headquarters Agreement of African Migration Observatory' 11 décembre 2018.
- 515 The Globe Post, 'African Observatory for Migration and Development (OAMD) is Win-Win for Morocco' 8 août 2018; Morocco World News, 'Morocco, AU Agree to Establish Migration Observatory in Rabat' 31 mai 2019.
- 516 UNICEF, OIM, et al., 'Lack of Quality Data Compounds Risks Facing Millions of Refugee and Migrant Children' 3 Mars 2020.
- 517 Fox et al., 'Measuring political commitment and opportunities to advance food and nutrition security: piloting a rapid assessment tool', Health Policy and Planning, juin 2015.
- 518 À titre d'exemple : OCHA, 'Reducing Protracted Internal Displacement: a Snapshot of Successful Humanitarian-Development Initiatives' juin 2019; Mooney, Erin, 'Enhancing the National Response to Internal Displacement, A guide to Good Practices by Council of Europe Member States' 2017; DRC, 'Responding to displacement: 10 good practices' December 2019; DRC, ReDSS, 'Review of Durable Solutions Initiatives in East and Horn of Africa, Good practices, challenges and opportunities in the search of durable solutions' 2016. One notable exception has been a comparative study conducted by the Brookings Institute in 2011: Elizabeth Ferris, Erin Mooney, and Chareen Stark, 'Assessing National Approaches to Internal Displacement: Findings from 15 Countries, Chapter 1, From Responsibility to Response: Assessing National Approaches to Internal Displacement' 1 novembre 2011.
- 519 IDMC, 'Monitoring Progress to Reduce Internal Displacement, Building a global Internal Displacement Index' March 2019.
- 522 UN General Assembly, 'Report of the open-ended intergovernmental expert working group on indicators and terminology relating to disaster risk reduction', 1 décembre, 2016.
- 523 IDMC, 'Understanding the root causes of displacement: towards a comprehensive approach to prevention and solutions', 8 décembre 2015.
- 524 ICRC, 'Exploring Humanitarian Law. Glossaire Terms used in EHL', 2009.
- 525 IDMC, 'Understanding the root causes of displacement: towards a comprehensive approach to prevention and solutions', 8 décembre 2015.
- 526 OCHA, 'Breaking the impasse, Reducing Protracted Internal Displacement as a Collective Outcome', 2017.
- 527 IDMC, 'The displacement continuum, research agenda and call for partners', novembre 2017.
- 528 UN Habitat, OHCHR, 'Forced Evictions, Fact sheet No.25/Rev.1', 2014.
- 529 The Brookings Institution-Bern Project on Internal Displacement, 'Annex I: Glossaire, IASC Operational Guidelines on the protection of persons in situations of natural disasters', janvier 2011.
- 530 UN General Assembly, 'Report of the open-ended intergovernmental expert working group on indicators and terminology relating to disaster risk reduction', 1 décembre, 2016.
- 531 The Brookings Institution-Bern Project on Internal Displacement, 'Annex I: Glossaire, IASC Operational Guidelines on the protection of persons in situations of natural disasters', janvier 2011.
- 532 UNODC, 'Chapter 4: Homicide, Violence and Conflict. Global study on homicide', 2013.
- 533 IDMC, 'Forced displacement linked to transnational organised crime in Mexico', Mai 2012.
- 534 UN General Assembly, 'Report of the open-ended intergovernmental expert working group on indicators and terminology relating to disaster risk reduction', 1 décembre, 2016.

# TABLEAU 1 :

## Résumé des chiffres clés

### Définitions

**Nouveaux déplacements:** Nouveaux cas de déplacement interne en 2019.

**Nombre total de déplacés internes:** Nombre total de personnes vivant en situation de déplacement interne au 31 décembre 2019.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements en 2019 (conflits)	Nouveaux déplacements en 2019 (catastrophes)	Nombre total de déplacés internes au 31 décembre 2019 (conflits)	Nombre total de déplacés internes au 31 décembre 2019 (catastrophes)
Afghanistan	461 000	117 000	2 993 000	1 198 000
Afrique du Sud	2 300	1 700	250	100
Albanie		33 000		32 000
Algérie		3 200		
Allemagne		680		
Angola		6 700		1 100
Arabie saoudite		260		
Argentine		23 000		
Australie		25 000		15 000
Autriche		270		
Azerbaïdjan		140	351 000	100
Bahamas		9 800		600
Bangladesh	520	4 086 000	427 000	88 000
Barbade		100		100
Belgique		10		
Bénin	190	5 000	3 700	
Bolivie	31	77 000	31	1 900
Bosnie-Herzégovine		270	99 000	
Brésil		295 000		1 400
Burkina Faso	513 000		560 000	
Burundi	530	27 000	23 000	12 000
Cambodge		70 000		1 300
Cameroun	67 000	24 000	969 000	28 000
Canada		41 000		6 800
Chili		3 900		1 600
Chine		4 034 000		220 000
Chypre			228 000	
Colombie	139 000	35 000	5 576 000	1 600
Comores		19 000		19 000
Congo	2	166 000	134 000	107 000
Corée du Nord		6 400		900
Corée du Sud		5 600		1 700
Costa Rica		390		
Côte d'Ivoire	330	720	303 000	400
Cuba		9 900		2 100
Djibouti		10 000		
Égypte	4		65 000	
Émirats arabes unis		220		20
Équateur		1 100		200
Espagne		23 000		
États-Unis		916 000		37 000
Éthiopie	1 052 000	504 000	1 414 000	390 000


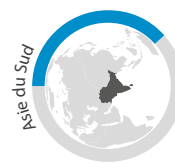

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements en 2019 (conflits)	Nouveaux déplacements en 2019 (catastrophes)	Nombre total de déplacés internes au 31 décembre 2019 (conflits)	Nombre total de déplacés internes au 31 décembre 2019 (catastrophes)
Fidji		5 000		600
France		6 200		2 000
Gambie		4 000		4 000
Géorgie			301 000	
Ghana	2 300	16 000	230	15 000
Grèce		2 800		
Grenade		26		
Guam		450		
Guatemala		21 000	242 000	1 300
Guinée		18		18
Guinée-Bissau		410		400
Haïti	2 100	1 200	2 100	51 000
Honduras		390	247 000	
Hong Kong, Chine		210		
Hongrie		110		
Île Maurice		1 000		100
Îles Marshall		200		
Îles Mariannes du Nord		870		12
Inde	19 000	5 018 000	470 000	590 000
Indonésie	23 000	463 000	40 000	104 000
Irak	104 000	37 000	1 555 000	300
Iran		520 000		180 000
Israël		1 200		200
Italie		3 400		
Japon		265 000		88 000
Jordanie		46		
Kenya	1 800	74 000	162 000	1 400
Kirghizistan	770			
Kosovo			16 000	
Laos		103 000		5 400
Liban		4 300	7 000	200
Liberia		600		600
Libye	215 000	4 600	451 000	
Luxembourg		190		
Madagascar	1 000	5 700	3 000	1 400
Malaisie		63 000		15 000
Maldives		300		
Malawi	150	117 000	150	54 000
Mali	284 000	6 600	208 000	6 300
Maroc		200		
Martinique		2		
Mauritanie		6 600		
Mayotte		10 000		
Mexique	7 100	16 000	345 000	
Mongolie		13		
Mozambique	5 300	506 000	110 000	132 000
Myanmar	80 000	270 000	457 000	41 000
Namibie		2		
Népal		121 000		29 000
Nicaragua		580		19
Niger	57 000	121 000	195 000	121 000
Nigeria	248 000	157 000	2 583 000	143 000
Norvège		620		
Nouvelle-Zélande		1 300		11



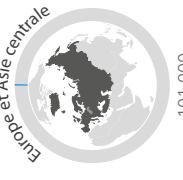


Pays ou territoire	Nouveaux déplacements en 2019 (conflits)	Nouveaux déplacements en 2019 (catastrophes)	Nombre total de déplacés internes au 31 décembre 2019 (conflits)	Nombre total de déplacés internes au 31 décembre 2019 (catastrophes)
Oman		1 100		
Ouganda	2 300	130 000	32 000	1 100
Pakistan	16 000	100 000	106 000	15 000
Palestine	1 500	2	243 000	
Panama		240		30
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 300	31 000	14 000	11 000
Paraguay		54 000		
Pérou	35	10 000	60 000	5 800
Philippines	183000	4 094 000	182 000	364 000
Pologne		18		
Polynésie Française		30		4
Porto Rico		240		5
Portugal		640		
Région D'Abyei		40 000	31 000	26 000
République centrafricaine	96 000	102 000	592 000	95 000
République Démocratique du Congo	1 672 000	233 000	5 512 000	168 000
République de Macédoine			140	
République dominicaine		4 900		18
Roumanie		460		
Royaume-Uni		12 000		1 500
Russie		12 000	1 800	3 500
Rwanda		12 000		5 500
Salomon		31		
Sainte-Lucie		25		8
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		230		
Salvador	454 000	1 900		
Sénégal		4 400	8 400	100
Serbie		300		
Sierra Leone	2 500	5 300	5 500	2 500
Somalie	188 000	479 000	2 648 000	600
Soudan	84 000	272 000	2 134 000	272 000
Soudan du Sud	259 000	294 000	1 352 000	246 000
Sri Lanka	1 700	87 000	27 000	4 900
Suède		47		
Suisse		10		
Syrie	1 847 000	17 000	6495000	2900
Tadjikistan		4 800		2 100
Taiwan, Chine		13 000		600
Tanzanie		11 000		1 300
Tchad	58 000	30 000	176 000	27 000
Thaïlande		61 000	41 000	400
Trinidad et Tobago		48		
Togo	2 000		2 000	
Tunisie	4	32	4	
Turquie	2 000	540	1 099 000	100
Ukraine	60		730 000	
Uruguay		22 000		
Vanuatu		1 000		100
Venezuela		320		300
Vietnam		89 000		7 200
Yémen	398 000	31 000	3 635 000	400
Zambie		1 300		100
Zimbabwe		52 000		52 000

## TABLEAU 2 :

Les plus grandes catastrophes à l'origine des déplacements par région

Région	Catastrophe	Mois du début de la catastrophe	Pays et territoires	Nouveaux déplacements*	Source(s) des chiffres
 <p>Asie de l'Est et Pacifique</p> <p>9 601 000 38,6 % du nombre total de déplacements liés à des catastrophes</p>	Typhon Lekima (Hanna)	Août	3 pays et 1 territoire Chine Philippines Taiwan/Chine Japon	2 138 000 2 097 000 38 465 2 708 44	Gouvernement Gouvernement Gouvernement Gouvernement
	Typhon Kammuri (Tisoy)	Novembre	1 pays et 1 territoire Philippines Guam (États-Unis)	1 424 000 1 423 667 19	Gouvernement Gouvernement
	Saison des inondations - Juin-Juillet 2019	Juin	Chine	1 298 000	Gouvernement
 <p>Asie du Sud</p> <p>9 529 000 38,3 % du nombre total de déplacements liés à des catastrophes</p>	Cyclone Fani	Mai	2 pays Inde Bangladesh	3 487 000 1 821 042 1 666 043	Gouvernement Gouvernement et ONG
	Saison de la mousson	Mai	Inde	2 623 000	Gouvernement et autorités locales
	Cyclone Bulbul	Novembre	2 pays Bangladesh Inde	2 293 000 21 069 18 1 862 18	Gouvernement ONG et autorités locales
 <p>Afrique saharienne</p> <p>3 448 000 13,9 % du nombre total de déplacements liés à des catastrophes</p>	Cyclone Idai	Mars	4 pays Mozambique Malawi Zimbabwe Madagascar	640 000 478 169 110 110 50 905 500	Gouvernement OIM OIM Gouvernement
	Inondations en Somalie (pluies « Gu »)	Octobre	Somalie	407 000	PRMI (Protection and Return Monitoring Network)
	Inondations au Soudan	Mai	Soudan	272 000	OCHA

Région	Catastrophe	Mois du début de la catastrophe	Pays et territoires	Nouveaux déplacements*	Source(s) des chiffres
 <p>Les Amériques</p> <p>1 545 000 6,2 % du nombre total de déplacements liés à des catastrophes</p>	Cyclone Dorian	Août	7 pays États-Unis d'Amérique Bahamas Saint-Vincent-et-les-Grenadines	464 000 453 903 9 840 232	OCHA Gouvernement et autorités locales OIM ; OMS, BID, CEPALC (NU) Gouvernement via l'Agence caribéenne de gestion des catastrophes et des réponses aux urgences (CDEMA) Services aux Autochtones Canada et Médias Gouvernement via l'Agence caribéenne de gestion des catastrophes et des réponses aux urgences (CDEMA) Gouvernement via l'Agence caribéenne de gestion des catastrophes et des réponses aux urgences (CDEMA) Gouvernement via l'Agence caribéenne de gestion des catastrophes et des réponses aux urgences (CDEMA)
	Feux de forêt - Kincade (Californie)	Octobre	États-Unis	190 000	Gouvernement
	Feux de forêt - Saddleridge (Californie)	Octobre	États-Unis	100 000	Gouvernement
 <p>Moyen-Orient et Afrique du Nord</p> <p>631 000 2,5 % du nombre total de déplacements liés à des catastrophes</p>	Inondations en Iran	Mars	Iran	500 000	OCHA et IRCS (Société du Croissant-Rouge de la République islamique d'Iran)
	Inondations en Irak	Mars	Irak	37 000	OCHA et IRCS (Société du Croissant-Rouge de la République islamique d'Iran)
	Inondations au Yémen	Septembre	Yémen	15 000	OCHA et Shelter Cluster
 <p>Europe et Asie centrale</p> <p>101 000 0,4 % du nombre total de déplacements liés à des catastrophes</p>	Tremblement de terre en Albanie	Novembre	Albanie	32 000	FICR
	Feux de forêt en Espagne	Janvier	Espagne	18 000	Protection civile
	Inondations en Russie (Irkutsk)	Juin	Russie	10 000	ECHO

Les chiffres ayant été arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres indiqués.

# TABLEAU 3 :

## Déplacements liés à des conflits et à la violence en 2019

### Définitions

**Nouveaux déplacements:** Nouveaux cas de déplacement interne en 2019.

**Nombre total de déplacés internes:** Nombre total de personnes vivant en situation de déplacement interne au 31 décembre 2019.

**Nombre de personnes déplacées ayant progressé partiellement dans la recherche d'une solution durable:** Nombre de déplacés internes que nos fournisseurs de données ont identifiés comme retournés, réinstallés ou intégrés localement en 2019 et pour lesquels les données factuelles obtenues par l'IDMC indiquent que les progrès vers des solutions durables ne sont que partiels compte tenu de leurs conditions de vie. Dans certains cas, ce nombre peut faire référence à des mouvements plutôt qu'à des personnes (on parle ici de « flux partiels »)

**Nombre de personnes déplacées dont les progrès vers des solutions durables ne peuvent pas être vérifiés:** Nombre de déplacés internes que nos fournisseurs de données ont identifiés comme retournés, réinstallés ou intégrés mais pour lesquels il n'existe aucune preuve permettant de confirmer la réalisation de progrès vers des solutions durables. Dans quelques cas, ce nombre peut faire référence à des mouvements plutôt qu'à des personnes» (rapport 2019) réalisation de progrès vers des solutions durables. Il s'agit principalement de lacunes dans les données fournies par nos sources et partenaires qui n'ont pu être expliquées ou justifiées.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées		Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	
Abyei		31 000			L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées dans la région d'Abyei repose sur deux enquêtes menées par l'OIM à Abathok et Agok en avril et novembre 2017. Sur la base d'une analyse de ces données, nous avons soustrait le nombre estimé de ménages qui se considèrent comme intégrés localement dans leur zone de déplacement. L'IDMC a également inclus dans ce chiffre les personnes nouvellement déplacées en 2018. Cette estimation est basée sur une analyse des données de la Matrice de suivi du déplacement (DTM) de l'OIM qui a identifié principalement les cas de déplacement déclenchés par des attaques armées dans la ville d'Abyei à la mi-juillet 2018. L'IDMC n'a enregistré aucun nouveau déplacement en 2019.
Afghanistan	461 000	2 993 000			L'IDMC a estimé le nombre total de déplacés internes en Afghanistan sur la base d'une analyse des données obtenues de la DTM de l'OIM, qui ont été recueillies auprès d'informateurs clés entre décembre 2017 et juin 2019. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est basée principalement sur le nombre de personnes enregistrées par le système de suivi des déplacements de l'OCHA comme étant nouvellement déplacées et dont la situation a été vérifiée. Les données d'un rapport de suivi du NRC sur les expulsions forcées ont également été incluses. Étant donné que les agences humanitaires ne vérifient pas beaucoup de déplacements à court terme ou de déplacements secondaires, le nombre de nouveaux déplacements rapporté par l'IDMC est susceptible d'être sous-estimé.
Afrique du Sud	2 300	250	2 000		L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements en Afrique du Sud en 2019 concerne les épisodes de violence xénophobe survenus en mars, avril et septembre. Ce chiffre provient des données sur les arrivées dans les refuges des provinces du Gauteng et du Kwa Zulu Natal, signalées par la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) et Human Rights Watch (HRW). L'estimation de l'IDMC du nombre de personnes déplacées en Afrique du Sud repose également sur les données de HRW, pour lesquelles aucune information sur les tentatives de retour ou autres solutions n'a pu être obtenue. L'estimation du chiffre des solutions partielles concerne les personnes qui sont retournées et ont reconstruit leur logement après les violences de septembre, comme l'a rapporté la FICR.

Les chiffres ayant été arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres indiqués.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées		Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	
Azerbaïdjan		351 000		301 000	L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées en Azerbaïdjan est basée sur une analyse des données fournies par le Comité d'État pour les affaires des réfugiés et des personnes déplacées de l'Azerbaïdjan. Elle a montré qu'il y avait environ 651 000 personnes déplacées dans le pays en décembre 2019 du conflit arméno-azerbaïdjanais sur le Haut-Karabakh. Ce chiffre est divisé en deux groupes : 351 000 personnes vivant en situation de déplacement prolongé qui ont des besoins en matière de logement, d'emploi, d'éducation et de santé ; et 300 000 personnes qui ont été réinstallées. L'IDMC a estimé que le second groupe a trouvé une solution partielle à son déplacement parce qu'il a été relogé et reçoit une aide du gouvernement mais vit dans un logement temporaire.
Bangladesh	520	427 000	29		L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées au Bangladesh comprend deux groupes : les déplacés internes des Chittagong Hill Tracts (CHT) chassés par un conflit armé interne entre 1973 et 1997, ainsi que les Bihari parlant l'ourdu, également appelés « Pakistanais oubliés », qui ont été chassés par la guerre d'indépendance du Bangladesh en 1971. En l'absence de mises à jour récentes sur la taille de ces populations, l'estimation de l'IDMC concernant le cas des CHT est basée sur une enquête menée en 2009 par le Human Development Research Centre, une ONG locale. Notre estimation concernant les personnes déplacées dans le Bihari provient d'une étude de profilage à la demande du HCR en 2006 et qui a été réalisée par une autre ONG locale, Al-Falah. L'estimation de l'IDMC du nombre total des déplacés internes inclut également les personnes déplacées en 2019, identifiées grâce à notre méthode de suivi, basée sur cinq médias différents, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. Sur la base de ces rapports, nous incluons également les personnes qui seraient retournées dans des logements détruits comme ayant fait des progrès partiels vers des solutions durables.
Bénin	190	3 700			Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Bénin et le nombre total de nouveaux déplacements en 2019 sont basées sur les données de la FICR et les rapports des médias locaux de l'Agence Bénin Presse, recueillies grâce à la base de données du Projet de données sur les lieux et les événements de conflits armés (ACLED). Elles font référence aux personnes déplacées par les affrontements entre pasteurs et agriculteurs dans le département d'Atakora en juillet 2018 et décembre 2019. L'IDMC a inclus ces personnes dans son estimation en l'absence de toute preuve indiquant qu'elles seraient retournées chez elles ou qu'elles auraient trouvé un autre type de solution durable.
Bolivie	31	31			L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Bolivie est basée sur le suivi des médias de la violence politique découlé des élections tenues entre le 20 octobre et le 16 novembre 2019, à partir de six médias différents, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. Selon les médias et des rapports complémentaires de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et du bureau du médiateur de Bolivie, environ 10 foyers (31 personnes) ont été déplacés après que des foules ont détruit leurs maisons dans les villes de Chuquisaca, El Alto, La Paz, Oruro et Potosí.
Bosnie-Herzégovine		99 000			L'IDMC a estimé le nombre total de personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine sur la base des statistiques officielles du gouvernement, qui s'appuient largement sur les listes de la commission électorale du pays. Ces statistiques ont été communiquées à l'IDMC par la mission permanente de la Bosnie-Herzégovine auprès de l'ONU. Les déplacements ont été déclenchés par les conflits qui ont suivi la dissolution de l'ex-Yougoslavie et les données ont été mises à jour pour la dernière fois en 2015. Plus de la moitié des déplacés internes du pays vivent en Republika Srpska, plus d'un tiers en Bosnie-Herzégovine et une minorité dans le district de Brčko.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Burkina Faso	513 000	560 000				Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Burkina Faso et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 sont basées sur les données du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR). Ces estimations représentent la plus forte augmentation au niveau mondial, en termes relatifs, en raison d'une détérioration de la situation sécuritaire dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et du Nord du pays. Le nombre total de personnes déplacées a augmenté de manière significative, passant de 47 000 à la fin de 2018 à 560 000 un an plus tard. Compte tenu de l'insécurité croissante, qui a rendu la collecte de données plus compliquée, l'IDMC émet des réserves quant à l'authenticité des chiffres.
Burundi	530	23 000			25 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Burundi repose principalement sur une analyse des données obtenues de l'OIM. La plupart des déplacés internes du pays ont fui la violence politique en 2015 bien que la menace de nouvelles violences a continué de générer des déplacements, y compris en 2019. Le chiffre comprend également une diminution d'environ 25 000 du nombre total de personnes en situation de déplacement en raison du conflit entre 2018 et 2019, la situation sécuritaire s'étant améliorée. L'IDMC considère ce changement comme une situation non vérifiée en l'absence d'informations supplémentaires sur la situation. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est basée sur les rapports mensuels de l'OIM sur le nombre de personnes déplacées en raison d'événements sociopolitiques.
Cameroun	67 000	969 000	12 000			Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Cameroun et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 reposent sur des données obtenues grâce à la DTM de l'OIM, de l'OCHA, de la FICR, de Human Rights Watch (HRW) et des rapports des médias de la Fondation Thomson Reuters et de Jeune Afrique. Les chiffres incluent les personnes déplacées en raison de la crise régionale causée par l'insurrection en cours dans la région de l'Extrême-Nord et une augmentation de la violence, avec la crise anglophone, dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Ouest et du Littoral. Cette crise s'est considérablement aggravée, ce qui a donné lieu à des évaluations dans de nouvelles régions qui expliquent l'augmentation notable du nombre de déplacés internes en 2019. Le total comprend également les personnes déplacées qui ont fui les régions anglophones vers les régions de l'Adamaoua et du Centre, comme le rapportent l'OCHA et la Cameroonian Humanitarian Organizations Initiative (CHOI). Sur la base de son analyse des données obtenues de la DTM de l'OIM sur les personnes qui sont retournées dans la région de l'Extrême-Nord en 2019, l'IDMC comptabilise les personnes vivant dans des logements ou des abris endommagés ou détruits et celles qui ont regagné des logements non endommagés comme ayant fait des progrès partiels vers des solutions durables.
Chypre		228 000				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées à Chypre est fondée sur les chiffres présentés par la délégation du pays à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Ces chiffres font partie d'un rapport sur les personnes déplacées du continent publié en 2018 à l'occasion du 20 <sup>e</sup> anniversaire de l'adoption des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Les chiffres concernent les personnes déplacées depuis le conflit armé avec la Turquie et l'occupation par cette dernière de la partie nord de l'île en 1974.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées		Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	
Colombie	139 000	5 576 000		2 164 000	L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées en Colombie est basée sur une analyse des données provenant du Registre des victimes (RUV), qui conserve une trace de toutes les victimes de la guerre civile du pays. Les données du RUV recensent toutes les personnes déplacées depuis 1985 et incluent les personnes décédées ou ayant progressé dans la recherche de solutions durables. L'IDMC a travaillé avec le RUV pour estimer le nombre de personnes toujours déplacées sans ces cas de figure. L'estimation de l'IDMC du nombre de personnes ayant partiellement progressé vers des solutions durables est fondée sur une analyse des données du RUV relatives aux indicateurs sociaux et économiques des personnes inscrites dans le registre. L'IDMC dénombre 1 621 186 personnes ayant surmonté les vulnérabilités en matière de logement, de regroupement familial, d'accès aux documents personnels, de nutrition, de santé, d'éducation et de revenus dans cette catégorie ; et 542 456 personnes qui n'ont apparemment surmonté que les vulnérabilités en matière de logement. Le nombre estimé de nouveaux déplacements en 2019 est une projection réalisée par l'OCHA de l'ONU, sur la base des données du RUV des années précédentes.
Congo	2	134 000			L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées en République du Congo est fondée sur une analyse des données recueillies par le Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire. L'évaluation du ministère a été menée en août 2018 et inclut les personnes déplacées par le conflit et vivant dans les départements de Bouenza, Congo-Brazzaville, Kouilou, Lékoumou Pool et Pointe-Noire.
Côte d'Ivoire	330	303 000			L'estimation de l'IDMC sur les déplacements internes en Côte d'Ivoire repose principalement sur une évaluation réalisée par le JIPS en 2014 et concerne les personnes déplacées pendant la guerre de 2002-2003 et la crise politique de 2010-2011. Ce chiffre est d'ailleurs en baisse. Le total pour 2019 comprend également les personnes déplacées en 2017 en raison de conflits fonciers entre les communautés Baoulé et Wé, et toujours déplacées ; les personnes dont les logements ont été détruits en mai 2018 lors d'un conflit foncier entre les communautés Toura et Burkinabé Giandé dans le département de Biankouma ; et les personnes déplacées par des violences communautaires dans la Vallée du Bandama et Sassandra-Marahoué en mai, septembre et octobre 2019. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur des reportages des médias de l'Agence Ivoirienne de Presse.
Égypte	4	65 000			L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées en Égypte est principalement basée sur un rapport de Human Rights Watch (HRW) datant de 2018 qui s'est appuyé sur des images satellites pour évaluer la destruction des logements, ainsi que sur des entretiens avec des familles touchées dans le nord du Sinaï. L'IDMC a complété cette analyse par des reportages de médias locaux tels que Mada Masr et Coptic World. L'estimation par l'IDMC du nombre de personnes ayant partiellement progressé vers des solutions durables est basée sur les données fournies par le gouvernement égyptien, par l'intermédiaire de sa mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, sur les compensations accordées aux familles déplacées dans le Nord Sinaï. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements en 2019 est basée sur les informations fournies par la presse locale Mada Masr concernant un petit nombre de personnes qui ont fui une attaque de militants contre leurs villages, également dans le nord du Sinaï.
Salvador	454 000			510	L'estimation de l'IDMC concernant les nouveaux déplacements au Salvador est fondée sur l'analyse d'une enquête représentative menée entre janvier et février 2020 par l'Institut d'opinion publique (IUDOP) de l'Université d'Amérique centrale (UCA). L'IDMC a extrapolé les résultats de l'enquête à partir des projections démographiques du dernier recensement du pays, publié en 2007. Les informations sur les progrès réalisés en matière de solutions durables ont été fournies par la Direction nationale pour l'attention aux victimes et les migrations forcées.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Éthiopie	1 052 000	1 414 000	1 203 000	1 203 000	1 700	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Éthiopie repose sur une analyse de plusieurs sources : les données DTM de l'OIM couvrant la majeure partie du pays ; les données DTM de l'OIM pour la zone de Kamashi dans la région de Benishagul Gumuz et la zone de East Wollega en Oromia ; et les données de l'OCHA recueillies auprès des autorités locales pour la zone Gedeo, SNP. Le chiffre comprend également 90 000 personnes déplacées, qui, selon la DTM de l'OIM, ont tenté de retourner chez elles mais ont fini par vivre dans des camps et des abris collectifs ou dans des familles d'accueil. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 a été calculée en analysant l'augmentation des chiffres publiés par la DTM de l'OIM et les nouveaux cas identifiés par d'autres sources, notamment l'OCHA, la base de données du projet Armed Conflict Location and Event Data (ACLED) et la Commission européenne. L'estimation de l'IDMC de 1,2 million de personnes ayant obtenu des solutions partielles ou dans des conditions non vérifiées en 2019 est basée sur une analyse des données DTM de l'OIM provenant des enquêtes d'évaluation des villages.
Géorgie		301 000				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Géorgie fait référence à 3 cas de figures, dont deux concernant des personnes déplacées par les conflits séparatistes en Ossétie du Sud et en Abkhazie au début des années 1990 et le conflit de 2008 entre la Russie et la Géorgie. Ils ont été signalés par le HCDH et l'OCHA en 2008 et 2009. Le troisième cas concerne des personnes déplacées dans 11 provinces, selon des données fournies par le ministère géorgien des personnes déplacées des territoires occupés, du travail, de la santé et des affaires sociales.
Ghana	2 300	230			2 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Ghana est fondée sur le suivi des médias sur les déplacements déclenchés par les affrontements intercommunautaires entre les communautés Kokomba et Chokosi et les attaques armées des Peuls sur les villages de la région du Nord. Ces rapports proviennent de Joy Online et de Ghana Web, triangulés et validés avec les informations obtenues par la base de données du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project). Les estimations de l'IDMC concernant les nouveaux déplacements et les personnes vivant dans des conditions non vérifiées en 2019 sont basées sur les données de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes (NADMO) du gouvernement, triangulées à l'aide des médias locaux. Les nouveaux déplacements ont été déclenchés par les affrontements entre les communautés Kokomba et Chokosi et par les attaques armées des Peuls sur les villages de la région nord. L'IDMC n'a pas pu obtenir de données sur les conditions des personnes déplacées qui seraient retournées chez elles après leur déplacement et a donc considéré ces retours comme des conditions non vérifiées.
Guatemala		242 000				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Guatemala est basée sur un chiffre de 1997 du FNUAP relatif aux personnes en situation de déplacement interne après la guerre civile. Ce chiffre est à présent obsolète mais l'IDMC n'a obtenu aucun élément factuel indiquant que ces personnes ont trouvé une solution durable de quelque manière que ce soit.



Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Haiti	2 100	2 100				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Haiti inclut quatre cas de nouveaux déplacements en 2019, pour lesquels aucune information supplémentaire sur les tentatives de retour ou les progrès vers des solutions durables à leur déplacement n'a été obtenue. Elle est fondée sur les rapports d'Alterpresse, du Nouvelliste et de Vedeth. Ces déplacements sont liés à la crise socio-économique prolongée du pays, qui a déclenché une violence généralisée au cours de l'année, principalement en raison des violences des gangs criminels. L'IDMC n'a pu obtenir d'élément factuel indiquant que les personnes déplacées ont pu retourner chez elles ou trouver une solution durable à leur problème et a donc comptabilisé les personnes déplacées en 2019 dans le nombre total de personnes déplacées dans le pays à la fin de l'année.
Honduras		247 000				L'estimation par l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Honduras est fondée sur les résultats du dernier exercice de profilage mené en 2018 par la Commission interinstitutions pour la protection des personnes déplacées par la violence (CIPPDV). Cet exercice de profilage fait suite à celui de 2015 et a permis d'enquêter sur 836 ménages déplacés et 837 ménages de comparaison, couvrant 78 municipalités dans 16 départements. Le chiffre des personnes déplacées comprend les personnes déplacées par la violence et d'autres violations des droits de l'homme entre 2004 et 2018.
Inde	19 000	470 000	760		7 200	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Inde est fondée sur l'examen d'études universitaires et des rapports de treize médias différents, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. Le chiffre inclut les personnes déplacées par le conflit armé et la violence intercommunautaire et politique. Toutefois nous émettons des réserves quant à cette estimation considérant qu'une grande partie des données sur lesquelles elle se fonde sont obsolètes. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur le suivi des événements et s'appuie principalement sur les reportages des médias et d'autres publications. Notre estimation du nombre de personnes déplacées qui ont partiellement progressé vers des solutions durables est également basée sur les reportages des médias. Elle inclut les mouvements de retour et de réinstallation signalés pour lesquels il n'existe pas de preuves tangibles qu'ils ont abouti à des solutions durables. L'estimation de l'IDMC du nombre de personnes dans des conditions non vérifiées est également basée sur les rapports des médias et du gouvernement. Elle inclut tous les retours et réinstallations signalés en 2019, qui n'ont pas pu être vérifiés. Les personnes déplacées dont on ne savait pas où elles se trouvaient à la fin de l'année ont également été prises en compte dans la catégorie des conditions non vérifiées.
Indonésie	23 000	40 000			31 000	Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Indonésie et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 sont fondées sur les rapports des médias et le suivi des événements de quatre différents médias, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. Le nombre total de déplacés internes comprend les personnes déplacées par la violence intercommunautaire et liée à l'insurrection entre 1998 et 2004 et qui depuis ne peuvent ou ne veulent pas rentrer chez elles, les personnes déplacées entre 2007 et 2013 par des attaques perpétrées contre des minorités religieuses et les personnes expulsées de force en raison de conflits fonciers. Le chiffre inclut également les personnes déplacées par le conflit séparatiste de longue date en Papouasie où la plupart des nouveaux déplacements ont également eu lieu en 2019. Les retours signalés de nouveaux déplacements en 2019 sont considérés comme des conditions non vérifiées car il n'y a que peu ou pas de preuves concernant les conditions de vie après les retours. Les estimations de l'IDMC restent prudentes en raison du manque de données du gouvernement ou de toute autre agence sur les déplacements liés au conflit.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Irak	104 000	1 555 000	456 000	4 852 000		L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Irak repose principalement sur une analyse des données provenant de évaluations de la DTM de l'OIM. Ce chiffre inclut 1,5 million de personnes déplacées par le conflit depuis 2014 et 22 000 personnes déplacées qui sont retournées mais qui vivent dans des familles d'accueil, des quartiers informels ou des abris collectifs. Le nombre estimé de nouveaux déplacements en 2019 comprend 16 000 personnes déplacées pour la première fois, 79 000 personnes qui étaient déjà déplacées et l'ont été à nouveau au cours de l'année et 9 000 personnes déplacées qui ont été à nouveau déplacées après avoir essayé de rentrer. Sur la base d'une analyse des données de la DTM de l'OIM sur "l'indice de retour", l'IDMC a considéré 4,8 millions de retours déclarés, dont 456 000 en 2019, comme des solutions partielles car il n'a pas été possible de déterminer si les personnes concernées étaient toujours confrontées à des vulnérabilités liées à leur déplacement dans leur lieu d'origine.
Kenya	1 800	162 000				L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées au Kenya concerne plusieurs cas de figure et se fonde sur des données provenant de diverses sources, notamment l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) du gouvernement, l'OIM, les ONG, les organisations de la société civile et les médias locaux (Standard Media, Kenya News Agency et Daily Nation). Le chiffre inclut les personnes déplacées par les violences liées aux élections en 2007, 2008 et 2017, et d'autres personnes déplacées par la violence intercommunautaire, les conflits en matière de ressources et les attaques d'al-Shabaab en 2017, 2018 et 2019. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur les données publiées par les médias locaux et la NDMA. L'IDMC considère ce chiffre sous-estimé car la collecte de données sur les déplacements internes au Kenya est limitée dans sa portée géographique et sa régularité.
Kosovo		16 000				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Kosovo est fondée sur une base de données nationale gérée par le ministère des communautés et des retours et fait référence aux personnes déplacées pendant le conflit de 1998-1999. Cette base de données est mise à jour avec le concours du HCR et d'autres partenaires et elle est utilisée pour fournir une assistance aux familles déplacées. La légère diminution du nombre de personnes déplacées depuis 2018 est due au fait que le HCR a signalé que des personnes étaient revenues au Kosovo.
Kirghizistan	770			170 000		L'estimation de l'IDMC concernant les nouveaux déplacements au Kirghizistan est fondée sur le suivi des médias et des déplacements publiés par la Société du Croissant-Rouge du Kirghizistan, les autorités locales et services d'urgence ainsi que les médias tels que Radio Free Europe et 24 Kg. L'IDMC a enregistré 770 évacuations après des affrontements le long de la frontière avec le Tadjikistan. L'estimation des personnes en situation non vérifiée repose sur des rapports publiés par le HCR en 2011, mettant en évidence les déplacements internes dans le pays après les affrontements communaux de 2010, complétés par des informations provenant des médias mentionnés ci-dessus.
Liban		7 000	2 400	22 000		L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Liban est fondée sur les données de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Elle concerne les Palestiniens déplacés en 2007 du camp de réfugiés de Nahr al-Bared, considéré comme leur lieu de résidence habituel, qui n'ont pas pu y retourner ni trouver une solution durable quelle qu'elle soit. Sur la base des données de l'UNRWA, l'IDMC estime également qu'environ 2 400 personnes déplacées en 2007 ont trouvé une solution partielle en 2019 en revenant au camp de réfugiés.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Libye	215 000	451 000	14 000	514 000		L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Libye repose principalement sur les rapports de la DTM de l'OIM et fait référence aux personnes déplacées par le conflit du pays. Le nombre de personnes qui ont essayé de retourner chez elles mais n'y sont pas parvenues, également estimé sur la base d'une analyse des données de la DTM de l'OIM, est inclus dans le chiffre. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur une analyse des données de la DTM de l'OIM via son système de suivi d'événements. Les données pour les deux derniers mois de l'année ont été limitées en raison de la diminution du nombre de rapports. L'estimation de l'IDMC concernant les solutions partielles repose sur une analyse des rapports de la DTM de l'OIM sur les retours signalés, et inclut les personnes vivant dans leur ancien domicile, un nouveau domicile, un logement loué ou un autre type de refuge, avec des preuves insuffisantes pour indiquer que cela constituait des solutions durables.
Madagascar	1 000	3 000			390	Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées, les nouveaux déplacements en 2019 et les conditions non vérifiées à Madagascar reposent sur une analyse des données de la DTM de l'OIM de 2018, qui font référence aux déplacements provoqués par le banditisme (Dahalo), complétées par des données provenant de quatre médias différents, dont certaines ont été utilisées pour la triangulation et la validation des informations. Ces rapports ont été obtenus grâce à la base de données de l'ACLED. Étant donné le manque de preuves de retour parmi les personnes déplacées ayant fui leur foyer en 2018 et 2019, l'IDMC considère ces personnes comme étant toujours déplacées ou comme des personnes dont les progrès vers des solutions durables ne peuvent être vérifiés.
Malawi	150	150				Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Malawi et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 sont fondées sur les reportages des médias locaux sur les violences qui se sont produites en octobre et novembre, provenant de quatre médias différents, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. Étant donné le manque de preuves que les personnes signalées comme étant nouvellement déplacées en 2019 ont pu retourner chez elles ou trouver des solutions durables, l'IDMC considère que leurs progrès vers des solutions durables ne peuvent être vérifiés.
Mali	284 000	208 000			13 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Mali est fondée sur les données mises à disposition par la Commission Mouvements de Population (CMP) qui proviennent elles-mêmes des données DTM de l'OIM compilées à partir de l'enregistrement des déplacés internes. Le chiffre représente les personnes déplacées par la violence intercommunautaire et les conflits ethniques. L'estimation du nombre de nouveaux déplacements de l'IDMC est fondée sur les données provenant du Mécanisme de réaction rapide du Mali, dirigé par le NRC, qui signale les cas de déplacement vérifiés associés aux mêmes causes. L'augmentation de ces deux chiffres par rapport à l'année précédente peut être attribuée à la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays. L'IDMC indique également pour la première fois le nombre de personnes déplacées au Mali dont les progrès vers des solutions durables ne peuvent être vérifiés, comme l'a constaté la CMP.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Mexique	7 100	345 000			120	Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Mexique et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 reposent sur le suivi des médias effectué par l'IDMC et la Commission mexicaine pour la défense et la protection des droits de l'homme (CMDPDH) ainsi que sur les estimations des stocks antérieurs fournies par la CMDPDH. Le nombre total de déplacés internes fait référence aux personnes déplacées par la violence politique, les conflits fonciers et les activités des groupes armés organisés y compris les bandes criminelles et les cartels de drogue. Les estimations de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements et les conditions non vérifiées en 2019 sont fondées sur les données recueillies par la CMDPDH et l'IDMC dans le cadre de son suivi de la couverture médiatique des événements. L'estimation de l'IDMC du nombre de personnes en situation non vérifiée fait référence à 122 personnes qui seraient retournées chez elles mais pour lesquelles aucune autre information n'est disponible.
Mozambique	5 300	110 000				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Mozambique repose sur le plan de l'OIM d'intervention aux crises qui fournit des mises à jour sur le nombre de personnes déplacées par la crise dans les régions du nord et du centre de la province de Cabo Delgado en 2019. Elle inclut également le cas plus ancien de personnes déplacées par la violence politique en 2016 dans les provinces de Manica et Sofala, complété par des reportages des médias locaux sur la violence politique en 2019, provenant de cinq médias différents, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. L'estimation du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est issue de ces rapports des médias, qui incluent des informations sur la destruction de logements liée aux attaques principalement à Cabo Delgado. Des cas de violence ont également été signalés par des médias locaux dans les provinces de Sofala, Nampula et Manica.
Myanmar	80 000	457 000	21 000		26 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Myanmar a été produite à partir de diverses sources de données couvrant différentes régions du pays, principalement les groupes de coordination et de gestion des camps (CCCM), des centres d'hébergement ainsi que par le Border Consortium. Le chiffre comprend également les nouveaux déplacements dans les États de Rakhine et de Chin signalés par l'OCHA, le gouvernement de l'État de Rakhine et les médias. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur les rapports de l'OCHA, des médias nationaux, de la base de données de l'ACLED et du Karen Human Rights Group (KHRG). Notre estimation du nombre de personnes ayant partiellement progressé vers des solutions durables est basée sur les rapports de l'OCHA, de la gestion des camps, des centres d'hébergement, du Cluster WASH et du HCR sur les personnes déplacées qui ont essayé de rentrer, de se réinstaller ou de s'intégrer localement au cours des années précédentes et qui sont suivies par ces organisations. Le nombre de conditions non vérifiées comprend les retours signalés par l'OCHA comme étant temporaires et ceux qui sont rapportés dans les médias. L'accès limité aux personnes déplacées au Myanmar invite à la plus grande prudence concernant ces estimations selon l'IDMC..
Népal			100 000			L'estimation de l'IDMC concernant les déplacements internes au Népal est fondée sur les chiffres du gouvernement fournis par le Coordinateur Résident des Nations Unies (UNRC) indiquant que plus de 100 000 personnes déplacées pendant le conflit maoïste de 1996-2006 ont été incitées à retourner. Sur la base des informations factuelles fournies par le CR des Nations Unies à partir de sources gouvernementales, l'IDMC considère que ces personnes déplacées pendant le conflit maoïste ont tenté de retourner chez elles ou de se réinstaller, mais les considère comme des solutions partielles car aucune information de suivi sur leur localisation ou leurs conditions n'était disponible, et les incitations au retour auraient été limitées à la fourniture temporaire d'un soutien financier.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Niger	57 000	195 000				Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Niger et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 reposent principalement sur les données de la Direction régionale de l'état civil et des réfugiés (DREC) du gouvernement pour la région de Diffa, et du Protection Cluster pour les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri. Les données ont été obtenues au moyen d'enquêtes menées par les autorités locales. Les estimations de l'IDMC reflètent également les informations obtenues du Protection Cluster sur les déplacements provoqués par les attaques à Maradi, Tahoua et Tillabéri à la suite du débordement de la violence au Mali et au Burkina Faso. Diffa a enregistré le plus grand nombre de personnes déplacées dans le pays au 31 décembre 2019, en raison de l'insurrection armée en cours dans la région du lac Tchad.
Nigeria	248 000	2 583 000	90 000			Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Nigeria et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 sont fondées sur les rapports DTM de l'OIM, du HCR, de l'OCHA ainsi que sur les rapports de sept médias différents, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. L'IDMC a utilisé ces sources pour identifier les personnes déplacées par les conflits et la violence. Les nouveaux déplacements liés à la violence criminelle sont également inclus dans les chiffres. La DTM de l'OIM a publié des estimations actualisées du nombre de personnes déplacées dans les États du nord-est, du centre-nord et du nord-ouest en 2019. Les augmentations enregistrées sont le reflet de l'insurrection en cours dans la région du lac Tchad ainsi que de l'escalade de la violence criminelle et intercommunautaire dans les États du nord-ouest et du centre-nord, et d'une plus grande couverture de la collecte de données et des reportages des médias, y compris dans les États qui n'étaient pas couverts auparavant. Sur la base d'une analyse des rapports de la DTM de l'OIM, l'IDMC a classé plus de 90 000 personnes déplacées comme ayant trouvé des solutions partielles à leur déplacement en 2019.
Ouganda	2 300	32 000				Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Ouganda et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 sont fondées sur des données d'Amnesty International, de Human Rights Watch et du journal Daily Monitor. Le premier chiffre concerne les personnes déplacées entre 2016 et 2019 et pour lesquelles il n'existe aucune preuve tangible de tentative de retour ou de toute autre solution durable. Le second concerne quatre incidents survenus en 2019, déclenchés par des affrontements intercommunautaires et d'autres formes de violence.
Pakistan	16 000	106 000	36		45 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Pakistan repose principalement sur les données des situations d'urgence complexes de l'Autorité de gestion des catastrophes du Khyber Pakhtunkhwa (KPDMA). Son processus de collecte de données couvre le Khyber Pakhtunkhwa et les anciennes zones tribales sous administration fédérale (FATA), où les gens vivent en situations de déplacement prolongé à la suite d'opérations militaires. Les données recueillies sur d'autres régions par l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du gouvernement sont moins complètes et sont susceptibles de sous-estimer le nombre de déplacés internes qui y vivent. L'IDMC complète donc la couverture de ces régions par un suivi des médias, en utilisant des données provenant de quatre sources différentes, dont certaines ont été utilisées pour la triangulation et la validation des informations. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est basée sur les données de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes (SDMA) de l'Azad Jammu-et-Cachemire sous administration pakistanaise. Elle inclut également les mouvements déclenchés par des événements de taille réduite et rapportés par les médias et les groupes de la société civile. L'estimation de l'IDMC concernant les personnes déplacées ayant partiellement progressé vers des solutions durables est fondée sur les données relatives aux retours signalés, obtenues auprès de la SDMA, de la KPDMA et du suivi des médias.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées		Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	
Palestine	1 500	243 000	5 900	Conditions non vérifiées 47 000	L'estimation par l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Palestine est fondée sur une analyse des données obtenues de l'OCHA, du Shelter Cluster et du Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et les droits des réfugiés palestiniens. Elle inclut les personnes nouvellement déplacées en 2019 ainsi que celles déplacées depuis plusieurs décennies et au sujet desquelles peu d'informations à jour sont disponibles. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est également basée sur les rapports du Shelter Cluster et de l'OCHA et concerne les personnes déplacées par la destruction de logements, les expulsions, la mise sous scellés de propriétés et les confiscations en Cisjordanie mais aussi à celles qui ont perdu leur maison en raison d'une escalade de la violence à Gaza. Notre estimation du nombre de personnes ayant fait des progrès partiels vers des solutions durables est fondée sur une analyse des données du Shelter Cluster sur le nombre de logements reconstruits à Gaza en 2019. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de personnes déplacées dans des conditions non vérifiées est basée sur une étude de l'OCHA qui stipule que 47 000 personnes sont retournées dans leurs maisons endommagées pour lesquelles aucune information supplémentaire ou preuve tangible n'a pu être obtenue.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 300	14 000			L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Papouasie-Nouvelle-Guinée est basée principalement sur une analyse des données de la DTM de l'OIM. L'IDMC considère que ce chiffre est prudent et approximatif étant donné que l'accès aux communautés déplacées est limité et qu'il n'existe pas d'autres sources permettant de valider les données de l'OIM. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur les données de l'OIM ainsi que sur les reportages des médias.
Pérou	35	60 000			L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Pérou est basée sur les informations du ministère des femmes et des populations vulnérables qui tient un registre des déplacés internes. Ce registre comprend les personnes déplacées pendant le conflit entre le gouvernement et les groupes armés de 1980 à 2000 et les personnes déplacées à la suite d'attaques violentes depuis 2000. L'estimation des nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur les rapports de l'Agencia Peruana de Noticias (ANDINA) et du Diario Libre concernant les personnes évacuées en raison de la violence communautaire.
Philippines	183 000	183 000	115 000	8 300	Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées aux Philippines et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur les rapports du Centre de suivi et d'information sur les opérations de secours et d'interventions du gouvernement (DROMIC) et le HCR, qui fournissent des chiffres actualisés et cumulés pour les cas de déplacement interne. Le HCR est la principale source de données sur les déplacements pour Mindanao et le DROMIC pour les autres régions. Comme les années précédentes, la plupart des nouveaux déplacements en 2019 ont été liés à des attaques armées, des violences politiques et des tensions communautaires à Mindanao.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
République démocratique du Congo	1 672 000	5 512 000			4 542 000	Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en RDC et le nombre total de nouveaux déplacements en 2019 sont fondées sur les données de l'OCHA complétées par des rapports de la DTM de l'OIM. Les données de l'OCHA sont basées sur des évaluations validées de ses partenaires humanitaires sur les mouvements de population entre octobre 2017 et octobre 2019. Les données pour certaines provinces sont complétées par des évaluations menées au niveau des villages par la DTM de l'OIM. Les données sur les déplacements sont disponibles pour 17 provinces. L'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ont enregistré les plus grandes populations déplacées. La DTM de l'OIM et l'OCHA ont également fait état d'un nombre important de retours. Cependant, l'IDMC n'a pas reçu suffisamment de preuves que les personnes signalées comme étant retournées par l'OCHA et la DTM de l'OIM ont trouvé des solutions durables, voire partielles à leur déplacement et nous les avons donc classées comme des conditions non vérifiées. L'augmentation significative du nombre total de personnes déplacées depuis les estimations de l'année dernière est principalement liée à des questions méthodologiques et à la portée géographique plus limitée des données utilisées pour obtenir les estimations de l'année dernière.
République de Macédoine		140				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Macédoine est fondée sur des données obtenues du ministère du travail et de la politique sociale du gouvernement et concerne les minorités albanaises déplacées par la violence en 2001. La dernière mise à jour de ce chiffre date de 2017. Seules des données limitées sont disponibles sur les conditions de vie de ces personnes déplacées et sur les progrès qu'elles ont pu effectuer dans leur recherche de solutions durables à partir de 2019.
République centrafricaine	96 000	592 000	105 000	296 000	34 000	L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées en RCA est basée sur les rapports de la Commission mouvements de population (CMP) dont l'IDMC a soustrait les personnes déplacées par les catastrophes. L'estimation de l'IDMC concernant les nouveaux déplacements en 2019 est basée sur les rapports de l'OCHA et de la CMP, complétés par une analyse d'informations supplémentaires provenant de rapports publiés par des organisations internationales et des médias locaux. L'IDMC considère que le nouveau chiffre des déplacements est sous-estimé car tous les rapports sur les déplacements ne sont pas disponibles. Sur la base de l'analyse des données de la CMP, de la DTM de l'OIM et du mécanisme de réponse rapide, l'IDMC a conclu que 296 000 personnes avaient réussi à trouver des solutions partielles en essayant de retourner chez elles au 31 décembre 2019, dont 105 000 l'ont fait au cours de l'année. Sur la base de l'analyse des données de la CMP pour le second semestre de l'année, l'IDMC a également conclu que 34 000 personnes avaient essayé de retourner chez elles mais que leur situation n'avait pas pu être vérifiée.
Russie		1 800			460	L'estimation de l'IDMC du nombre total de personnes déplacées en Russie est fondée sur des données provenant du Service fédéral des statistiques d'État. Cette estimation repose sur les personnes enregistrées auprès du ministère de l'intérieur comme étant déplacées de force à l'intérieur du pays à la suite de violences, de harcèlement ou de persécutions à partir du 1er janvier 2019. L'estimation des conditions non vérifiées est basée sur la différence entre les chiffres totaux officiels pour 2018 et 2019.
Sénégal		8 400			16 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Sénégal est basée sur les données du gouvernement pour 2019. Ce chiffre représente une baisse significative par rapport aux années précédentes car il a été actualisé pour refléter les tendances récentes en matière de retours, de relocalisations et de réinstallations. Étant donné l'absence de preuves sur les raisons de la baisse du nombre de personnes déplacées, l'IDMC a classé la différence entre les chiffres de 2018 et 2019 dans la catégorie des conditions non vérifiées. Les déplacements ont été initialement déclenchés par un conflit séparatiste entre le Mouvement des forces démocratiques en Casamance (MFDC) et les forces armées nationales dans les années 1990 et au début des années 2000.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées		Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	
Sierra Leone	2 500	5 500		Conditions non vérifiées	Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Sierra Leone et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 sont fondées sur divers reportages des médias qui citent comme sources Caritas et le Mouvement mondial pour les forêts tropicales. Le nombre total de personnes déplacées inclut les personnes déplacées par les violences post-électorales en avril 2018 et les affrontements dans la région de Pujehun en 2019. En l'absence de preuves que les personnes déplacées ont réussi à retourner chez elles ou à trouver un autre type de solution durable, l'IDMC continue de les considérer comme étant toujours déplacées.
Somalie	188 000	2 648 000		9 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Somalie est fondée sur l'estimation de février 2018 du Groupe de travail sur la gestion de l'information (IMWG). Celle-ci a été établie à partir de sources comprenant des entretiens avec des informateurs clés, des évaluations de sites, des évaluations de la DTM de l'OIM et d'ONG locales ainsi que des données d'enregistrement des personnes déplacées recueillies par le cluster de coordination et de gestion des camps (CCCCM). Comme les données n'étaient pas clairement désagrégées par cause de déplacement, le chiffre inclut les personnes déplacées à la fois par le conflit et les catastrophes. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur les informations du Réseau de protection et de surveillance des retours (PRMN), une initiative du HCR et du NRC, que l'IDMC a analysée de manière indépendante. L'estimation du nombre de personnes ayant partiellement progressé vers des solutions durables est également basée sur notre analyse des données du PRMN.
Soudan	84 000	2 134 000	484 000		L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Soudan repose sur une analyse des données du rapport de la DTM de l'OIM d'octobre 2019, qui couvre les cinq États du Darfour et le Kordofan méridional et occidental, ainsi que sur les données publiées par la Commission d'aide humanitaire (HAC) du gouvernement et les chiffres de l'OCHA pour l'État du Nil Bleu. L'État de Sennar, qui accueillerait également des personnes déplacées, n'est pas couvert, ce qui signifie que le chiffre global est sous-estimé. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements en 2019 est fondée sur des données de l'OCHA, du Conseil de sécurité des Nations Unies, de la Commission européenne, de l'Opération hybride de l'Union Africaine et des Nations Unies au Darfour et des reportages des médias locaux de Radio Dabanga et de Sudan Tribune. Le chiffre a doublé par rapport à l'année dernière, ce qui est dû à une escalade de la violence au Darfour occidental à la fin de 2019 ainsi qu'à une augmentation de la violence intercommunautaire dans tout le pays. L'IDMC a classé tous les retours signalés par l'OIM en octobre 2019 comme des solutions partielles. Étant donné que l'OIM ne tient compte que des personnes déplacées et des retours enregistrés dans les États susmentionnés, et que seule une partie des données a été mise à jour en 2019, le nombre réel de tentatives de retour est probablement beaucoup plus élevé que ce qui a été communiqué.
Soudan du Sud	259 000	1 352 000	276 000	901 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de personnes déplacées au Soudan du Sud est basée sur les données des évaluations de la DTM de l'OIM. Ce chiffre inclut également 80 000 réfugiés de retour, vivant dans des camps de déplacés internes. L'estimation de l'IDMC du nombre de nouveaux déplacements en 2019 repose sur l'association de données provenant des évaluations de la DTM de l'OIM et du suivi des événements, qui s'appuient sur des données de l'OCHA, de la DTM de l'OIM, de REACH, de l'UNMISS, de la base de données de l'ACLED et des reportages des médias locaux de Radio Dabanga et Radio Tamazuj. Ce chiffre est probablement une sous-estimation étant donné le manque de collecte systématique de données sur le terrain ce sujet. L'estimation de 901 000 solutions partielles à la fin de 2019 est également basée sur les évaluations de la DTM de l'OIM et comprend 276 000 retours signalés au cours de l'année.



Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Sri Lanka	1 700	27 000			11 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Sri Lanka inclut les personnes demeurant en attente de leur réinstallation depuis la fin de la guerre civile en 2009, selon le ministère de la réinstallation, de la réhabilitation, et des affaires religieuses hindoues. Ces données ont été complétées par des rapports sur les personnes identifiées comme déplacées en 2018, provenant de quatre médias différents, dont certains ont été utilisés pour la triangulation et la validation des informations. Aucune information n'était disponible pour déterminer si les personnes déplacées en 2018 avaient fait des progrès vers une solution durable. Le chiffre comprend également les nouveaux déplacements en 2019 identifiés grâce à un suivi basé sur des événements, pour lesquels l'IDMC n'a pas obtenu d'informations sur le retour potentiel ou les progrès vers des solutions durables. Le même cas fait également partie de l'estimation des nouveaux déplacements, qui comprend deux autres cas identifiés grâce au suivi des médias basé sur des événements.
Syrie	1 847 000	6 495 000	342 000	1 431 000		L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Syrie repose sur l'analyse des données publiées par le Programme d'évaluation des besoins humanitaires (HNAP). L'IDMC a combiné le nombre de déplacés internes avec le nombre de personnes dont les abris ont été endommagés et qui sont déplacés au sein de leurs communautés. L'estimation du nombre de nouveaux déplacements est fondée sur l'analyse de l'IDMC des données obtenues du HNAP et du groupe de travail sur les déplacés internes de Syrie. Ce chiffre est une sous-estimation car il exclut les personnes qui ont été déplacées pendant moins de 30 jours. Compte tenu du niveau élevé d'insécurité et le manque de services et d'infrastructures, l'IDMC considère tous les retours signalés par le HNAP comme des solutions partielles.
Tchad	58 000	176 000				Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Tchad et le nombre total de nouveaux déplacements en 2019 sont basées sur les données de la DTM de l'OIM, complétées par des rapports de Voice of America. Les chiffres concernent principalement les personnes dont le déplacement a été déclenché par l'insurrection armée en cours dans la province du Lac et par la violence intercommunautaire dans les provinces du Moyen-Chari, de l'Ouaddai et de Sila. L'augmentation des nouveaux déplacements est à mettre en relation avec l'application de la méthode de suivi des urgences de l'OIM, la DTM, dans la province du Lac et une détérioration générale de la situation sécuritaire du pays. L'IDMC n'a pas pu obtenir la preuve que les personnes déplacées dans les provinces du Moyen-Chari, du Ouaddai et de Sila avaient pu retourner chez elles ou chercher une autre solution et les considère donc toujours déplacées.
Thaïlande		41 000				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Thaïlande est fondée sur les données d'une étude de l'Université de Harvard de 2010. Elle s'appuie pour sa part sur les résultats d'une enquête menée par l'Université du Prince Songkhla afin d'évaluer les impacts de l'insurrection ethnique et séparatiste sur les bouddhistes dans le sud du pays. Étant donné qu'il n'existe pas de mécanisme systématique d'identification des victimes et d'assistance aux personnes déplacées et aux communautés touchées, et que les données disponibles datent de plusieurs années, l'IDMC considère que son estimation est approximative.
Togo	2 000	2 000				Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Togo et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 reposent sur les informations recueillies grâce au suivi basé sur les événements via la base de données de l'ACLED et les rapports des médias de RFI Afrique. Les nouveaux déplacements ont été déclenchés par un conflit foncier entre les communautés Gangan et Tchokossi à Gando (préfecture d'Oti Sud) en juin. L'IDMC n'a pu identifier aucune preuve de tentatives de retour ou d'autres formes de solutions durables et considère donc que les personnes sont toujours déplacées.

Pays ou territoire	Nouveaux déplacements	Nombre total de déplacés internes	Solutions partielles ou conditions non vérifiées			Commentaires sur les chiffres
			Flux partiel	Stock partiel	Conditions non vérifiées	
Tunisie	4	4				Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Tunisie et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 se basent sur un cas identifié par la surveillance des médias et obtenu via la base de données de l'ACLED. Une famille a été déplacée à la suite de violences militaires dans la région d'El Guettar. C'est la première fois que l'IDMC a enregistré des déplacements liés au conflit et à la violence en Tunisie.
Turquie	2 000	1 099 000				L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Turquie comprend trois groupes : les personnes vivant en situation de déplacement prolongé depuis le conflit turco-kurde dans les années 1990, celles déplacées pendant les opérations de sécurité dans la région du sud-est de l'Anatolie en 2015 et 2016, et celles fuyant les attaques transfrontalières liées aux avancées militaires dans le nord-est de la Syrie en octobre 2019. L'estimation de l'IDMC pour le premier groupe est fondée sur les données publiées par l'Université Hacettepe en 2006. La source pour le deuxième groupe est une transcription d'une session parlementaire de novembre 2018, au cours de laquelle des responsables turcs ont mentionné le nombre de logements détruits lors des opérations de sécurité à Cizre, Diyarbakir Sur, Hakkari, Idli, Mardin Nusaybin, Silopi, le centre Sirmak et Yüksekova. Les données sur le troisième groupe ont été extraites d'un point de presse des Nations Unies, au cours duquel un porte-parole du HCDH a rapporté que des milliers de personnes dans une ville turque proche de la frontière avec la Syrie avaient été forcées de fuir leurs domiciles. La dernière vague de déplacement signalée en Turquie est la conséquence des tirs transfrontaliers lors de l'offensive turque dans le nord-est de la Syrie en octobre 2019. En conséquence, 2 000 nouveaux déplacements ont été signalés.
Ukraine	60	730 000	260			Les estimations de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées en Ukraine et le nombre de nouveaux déplacements en 2019 sont fondées sur des données et des informations fournies par l'OCHA, le NRC et le Protection Cluster des Nations Unies. Le ministère ukrainien de la politique sociale a fait état de 1 434 585 personnes déplacées enregistrées au 31 décembre 2019, mais l'IDMC estime qu'il y a entre 730 000 et un million de personnes déplacées, sur la base des informations obtenues de l'OCHA et de ses partenaires humanitaires concernant le nombre de personnes déplacées vivant dans les zones contrôlées par le gouvernement. L'écart entre les chiffres du ministère et ceux de l'OCHA s'explique par le fait que de nombreuses personnes figurant dans la base de données du ministère ne sont plus déplacées mais qui restent inscrites au registre, condition nécessaire pour accéder à leur pension. Le nombre de personnes déplacées dans les zones non contrôlées par le gouvernement n'est pas connu. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements est basée sur le suivi des événements et les reportages des médias de quatre médias différents, dont certains ont été utilisés pour la validation et la triangulation des informations.
Yémen	398 000	3 635 000	26 000	1 193 000	9 000	L'estimation de l'IDMC concernant le nombre total de personnes déplacées au Yémen concerne les personnes signalées dans l'évaluation de la DTM de l'OIM 37 comme étant déplacées par le conflit depuis 2014. L'évaluation a été réalisée dans les 22 gouvernorats en novembre 2018 mais n'a été publiée qu'en mai 2019. L'estimation de l'IDMC concernant le nombre de nouveaux déplacements en 2019 a également été calculée à partir des données de la DTM de l'OIM. Ce chiffre est considéré comme approximatif et prudent car l'accès aux personnes déplacées est limité et la situation sécuritaire est volatile. Le DTM de l'OIM fait également état de 1 193 000 personnes de retour en décembre 2019, ainsi que de 26 300 mouvements de retour en 2019, mais l'IDMC estime que ces personnes n'ont trouvé que des solutions partielles car les conditions dans les zones de retour ne sont probablement pas propices à des solutions durables. L'estimation de l'IDMC concernant les personnes dont les conditions ne peuvent être vérifiées correspond au nombre de personnes signalées par la DTM de l'OIM comme ayant « quitté » leur lieu de déplacement en 2019, mais pour lesquelles il n'y a pas plus d'informations disponibles.

# DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Le GRID 2020 a bénéficié des contributions de nombreux partenaires, instituts de recherche et experts indépendants qui ont soumis des documents de référence étayant le rapport principal. Les versions complètes de ces documents sont disponibles en ligne à l'adresse : <http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2020>

## Coordination and participation in Georgia: what worked and what didn't

*Good examples and challenges from Georgia*

Tamar Bolkvadze, Conseil danois pour les réfugiés

Les thématiques de coordination et de participation des personnes déplacées ne sont pas nouvelles pour la Géorgie et le pays a développé plusieurs mécanismes de coordination et de participation des citoyens. Bien que les expériences de la Géorgie puissent constituer des exemples positifs pour d'autres pays, la Géorgie est aussi l'exemple que les cadres, aussi développés soient-ils, ne servent à rien s'ils ne sont pas mis en pratique. La coordination entre les parties prenantes et la participation des déplacés demeurent complexes et leur réussite dépendra de la capacité et de la volonté des principales parties prenantes (en particulier, les organismes gouvernementaux) ainsi que des efforts de sensibilisation de la part des ONG et des personnes déplacées elles-mêmes. En outre, l'exemple de la Géorgie montre que la coordination et la participation des personnes déplacées doivent être assurées de manière horizontale entre les acteurs étatiques, régionaux ou locaux, mais aussi verticale - entre ces deux niveaux.

Compte tenu des ressources financières limitées et des besoins non résolus des personnes déplacées, la coordination entre les parties prenantes et la participation des personnes déplacées pour identifier les priorités est très importante. Une programmation coordonnée entre l'État, les autorités locales et les autres parties prenantes peut optimiser l'impact de l'aide fournie et son adhésion par les personnes déplacées.

Dans ce document, je présente brièvement le contexte et le cadre politique des déplacements en Géorgie, puis j'expliquerai plus en détail la coordination et la participation relatives aux personnes déplacées à différents niveaux et je conclus avec des recommandations pour la Géorgie et les autres pays touchés par les déplacements internes.

---

## Drought-induced internal displacement management in Ethiopia: promising trajectories

Birhan Tekla

Le déplacement interne est devenu une source de préoccupation des États et des organisations de la société civile en raison de son augmentation sans précédent dans le monde. De même, le déplacement interne provoqué par la sécheresse qui sévit depuis les années 1970 suscite des craintes en Éthiopie. Par conséquent, sur la base de données secondaires, cette recherche documentaire a exploré et a analysé les trajectoires successives des structures de gestion des déplacements internes provoqués par la sécheresse en Éthiopie sous trois régimes successifs : sous le règne de l'empereur Haïlé Sélassié I, le régime du Derg qui était défini par son idéologie communiste, et l'EPRDF, le parti politique actuel qui est au pouvoir depuis 29 ans. Sur la base de l'analyse des données, les recherches ont montré que contrairement à Haïlé Sélassié et au régime du Derg, où des mesures axées sur le redressement ont été prises pour faire face aux déplacements internes provoqués par la sécheresse, les mesures prises sous le régime de l'EPRDF sont axées sur la prévention et sont davantage porteuses d'espoir.

---

## Leaving is living

*L'impact de la famille, de l'économie et de la violence sur les enfants migrants du Salvador*

Alfonso Álvarez, Silvana Audia Comandari, Marielos Burgos et Miguel Artiga, World Vision El Salvador

Bien que la migration soit une tendance commune dans l'histoire récente du Salvador, il existe peu de données sur les points de vue des enfants, leurs motivations et leurs expériences dans les processus de migration régulière et irrégulière. World Vision, une organisation internationale de développement, d'aide humanitaire et de défense des droits des enfants, a mené deux études sur les migrations, en interrogeant directement les enfants ainsi que les personnes qui s'occupent d'eux, afin de mieux comprendre le phénomène de la migration au Salvador lors des événements migratoires les plus récents : la migration massive des enfants en 2014 et les caravanes en 2018. Sur la base des résultats de ces études, World Vision a identifié que les enfants salvadoriens migraient pour trois raisons principales : le regroupement familial, l'exclusion économique et/ou de meilleurs débouchés ailleurs ainsi que la violence sociale qui sévit dans leur communauté. Le présent document fournit des preuves de ces motivations migratoires - telles qu'exprimées par les enfants et les principaux prestataires de soins au Salvador - et formule des recommandations à l'intention des différentes parties prenantes engagées dans la lutte contre ce problème.

---

## Lessons from history: ending internal displacement in post-civil war Lebanon

Faten Ghosn, University of Arizona

Après la guerre civile dévastatrice de 15 ans au Liban (1975-1990), deux stratégies ont été mises en place pour faire face à la destruction et au déplacement. La mise en œuvre de ces plans a varié à travers le pays et au fil du temps car ils ont été influencés par les relations de pouvoir et les rivalités politiques entre les responsables gouvernementaux. En conséquence, nous avons assisté à différents type de retours.

En basant le retour sur un continuum, différentes régions du Liban peuvent être représentées pour montrer que si de nombreuses régions n'ont pas connu de retours (par exemple Aaramoun), il y a une grande variation en matière de retours. En d'autres termes, certaines régions ont connu un retour permanent partiel (c'est-à-dire qu'un certain nombre de personnes qui avaient auparavant fui sont retournées dans leur localité d'origine, comme à Aley), d'autres ont connu un retour saisonnier (c'est-à-dire pendant les week-ends et les vacances d'été, comme à Khiam) et un certain nombre de régions ont connu un retour permanent (par exemple à Qraye). Trois facteurs ont eu un impact sur la variation des niveaux de retour : 1) les opportunités économiques et les activités de développement ; 2) les réparations/indemnisations ; et 3) la réconciliation.

---

## Making disaster displacement visible in Brazil

*An analysis of the official national disaster information system*

Erika Pires Ramos, Fernanda de Salles Cavedon-Capdeville, Luiza de Moura Pallone, Andrea Zamur, Réseau sud-américain pour les migrations environnementales (RESAMA)

L'amélioration de la cartographie, de la compréhension et de la gestion des déplacements internes provoqués par les catastrophes dépend de l'amélioration de la collecte de données, qui, pour sa part, peut favoriser une prise de décision fondée sur des preuves. Le RESAMA a mené une étude sur le système national brésilien d'information sur les catastrophes, identifiant les lacunes liées à la méthodologie de collecte, à la systématisation et au partage des données, qui entravent la production de preuves fiables des déplacements liés aux catastrophes au Brésil. La gouvernance et le cadre juridique nationaux actuels en matière de RRC n'incluent pas les concepts qui reflètent les situations de déplacement, ce qui entrave l'identification des personnes déplacées et le suivi des phénomènes. D'autres lacunes s'y rattachant ont été identifiées, telles que les difficultés liées aux données sur les événements à évolution lente et l'absence de surveillance suffisante des données après la catastrophe. Ainsi, les personnes déplacées par des catastrophes au Brésil demeurent invisibles dans les politiques et les lois de réduction des risques de catastrophes. L'amélioration de la collecte de données relatives aux déplacements de personnes à la suite de catastrophes permettrait au Brésil de combler les lacunes qui compromettent actuellement la visibilité des personnes déplacées et d'élaborer des stratégies de réponse efficaces.

---

## Measuring long-term displacement using Facebook data

Eugenia Giraudy, Paige Maas, Shankar Iyer, Zack Almquist, JW Schneider, Alex Dow, Facebook

Chaque année, les catastrophes causées par les risques naturels font fuir des millions de personnes de leur domicile. Pour répondre aux besoins des personnes déplacées, les organisations humanitaires doivent disposer de données précises sur le nombre de personnes déplacées et sur la façon dont ce nombre varie dans le temps. Cependant, les organisations humanitaires manquent souvent de données précises pour quantifier ces déplacements. Dans ce document, nous présentons une nouvelle approche, développée conjointement avec l'IDMC, pour utiliser des données de localisation agrégées et rendues anonymes sur Facebook afin d'évaluer les tendances de déplacement dans les semaines et les mois qui suivent les catastrophes. Cette approche aide à combler plusieurs lacunes dans les données, comme la création d'estimations quotidiennes des personnes déplacées, la compréhension des lieux où ces personnes ont été déplacées et la durée du déplacement. Ce document explore également les connaissances que nous avons trouvées dans deux crises spécifiques : Le cyclone Fani en Inde et au Bangladesh et le typhon Hagibis au Japon.

---

## Reinventing post-disaster shelter provision

Airi Iris Ryu, Daruma, fondatrice, Université de Cambridge, chercheuse diplômée

Lors d'une catastrophe urbaine, les abris d'urgence surpeuplés et insalubres peuvent entraîner des maladies, des violences sexuelles et une aggravation des conditions de vie des personnes déplacées. Cependant, il existe d'autres abris informels qui sont offerts par des bénévoles de manière spontanée sous la forme d'espaces partagés, de chambres d'hôtel vacantes et de dortoirs. Non seulement, ces abris sont plus adaptés mais ils permettent aussi de réduire le nombre de personnes déplacées qui ne trouvent pas d'abri adéquat.

Cette étude, basée sur une analyse documentaire et des entretiens semi-structurés avec des personnes volontaires spontanés en Australie, au Japon et aux États-Unis, passe en revue les problèmes dans le processus actuel d'accès aux abris qui entravent la fourniture efficace d'abris d'urgence informels lors de catastrophes urbaines. En se concentrant particulièrement sur les villes des pays développés, cette étude explore comment une plateforme numérique peut améliorer et rationaliser la disposition en matière d'abris entre les bénévoles et les déplacés internes afin d'accélérer les progrès des objectifs de développement durable et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

---

## Why has nobody come back here?

*Monitoring physical and social conditions in places of origin to understand IDP return patterns*

Roger Guiu, Nadia Siddiqui, Social Enquiry

Disposer de données de meilleure qualité et plus localisées sur les conditions physiques et sociales du retour peut aider à expliquer pourquoi certaines régions touchées par le conflit connaissent un retour complet de leurs populations déplacées et d'autres pas. En nous basant sur un système de suivi établi par la DTM de l'OIM en Irak qui évalue 1 700 lieux dont les populations ont été déplacées en raison du conflit de l'EIL (État islamique en Irak et au Levant) et qui commencent maintenant à retourner, nous avons élaboré un cadre d'indicateurs et nous l'avons associé à une modélisation statistique pour évaluer le lien entre les conditions physiques et sociales au niveau local et la probabilité que les populations y retournent. Ce document met l'accent sur la construction et la méthodologie d'un tel cadre et son système de notation appliqué à un contexte post-conflit, avant de présenter les leçons tirées de son application qui peuvent être judicieuses pour d'autres personnes cherchant à explorer les moyens d'utiliser des données à grande échelle à un niveau donné pour proposer une compréhension plus nuancée des mouvements de déplacement et de retour. Enfin, nous voyons en quoi les outils basés sur les données peuvent aider à élaborer des réponses aux populations dans le besoin ainsi que des cadres internationaux plus larges liés au déplacement et les tensions inhérentes à la généralisation des outils et des cadres sans en occulter la pertinence et leur application sur le terrain.

---

## Monitoring overcoming vulnerability of victims of forced displacement in Colombia

Oscar Ivan Rico Valencia. Unit for Integral Attention and Reparation of Victims, Colombie

Le conflit armé interne de la Colombie a déplacé environ 8 millions de personnes au cours des soixante dernières années. Afin de suivre les progrès réalisés dans la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées, l'Unité des victimes du gouvernement a commencé à effectuer des évaluations des vulnérabilités liées au déplacement en 2015. L'évaluation est effectuée deux fois par an, sur la base de dossiers administratifs et d'enquêtes sur les ménages réalisées par des organismes gouvernementaux officiels. La mesure s'applique aux victimes de déplacements internes enregistrées dans le Registre unique des victimes, un registre officiel accessible qui est en place depuis 1997. Pour chaque personne déplacée, un indice de réinsertion socio-économique est calculé. Selon une approche fondée sur les droits, surmonter les vulnérabilités liées au déplacement suppose que l'individu puisse jouir des droits suivants : documentation personnelle, santé, assistance psychosociale, éducation, alimentation, logement adéquat, regroupement familial et création de revenus. Le résultat de cette évaluation de la vulnérabilité est utilisé à la fois pour allouer le budget aux municipalités et aux agences gouvernementales et pour cibler les programmes sociaux.

---

# REMERCIEMENTS

## Équipe GRID

**Direction :** Alexandra Bilak and Bina Desai

**Coordination :** Vicente Anzellini

**Auteurs principaux :** Vicente Anzellini, Bina Desai et Clémence Leduc

**Auteurs collaborateurs et analyses :** Clémentine André, Juliette Benet, Adrián Calvo Valderrama, Christelle Cazabat, Pablo Ferrández, Vincent Fung, Justin Ginnetti, Ivana Hajžmanová, Manuela Kurkaa, Marta Lindström, Scott Lloyd, Maria Teresa Miranda Espinosa, Raphaëlla Montandon, Elisabeth du Parc, Hamish Patten, Sylvain Ponsere, Álvaro Sardiza Miranda, Chloe Sydney et Louisa Yasukawa.

**Communications et relations extérieures :** Lia Bergara, Thami Essabih Eddafali, Steven Kelly, Caressa Kok, Hacen Mohammedi, Rachel Natali, Frankie Parrish, John Phillips, Dawn Vout et Susie Zaragoza.

**Mise en page et conception :** Gregory van der Donk

**Cartes :** Maria Teresa Miranda

**Éditeur :** Jeremy Lennard

## Contributions et soutien externes :

L'IMDC remercie tout particulièrement les personnes suivantes pour leurs conseils avisés :

**Groupe d'experts du GRID :** Allehone Abebe (HCR), Caroline Bahnsen (Banque mondiale), Alison Brown (Université de Cardiff), Samuel Cheung (HCR), Elizabeth Ferris (Brookings Institution/Université de Georgetown), Catherine-Lune Grayson (CICR), Saleemul Huq (Centre international pour le changement climatique et le développement (ICCCAD) et IIED), Kerry Maze (OIM), Sorcha O'Callaghan (Institut de Développement d'Outremer), Laura Rubio Díaz-Leal (ITAM), Elisabeth Vikman (Impact Initiatives), Greta Zeender (OCHA) et Caroline Zickgraf (Observatoire Hugo, Université de Liège).

**Révisions par les pairs :** Hélène Atrafi (Bureau des Nations Unies en Éthiopie), Martina Caterina (HCR), Roger Duthie (Centre international pour la justice transitionnelle), Laura Kivela (Save the Children), Daniel Macguire (HCR), Phil Orchard (Université de Wollongong, Australie), Lorenza Rossi (OIM) et Atle Solberg (Platform on Disaster Displacement).

**Documents de référence et contributions externes :** Alfonso Álvarez, Silvana Audia Comandari, Marielos Burgos et Miguel Artiga (World Vision El Salvador), Tamar Bolkvadze (Conseil danois pour les réfugiés), Eugenia Giraudy, Paige Maas, Shankar Iyer, Zack Almquist, JW Schneider et Alex Dow (Facebook), Faten Ghosn (University of Arizona), Roger Guiu et Nadia Siddiqui (Social Inquiry), Erika Pires Ramos, Fernanda de Salles Cavedon-Capdeville, Luiza de Moura Pallone et Andrea Zamur (RESAMA, Réseau sud-américain pour les migrations environnementales), Oscar Iván Rico Valencia (Unit for Integral Attention and Reparation of Victims), Airi Iris Ryu (Daruma, fondateur, Université de Cambridge) et Birhan Tekla.

**Nous remercions tout particulièrement les gouvernements des pays suivants pour leur engagement et leur soutien dans la collecte et l'analyse de données sur les déplacements internes :** Albanie, Australie, Azerbaïdjan,

Bosnie-Herzégovine, Canada, Colombie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Honduras, Indonésie, Irak, Mali, Mexique, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigeria, Pakistan, Philippines, Qatar, République du Congo, République de Corée, Salvador, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Sri Lanka, Soudan, Suisse, Togo, Ouganda, Ukraine et Yémen.

Nous remercions les bureaux du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) en Afghanistan, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Colombie, République démocratique du Congo, Éthiopie, Irak, Honduras, Bureau régional pour la Corne de l'Afrique, Jordanie, Kenya, Liban, Mali, Myanmar, Niger, Nigeria, Pakistan, Palestine, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Syrie, Ouganda, Ukraine, Venezuela et Yémen.

Nous remercions les bureaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et tout particulièrement Nuno Nunes, Stéphanie Daviot, Muhammad Rizki, Duncan Sullivan, Raúl Soto, les coordinateurs régionaux de la DTM (Damien Jusselme, Chiara Lucchini, Lorenza Rossi) et les bureaux nationaux en Afghanistan, aux Bahamas, au Bangladesh et au Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Salvador, Éthiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Mali, Madagascar, Myanmar, Mozambique, Népal, Nigeria, Niger, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Syrie, Ukraine et Yémen.

Nous remercions les bureaux de l'Office for Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA- Bureau de la coordination des affaires humanitaires) en Afghanistan, au Burkina Faso, en Colombie, au Congo, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, au Myanmar, au Nigeria, en Territoire palestinien occupé (TPO), aux Philippines, en Somalie, au Soudan du Sud, en Syrie, en Thaïlande, en Ukraine, au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, au Tchad.

Nous remercions les bureaux du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en Afghanistan, Arménie, Burundi, Colombie, République démocratique du Congo, Jordanie, Kosovo, Myanmar, Niger, Nigeria, Pakistan, Philippines, Serbie, Somalie, Sri Lanka et Ukraine.

Nous remercions les institutions suivantes pour leur collaboration continue : Al-Haq ; Université catholique Andrés Bello ; Assessment Capacities Project (ACAPS) ; the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) ; Banque de développement des Caraïbes ; CCCM Cluster for Myanmar ; Civic United Nations Holding Group of Influence ; Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH) ; CrimeaSOS ; Cristosal ; Department of Environmental Systems Science of ETH Zurich (ETH) ; Department of Statistics, University of Oxford ; Directorate of Disaster Preparedness and Refugees ; Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne (Joint Research Centre, JRC) ; Programme « Data for Good » de Facebook ; Floodlist ; Human Rights Watch (HRW) ; Humanitarian Needs Assessment Programme (HNAP) ; Groupes de travail sur la gestion de l'information en Somalie et en Éthiopie ; Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP) de la Universidad Centroamericana (UCA) ; Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ; International Crisis Group ; Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) ; The National Coordination Centre

of the Australian Red Cross ; Service commun de profilage des personnes déplacées (Joint IDP Profiling Service, JIPS) ; Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR) ; PRIO Cyprus Centre ; Protection Cluster Ukraine ; R2P-Right to Protection ; Rafael Landivar University ; Initiative REACH (Afghanistan, Soudan du Sud, Ukraine, Somalie) ; Shelter Cluster (Bahamas, Myanmar, Palestine, Yémen) ; Comité d'État de la République d'Azerbaïdjan pour les affaires des réfugiés et des personnes déplacées ; The Border Consortium pour le Myanmar ; Unit for Integral Attention and Reparation of Victims (Colombie) ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; Bureau du coordinateur résident des Nations Unies au Népal ; Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ; Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme des applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT) ; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ; Bureau de la population, des réfugiés et des migrations des États-Unis et Programme alimentaire mondial (PAM).

Nous remercions les collaborateurs suivants pour leur aide et leur soutien avisés : Faten Ghosn ; John Marazita III ; Shiva Sharifzad.



L'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) est la principale source d'information et d'analyse sur les déplacements internes dans le monde. Depuis sa création en 1998 au sein du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), l'IDMC offre un service rigoureux, indépendant et fiable à la communauté internationale. Notre travail éclaire les décisions politiques et opérationnelles qui améliorent la vie des millions de personnes vivant dans des situations de déplacement interne et de celles qui risquent d'être déplacées à l'avenir.

Observatoire des situations de déplacement interne

 [www.internal-displacement.org](http://www.internal-displacement.org)

3 rue de Varembe, 1202 Genève, Suisse

 [www.facebook.com/InternalDisplacement](https://www.facebook.com/InternalDisplacement)

+41 22 552 3600 | [info@idmc.ch](mailto:info@idmc.ch)

 [www.twitter.com/IDMC\\_Geneva](https://www.twitter.com/IDMC_Geneva)